

COLEGIO NOTARIAL DE BARCELONA

ESTUDIOS HISTÓRICOS
Y DOCUMENTOS

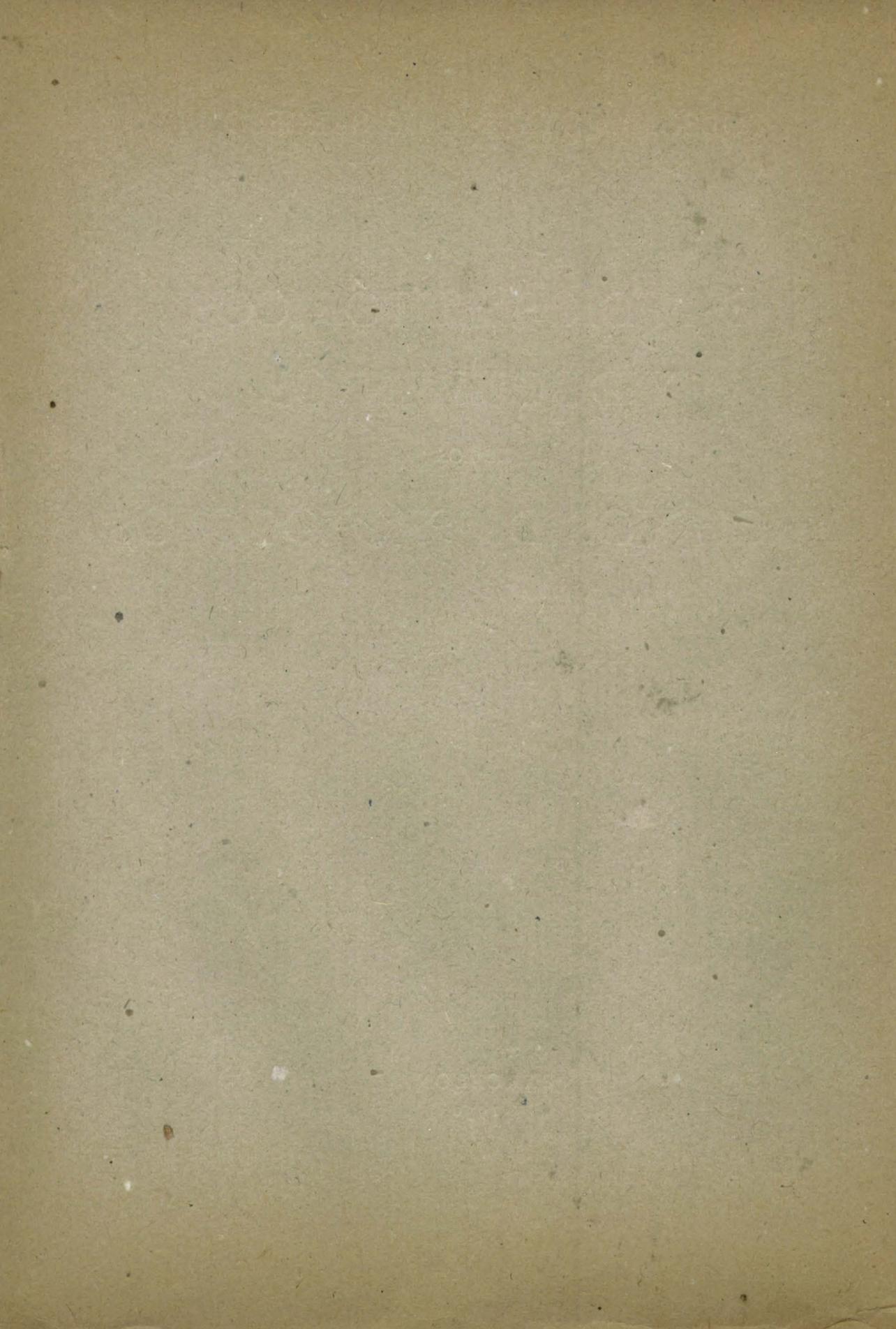
DE LOS

ARCHIVOS DE PROTOCOLOS

II

BARCELONA

1950



ESTUDIOS HISTÓRICOS
Y DOCUMENTOS DE LOS ARCHIVOS
DE PROTOCOLOS

II

COLEGIO NOTARIAL DE BARCELONA

ESTUDIOS HISTÓRICOS
Y DOCUMENTOS

DE LOS

ARCHIVOS DE PROTOCOLOS

II

BARCELONA

1950

Dans Barcelone, au XVIII^e siècle

Transformations économiques, élan urbain et mouvement des salaires dans le bâtiment

L'esquisse qui va suivre ne peut prendre son véritable sens que dans le cadre d'une recherche économique plus étendue. Nous ne pourrions ici en indiquer tous les contacts et en justifier toutes les données. Il m'a semblé naturel pourtant de publier dans la Revue du Collège des Notaires de Barcelone quelques résultats obtenus grâce à l'admirable conservation de sa collection d'archives, et à l'extrême amabilité de ceux qui sont chargés de les conserver.

* * *

Les salaires comme problème historique. Le problème historique des salaires a été longtemps traité superficiellement. Combien de fois les historiens ne se sont-ils pas contentés, en cette matière, d'indications éparses, surtout demandées—pour les temps modernes—aux rapports d'un économiste ou d'un voyageur? Ainsi TOWNSEND et YOUNG, pour la Catalogne du XVIII^e siècle, ont fondé la plupart des affirmations sur le niveau de vie probable des travailleurs, l'exactitude de leur information semblant suffisamment garantie par une concordance approximative de leurs données.

Comparant ces données de TOWNSEND et de YOUNG à celles de LARRUGA pour l'ensemble de l'Espagne du XVIII^e siècle, et aux utilisations qu'en avaient déjà faites DESDE-

VICES DU DEZERT et ALTAMIRA, CARLES PI SUNYER a tenté un jour quelques rapides calculs ⁽¹⁾.

Sa note, exempte de prétentions, est demeurée précieuse, par les préoccupations qu'elle révélait, et la prudence de ses conclusions ⁽²⁾. Mais elle date de vingt ans, et l'histoire économique est devenue depuis lors, à qui veut citer des chiffres, plus exigeante. Il n'est pas difficile, d'ailleurs, de justifier ces exigences accrues.

Imaginons que dans quelque deux cents ans un historien veuille reconstituer l'histoire du premier quart du XX^e siècle, à Barcelone et en Catalogne. Croirons-nous qu'il en aura assez dit, sur le problème des salaires, en empruntant à un journaliste — même choisi parmi les plus sérieusement informés — deux ou trois chiffres « moyens », et en les comparant au niveau (« moyen » aussi) des prix en Espagne ?

D'une pareille méthode, chacun, dans ce cas, saisit les dangers.

Le salaire ne varie pas seulement de l'ouvrier qualifié au manoeuvre — fait bien connu, et dont il est presque toujours tenu compte. Il varie aussi très sensiblement d'un métier à l'autre, et entre de nombreuses catégories d'un même métier. Le maçon, par exemple, gagne souvent davantage que le plombier ou le menuisier. Et il n'est pas de petite usine qui n'établisse, entre le plus payé et le moins payé de ses travailleurs, un très complexe éventail.

D'un lieu à l'autre, également, la rémunération d'un travail identique n'est pas constante. On sait qu'entre les filatures du « Pla de Barcelone » et celles « de haute montagne », la différence de niveau des salaires est assez notable pour établir un équilibre économique délicat. Et qui jugerait des conditions de vie de l'ouvrier barcelonais en

⁽¹⁾ PI SUNYER Carles. *L'aptitud econòmica de Catalunya*. Barcelone. 1937. pp 177-178. Et du même: *Apunts per a l'història de la indústria cotonera catalana*. Butlletí de l'Associació de Fabricants de Filats i Teixits del Pla de Barcelona. Maig-agost 1925. Les références sont: ALTAMIRA. *Historia de España*. IV. pp. 279-280; DESDEVICES DU DEZERT. *Espagne de l'Ancien Régime*. III. p. 58. LARRUGA. *Memorias*. XVI. p. 121. TOWNSEND. *Voyage*. I. p. 62; II p. 317. Les calculs sont: Salaire moyen à Barcelone: 8 réaux, soit 15 sous catalans — en argent 2 pesetas —; 272 journées de travail, soit 2176 réaux par an; nécessités annuelles d'un travailleur à Barcelone, selon YOUNG: 1040 réaux, « en Espagne » selon LARRUGA: 300.

⁽²⁾ « Els treballadors satisfien correntment les necessitats de la vida... » Loc. cit. p. 177.

fonction des prix madrilènes ou andalous s'exposerait, ou le sait bien, à de très graves méprises.

Enfin et surtout, c'est *par leur dynamique, par leur mouvement dans le temps*, que les salaires des travailleurs sont un important facteur de l'histoire. De 1914 à 1923, qui pourrait nier l'influence prise en Espagne par la relation prix-salaires, subitement altérée? Au temps de la presque-revolution de 1917, de la tragique agitation sociale barcelonaise, de l'installation de la dictature, suffira-t-il de dire que le «salaire moyen» était à Barcelone de 8, 10 ou 12 pesetas, par jour, et que le prix des denrées, «en Espagne», exigeait tant de pesetas pour vivre una année? Toute donnée isolée dans le temps, toute «moyenne», dans l'espace, calculée sur un trop petit nombre de cas, toute comparaison de termes hétérogènes, risquerait ici de tromper, plutôt que de servir, les curiosités de l'historien. L'étude dynamique d'un élément de l'économie sociale comme le salaire, a sévèrement prescrit SIMIAND ⁽³⁾, exige de renoncer désormais à tout «échantillonnage empirique et à toute utilisation de sources discontinues».

Or il n'y a aucune raison de nous contenter, pour le XVIII^e siècle—ou pour le XVI^e—de méthodes qui, pour le XX^e, nous choqueraient par leur insuffisance, ou par leurs dangers d'erreur. Sans doute avons nous l'impression confuse que les évènements de l'histoire se pliaient autrefois moins que de nos jours aux pressions de certains faits sociaux de masse. Mais il faut se garder, sur ce point, d'être trompé par les apparences. Et il faut en tout cas vérifier, chaque fois que faire se peut.

Il faut cependant aussi répondre à une objection. Nous n'avons pas toujours une foi absolue en nos modernes services de statistiques officielles. Il pourrait à bon droit sembler chimérique d'espérer raisonner statistiquement pour des temps où l'ébauche —et l'idée même— de tels services n'existaient pas.

Mais peut-être existe-t-il des sources involontaires (et par là même exemptes, tout au moins, de systématique

(3) SIMIAND, F. Le salaire, l'évolution sociale et la monnaie, Paris, 1932. 3 vol. I, p. XI.

déformation), permettant de reconstituer des séries chiffrées. Dans ce domaine, au cours de ces vingt dernières années, les historiens de l'économie ont pour ainsi dire prouvé le mouvement en marchant. En matière de prix, de revenus, de salaires, ils nous ont apporté déjà trop de précisions suivies —et largement concordantes— pour qu'on puisse leur opposer désormais l'hypercritique ou le scepticisme. Malheureusement, dans la formation d'une masse de chiffres et d'indices rapidement étendue, la documentation catalane a pris peu de place. Et sans doute les sources barcelonaises ont-elles été sous-estimées. Nous espérons le prouver ici au moins sur un point, et qui permet quelques comparaisons suggestives.

* * *

Les exigences de la méthode et la documentation catalane. SIMIAND a posé, en France, les fondements d'une méthode pour l'étude historique des salaires et de leurs mouvements, avec recherche des concomitances éventuelles. Son ouvrage fondamental, il est vrai, a porté sur un temps et sur des régions où existaient au moins des statistiques élémentaires ⁽⁴⁾. Et ses autres travaux —concernant les prix— ont utilisé, pour un passé plus lointain, des données moins homogènes, et moins directes ⁽⁵⁾.

Mais, un peu plus récemment, C.-E. LABROUSSE a démontré avec une parfaite clarté qu'en matière de prix et de revenus, le raisonnement statistique pouvait s'appliquer assez largement à l'histoire du XVIII^e siècle ⁽⁶⁾. Et, bien que le salaire, dans tous les cas, se trouve parmi les notions les plus difficiles à déterminer et à suivre, il est certain qu'on peut désormais parler chiffres, et pour des siècles assez différents, avec lord BEVERIDGE quant à l'Angleterre ⁽⁷⁾, avec ELSAS quant à l'Allemagne, avec PRIBRAM quant

⁽⁴⁾ Ouvrage cité à la note 3, portant sur le XIX^e siècle français.

⁽⁵⁾ SIMIAND. Recherches anciennes et nouvelles sur le mouvement général des prix du XVI^e siècle. Paris. 1932.

⁽⁶⁾ LABROUSSE C.-E. Esquisse du mouvement des prix et des revenus en France au XVIII^e siècle. Paris. 1933. 2 vol. Du même: La crise de l'économie française à la fin de l'Ancien régime et au début de la Révolution. T. I. 1944.

⁽⁷⁾ BEVERIDGE sir William. Prices and Wages in England from the Twelfth

à l'Autriche⁽⁸⁾, avec POSTHUMUS quant à la Hollande⁽⁹⁾.

Et, bien entendu, avec Earl J. HAMILTON quant à l'Espagne, qu'il s'agisse de la Navarre, de Valence et de l'Aragon aux XIV^e et XV^e siècles, de l'Andalousie et des Castilles aux XVI^e et XVII^e, des mêmes provinces, et de Valence encore, entre les années 1650 et les années 1800⁽¹⁰⁾. Si la Catalogne a été délaissée dans cette série d'études fondamentales, c'est d'une part que Earl J. HAMILTON a cru y rencontrer, lors de ses premiers sondages, des difficultés insurmontables de documentation. C'est aussi, assurément, qu'il a ressenti, avec son expérience très aiguisée d'historien, combien de problèmes particuliers, lors des grands élans économiques en Catalogne, mériteraient un examen à part⁽¹¹⁾. Pour le XVIII^e siècle, en tout cas, les premières données chiffrées que j'ai pu recueillir et examiner, se révèlent vite assez distinctes de celles qu'a apportées Earl J. HAMILTON sur l'Andalousie et sur la Castille pour justifier une étude séparée et comparative. Il serait trop long d'aborder ici la question des prix, où les Archives de l'Hôpital de Santa Creu offrent de bonnes possibilités de comparaisons. Mais le cas des salaires dans le bâtiment barcelonais mérite de retenir l'attention un instant, à titre d'exemple.

Avant de proposer, cependant, n'importe quel résultat, il est nécessaire de confronter les sources barcelonaises utilisées aux exigences de la méthode.

Livres de comptes de l'Hôpital général. Presque toutes les tables de salaires de HAMILTON —avec l'importante exception des comptes de construction du Palais Royal de

century to the Nineteenth. Londres, 1939 (et aussi, WATERMAN GILBOY Elisabeth, *Wages in Eighteenth century England*, Cambridge Mass. 1934).

(8) ELSASS, M. J. *Umriss einer Geschichte der Preise und Löhne in Deutschland*. Leiden, 1936. PRIBRAM, A. Fr. *Materialien zur Geschichte der Preise und Löhne in Oesterreich*. Vol. I. Vienne, 1933.

(9) POSTHUMUS, N. W. *Nederlandsche Prijsgechiedenis*. Leiden, 1943.

(10) HAMILTON, Earl J. *Money, Prices and Wages in Valencia, Aragon and Navarre, 1351-1500* (1936). — *American Treasure and the price revolution in Spain, 1501-1650* (1934). — *War and Prices in Spain, 1651-1800* (1817); les trois ouvrages dans «Harvard Economic Studies», Cambridge, Mass. (11) *War and Prices...* P. 101, Note I, et p. 221-222.

(11) *War and Prices...* P. 101, Note 1, et p. 221-222.

Madrid (1737-1800)—sont tirées, pour le XVIII^e siècle, des Archives hospitalières ou monastiques. Il en est ainsi pour Valence et pour Valladolid, pour Séville surtout, où les trois Hôpitaux ont permis de dresser des listes de salaires pour deux douzaines de catégories professionnelles, entre 1650 et 1800, presque sans interruption ⁽¹²⁾.

A Barcelone malheureusement, pour une reconstitution de ce genre, les comptes de l'Hôpital de Santa Creu déçoivent beaucoup. Les séries, d'une excellente continuité, dites «Libres de pagament de les dides» (1686-1825), et «Libres de Officials» (1692-1819), qui couvrent si largement le siècle, ne peuvent en réalité être utilisées. Pour les nourrices, les paiements sont globaux, de 4 mois en 4 mois rémunèrent certainement des services divers, et s'ajoutent à des frais d'entretien qu'il faudrait estimer. Pour les hauts emplois de l'hôpital —medecins et chirurgiens, apothicaires, secrétaires et archivistes— les paiements annuels sont portés individuellement. Mais il ne nous semble pas qu'on puisse tirer de leur stabilité remarquable au cours de la période une conclusion bien large : nous connaissons trop mal les conditions d'emploi de pareils «officials» dans un hôpital public, et ce que représentaient pour eux les traitements fixes en monnaie. Tout au plus ces traitements peuvent-ils servir à établir quelques utiles comparaisons. Beaucoup d'indications globales ou discontinues, éparses dans les livres de comptes, ne nous satisfont pas davantage.

En revanche deux livres de comptes particuliers donnaient, a priori, plus d'espoirs ⁽¹³⁾. Ils établissaient, semaine par semaine la plupart du temps, l'un de 1727 à 1737, l'autre de 1736 à 1772, les dépenses en main-d'oeuvre de l'Hôpital pour les travaux d'entretien de ses divers édifices. Excellente pour la continuité et l'homogénéité de ses indications entre les dates citées, cette source se révèle à l'examen assez faible de signification.

⁽¹²⁾ HAMILTON. *War and prices...* P. 206.

⁽¹³⁾ Archives de l'Hôpital de Santa Creu. (arm. 62-1-3) : «llibre del fuster»; et (arm. 62-1-4) «Compa (sic) de la feyna que tinch feta y dels jornals he treballat mestre Seymont Montcys mestra de cases en lo Hospital general de Santa Creu de esta ciutat».

Le «Llibre del fuster» n'intéresse que dix années, assez tôt dans le siècle, et y indique une stabilité des salaires pratiquement absolue. Le «mestre» gagne 14 sous, le «fadrí» 12, et «l'aprenent» 8. Dans trois cas, le «fadrí» ne reçoit que 8 sous, mais il s'agit chaque fois de travaux faits hors de Barcelone, à Badalona et à Esplugues, où l'Hôpital possède des «torres». S'agit-il d'une différence entre salaires de villages et salaires urbains? S'agit-il de cas où le compagnon reçoit la nourriture d'où l'apparente diminution du salaire ⁽¹⁴⁾? Nous verrons que l'examen du second livre de comptes engage à adopter cette solution, l'entretien—la «vida»—y étant estimée à 4 sous quand l'ouvrier se déplace.

Une seule fois, en juillet 1731, sans raison plausible, le «fadrí» reçoit seulement 11 sous. Ce détail ne peut rien nous révéler. Mais il nous rassure. Si la moindre variation est ainsi notée, c'est que le compte est bien tenu, n'a rien d'artificiel. Les salaires inscrits ont été effectivement payés, n'ont pas valeur d'habitude. La stabilité absolue eût sur ce point pu faire naître un scrupule.

Enfin une surprise est réservée par une indication isolée ⁽¹⁵⁾. En 1797 —et à Martorell, hors de Barcelone— un salaire de «fadrí» de 1 livre 6 sous 3 deniers nous est signalé; et deux salaires de manoeuvres, l'un à 15 sous, et l'autre à 18 sous 9. Cette cote unique, bien entendu, ne nous permettrait aucune conclusion générale. Mais elle donne le désir de rétablir les étapes d'une aussi considérable ascension.

Par malheur, le «compte de la feyna» de Mestre Simon (ou Segimon) Monteys, bien que plus largement étendu, ne nous aidera guère dans cette voie. Du 2 janvier 1736 au 2 novembre 1772, le salaire journalier du «mestra de cases» reste inébranlablement stable —et à 12 sous, c'est-à-dire inférieur aux autres salaires de «mestre» notés pour des dates assez voisines ⁽¹⁶⁾.

⁽¹⁴⁾ Cf. sur ces pièges dans les séries de salaires HAMILTON. *War and prices...* P. 204.

⁽¹⁵⁾ Archives de l'Hôpital. Arm. 62-II-19. *Relacions de cullitas*.— sens folio.

⁽¹⁶⁾ Indications éparses dans le «Llibre del Superior... Import de les obres...» (arm. 62-I-2). Mestre de cases à 15 sous, sauf quand il sagit de Segimon Monteys

Et le scrupule nous reprend. La crainte de nous trouver devant un cas particulier, celui d'une sorte d'ouvrier-fonctionnaire engagé par l'Hôpital, à prix fixe, et peut-être avec quelque avantage matériel (logement, entretien³) que nous ne pouvons mesurer. Dans ce cas, la stabilité de sa rémunération a-t-elle une valeur générale?

D'autre part, le chiffre de 12 sous correspond-il à un «mestre de cases» parfaitement spécialisé? Mestre Simon commence ses travaux de 1736 par plusieurs oeuvres de «fusteria», et, comme son livre de comptes relaie celui du «fuster», il semble bien que ce «mestre de cases» est aussi menuisier. Or des sources plus larges nous prouveront justement qu'il existe de ces entrepreneurs de petits travaux, effectuant des réparations diverses, ou des «fadrins-mestres de cases», dont les rémunérations se rapprochent de celles des compagnons. Est-ce pour cela, ou parce qu'il est fixé au service de l'Hôpital, que Monteyss reçoit, trente-six ans durant, les mêmes 12 sous de rémunération journalière?

Il est certain que le salaire des «fadrins» embauchés, plus irrégulièrement, par Mestre Simon lui-même, varie davantage que sa propre rémunération. De 10 sous en 1736-1737, il passe à 11 le 30 juin 1738, pour revenir à 10 le 7 décembre 1739. Il passera brusquement de 10 à 12 en janvier 1750, et, sauf quelques cotes à 9 et 10 sous, le chiffre de 12 se maintiendra jusqu'en 1761, où de nouveau les chiffres de 10 et 11 sous reparaissent; en 1768-1769, le salaire est à 10, et, en 1770-1771, à 11 sous.

L'apprenti — dont le rôle est évidemment plus variable — passe d'un salaire de 8 sous en 1736-1745 à un salaire de 7 sous, sauf quelques variations très brèves, de 1746 à 1758, et de 6 sous, assez régulièrement aussi, de 1764 à 1766; les données, ici, sont discontinues.

Notons qu'il est indiqué souvent, entre 1747 et 1755, un salaire en argent, plus «la vida» — celle-ci étant uniformément comptée à 4 sous pour les trois catégories.

Mais les salaires des travaux de maçonnerie (réparations

—celui-ci, le 24 décembre 1765, compte son travail à 11 sous «condonant lo sobrepuig de charitat» — on voit que la relation économique n'est pas normale.

progressive pour l'apprenti, variations en sens divers pour le compagnon, qui se tient assez longtemps au niveau du maître : oserions-nous généraliser de tels résultats? *Certainement non*. Tout au plus pourrions-nous affirmer que la grande hausse, soupçonnée sur des témoignages isolés, à la fin du siècle ⁽¹⁷⁾, n'était pas amorcée clairement en 1772, puisqu'elle ne touche pas l'Hôpital avant cette date.

Mais les salaires des travaux de maçonnerie (réparations ou entretien d'ailleurs imparfaitement différenciés), tels que nous les observons à l'Hôpital, répondent-ils à des conditions tout-à-fait normales? Nous ne pouvons l'affirmer. Cette méfiance pourrait même s'étendre, non sans raison, à l'ensemble des rémunérations observées dans les archives hospitalières. Seuls la grande conscience et le grand sens critique de M. HAMILTON nous assurent qu'il a, dans l'établissement de ses indices, éliminé les cas douteux. Il a d'ailleurs, dans sa dernière étude, préféré, comme série typique de salaires, celle de la construction du Palais Royal. On regrette, pour les possibilités de comparaison, que les données des hôpitaux de Séville et Valence ne soient pas explicitées, surtout pour la première partie du siècle ⁽¹⁸⁾.

Rappelons les conditions que SIMIAND a posées pour la constatation historique d'un fait comme la variation des salaires. Sans adopter son vocabulaire abstrait ⁽¹⁹⁾, il nous semble justifié de retenir l'esprit de ses recommandations : choisir ses sources de telle façon que le lieu d'observation soit constant, le fait observé homogène, la variation continue, le nombre de cotes assez élevé pour que la loi des grands nombres élimine les particularités dissimulées ou les erreurs matérielles. Dans nos livres de comptes de l'Hô-

⁽¹⁷⁾ Cf. notes 15 et 16. N'oublions pas que les données de YOUNG et de TOWNSEND, le salaire moyen de Barcelone approcherait de 15 sous en 1786-87 et dépasserait 20 sous en 1791.

⁽¹⁸⁾ War and prices... P. 206. Des raisons matérielles ont limité cette publication. Les chiffres ne sont donnés que pour Madrid, à partir de 1737. L'indice suivi des salaires réels est reconstitué pour Valence de 1651 à 1790, mais le détail de l'établissement des chiffres ne peut nous aider pour une comparaison des sources.

⁽¹⁹⁾ «Le salaire. Évolution sociale et la monnaie» pp. 69-113: principes de «phénoménoscopie effective, suivie, et complète», d'«intégralité indépendante», «ségrégation homogène», «identité de base», etc.

pital, l'unité de lieu et l'homogénéité du fait étaient assurées, ainsi qu'une continuité d'observation assez longue. Mais il ne s'agissait ni d'une période à variations caractéristiques, ni d'un salaire payé à d'assez nombreux travailleurs pour revêtir une valeur statistique. L'étude économique de la Catalogne du xviii^e siècle exigeait évidemment la recherche de sources plus étendues.

Les comptes de travaux d'édification dans les Archives notariales. Il n'étonnera personne qu'une pareille source ait été trouvée dans le magnifique dépôt des archives notariales barcelonaises. Les travaux, récents ou inédits, de notre ami J.-M. MADURELL, ont fait justement valoir, du point de vue de l'histoire de l'art d'abord ⁽²⁰⁾, du point de vue de l'histoire des techniques ensuite ⁽²¹⁾, la très grande importance d'un type de documents particulièrement répandus dans les registres de protocoles barcelonais : les contrats de travaux, ou les liquidations de comptes d'entrepreneurs («apocas d'obres»). Il n'était pas difficile d'imaginer que ces dernières surtout —où le «mestre de cases» détaille, pour justifier son paiement, ce qu'a coûté une construction, depuis le nombre et le genre des briques et des clous employés, jusqu'au dernier «jornab» de manoeuvre, pouvaient résoudre, si elles étaient assez abondantes, le problème du mouvement des salaires, au moins pour le bâtiment. La prévision se justifie largement pour le XVIII^e siècle.

L'«apoca d'obres», pour servir de base à une observation de ce genre, semble bien remplir, de toute façon, les exigences de la critique.

L'unité du lieu d'observation est assurée, sur cette base, dans un meilleur sens que dans le cas de livres particuliers. Si nous constatons —comme il arrive très régulière-

⁽²⁰⁾ J.-M. MADURELL. Los contratos de obras en los protocolos notariales y su aportación a la historia de la arquitectura. Siglos XIV-XVI. In.: COLEGIO NOTARIAL DE BARCELONA. Estudios históricos y documentos de los Archivos de Protocolos. I. Barcelona. 1948. pp. 105-200.

⁽²¹⁾ Nous songeons à l'extraordinaire documentation réunie par J.-M. MADURELL sur l'industrie papetière, et sur les moulins hydrauliques en Catalogne, mise à notre disposition par lui avec tant de simplicité et d'amabilité : Une contribution fondamentale à l'histoire technique et économique.

ment— une suffisante coïncidence entre les salaires indiqués au cours d'une année par plusieurs «*apòques d'obres*» de *Barcelone*, nous pourrions affirmer, en acceptant ce salaire comme typique, que nous parlons du salaire «à *Barcelone*», et non dans telle entreprise de construction. Et la preuve qu'il y a pratiquement un taux généralement accepté par les «*mestres de cases*» et travailleurs de la capitale, c'est que, sauf très rare exception, tout chiffre qui s'en écarte doit faire soupçonner qu'il s'agit d'un travail hors de *Barcelone*. L'indication de lieu est presque toujours donnée. Et nous verrons combien les comparaisons qui en ressortent sont intéressantes, géographiquement et chronologiquement. Si le lieu du travail n'est pas clairement précisé, le document doit être éliminé des calculs. L'inconvénient ne peut être grave, la masse des registres assurant à coup sûr une cote de remplacement mieux localisée.

L'homogénéité du fait observé grâce aux «*apòques d'obres*» n'est pas moins grande, malgré la multiplicité des entreprises envisagées. Les travaux sont en effet assez détaillés pour des comparaisons soient possibles. Il en résulte que les termes de «*mestre*» (ou «*mestras*») de cases, de «*fadrí*», enfin de «*manobra*», expriment des degrés de qualification très précis et très comparables, du moins jusqu'au dernier tiers du siècle. L'«*aprenent*» seul représente une catégorie moins stable ; et mieux vaut sans doute l'éliminer des calculs, car sa rémunération peut parfaitement dépendre de l'étape qu'il a atteinte dans son apprentissage, ou du travail occasionnellement demandé. S'il s'agit d'un petit patron travaillant comme un compagnon, apparaît, comme nous l'avons dit, le terme mixte de «*fadrí-mestre de cases*». Et si l'aide de quelques petits garçons est apportée aux «*manobres*», leur salaire moindre est justifié par les indications «*minyó*», ou «*xicot*».

Il est exact qu'à la fin de la période de grande édification (et de montée des salaires) qui caractérise le dernier tiers du XVIII^e siècle, une apparente confusion se produit, qui traduit en réalité les progrès de l'organisation du travail dans l'art de bâtir —et ce n'est pas une constatation

qui soit négligeable. Alors l'éventail des qualifications devient plus large, troublant la simplicité des comparaisons. Le nombre des «jornals» touchés par chaque catégorie permet cependant de suivre encore, dans les travaux importants, les masses de salaires caractéristiques — toujours au nombre de trois, celles que conservent encore exclusivement les entreprises de petite taille : maître maçon, compagnon, manoeuvre.

La *continuité de l'observation* est enfin permise. Pas une année du XVIII^e siècle où nous ne disposions de plusieurs notations comparables, et se confirmant. Si un registre est pauvre en «apocues d'obres», le registre de la même année, chez un notaire voisin, satisfera la recherche. Une indigence généralisée caractérise, il est vrai, les années de crise, qui dès lors exigent plus de tâtonnements. Mais les moments de grande activité permettent au contraire de suivre dans son détail l'accélération correspondante du mouvement des salaires ⁽²²⁾.

Quatre catégories de documents peuvent être distinguées pour l'établissement de bonnes séries chronologiques continues. 1) Ceux qui concernent des travaux parfaitement datés et de durée assez courte ; ils donnent des cotes précises à un instant donné. 2) Ceux qui, non explicites quant à la date des travaux, permettent toutefois de croire que «l'apoca» a été signée dès la terminaison de ceux-ci ; mais il faut exclure les cas douteux, car il arrive que les notes de constructions soient payées avec des retards de plusieurs années, ce qui introduirait un risque grave de confusion. 3) Les documents couvrant de longues durées — 20 ans, 28 ans parfois ⁽²³⁾ mais ne précisant que les dates initiales et finales du travail exécuté ; dans ce cas, si un nombre de journées suffisant est indiqué, avec le coût global, le chiffre peut servir à confirmer des moyennes ; si un salaire unique est indiqué formellement pour chaque caté-

⁽²²⁾ Exemple d'années de crise, où les travaux se font rares : les premières années du siècle et les années suivant 1800 ; exemples d'années de grande activité : 1776-1780, 1790-1798.

⁽²³⁾ Ex. travaux «de 1737 à 1759» (Fontana. Reg. 1759. fo. 496) ; 1751 à 1771 (Buenaventura Fontana. Reg. 1772. fos. 219-220) ; 1754 à 1782 (Fontrodona Minguela. Reg. 1798. ff. 11-12), etc.

gorie c'est un indice sérieux (sinon absolu) de stabilité de la période; et, dans le cas où d'autres chiffres établissent cette stabilité, une cote unique peut être ajoutée pour toutes les années entre les deux dates. 4) Enfin, certaines «apouques» décrivent de longs travaux, continus ou discontinus, mais avec dates précises et parfois décomptes hebdomadaires; c'est le meilleur type de document; on y perçoit, pour une entreprise unique, mais non exceptionnelle, soit la stabilité dans les rémunérations, soit leurs variations d'une date à l'autre; ainsi un document unique a pu me confirmer, entre février 1776 et février 1777, quatre petites, mais sensibles augmentations de salaires, soit une inflexion de la courbe générale inespérément précisée⁽²⁴⁾.

La *valeur statistique* des relevés de salaires dans les «apouques d'obres» nous semble enfin suffisante. Certes aucune des entreprises barcelonaises ne peut employer à elle seule les 5,000 travailleurs du Palais Royal de Madrid⁽²⁵⁾. Mais sans doute représentent-elles un aspect moins exceptionnel du marché de la main-d'œuvre du bâtiment. Quand une cote porte sur des masses de salaires de l'ordre de 600, 1100, 1200, 4250 «jornals»⁽²⁶⁾, on peut dire qu'elle a une valeur significative. Et mieux vaut qu'elle soit choisie au hasard que de représenter, comme à l'Hôpital, ou au Palais l'expression d'un contrat peut-être particulier. Ajoutons que l'esquisse ici présentée ne prétend nullement épuiser la source: une équipe qui dépouillerait *tous* les registres, et pondérerait les moyennes suivant le nombre de «jornals» représenté par chaque cote, obtiendrait une courbe du mouvement des salaires irréprochable, bien que toutes les constructions de la ville n'aient pas donné lieu à un acte notarié. Les premiers résultats d'une recherche relativement rapide me semblent indiquer des variations assez nettes pour qu'il soit inutile d'attendre ceux d'un dépouillement total.

Tel que nous l'avons employé, l'instrument d'observation est *assez sensible*, puisque, dans la grande stabilité des

⁽²⁴⁾ J.-Buenaventura Fontana. Reg. 1777. fo. 80, vo. et suiv.

⁽²⁵⁾ Chiffre avancé par HAMILTON d'après ULLOA.

⁽²⁶⁾ Ignacio Lluch. Reg. 1794. fo. 283 et suiv. travail de 1154 journées de manœuvre; Mas Vidal, Reg. 1798. fo. 349 et suiv. travail de 781 journées d'un «director d'obres», de 2571 journées de «fadri», de 4249 journées de manobre..., etc.

deux premiers tiers du siècle, il signale quelques variations secondaires, dont l'une déjà vigoureuse au lendemain de la guerre de Succession. Quant à la *valeur objective* des chiffres enregistrés, elle n'est guère douteuse : d'une part ces salaires ont été *effectivement payés*, condition sur laquelle insiste Earl J. HAMILTON⁽²⁷⁾; d'autre part l'acte notarié garantit leur exactitude, car, en cas de contestation juridique, le compte ferait foi, et les intérêts contradictoires du débiteur et du créancier assurent qu'aucun chiffre hors de la réalité n'aurait pu être avancé devant le notaire⁽²⁸⁾. Ou du moins aucun chiffre en divorce trop flagrant avec les tarifs communs.

En revanche, accepterons-nous les salaires du bâtiment comme capables de représenter les salaires en général? C'est beaucoup plus douteux. A toutes les époques de grand développement urbain, la rémunération des maçons, comparée à celle des autres travailleurs, croît plus rapidement, et croît davantage. A de nombreuses reprises Barcelone a vérifié ce fait⁽²⁹⁾.

Les «*époques d'obres*» du XVIII^e siècle nous permettent elles-mêmes d'opérer d'utiles comparaisons : car elles enregistrent, auprès des travaux du maçon, ceux du charpentier-menuisier («*fuster*»), de son «*fadri*», de son «*aprenent*» (ici plus caractéristiques que le «*manobra*»). Or le salaire du «*fuster*», qui, sauf rare exception, était égal à celui du maçon au début du siècle, ne suit pas exactement la même courbe lors de la grande ascension. Et les différences seraient sûrement plus accentuées pour des professions moins directement liées à l'élan de la construction urbaine.

L'établissement d'une courbe vraiment valable pour *l'ensemble* des salaires barcelonais (et, a fortiori, catalans) exigerait donc d'autres sources. Nous sortirions du cadre de cette esquisse en essayant de l'établir. Mais des comparai-

(27) Cf. les recommandations de méthode dans «*El florecimiento del capitalismo y otros ensayos de historia económica*», Madrid, Rev. de Occidente, 1948, P. 234.

(28) E.-C. LABROUSSE a justifié par cette considération l'emploi des mercuriales françaises dans l'histoire des prix. *Esquisse*, I, p. 30-31.

(29) Notamment lors de la réforme urbaine et en 1927-1930. Malgré cela, le salaire des maçons a souvent été pris comme caractéristique, en Angleterre notamment, par BOWLEY et E. GILBOY.

sons rapides permettent de croire que le mouvement des salaires dans le bâtiment reste malgré tout caractéristique ; son dynamisme, très significatif, à chaque grand élan de l'économie catalane, est à lui seul un remarquable symbole de l'importance soudain conquise par Barcelone dans l'histoire du XVIII^e siècle espagnol.

Esquisse du mouvement des salaires dans le bâtiment barcelonais: 1700-1798.

Avant d'essayer de traduire par une courbe le mouvement global de ces salaires du bâtiment, tel que les «apòques d'obres» nous le révèlent, mieux vaut, nous semble-t-il, examiner certains phénomènes séparément.

D'une part il importe de distinguer si les trois rémunérations des qualifications professionnelles accoutumées —mestre, fadrí et manobra— varient exactement de façon parallèle.

D'autre part on ne peut indiquer de même façon les résultats des périodes de stabilité, et ceux des périodes où les variations sont rapides et continues. Dans le second cas, qui est celui des dernières années du siècle —les données se multiplient, la masse des «jornals» observés est suffisante pour éliminer l'influence des cotes exceptionnelles, la diversification des emplois exige et justifie un calcul de la rémunération moyenne de chaque type de travailleur. Il est alors possible et souhaitable de faire entrer tous les chiffres dont on dispose dans une estimation de niveau moyen.

Au contraire, dans les longues périodes de stabilité qui dominant au cours des trois premiers quarts du siècle, il est prudent de renoncer à tout calcul inutile. Lorsque, pour un ensemble d'années, les écarts autour d'un chiffre typique ne sont pas plus de 10 p. 100, sont dispersés et de sens divers, mieux vaut adopter le chiffre dominant que de donner en utilisant çà et là un écart, un faux air de précision à la courbe. Si les écarts sont plus nombreux, s'ils sont groupés et de même sens, il faut conclure à une *tendance*, tout en ne la chiffrant qu'avec précaution.

Ces règles posées, voici les principales constatations à travers le siècle.

1.^o *De 1700 à 1713. Un point de départ solidement établi.*

De 1700 à 1713, pas une seule des indications recueillies ne diffère des rémunérations suivantes :

Mestre de cases	14	sous	barcelonais
Fadrí	12	»	»
Manobre	8	»	»

La guerre ne semble pas entraîner de variations ou d'hésitations dans le niveau du salaire. Et pourtant, l'année 1706 est une année d'exceptionnelle activité. Les documents se font soudain nombreux : on répare — les textes sont explicites — les dégâts des bombardements de 1705-1706. Il faut refaire les toitures un peu partout. Plus rarement les maisons doivent être entièrement rebâties. On peut conclure cependant de la stabilité des salaires que ces premiers incidents de guerre ne bouleversèrent pas la vie économique de la cité.

2.^o *En 1714-1715, une pointe de circonstance démontre au contraire que la catastrophe de 1714 affecta profondément l'existence urbaine. Personne s'en étonnera. Les combats coûtèrent environ 7,000 hommes⁽³⁰⁾. Les emprisonnements après la capitulation dépassèrent 3,000. Le tiers de la ville avait souffert des destructions graves. En juin 1715 Patiño annonça la démolition du quartier de la Ribera et la construction rapide de la Citadelle. En même temps le désordre monétaire régnait : incertitude sur le sort des monnaies de l'Archiduc, et invasion des faux «dinerillos» aragonais⁽²¹⁾. On conçoit donc pourquoi les travaux datés de 1714 et 1715 révèlent les rémunérations suivantes :*

(30) Voir dans BRUGUERA. *Historia del memorable sitio de Barcelona*. T. II, les listes de morts et aux chapitres VI y IX le détail des maisons démolies à la Ribera.

(21) SALAT. *Tratado de las monedas labradas en el Principado de Cataluña*. Barcelona, 1818. T. I, p. 30, etc. CARRERAS PUJAL. *Historia política y económica de Cataluña*. III, pp. 216-226.

Mestre de cases : 16 sous (plus rarement 15 sous 6 deniers, les chiffres de 14 devenant exceptionnel au contraire).

Manobre : 10 sous (plus rarement 9 sous 6 deniers, et aucune indication inférieure).

La pointe dans le mouvement des salaires est très claire, mais facile à expliquer historiquement et localement. Un point curieux : des comptes de 1714-1715 disparaissent les «fadrins». Les circonstances permirent-elles aux compagnons de prendre un rôle de maîtres? Les fadrins furent-ils réquisitionnés? Pourtant c'est en 1717-1718 que les travaux de la Citadelle battent leur plein ⁽³²⁾. Et le désordre monétaire également. Or, dès 1716, les comptes de travaux privés semblent revenus à leurs conditions normales.

3.° De 1716 à 1773. *Nuances dans une stabilité d'ensemble.* 57 ans de stabilité dans les salaires occupent le milieu du siècle, mais avec des nuances dans cette stabilité. L'intéressant est qu'elles ne sont pas les mêmes dans le mouvement du salaire chez les manoeuvres, et dans celui que l'on constate pour les «mestres», et pour les «fadrins».

a) *Pour les manoeuvres.*

De 1716 à 1719, il y a *réadaptation* après la pointe de 1714-1715. Mais, dans cette réadaptation, les salaires tendent vite à s'abaisser au dessous du niveau régulier des années 1700-1713; dès 1716, auprès du chiffre 8 sous, on trouve ceux de 7'6 et de 7. Deux ans plus tard, ce dernier chiffre est devenu dominant. Et il va le rester pour une période très longue.

De 1720 à 1760, la *stabilité du salaire à 7 sous* est, pour le «manobra», pratiquement absolue. Les écarts ne sont pas plus de 6 p. 100; ils sont indistinctement à 6 et à 8, et ne se groupent pas chronologiquement; ils ne signalent donc aucune tendance. De plus le taux de 7 sous, pour l'ouvrier non-spécialisé, est confirmé, dans d'autres professions, par toutes les données isolées ⁽³²⁾, et par une assez

⁽³²⁾ Ex. dans les Comptes de l'Hôpital déjà cités. Dans les «apoques» 1739; manobra fuster: 7; 1740 id.; 1745 id.

longue série —15 ans— que nous possédons dans une fabrique d'indiennes ⁽³³⁾. A la campagne seulement, les gros travaux se font à 6 sous ⁽³⁴⁾. Réserveons pour l'instant toute interprétation. Mais il n'est pas imprudent d'affirmer que, pour Barcelone, la rémunération du travail simple, donnée fondamentale, est précise et fixe pendant 40 ans.

De plus, cette stabilité lui est propre. Le salaire des «mestres» et des «fadrins», qui n'a connu ni la période de réadaptation 1716-1719, ni la baisse sur le niveau du début du siècle, souffre, au cours des mêmes quarante années, et dans les mêmes entreprises, des oscillations légères, mais répétées. Enfin, 10 ans avant qu'aucun mouvement de hausse ne se déclare chez les maîtres et compagnons, le salaire de base entreprend, de façon entièrement autonome, une première étape : en 1761, apparaissent, dans les salaires de manoeuvres, des écarts nombreux, *tous orientés vers l'augmentation* ; de 6 deniers d'abord, puis de 1 sou. En 1764, 7 sous 6 deniers est le salaire normal ; en 1772, c'est 8 sous, *sans exception* dans nos cotes. Comme, à cette date, le salaire normal du «mestre de cases» est à 14, et celui du fadrí à 12, la situation du début du siècle est entièrement retrouvée. Mais le salaire minimum semble, dans l'intervalle, avoir été stabilisé par un équilibre entre la hausse des prix et l'afflux démographique (également incontestables), tandis que les rémunérations plus élevées obéissaient à des pressions plus mouvantes et plus nuancées.

b) *Pour les maîtres et compagnons.*

Toute conclusion tranchée étant réservée, on est tenté de constater dans ces rémunérations une tendance cyclique. Parmi les années de stabilité bien marquée s'insèrent en effet des groupes d'années où, indéniablement, les salaires baissent. Voici un tableau des principales constatations :

1716-1726.—Stabilité à 14 sous (mestre) et 12 sous (fadrí).

1727-1731.—Baisse généralisée (les chiffres de 12 et

⁽³³⁾ Archives de l'Hôpital. Fonds Alegre Gibert. Libro 406. VI.

⁽³⁴⁾ Apoques : 1751 à Teyá, manobre à 6 ; 1739-1740 Sabadell id. ; 1731, Gualta (Gérone) id.

13 devenant fréquents chez les «mestres», et ceux de 11 et 10 dominant chez les «fadrins»—où 12 disparaît).

1732-1736.—Stabilité à 14 et 12.

1737-1740.—Amorce de baisse, moins caractérisée que la précédente, mais tous les écarts dans le même sens.

1741-1744.—Stabilité à 14 et 12.

1745-1751.—Nouvelle baisse très nettement établie, les salaires de 12 devenant caractéristiques chez les «mestres», ceux de 10 et 11 chez les «fadrins».

1752-1773.—Stabilité absolue à 14 et 12 (moins de 10 p. 100 d'écarts, absolument dispersés).

Il est bien difficile d'attribuer au hasard les trois mouvements généralisés de baisse; il y a eu trois crises ou ébauches de crises dans le bâtiment, qu'il faudrait rattacher à l'ensemble des circonstances économiques. Mais le fait que ces crises n'ont pas atteint le salaire du manoeuvre fait supposer que celui-ci était proche du minimum vital.

4.° De 1774 à 1786. *Le déclanchement de la hausse.*

En 1774, sans transition, le salaire des maîtres s'établit à 15, celui des fadrins à 13; celui des manoeuvres, plus hésitant, devenant, cette année-là, particulièrement divers dans les travaux dont nous avons vu les comptes. Il est monté à 9 assez souvent. Mais les cotes de 8 restent nombreuses. La moyenne de nos chiffres, purement indicative, serait de 8'31. Cela suffit à établir le point de départ de la grande hausse du fin du siècle, cette fois généralisée.

Ce qui frappe, dans la décade suivante, c'est la rapidité avec laquelle les chiffres devenus familiers par trois quarts de siècle de stabilité disparaissent. Après 1776, plus un «mestre» ne touchera 14 sous; à partir de 1777, plus un fadri ne touchera 12. Dès 1778, les 80 pour 100 des «journals» de compagnons sont déjà à 15, les chiffres de 13 et 14 ayant été sautés, ou presque: on ne les rencontre que très dispersés.

Signe intéressant, qui vérifie une fois de plus que les salaires élevés suivent la conjoncture (ici très favorable), tandis que le salaire minimum subit la pression démographique, encore croissante : le manoeuvre —chez qui la hausse s'était d'abord déclanchée— est moins favorisé dans cette décade où elle devient générale ; pour conserver le rapport existant en 1772 entre sa paye et celle du compagnon, il devrait, après 1780, toucher 10 sous ; or il en touche 9 au maximum, plus couramment 8 et demi.

Nous avons dit que certains comptes détaillés, pour ces années décisives, nous révèlent jusqu'au mouvement trimestriel de la hausse. En 1776-1777 par exemple, un compagnon et un manoeuvre, utilisés ensemble pendant une journée et demie, gagnent, dans une même entreprise :

En février 1776.—1 livre, 10 sous, 6 deniers.

En juin 1776.—1 livre, 13 sous, 9 deniers.

En novembre 1776.—1 livre, 15 sous, 3 deniers.

En février 1777.—1 livre, 15 sous, 9 deniers.

Mais une autre indication, dans le même compte, nous précise que le salaire du manoeuvre est resté à 8 sous toute l'année, de sorte que l'augmentation saisie est celle de la catégorie supérieure⁽³⁵⁾.

Une autre inflexion de la courbe, dans le sens de la hausse, se découvre en 1785-1786 : nous saisissons, entre les mois de juin et de juillet 1786, une rapide augmentation du salaire des compagnons, dans un travail relativement court, à la Barceloneta⁽³⁶⁾. En 12 ans, de 1778 à 1785, les salaires des manoeuvres et compagnons ont progressé de 65 p. 100⁽³⁷⁾.

La période intermédiaire entre les deux poussées les plus vigoureuses (1774-1775 et 1785-1786) est malheureusement moins claire, et ne sera précisée qu'en élargissant l'enquête. Malgré des chiffres qui confirment une certaine continuité dans la progression, nous trouvons,

(35) Compte cité à la note 24.

(36) Notaire Ignacio Lluch. Reg. 1790-1791. 26 juin-15 juillet 1786.

(37) Des points de départ bien établis de 12 et de 8 en 1773 les salaires des fadrins sont passés à une moyenne de 19.9 et ceux des manoeuvres à une moyenne de 13.3 (en 1786: 20.11 et 11.9).

dans une même entreprise, en 1781 et 1782, le tarif des manoeuvres en recul (de 9 à 8 et demi); et, en 1783-1784, reviennent des chiffres de 14 pour les compagnons et de 8 pour les manoeuvres. Notons que cette tendance à la baisse, pour les mêmes années 1781-1784, est relevée par Earl J-HAMILTON dans les salaires madrilènes. Le déclanchement de la hausse, dans la décade 1774-1784 n'est donc pas sans hésitation.

En revanche, à partir de 1785, si l'on en juge par la fréquence accrue des «apôques d'obres» chez les notaires, l'activité du bâtiment ne se dément plus durant une quinzaine d'années. Pour cette période, les données relevées portant au moins sur 5000 «jornals», le calcul de moyennes se justifie. Nous en avons fait usage jusqu'en 1799, où la crise a de nouveau raréfié les données.

5.^o 1785-1789. L'installation de hauts salaires.

Dans cette activité intense et régulière du bâtiment, qui marque les quinze dernières années du siècle (sauf la dernière), les trois catégories professionnelles classiques ne réagissent pas toujours entièrement de même façon.

D'une part la notion de «mestre de cases» cesse d'être aussi claire qu'au début du siècle. Nous verrons le sens qu'il faut ajouter à ce changement. Il rend le groupement des rémunérations un peu plus difficile : une moyenne serait artificielle si elle joignait des «directors d'obres» surveillant de haut de très gros travaux, et l'ancien «mestre de cases» de petite envergure, désormais plus proche, par son salaire, du simple «fadrí»; en 1785-1791, si l'on écarte, ce qui est prudent, les «directors d'obres» payés 50 sous—catégorie devenue distincte— les salaires des «mestres» et des «fadrius» apparaissent moins distants qu'autrefois; mais la distinction entre eux doit répondre à une réalité technique, car, de 1792 à 1798, se rétablit la différence, et l'on aboutit à une échelle assez proche de la primitive : 30, 24 et 15, en gros, là où l'on était parti de 14, 12 et 7 ou 7 et demi ⁽³⁸⁾.

⁽³⁸⁾ Cf. plus loin : sur le rétablissement régulier des échelles entre catégories, noté à Madrid par Earl J. HAMILTON (*War and prices* p. 213) comme une confr-

	<i>mestres</i>	<i>fadrins</i>	<i>manobres</i>
	(sous et deniers) ⁽³⁹⁾		
1785	21.6	19.9	13.3
1786	21.7	20.11	11.9
1787	24	22	10.11
1788	23.5	22	10.10
1789	24.1	21	11.5
1790	24.3	21.3	12.2
1791	23.11	21.6	12.8
1792	27.11	21.7	12.3
1793	29	20.7	12.9
1794	28.8	20.6	13.1
1795	25.3	22.9	15.6
1796	26.11	21.4	14.1
1797	30.0	23.7	15.6
1798	30.0	23.11	15.5

On peut remarquer que, sauf en 1785, où la brusque montée des salaires dans toutes les catégories suggère l'idée d'une crise momentanée de main-d'oeuvre, l'indice de la hausse chez les manoeuvres reste d'abord inférieur à celui de la hausse chez les compagnons maçons; mais il le rejoint ensuite, et, à la fin du siècle, le manoeuvre gagne largement deux fois son salaire du milieu du siècle; le compagnon n'a pas atteint tout à fait ce taux.

De 1799 à 1808, la crise générale entraînée par la guerre contre l'Angleterre et l'interruption des relations normales avec l'Amérique se traduit par une baisse certaine de l'activité de la construction. Il devient difficile de calculer des moyennes sûres d'après les «*apoques d'obres*». Comme l'année la plus riche en comptes —1804— indiquerait un niveau de 37 sous pour le maître, 30 pour le compagnon et 18 pour le manoeuvre, cette nouvelle phase de hausse mérite évidemment des vérifications et une étude plus ap-

profondisation de Ricardo; au Palais-Royal de Madrid, la direction des travaux étant menée à part, l'échelle correspondant aux trois catégories barcelonaises est: «*oficial*», «*ayudante*», «*peón*».

⁽³⁹⁾ Pour ce tableau de salaires nominaux, nous avons préféré arrondir au denier. Pour un calcul d'indices, nous emploierons les décimales.

profondie. Nous nous tiendrons ici dans les limites du siècle. Une autre raison nous y engage. Les données barcelonaises n'ont d'intérêt que si on les replace dans un cadre plus général. Or les comparaisons avec le reste de l'Espagne sont possibles, grâce à M. HAMILTON, mais jusqu'en 1800 seulement. Elles n'en sont pas moins frappantes, par les différences qu'elles révèlent et les problèmes qu'elles posent.

Quelques leçons du mouvement des salaires barcelonais.

I. *Élan urbain et complexité croissante dans l'organisation de l'art de bâtir.*

Au moment où se déclanche, en 1773-1774, la grande hausse des salaires du bâtiment, l'aspect même des comptes de travaux indique de progressifs changements : le vieux métier devient industrie. Dans les siècles antérieurs, il arrivait qu'on pût reconstituer de beaux travaux artistiques. De plus, en plus à la fin du XVIII^e siècle, se révèlent, auprès des aristocratiques palais que l'on répare ou que l'on construit⁽⁴⁰⁾, des maisonnettes ou des boutiques que l'on ravale, les pâtés de maisons que l'on démolit pour les rebâtir, les immeubles de rapport que l'on remanie⁽⁴¹⁾, les hautes maisons de quatre et de cinq étages qui vont de plus en plus étouffer les rues étroites de la vieille ville⁽⁴²⁾. On saisit sur le vif l'aspect économique de cette transformation que nous ont rapportée les historiens et les voyageurs lorsqu'ils se sont montrés attentifs à la vie du siècle⁽⁴³⁾.

Bourgeois, maîtres de corporations, commerçants, hôteliers, sont propriétaires d'immeubles⁽⁴⁴⁾. On voudrait

(40) Ex. Travaux chez les Rocaberti (Pl. de Sta. Ana et rue de la Mercé. J. Bra. Fontana. Reg 1778 fo 458, fo 460 et suiv. Reg 1779 fo 333.

(41) «Derribar y edificar de nou» Ign. Lluch. 1794. fo 283; 1796 fo 6; Fontrodona Minguella. 1796. fo 68. Pâtés de plusieurs maisons remaniées: Ign. Lluich. 1795. fo 145. Mas Vidal. 1807. fo 137.

(42) Les pâtés de maisons cités n. 41 sont signalés comme de 3 et 5 étages.

(43) CARESMAR. Carta... en la cual se prueba ser Cataluña en lo antiguo más poblada. (Periódico universal de ciencias, literatura y artes. 1821) signale, en 1780 «ahora tienen 3, 4, y 5 pisos» (P. 253).

(44) Relevons, parmi les constructeurs de maisons de rapport, un «boter», un «sa-

pouvoir suivre le mouvement des loyers ⁽⁴⁵⁾. On suit fort bien, dans les «apoques», celui des matériaux ⁽⁴⁶⁾. Il est difficile de comparer, soit dans l'espace, soit dans le temps, des valeurs d'immeubles; mais la hausse n'est pas douteuse ⁽⁴⁷⁾, ni celle des sommes consacrées soit aux constructions nouvelles, soit aux réparations; le plus grand nombre de comptes, au début du siècle, se situent au dessous de 1000 livres; dans le dernier quart, ceux de 5000 et 6000 deviennent courants.

D'autre part, aux côtés des préoccupations proprement urbaines, on saisit l'importance croissante d'autres types d'activité par les constructions de conduction d'eau ⁽⁴⁸⁾, et de grands moulins ⁽⁴⁹⁾.

Aussi certaines spécialités techniques prennent-elles place auprès des catégories habituelles du bâtiment: tels les «minayres» constructeurs de canaux, fort bien payés ⁽⁵⁰⁾. Et, dans la hausse des salaires, les hautes qualifications techniques —tailleurs de pierres et scieurs— obtiennent des chiffres-records ⁽⁵¹⁾.

Cependant, la plus remarquable transformation, dans l'industrie du bâtiment, a lieu dans son organisation supérieure. Les architectes, traditionnellement considérés comme artistes, et groupés, corporativement, avec les sculpteurs, n'apparaissent presque jamais dans les «apoques» des «mestres de cases». Mais, à la fin du siècle, ceux-ci,

bater», plusieurs «velers», des «baixadors y peraires», des passémentiers, taverniers, et, naturellement, des négociants.

⁽⁴⁵⁾ Une «llibreta» de loyers, conservée aux Archives notariales, ne concerne malheureusement que les années 1724-1754; pour la fin du siècle, Mlle Marina MIRJÁ, archiviste aux Archives des Protocoles, a relevé la frappante ascension des loyers d'une célèbre taverne.

⁽⁴⁶⁾ Cf. ci-dessous, n.

⁽⁴⁷⁾ Une maison, estimée 3000 livres en 1736 par les experts, est acceptée en 1751 pour 6000 par deux parties en litige (Tos Romá. 1751. fo. 105). En 1795 une maison dite «petite» coûte 9600 livres à édifier.

⁽⁴⁸⁾ Lluch. 1792. fo 352 1794. fo 104.

⁽⁴⁹⁾ Cf. tous les relevés de J. M. MADURELL. Le plus bel exemple que nous avons trouvé est le moulin de Badalona, pour le Marquis de Barbará (Mas Vidal. 1798.. fos 349 et suiv).

⁽⁵⁰⁾ Mas Vidal 1791. fo 33. minayres à 22 sous 6 quand les fadrins sont à 20; Lluch. 1792. fo 352; minayres à 26 sous 3 quand les fadrins sont à 22.6.

⁽⁵¹⁾ Lluch 1795 fo 209; «serrador» à 30 sous 4, quand le «mestre» est à 20; les «picapedrers» (tailleurs de pierre) sont, sauf exception, au niveau des «mestres»; un exemple de scieur de pierre à 3 livres!

lorsqu'ils entreprennent de grands travaux, prennent quelquefois le titre d'architectes, plus souvent celui de «directors d'obres»⁽⁵²⁾; on voit ces entrepreneurs directeurs de travaux prendre successivement 1 livre 4 sous par jour en 1779, 2 livres 5 en 1790, 3 livres en 1796; à la même date, un mestre de cases qui va passer plusieurs après-midi sur un chantier de Gracia prend 1 livre 17 sous par après-midi⁽⁵³⁾. Constatation plus intéressante encore, certains de ces entrepreneurs prennent à leur service des chefs de chantier⁽⁵⁴⁾; une hiérarchie se dessine là où ne régnait que simplicité au début du siècle. À l'autre bout de l'échelle, on distingue jusqu'à 5 catégories de manoeuvres sur un chantier⁽⁵⁵⁾. Le bâtiment s'industrialise.

2. *Barcelone, banlieue, province.* S'agit-il d'un élan purement urbain, purement local? Bien que malheureusement plus discontinues, les données apportées par les «apôques d'obres» permettent de situer approximativement, dans le mouvement des salaires, la banlieue et la province catalanes par rapport à la capitale. Des aperçus peuvent s'en dégager sur la géographie de l'influence barcelonaise.

Sarrià, Gracia, Sant Boi s'alignent sur Barcelone *tout le long du siècle*, quant au salaire des maîtres et des compagnons. À plusieurs reprises même⁽⁵⁶⁾, en pleine période de stabilité absolue du salaire des ouvriers non-qualifiés, on note à Sant Boi des salaires de manoeuvres-maçons supérieurs à ceux qui se paient en ville. Sant Boi, village de «fadrins», fournissait-il une meilleur main-d'oeuvre? Sarrià, en tout cas, fournissait les meilleurs «minayres» pour les travaux hydrauliques — équipes et chefs d'équipes⁽⁵⁷⁾.

⁽⁵²⁾ Fontrodona Roua. 1789 fo 8. Renart «mestre de cases-arquitecto»; id. fo 356 «mestre de cases-director d'obres».

⁽⁵³⁾ Prats Cabrer. 1797. fos 79-80.

⁽⁵⁴⁾ Fontrodona Minguella. 1799. fos 225-226 Ignaci Nadal, mestre de cases, signe reçu à Miquel Bosch, mestre de cases, qui a travaillé pour lui comme «fadrí administrador de les obres», dans une édification du «Carrer del Hospital» (1793-1798).

⁽⁵⁵⁾ Compte cité note 53.

⁽⁵⁶⁾ En 1726, 1729, 1739, 1751.

⁽⁵⁷⁾ Pour la construction des dérivations fluviales et canaux des moulins à papier, on faisait souvent appel aux spécialistes de Sarrià. En particulier, pour la construction grand moulin de Gracia (1782), origine de fabriques encore existantes, un contrat

Mais surtout Sarrià, Gracia, Sant Gervasi, deviennent à la fin du siècle les sites recherchés par tous les Barcelonnais enrichis par le négoce américain ou la nouvelle industrie des indiennes pour leurs villas de plaisance. Le fait, noté par les chroniques du temps⁽⁵⁸⁾, est confirmé par une parfaite coïncidence des tarifs de la main-d'oeuvre et des matériaux dans tout cet élan d'édification qui, de 1775 à 1799, englobe à la fois la vieille ville et les banlieues des premiers côteaues, avec leurs vignes, leurs jardins, leurs eaux fécondantes.

Un second groupe de villages-satellites de Barcelone, mais moins parfaitement en symbiose avec elle, est constitué par Hospitalet, Sant Feliu, Sant Andreu, et les premières plages voisines : Badalona, Montgat, Premià.

Dans la longue période de stabilité des salaires qui marque les trois premiers quarts du siècle, on constate, dans ce groupe de villages, deux phénomènes : d'une part les manoeuvres y sont payés comme à Barcelone —et toutes les exceptions sont dans le sens d'une légère supériorité— ce qui prouve que les conditions du marché de la main-d'oeuvre y sont comparables (afflux, demande et prix de la vie); mais d'autre part les «mestres de cases» et les «fadrins», au lieu d'être payés 14 et 12 sous comme à Barcelone, y sont payés 12 et 10, et les deux fonctions, souvent, se confondent : indices d'une organisation et d'une activité du bâtiment encore inférieures.

Or, dans le dernier quart du siècle, toutes les données dont nous disposons (la série est assez complète pour Badalona) tendent à prouver que l'ensemble des conditions —organisation, activité, tarifs de salaires et des matériaux— s'unifient largement de Badalona au Llobregat, et, le long de celui-ci, jusqu'à la cluse de Martorell⁽⁵⁹⁾. La solidarité si frappante aujourd'hui réalisée par Barcelone au débouché de ses deux fleuves, et déjà notée par

a été signé avec une «companyia del lloc de Sarrià», de 50 hommes, pour le creusement du canal. (Protocoles. Grau Cassanyes. 1783. fo 98. Signalé dans l'étude inédite de J. M. MADURELL).

⁽⁵⁸⁾ Cf. les «Excursions» de AMAT CORTADA, p. p. le «Centre excursionista de Catalunya: Sarrià».

⁽⁵⁹⁾ Cf. note 15; cf. pour Sta. Creu d'Olorde, travaux poursuivis parallèlement avec Barcelone en 1791, 1792 et 1796. Fontrodona Minguella. 1796 fos 84 et 85.

YOUNG ⁽⁶⁰⁾, se traduit ainsi, dans les chiffres, au moment même où elle s'est affirmée.

La contre-partie existe. Au delà de Martorell et Montcada commencent les conditions campagnardes. Jusqu'en 1775, les salaires de manoeuvres y sont régulièrement de 6 sous ⁽⁶¹⁾, ceux de «mestres» à 10 sous; pour estimer, d'autre part, la montée finale des salaires hors de Barcelone, une enquête locale sera nécessaire. Nous n'osons considérer comme caractéristique d'une première phase de cette montée les hauts salaires payés au moulin de Gualta (Géronne) par le Vicomte de Rocaberti, comte de Perelada, en 1778; car il s'agit de travaux d'urgence ⁽⁶²⁾.

3. *Le bâtiment et les autres travaux.* Il reste à se demander en effet dans quelle mesure le bâtiment traduit — par l'intermédiaire du développement urbain constaté à Barcelone et dans la banlieue — un élan économique plus généralisé.

Il est certain que la montée des salaires dans le bâtiment indique une demande de main-d'oeuvre dans cette activité qui prime la demande moyenne.

La comparaison entre les salaires du maçon et ceux du charpentier-menuisier (fuster), est, à cet égard très frappante. Elle est possible, puisque, presque toujours, une «apoca d'obres» comporte deux notes: l'une présentée par «de mestre de cases» et l'autre par le «fuster». Or, dans ces notes parallèles, l'identité des salaires est continue, entre maçons et charpentiers, pour les «mestres» et pour les «fadrins», jusqu'au déclanchement de la grande hausse. Seule la troisième catégorie diffère dans les deux professions: «l'aprenent» charpentier touche 8 sous, le «manobre» maçon 7; mais c'est que l'apprenti n'est pas un manoeuvre; si celui-ci apparaît, le tarif de 7 sous lui

⁽⁶⁰⁾ YOUNG, Voyage (1787) A. MARTORELL, «dont annonce la proximité d'une grande ville».

⁽⁶¹⁾ Même dans les travaux d'édification industrielle du type des moulins de Sant Sadurní, Sant Pere de Riudevilles, aux périodes de créations multiples du milieu du siècle.

⁽⁶²⁾ J. Bra Fontana, 1778, fo 475 et suiv, novembre-décembre 1778: un «mestre de cases» de Torroella de Montgrí est payé 1 livre, un autre de Perelada 1 livre 5 sous; près de 2000 «jornals» sont payés à 9 sous 4, et certains à 11 sous 3 (mais avec travail de nuit); tous ces salaires sont anormaux à cette date, pour l'endroit.

est appliqué, comme dans le bâtiment. A l'origine donc charpentiers et maçons sont considérés comme égaux devant le salaire.

En 1774-1775, la hausse brusque des salaires semble d'abord affecter aussi les travaux du bois, avec des rémunérations de 15 et 12 sous (et même de 18 et 15), respectivement, pour les 2 catégories supérieures. Mais le parallélisme cesse dès 1776. Les tarifs de 14 et 12 reviennent chez les «fusters», jusqu'à la seconde hausse de 1785-1786, alors qu'ils disparaissent, dans cet intervalle, pour les travaux de maçonnerie. Or il s'agit de divergences observées dans des constructions ou réparations communes. C'est qu'une même entreprise emploie beaucoup plus de maçons que de charpentiers-menuisiers⁽⁶³⁾. La demande, pour les deux professions, ne doit pas être la même. Voici, à titre d'exemples, sur divers chantiers importants, les différences de tarifs observées, dans la période d'activité maxima⁽⁶⁴⁾:

1779-1783: mestre fuster 15 sous, fadrí 12 (compte semaine par semaine; maçons, sur le même chantier, minima 18 et 14).

1785-1786: mestre fuster . . .	20	sous; fadrí 13 (maçons 22 et 20)
1787 id.	22	id. 17 (id. 24 20)
1788 id.		id. 14 (id. 22)
1792 id.	22.6	id. 17 (id. 26 24)
1795-1796 id.	20	id. 16 (id. 24 21)
1795 id.	21	id. 20 (id. 24 22.6)
1797-1798 id.	26	id. 20 (id. 30 25.6)
	id.	25 id. 21 (id. 30 26)

1793-1798: fadrí fuster stable à 20 sous pendant 5 ans alors que le fadrí maçon passe de 20 à 22.6, puis à 26.

En 1798, selon nos calculs, le salaire moyen du com-

⁽⁶³⁾ Il n'en était pas tout-à-fait de même dans les comptes du début du siècle ou les petits travaux dominaient: et il ne doit pas en être de même à la fin du siècle dans les comptes du Palais-Royal de Madrid, où le travail final de boiseries est considérable (le maître charpentier-menuisier y est, nous le verrons très avantagé).

⁽⁶⁴⁾ Références respectives des comptes cités: J. Bra Fontana 1783. fo 217; Fontrodona Roura 1786 fos 223-224; J. Bra Fontana 1788 fos 275-276; lgn. Lluch: 1792 fos 276-278; Fontrodona Minguella 1796 fos 68 et suiv; Mas Vidal 1807 fos 137 et suiv; Fontrodona Minguella 1799 fos 225 et 226.

pagnon charpentier (catégorie la plus clairement différenciée) a gagné 77 p. 100 sur son niveau stable des années 1752-1773; celui du compagnon maçon a gagné 91 p. 100.

Si nous considérons que les ébénistes ont, à Barcelone comme partout, obtenu les plus forts salaires parmi les ouvriers qualifiés⁽⁶⁵⁾, et que les tailleurs et scieurs de pierre ont aussi, chaque fois qu'ils nous sont signalés, des rémunérations particulièrement hautes et en avance sur la hausse générale, nous avons tout lieu de penser qu'un indice global des salaires barcelonais, calculé sur l'ensemble des catégories professionnelles utilisées par Earl J. HAMILTON pour le Palais-Royal de Madrid —forgerons, charron, menuisier-charpentier, menuisier-ébéniste, maçons, manoeuvre, scieurs (pierre et bois) et tailleurs de pierre⁽⁶⁶⁾— s'établirait, en 1798, plus près de l'indice atteint par les maçons que de l'indice plus bas des charpentiers-menuisiers. Si, de plus, nous prenions pour base de cet indice la moyenne des mêmes années que M. HAMILTON —1737-1750— qui comportent, en Catalogne, deux légères phases de dépression, notre chiffre de 1798 aurait toute chance de dépasser 200, comme fait le salaire du manoeuvre, salaire-base. Or la chiffre de M. HAMILTON est au dessous de 120. Le contraste est assez significatif pour exiger entre les deux résultats une confrontation plus précise.

Nous avons donc établi, avec les précautions déjà indiquées⁽⁶⁷⁾, un index calculé sur les six catégories pour lesquelles nous possédions des données annuelles. Les légères variations antérieures à 1737 ont été suffisamment notées pour que nous n'y revenions pas. Le tableau qui va suivre reproduira les indices calculés pour les années 1737-1798, avec les chiffres madrilènes en regard, la base choisie étant la même: 1737-1750 = 100.

⁽⁶⁵⁾ TOWNSEND leur accorde 25 réaux pour un salaire moyen de 8.

⁽⁶⁶⁾ War and prices. Tableau 13. p. 208.

⁽⁶⁷⁾ Jusqu'en 1761, la stabilité est telle que nous avons admis le chiffre dominant chaque fois que les écarts d'une année ne dépassent pas 1 pour 10; dès que les écarts se font plus fréquents dans un même sens, nous les avons utilisés dans un calcul de moyenne pour indiquer la tendance; chaque fois que nous l'avons pu, et à partir de 1785 pour toutes les années, nous avons fait la moyenne sur les journées de travail cotées et non sur les simples cotes.

INDICES DES SALAIRES NOMINAUX À BARCELONE ET À MADRID
1737-1738

Base : 1737-1738 = 100



(Cf. tableau p. 37)

3. *Le mouvement des salaires à Barcelone et à Madrid.**Indice des salaires à Barcelone. 1737-1798.*

(six catégories : maçons : mestres de cases, fadrins, manobres, charpentiers : mestres, fadrins, aprenents.)

Base: 1737-1750 = 100

(sont donnés entre parenthèses les indices des salaires à Madrid selon
Earl J. HAMILTON)

1737	98.8	(96.3)	1765	101.9	(105.8)
1738	100.2	(99.1)	1766	103.5	(106.8)
1739	99.6	(98.6)	1767	103.5	(105.9)
1740	101.7	(98.7)	1768	103.5	(106.8)
1741	101.7	(98.9)	1769	102.0	(106.0)
1742	101.7	(100.8)	1770	102.4	(106.7)
1743	101.7	(98.8)	1771	102.4	(107.4)
1744	101.7	(100.2)	1772	104.1	(110.6)
1745	100.2	(100.2)	1773	105.1	(109.5)
1746	97.7	(101.0)	1774	108.3	(109.0)
1747	98.7	(100.2)	1775	113.5	(108.1)
1748	98.0	(100.7)	1776	110	(110.1)
1749	100.2	(101.5)	1777	113.8	(109.1)
1750	100.2	(104.5)	1778	114.8	(109.2)
1751	100.5	(106.0)	1779	116.5	(111.2)
1752	101.7	(103.2)	1780	114.4	(111.7)
1753	99.9	(103.6)	1781	117.4	(108.0)
1754	100.8	(105.4)	1782	116.6	(108.6)
1755	101.7	(106.3)	1783	115.3	(106.3)
1756	100.2	(106.9)	1784	118.9	(108.1)
1757	101.7	(106.5)	1785	145	(108.0)
1758	101.7	(106.0)	1786	151.9	(108.9)
1759	101.7	(105.5)	1787	152.6	(109.5)
1760	101.7	(103.8)	1788	148.6	(111.2)
1761	102.4	(104.3)	1789	152.7	(114.0)
1762	102.6	(105.5)	1790	153.4	(113.3)
1763	102.6	(104.7)	1791	162.2	(114.3)
1764	102.4	(104.2)	1792	170.1	(117.0)

1793	173,5	(116,1)	1797	199,7	(118,3)
1794	171	(116,1)	1798	200,6	(118,9)
1795	179,5	(116,1)	1799		(115,3)
1796	179,7	(117,2)	1800		(115,3)

Du point de vue des constatations, ce tableau et ces courbes se passent de commentaires. De 1737 à 1773, la stabilité est à peu près la même à Madrid et à Barcelone, et il est peu probable qu'on puisse tirer des leçons des différences de détail, étant donnée l'hétérogénéité des sources et des calculs.

Mais, à partir de 1774, la divergence est telle entre les deux courbes qu'elles révèlent nécessairement deux milieux économiques distincts. On est même saisi d'une inquiétude : dans une économie nationale unique, et assez fermée, une telle divergence est-elle possible ? Les indices sont-ils valables, et admettent-ils la comparaison ? Il faut répondre aux objections de cet ordre.

a) *Les faits, pour Barcelone, sont-ils suffisamment établis ?* Nous avons fait effort pour justifier l'utilisation de nos sources. Mais surtout, quelles que soient les critiques à opposer à ces sources, et à nos calculs, il reste indéniable que des salaires bien identifiés, établis de façons stable et très générale, à 14,12 et 7 au milieu du siècle, sont passés, à la fin du siècle, dans les comptes les plus larges et les plus sûrs, à l'ordre de 30,24 et 15 sous respectivement. Les *minima*, en 1798, pour les 6 catégories les mieux observées, ne sont jamais inférieurs à 24,20 et 15. Autrement dit aucune critique ne pourra mettre en doute l'ordre de grandeur de la hausse barcelonaise — et c'est cet ordre de grandeur, non le détail d'une évaluation, qui pose un problème très général.

b) *Les faits observés à Madrid sont-ils représentatifs ?* L'objection vient à l'esprit naturellement, puisque les chiffres apportés sont tous tirés des comptes d'une entreprise unique (ce qui est excellent pour l'étude du mouvement), mais *exceptionnelle* ce qui est moins rassurant. Car on peut se demander si cette construction du Palais-Royal, par les

ressources dont elle a disposé ⁽⁶⁸⁾, par les qualités exigées de la main-d'oeuvre ⁽⁶⁹⁾, par les phases successives d'un travail où l'ornementation a pris le pas, finalement, sur l'édification, a présenté toutes les caractéristiques économiques normales.

Earl J. HAMILTON n'a pas manqué, bien entendu, de corriger autant que possible l'effet de ces particularités, en ne faisant pas entrer dans ses tables les «maîtres» trop bien payés de certaines catégories ⁽⁷⁰⁾, et surtout en opérant des vérifications ailleurs qu'à Madrid. A vrai dire ces vérifications sont quelquefois décevantes. A Tolède l'Hôpital de Tavera indique des salaires d'une stabilité totale pendant un siècle et demi, ce qui ne peut être dû qu'aux conditions spéciales de l'économie hospitalière ⁽⁷¹⁾. Il en est de même, si l'on sort de Castille, aux trois hôpitaux de Séville ⁽⁷²⁾. Mais il y a des vérifications à Valladolid. Et surtout, à Valence, cas géographiquement le plus proche de Barcelone, le mouvement des salaires, calculé sur un nombre de professions réduit, mais dans de bonnes conditions ⁽⁷³⁾ aboutit, pour 1790, à un indice à peine supérieur à celui de Madrid, nullement comparable à celui de Barcelone ⁽⁷⁴⁾. Malheureusement, les dernières années nous manquent —les plus importantes— pour préciser la comparaison.

Quoi qu'il en soit, il ne peut être indifférent de rapprocher point par point, dans les résultats de M. HAMILTON et dans les nôtres, les chiffres concernant les catégories professionnelles les plus comparables, puisqu'il s'agit, dans les deux cas, du bâtiment.

c) *Quelques comparaisons catégorie par catégorie.* Ce rapprochement est gêné par l'opposition entre un système

⁽⁶⁸⁾ En 1739-1753 les travaux sont alimentés par 200 000 «pesos de a ocho», offerts par la corporation des marchands de Lima (War and prices, p. 207).

⁽⁶⁹⁾ Ibid. p. 213, sur les maçons italiens payés deux fois comme les Espagnols. Mais les spécialistes Espagnols avaient aussi leur rôle.

⁽⁷⁰⁾ Les maîtres ébénistes, payés 275 p. 100 de plus que les ouvriers. Ibid. même page. Or les ouvriers ébénistes sont déjà à 680 maravedis!

⁽⁷¹⁾ Ibid. p. 212.

⁽⁷²⁾ Ibid. p. 209. Le salaire des maçons à Séville est suivi pour le xviii^e siècle seulement.

⁽⁷³⁾ Ibid. p. 206.

⁽⁷⁴⁾ Indice de 115,4 en 1790.

hautement différencié des tâches, comme celui qu'on observe au Palais Royal, et un système relativement rudimentaire comme celui des «mestres», «fadrins» et «manobres», dans les travaux barcelonais du début du siècle. Toutes proportions gardées, nous nous trouvons devant une différence entre niveaux d'organisation analogue à celle qui nous était apparue en comparant Barcelone et les villages des alentours, où la distinction entre «mestre» et «fadrin» se diluait elle-même. Notons naturellement que, du point de vue représentatif, la haute organisation des tâches du Palais Royal, doit déformer davantage l'aspect des coutumes espagnoles moyennes du XVIII^e siècle que le système barcelonais.

Mais il est nécessaire de rechercher les équivalences. Pour cela le meilleur moyen nous semble de partir du travail non-qualifié, et d'établir une échelle des qualifications relativement à ce travail, par le salaire lui-même. Earl J. HAMILTON constate que cette échelle tend à rester constante, ce qui confirme RICARDO⁽⁷⁵⁾, et, à Barcelone, nous avons constaté que les trois catégories de salaires ne semblent pas varier tout-à-fait sous la pression des mêmes éléments, mais reconstituent toujours, au bout de quelques étapes, les proportions primitives.

Comme base de toute comparaison, le salaire du travail non qualifié présente enfin une autre qualité : sa grande stabilité dans tout le milieu du siècle ; de 1738 à 1781, sauf deux écarts négligeables⁽⁷⁶⁾, il reste, à Madrid, de 140,3 *maravedis* ; de 1720 à 1761, on se le rappelle, il restait, à Barcelone, inébranlablement aussi, de 7 *sous*. Tandis que des conditions diverses entraînent quelques variations dans les autres catégories, le salaire du manoeuvre représente un niveau bien déterminé par de plus stables relations entre économie et démographie. Entre 1738 et 1761, le salaire de 7 *sous* à Barcelone traduit le même fait économique-social qu'à Madrid le salaire de 140,3 *maravedis*.

L'équivalence théorique des monnaies de compte situerait alors le salaire barcelonais sensiblement au dessous du

(75) War and Prices. p. 213.

(76) 1749: 136; 1752: 141.3.

salaires madrilène 128 maravedis contre 140,3 ⁽⁷⁷⁾. Il ne faut pas ajouter une importance excessive à ces chiffres : car il y aurait à estimer respectivement les pouvoirs d'achat de 7 sous à Barcelone et de 140,3 maravedis à Madrid, ce qui nous entraînerait trop loin. Mais cette infériorité du chiffre, au départ, indique certainement, jusqu'en 1760, une vie barcelonaise encore provinciale, au développement moderne mal affirmé, en face d'une capitale peuplée et active.

Or, la hausse du salaire de base se déclenche à Barcelone dès 1761 ; à Madrid en 1781 seulement : ces vingt ans sont de première importance dans le destin économique de Barcelone ; quand le salaire nominal du manoeuvre madrilène abandonne 140,3 maravedis, celui du manoeuvre barcelonais l'a déjà dépassé (105 deniers, 150 maravedises). Mais surtout la hausse, à Madrid, est courte et modeste : elle dure de 1781 à 1789, en 4 paliers : 144,5 ; 157,3 ; 165,8 ; enfin 170 ; elle ne dépassera pas ce chiffre jusqu'à la fin du siècle. Pendant ce temps, les chiffres de Barcelone ont atteint 15 sous 5 ou 6 deniers (290 ms). Cette différenciation progressive, mais rapide, est fondamentale.

Que font, pendant ce temps, les catégories de travailleurs qualifiés ? Le mieux, pour esquisser des comparaisons, est d'établir des indices, qui nous serviront à la fois pour classer les qualifications et voir évoluer les salaires.

Admettons comme base :

Madrid : salaire du manoeuvre : 140,3 = 100.

Barcelone : salaire du manoeuvre : 7 sous = 100.

En considérant les rémunérations payées en moyenne à chaque catégorie dans les cinq premières années observées —1738-1742— ⁽⁷⁸⁾, nous apercevons les correspondances suivantes : ⁽⁷⁹⁾

⁽⁷⁷⁾ 21 deniers équivalent à 32 maravedises. La «Real provisión» du 23 août 1737 —modifiant la Pragmatique du 16 mai 1737— établit ainsi l'équivalence des monnaies effectives : real d'argent provincial à 45 deniers ou «ardits» (billon catalan) —ce qui est différent, mais très légèrement. Cf. plus loin.

⁽⁷⁸⁾ Nous avons négligé 1737 année de changement monétaire, et d'adaptation au travail qui sur le chantier de Madrid, diffère sensiblement des suivantes et ne serait pas une bonne base.

⁽⁷⁹⁾ Mieux vaut, pour définir un vocabulaire, garder les termes originaux.

<i>Barcelone</i>		<i>Madrid</i>	
Manobre	100	Peón	100
Fadrí de cases ⁽⁸⁰⁾	157,1	Albañil ayudante	168,6
Fadrí fuster	170	Carpintero ayudante	164,8
Mestre de cases	200	Albañil oficial	262
Mestre fuster	200	Carpintero oficial	243,6

Ainsi, jugés par leur rémunération respective relativement au salaire minimum, le «fadrí» barcelonais apparaît bien au niveau de ce que le chantier madrilène appelle «ayudante»; le «mestre» est au dessous de l'«oficial», qui reste cependant plus rapproché de lui que les «maîtres» signalés au Palais Royal ⁽⁸¹⁾. Cela fixé, voici les variations survenues entre les années 1738-1742 et les derniers cinq ans observés 1794-1798.

	<u>1738-1742</u>	<u>1794-1798</u>
«Manobra» ou «peón»:		
Barcelone	100	210
Madrid	100	121,2
«Fusters» ou «carpinteros».—«Fadrí» ou «ayudante»:		
Barcelone	170	282,8
Madrid	164,8	189
«Mestre» ou «oficial»:		
Barcelone	200	365,7
Madrid	243,6	317,7
«Obres»: «Albañiles».—«Fadrí» ou «ayudante»:		
Barcelone	157,1	321,5
Madrid	168,6	198
«Mestre» ou «oficial»:		
Barcelone	200	390
Madrid	262	299,9

⁽⁸⁰⁾ Base peut-être un peu faible: ce sont des années de baisse momentanée chez les maçons.

⁽⁸¹⁾ Les «maîtres» charpentiers du Palais Royal touchent une fois et demi le salaire des «oficiales».

Ainsi, dans les catégories les plus évidemment comparables, les salaires barcelonais gagnent de 66 à 110 p. 100 sur leur position de départ — les salaires madrilènes de 14 à 30. Et la hausse catalane est surtout marquée pour les deux catégories parties du plus bas niveau.

L'éventail des salaires, déjà plus fermé à Barcelone qu'à Madrid au milieu du siècle, l'est donc encore davantage à la fin. Et cependant, malgré ce rétrécissement relatif, «mes-tres» et «fadrins» catalans, en monnaie de compte, gagnent désormais beaucoup plus que les «oficiales» du chantier du Palais Royal, qui l'emportaient sur eux, jadis, à la fois quant aux salaires nominaux, et quant à la classification dans l'échelle.

Il est bien difficile, devant ces constatations, de croire qu'elles ne vaudraient pas, grosso modo, pour l'ensemble des autres salaires, ou qu'elles pourraient être dues à une simple erreur de l'observation.

A ce phénomène si clair dans les chiffres, il faut chercher l'explication la plus générale.

Les causes de la différenciation

1. *Peut-il être question d'une cause monétaire déterminante?* Au XVII^e siècle, monnaie catalane et monnaie castillane étaient distinctes. Et cela a sauvé la Catalogne, comme Valence, de la fatale inflation du billon, un des principaux facteurs de la «décadence»⁽⁸²⁾. On pourrait se demander, si, au XVIII^e siècle, jouant d'une autre façon, ce ne serait pas encore une différenciation monétaire qui ferait diverger les tendances économiques en Catalogne et en Castille.

Mais on ne peut ignorer que, depuis 1716 et le décret «de Nueva Planta», il n'y a plus, théoriquement, de monnaie catalane. En tout cas, Barcelone n'a plus la maîtrise de son système monétaire, et ne frappe plus. Il ne peut donc plus y avoir de variation indépendante de la monnaie catalane.

(82) HAMILTON, Earl J. La decadencia de España en el siglo XVII. in El florecimiento del capitalismo y otros ensayos. pp. 119-127.

En 1737, quand Philippe V fixe la valeur du réal d'argent provincial à 68 maravedis, il décide qu'il équivaut à 44, puis à 45 deniers en monnaie de billon catalane ⁽⁸³⁾. En 1751, l'équivalence est fixée aussi avec le billon valencien ⁽⁸⁴⁾. En 1755, le roi accorde au Principat l'émission d'un billon aux armes catalanes, mais il est fabriqué à Ségovie. Petite opération d'ailleurs ⁽⁸⁵⁾, dont la courbe des prix et salaires ne semble pas garder la trace. C'est d'une pénurie de monnaie divisionnaire, non d'un excès que la Catalogne souffre, périodiquement, le long du siècle, mis à part l'épisode exceptionnel de 1716-1718.

Malgré tout, l'adaptation du Principat à la monnaie castillane avait été difficile; mais c'est dans la première partie du siècle que les problèmes s'étaient posés ⁽⁸⁶⁾. Ce qui persista, ce fut la difficulté de changer l'argent en billon catalan: or, l'avantage étant à celui qui recevait la petite monnaie ⁽⁸⁷⁾, cela eût dû, dans la mesure où les salaires modestes étaient payés en billon, inciter les patrons à résister davantage aux augmentations nominales; aucun effet dans le sens de la hausse en monnaie de compte n'a donc pu résulter de ce détail monétaire.

En fait, quand se déclanche le grand mouvement des salaires, la place de Barcelone jongle, malgré sa monnaie de compte particulière, avec toutes les monnaies réelles d'Espagne, d'Amérique et de l'étranger. ⁽⁸⁸⁾ De 1745 à 1798, les relations avec l'Amérique, par Cadix, puis directement, deviennent de plus en plus étroites. Si la vie économique catalane peut être affectée par des modifications de type monétaire, ce ne peut être que par l'inter-

⁽⁸³⁾ SALAT J. Tratado de las monedas labradas en el Principado de Cataluña. T. I. p. 33. (paragraphe 45-47).

⁽⁸⁴⁾ Ibid. paragraphe 50.

⁽⁸⁵⁾ 7000 pesos.

⁽⁸⁶⁾ Cf. la série des réclamations et mesures, chronologiquement exposées dans CARRERAS PUJAL. Historia política y económica de Cataluña. T. III. pp. 217-238 (jusqu'en 1755), 238-244 (fin du siècle).

⁽⁸⁷⁾ Excellent exposé de la question dans SALAT. I. parag. 52. Noter que le billon catalan («ardit») s'exportait à Oran, à cause de la prime dont il jouissait (CARRERAS. III. p. 237).

⁽⁸⁸⁾ Les livres de comptes conservés aux Archives de l'Hôpital de Santa Creu permettent de reconstituer une riche série d'équivalences (fonds ALEGRE GIBERT, ROIG GELABERT, etc.).

médiaire des pièces espagnoles et américaines, donc parallèlement à l'ensemble de l'économie nationale et impériale.

Cependant, étant donnée la proximité de la France et le volume des transactions extérieures, il est possible que l'économie catalane ait été particulièrement sensible aux pertes de valeur des différentes monnaies : il est frappant que les deux déclachements les plus nets de la hausse que nous avons étudiée se placent en 1773-1774, et en 1785-1786, alors que le contenu en argent fin du maravedis tombe de 0,03595 à 0,03570 entre 1772 et 1773, et de 0,03570 à 0,03547 entre 1785 et 1786. ⁽⁸⁹⁾ A cette date aussi est intervenue une baisse dans la teneur des pièces d'or ; et l'abondance de celles-ci, favorisée par une équivalence bimétallique beaucoup plus forte en Espagne qu'en France, est signalée souvent en Catalogne. ⁽⁹⁰⁾

Enfin si les effets de la première émission de papier-monnaie — 1780-1784 — ne se remarquent guère dans la courbe des prix et salaires, l'inflation-papier qui accompagne les deux dernières guerres du siècle a des répercussions particulièrement fortes dans les trois ports de Cadix, Málaga et Barcelone : les «vales» royaux perdent beaucoup plus sur ces trois places qu'à Madrid et dans l'intérieur de l'Espagne : c'est qu'on demande à ces ports, à cause de leur réputation de richesse, un gros effort financier ; et c'est que les nécessités de l'importation (en blé en particulier) les obligent à disposer de fortes sommes en métal, au moment où les guerres gênent leurs habituelles rentrées ⁽⁹¹⁾. Earl J. HAMILTON a mis ce fait parfaitement en lumière. Il a dû regretter d'autant plus vivement de ne pouvoir suivre sur ces trois places les prix et salaires. A Valence, seul port important qu'il ait étudié, la montée relative des prix en 1790-1798 est plus forte qu'à l'intérieur de l'Espagne ⁽⁹²⁾. Mais le calcul des moyennes, en incluant le prix du riz dans celui des grains, empêche, pour Valence, de mesurer exactement l'influence des *importations* de blé sur la montée des prix dans les régions méditerranéennes. Nous croyons,

⁽⁸⁸⁾ War and prices, Tableau p. 77.

⁽⁹⁰⁾ Ibid. p. 71.

⁽⁹¹⁾ El florecimiento... pp. 159-163 (Guerra e inflación en España).

⁽⁹²⁾ War and prices, Tableau 9: graphique IV, pp. 156-157, et p. 165.

d'après Barcelone, qu'elle est aggravante ⁽⁹³⁾. Quant aux répercussions sur les salaires, on ne peut non plus les évaluer à Valence : les tableaux s'arrêtent en 1790. L'isolement apparent de Barcelone, dans le phénomène de hausse des salaires, s'explique donc par une étude insuffisante des autres ports. Mais il ne s'agit plus alors d'un jeu de facteurs monétaires. C'est toute une structure économique dont l'influence se fait sentir.

2. *Les causes occasionnelles.* Signalons cependant que des événements particuliers ont pu, à Barcelone, pousser les effets de l'évolution générale. En 1789-1790, l'arrivée des émigrés français riches répand en Catalogne beaucoup d'or et d'argent. En 1793-1794, la guerre se déroule sur les frontières voisines et raréfie la main-d'oeuvre. Inversement, aux premières victoires françaises, a lieu un reflux d'émigrés roussillonnais de condition populaire : ils s'embauchent comme ouvriers, comme techniciens. Assez pour affecter le marché de main-d'oeuvre ? La vérification est peut-être possible ⁽⁹⁴⁾. Mais l'attraction de Barcelone sur l'ouvrier français est antérieure ⁽⁹⁵⁾. On ne peut la réduire aux faits occasionnels.

3. *Les changements de structure dans l'économie catalane.* A vrai dire le mouvement des salaires barcelonais signale un épisode décisif de l'évolution historique espagnole : celui qui, d'un coup, replace la Catalogne dans la situation économiquement dominante perdue par elle depuis le XV^e siècle.

Certes l'on peut démontrer que le déclin intermédiaire n'est qu'un déclin relatif, et surtout qu'il n'a eu ni mêmes causes ni même chronologie que la « décadence » espagnole dans son ensemble. Car le XVII^e siècle catalan — et la guerre de Succession elle-même — révèlent à de nombreux signes une rénovation imminente.

⁽⁹³⁾ Hospital de Santa Creu. Cautelas, 62-I-II. Signalons, sans vouloir ébaucher une évolution des prix, l'accroissement des blés d'importation (du monde entier) aboutissant en 1796 à la pointe de 11 livres catalanes la quartera (contre 3 au milieu du siècle, dans les années sans importation).

⁽⁹⁴⁾ Recherches en cours de notre ami J. MOREU au Consulat de France.

⁽⁹⁵⁾ Signalée au lendemain du traité de commerce franco-anglais de 1780 par la Chambre de Commerce de Rouen (YOUNG, Voyages en France, Ed. SEE, II, p.

Mais, de 1714 aux environs de 1730, ces capacités de rénovation ont été gravement atteintes par la fin tragique du conflit entre Philippe V et les Catalans. Barcelone fut-elle réduite à 37.000 habitants en 1715? Le chiffre paraît faible, et, sans doute, comme d'autres estimations, néglige-t-il le rayonnement de la ville hors de ses murailles. Malgré tout, le rythme de la vie, l'ampleur des affaires, les besoins de la ville en viande et en blé, l'activité du bâtiment, la survivance des «gremis», ne révèlent, à qui les étudie, que des proportions très modestes entre 1715 et 1725. Les changements vont se manifester entre 1730 et 1740.

De 1730-1735 à 1760 se déclanche en effet, en Catalogne comme en Espagne et comme partout ailleurs, le *mouvement de hausse des prix*. Il correspond, pendant une trentaine d'années, à une parfaite stabilité des salaires, plus caractéristique qu'à Madrid même. A Madrid, et dans l'ensemble de la Castille, le niveau de départ des salaires était, d'ailleurs, plus élevé. Structure sociale, habitudes spirituelles, rôle de la capitale administrative et de ses activités de luxe, séquelles des maladies économiques du XVII^e siècle, tout cela a rendu le domaine castillan moins sensible à l'heureuse conjoncture du XVIII^e siècle et surtout moins capable d'en profiter. Les premières marges de profit y sont moins amples, moins régulières. Elles ne s'investissent pas rapidement dans la production.

En Catalogne au contraire, tandis que croissent la rente de la terre, les bénéfices d'exploitation agricole, ceux des transactions locales, ceux d'un commerce international commençant, le progrès démographique, dans une première étape, offre une main-d'oeuvre toujours plus large, employée à des tarifs traditionnellement encore fort bas. Or, aussitôt, devant cette accumulation des profits, la tendance à l'investissement productif se précise : travaux d'irrigation et de défrichements, créations d'industries nouvelles.

La période de *préparation* de l'élan final est déjà une période de *réalisations* : entre 1745 et 1760, alors que se multiplient les petites expéditions de patrons de barques

sur le littoral, et que naissent des entreprises de commerce colonial plus considérables, l'industrie du papier, l'industrie des indiennes commencent à occuper, dans le port-capitale et dans les vallées qui le desservent, des positions caractéristiques, dont beaucoup survivent encore aujourd'hui. Tout est prêt pour que, dans le dernier tiers du siècle, ce coin d'Espagne méditerranéenne participe à la «révolution industrielle» de l'Occident.

L'exemple catalan confirme dans cette phase le schéma qui rattache cette «révolution industrielle» aux distances établies entre prix et salaires — par quoi se finance l'équipement ⁽⁹⁶⁾.

Mais, au moment où se développent les conséquences de cette première accumulation — *de 1775 à 1798* — on ne peut dire que l'économie catalane se caractérise par la lenteur dans la montée des salaires : les chiffres ne le permettent pas.

Certes, avant de tirer toute conclusion, il faudrait rétablir soigneusement la marche des prix. Si nous indiquons que les matériaux de constructions comme les tuiles ou les briques, dans les «apogées d'obres», triplent leur prix entre le milieu et la fin du siècle, et que les hausses des blés, dans les années de crise — 1789, 1794 — passent encore plus haut dans la progression, nous devons bien penser que les salaires catalans, comme tous les autres, demeurèrent jusqu'à la fin du siècle au dessous du niveau atteint par les prix. Mais pour que le *salairé réel* du travailleur catalan, en 1790-1798, se fût abaissé au rang du salairé réel madrilène, tel que l'a calculé Earl J. HAMILTON, il eût fallu un niveau des prix supérieur — par rapport aux années 1726-1750 — à 300. Il est peu probable que le chiffre ait été atteint par l'ensemble des denrées courantes. L'industrialisation a donc favorisé, sur les lieux où elle s'est installée, la rémunération du travail, non pas dans l'absolu, mais relativement aux régions d'Espagne où elle n'a pas réussi

4. *Le changement d'équilibre économique dans la Pé-*

⁽⁹⁶⁾ Cf. HAMILTON, La inflación de beneficios y la Revolución industrial (1751-1800), in. «El florecimiento...» p. 30-42.

ninsule. Dans les progrès indéniables réalisés par l'Espagne du XVIII^e siècle, s'installe entre les régions de la Péninsule un équilibre sensiblement différent de celui qui avait caractérisé la période du Siècle d'Or. Démographiquement et économiquement, l'Espagne centrale perd désormais sa position dominante, et l'on revient à la situation de l'Antiquité et du Moyen-Age, où l'Espagne périphérique — et particulièrement méditerranéenne — représentait le lieu d'élection de la population, de l'activité, de la production.

En ce sens, les villes caractéristiques du XVIII^e siècle espagnol, celles où il faut étudier ses créations, sont *Cadix* et *Barcelone*, et non pas Madrid, qui demeure la « Cour » de l'Administration et de l'aristocratie — forte consommatrice, et particulièrement en produits de luxe, mais non centre de direction économique et de production.

Comme Cadix — et comme Nantes ou Bordeaux en France —, Barcelone devient, après la décade 1760-1770 (sans avoir attendu, quoi qu'on avait dit, la liberté officielle de commercer avec l'Amérique), un port colonial de grande importance, où l'accumulation des capitaux a d'autres sources que la rente du sol ou la marge entre salaires et prix. C'est une première raison de son élan et de sa richesse.

Mais cette richesse se consolidera, parce qu'elle s'investit dans des créations industrielles viables, ce qui n'arrivera pas à Cadix. C'est ainsi que sous l'action conjuguée des commerçants d'Amérique et des fabricants d'indiennes — souvent c'est tout un — naît la filature cotonnière qui deviendra, un siècle plus tard, si caractéristique de l'économie catalane, et du « travail national ».

Cette conjonction entre bénéfices commerciaux et initiatives industrielles explique l'attraction de la région catalane, et particulièrement de sa capitale. On peut discuter sur les chiffres exacts de population atteints par celle-ci à différentes dates du siècle : en gros, ils ont sûrement doublé entre 1750 et 1790, triplé entre 1714 et 1808. Mais surtout il s'agit d'une ville à la fois attractive et rayon-

nante : les notes ajoutées au recensement de 1787 ⁽⁹⁷⁾ indiquent d'une part un perpétuel mouvement des journaliers :

«numeroso pueblo inferior... clase que abunda, excitada de la proporción que aquí suelen hallar para mantenerse...»

et d'autre part l'absence de nombreux hommes mariés :

«siguiendo su comercio y todos con el objeto de la industria que les anima a pasar a cualquier destino.» ⁽⁹⁸⁾

Le même texte nous permet de classer 1787 comme année de crise, mais tant d'autres crises seront surmontées, dans l'élan général, après avoir incité les plus entrepreneurs des Barcelonais à tenter au loin la fortune !

Sept ans auparavant, l'Intendant baron de La Linde, se préoccupait de démographie. Signe des temps. Il demandait au P. CARESMAR, grand érudit en matière de vieux recensements, si la Catalogne avait été autrefois plus peuplée qu'en 1780. Oui, répondait CARESMAR, farouchement «populationniste» et industrialiste, comme la plupart des Espagnols éclairés du siècle. Mais il ajoutait :

«Ahora no sólo en Barcelona, sino en toda Cataluña se encuentran con dificultad trabajadores de la tierra y de otros oficios *aun con salarios muy subidos* ; igual dificultad hay en hallar criadas ; dicen ser por ocasión de las muchas fábricas.» ⁽⁹⁹⁾

Les textes confirment donc ce que pouvaient permettre de déduire les tableaux et graphiques des salaires barcelonais : il y a en Catalogne, par attraction de Barcelone, et l'industrialisation commençante, un besoin de main-d'oeuvre sans cesse accru.

Or, pour l'ensemble de l'Espagne, Earl J. HAMILTON

⁽⁹⁷⁾ LLOBET Salvador. La población de Barcelona en 1787. Estudios geográficos. Agosto 1947. p. 563 (Publication d'un recensement inédit conservé à l'«Archivo histórico de la Ciudad».

⁽⁹⁸⁾ Ibid. p. 564.

⁽⁹⁹⁾ CARESMAR. ouv. cit. à la note 43. p. 254.

croyait pouvoir conclure, à la fois de ses chiffres et des déclamations continues des économistes du XVIII^e siècle contre chômage et vagabondage, que «de plein emploi ne fut pas approché avant 1800»⁽¹⁰⁰⁾. «En Espagne», le fait est en effet probable. Il eût fallu ajouter : la Catalogne — au moins — faisant exception.

La Catalogne n'est-elle pas cette «Espagne» dont nous parle la Chambre de commerce de Rouen, toujours en 1780, où les ouvriers français vont chercher de bonnes conditions de travail et de vie? Ne pensons pas ces termes dans l'absolu : on pourrait donner des détails navrants, en pleine période d'élan, sur la misère ouvrière. Mais les hauts salaires *nominiaux* ont toujours eu un grand pouvoir d'attraction. Nous voyons se dessiner, dès le XVIII^e siècle, cet afflux d'immigrants qui, aujourd'hui encore, n'a pas cessé, et qui groupe, aux bouches du Besós et du Llobregat, la plus grosse agglomération des côtes méditerranéennes.

La dissociation entre le centre de direction politique de l'Espagne et son centre de gravité économique et humain — qui pèsera si lourdement sur l'histoire péninsulaire du XIX^e siècle — a commencé dans ces années 1770-1775, quand la courbe des salaires barcelonais diverge si franchement de la courbe de ceux de Madrid.

PIERRE VILAR

(100) War and prices. p. 216

La casa de Cardona y sus obras en Poblet

I

LA EMOCIÓN DEL DOCUMENTO INÉDITO

En la Historia del Arte tiene primordial interés la misma obra artística puesto que ella efectúa el milagro de detener el momento histórico y de ella fluye constantemente la emoción artística; pero la coordinación, la estructura histórica no sería posible sin los documentos de archivo de los cuales, en su aparente prosaísmo, fluye también una emoción histórica. Esta emoción se produce siempre: si el archivo no está ordenado y el hallazgo del documento resulta problemático, al realizarse este hallazgo, la feliz sorpresa aumenta aquella emoción; si por el contrario, como ocurre en el Archivo Notarial de Barcelona, la ordenación es perfecta, trabajar en él es asomarse cómodamente al ángulo histórico de la personal preferencia de cada uno. Donde el estudioso halla una laguna en sus estudios, tiene la seguridad de que, por caminos trillados, llegará, si no al punto apetecido —que no siempre es dable lograrlo— a un otero de orientación que le permitirá seguir adelante con paso más seguro.

El ímprobo trabajo de catalogación, de fichas y papeletas que hacen manejable tanto legajo, es un itinerario guía que permite recorrer los vericuetos de la historia barcelo-

nesa y catalana, ya que en cuestiones de Arte, muchas obras de la región se confiaban a artistas de Barcelona o aquí se reunían para formalizar sus tratos. En estas mismas obras que vamos a comentar, los donantes residían en Madrid o en Nápoles, los artistas eran con frecuencia de fuera de Barcelona y el sitio de destino, Poblet; y sin embargo, Barcelona resultaba el centro de gravedad adecuado donde escriturar contratos y documentos, de cuyo estudio se desprende un valioso calor de humanidad que presta nueva vida a las obras de arte.

Éstas por sí solas cumplen su más elevada misión artística en un plano superior, de icono intangible, que la lejanía histórica envuelve de mayor misterio. El documento de archivo, en cambio, nos deja asistir a su elaboración, nos permite entrometernos en intimidades de artistas y mecenas y costumbres de época que constituyen el adecuado clima histórico que nos permite fruir de manera más completa las obras de arte y las circunstancias, muchas veces insospechadas, que en su origen las ambientaron. Y lo que es más importante: las sitúa en el tiempo y las filia por autores, ya que uno y otros quedan en la vaguedad de la hipótesis mientras no aparece el documento preciso que fija fechas, nombres, coste de las obras contratadas y testigos que intervinieron.

Así en nuestra búsqueda por este valioso Archivo Notarial, para documentar estudios en curso, hemos podido corroborar sospechas, completar puntos esbozados y descubrir otros que la amabilidad de nuestro amigo don José María Madurell y Marimón ha querido mostrarnos con inteligente solicitud. Entre otros de no menor interés, merecen especial atención los documentos que van a ser objeto del presente artículo, referentes a la casa de Cardona y a sus obras en Poblet, algunas de ellas, como la fachada de la iglesia, sin documentar hasta el presente y que aducen nuevas pruebas y detalles interesantes de la generosidad que esta casa ducal mostró por el monasterio circiterciense entre los años 1659 y 1674.

Esta protección nos era ya conocida por lo que hacía referencia a las suntuosas obras funerarias que sufragó, como

por el servicio de difuntos compuesto de terno negro y candeleros de ébano, que regaló con el magnífico paño bordado con el escudo de Segorbe y Cardona, felizmente devuelto a Poblet; y sobre todo por la famosa biblioteca de más de 4,000 volúmenes lujosamente encuadernados, con las estanterías de ébano cerradas con fina cristalería de Venecia.

Estos donativos y otras gencrosidades de las que hablan largamente las crónicas conventuales no eran todo lo que los Cardona hicieron por Poblet, que a su vez era sólo una de tantas prodigalidades con que maravillaba a sus coetáneos aquella familia representativa de la España decadente de los últimos Austrias.

Los documentos que exhumamos, con detalles vivos y minuciosos, nos acercan a estos protagonistas interesantes por su rango social y a otros que no lo son menos por su valía artística. En su lectura quisiéramos que el lector, además del dato histórico, hallara algo de aquel emocionado interés antes aludido, que trasciende de todo documento original.

II

LAS CÁMARAS SEPULCRALES

Antes de su construcción.—La casa de Cardona había mostrado sus preferencias por Poblet desde los días de su fundación, allá en el siglo XII, en que le cede una *somada* de sal a la semana *mentre duri el mineral de Cardona*; en el siglo XIV el famoso Ramón Folch dispone su entierro en este monasterio donde se le construye rico sepulcro. Más adelante son muchos los Cardona que eligen sepultura en Poblet, cuyos cadáveres se depositan en féretros de madera cubiertos de terciopelo que se colocan debajo de los arcos de los Panteones Reales, sin protección de ninguna clase, pudiendo circular entre ellos la comunidad y los asistentes al templo.

El año 1603 doña Juana de Aragón de Cardona y Córdoba, duquesa de Cardona, hace donación al monasterio

de dos blandons o candeleros grans de plata, de pes junts de cent trenta vuyt marchs, tres onses plata, ab un escut en cada hu d'ells, ab les armes de les Cases de Aragó, Cardona y Cordova (Documentos 1 y 2) con la condició de que no puegan enagenarse ni deshacerse, sino que deban servir delante del altar mayor y assenyaladament devant la sepultura del excellentissim senyor don Diego Hernández Folch y de Cardona, olim de Córdoba, Duch de Cardona, quondam marit de dita senyora Duquessa. Este duque D. Diego había fallecido el año 1601 y tenía su tumba al lado del Evangelio donde, por disposición testamentaria fué enterrada también su esposa D.^a Juana, fallecida en agosto de 1608.

En el documento recientemente hallado en el Archivo Notarial de Barcelona, y que reproducimos al final, se pueden ver las seguridades que la donante desea obtener del convento, de que será observada su voluntad, pues el notario de Barcelona Gaspar Montserrat Xemallau escribe al de Montblanch Vicente Torroella que reciba las firmas del abad y monjes en tal sentido. Trasladado a Poblet dicho último notario el día 29 de enero de 1603, por orden del abad Simón Trilla fueron convocados los monjes *en la casa del Capítol de dit monastir, al so de la campana major, ahont altres vegadas son acostumats congregar, y juntamente con el abad firmaron los monjes que se consignan en el referido documento, aceptando las condiciones de la donación de los ricos candeleros que la piadosa duquesa quiso que estiguen perpetuament devant dit altar, y no puguen ser desfets, trets, ni apartats del dit monestir com está dit. ¿Dónde irían a parar los blasonados candeleros, y quién se acordaría de ellos, ni de sus blasones, ni del toque de la campana mayor, a no ser por este documento silenciosamente aparecido?*

Sabemos por un manuscrito del diligente anotador del monasterio P. Jaime Fortuny ⁽¹⁾ que *(hallándose en el Monasterio de Poblet D. Enrique Duque de Segorbe y Cardona con su muger D.^a Catalina Fernández de Córdoba y*

⁽¹⁾ *Collecció de manuscrits inèdits ... de Poblet, Manuscrit núm. 6, publicada por Joaquim Guitert i Fontseré.*

Figueroa) se hizieron dos tumbas grandes de madera una a cada lado del Presbiterio donde se encerraron quantas estaban divididas. No dice el referido cronista en qué año se efectuó esta visita, pero habiendo fallecido D. Enrique en junio de 1640, se colige que sería unos años antes cuando se realizó éste a manera de ensayo que se convertiría a no tardar en la obra suntuosa que luego veremos.

Construcción de las cámaras.—Quien dió solución adecuada a los féretros insuficientemente protegidos fué el duque Luis Ramón, que el año 1659 decidió construir lo que se llamaron Cámaras Sepulcrales, debajo de los arcos, las cuales encargó a los escultores Grau de Manresa. No conocemos el documento original de esta contrata, que se escrituró en Tarragona el referido año, lo cual sabemos por la carta de pago de las 5,000 libras de su importe, firmada ante el notario barcelonés Francisco Daguí a 16 de septiembre de 1662. En ella se declara que dicha cantidad es en pago de la referida obra, *com apar ab acte fet y firmat entre sa excellència, de una y dit Joan y Francisco y Josep Grau, sos fills, de part altre, rebut en poder de Ilarión Riber, notari de Tarragona, a 4 de juliol de 1659* (Doc. 5).

El duque residía habitualmente en Madrid, pero en julio y en octubre de aquel año debió hallarse en Tarragona puesto que en la aludida contrata actúa personalmente, sin apoderado como acostumbra, y por la misma época sabemos que su tesorero y contador en Cataluña el militar caballero Mauricio de Lloreda, ciudadano barcelonés que repetidamente representa al duque en su ausencia, había hecho varias entregas a los escultores, *en virtut de orde de dit excellentissim senyor, datada en Tarragona a 12 de octubre de 1659*, a cuyas entregas se refiere el época más arriba indicada. Es de suponer que el duque estaría también en Poblet donde vería el estado de los féretros que motivó la construcción de estas Cámaras.

El mismo día 16 de septiembre de 1662 y con intervención de los mismos artistas, notario y tesorero se firma otra época de 25 ls. 4 s. por varias cajas para los cadáveres

de dichas sepulturas y poner cortinas; y otras 9 ls. 12 s. por 16 jornales que en dichas cosas había invertido José Grau (doc. 6). Este detalle prueba la menor categoría artística de José, que excepcionalmente aparece en esta obra como contratante con sus padre y hermano, pero cuyo nombre no vemos citado en las actividades artísticas de su tiempo.

Por otra época de 16 de noviembre del mismo 1662 conocemos algunas de las mejoras que se introdujeron a lo primitivamente contratado y marcado en la traza, como fueron *vuyt figures de dos palms de alt, y altres tants caps com de persona per hermostear la obra y altres menudències, y se li pagan en virtut de la carta de sa excellència, dada en Madrid a 4 de novembre corrent*, por todo lo cual y en concepto de albricias, recibió la cantidad de 500 libras (doc. 7).

Las puertas de bronce que cerraban estas dos cámaras fueron proyectadas por el pintor Isidro Ballester quien cobró por su trabajo 14 sueldos. Debía ser pintor de poco vuelo, pues su nombre no es conocido y en la misma época de 9 de noviembre de 1661 aparece cobrando 8 ls. por la pintura de un armario archivo para los pleitos del de Cardona, el cual debía pintar de color verde, al óleo, con los rótulos en cada estante y las armas de Su Excelencia en las puertas del armario (doc. 3).

Las de las cámaras se contrataron con el bronceista barcelonés Bartolomé Dents por el precio de 300 ls., aportando el metal el administrador del duque. La contrata se hizo el 12 de noviembre de 1661 con la condición de que Dents pondría manos a la obra dentro de los quince días próximos y no se ocuparía en ninguna otra hasta dejarla terminada. Dichas dos puertas habían de ser de dos hojas y habían de tener *cada mitja porta, vuyt pams y tres quarts de alsada, ans més que manco, ab dos figures, y demás que són en los dits patrons de fusta* (que se le habían de entregar al empezar la obra). *Item, és pactat que, en ditas portas, hi de fer quatre anelles y una creu a cada mitja porta, de gruix de un ral de quatre* (doc. 4). Por otros documentos sabemos que las llaves de estas puertas,

en el acto del solemnísimo traslado de los restos, que presidió el hermano del duque, Pedro Antonio de Aragón, fueron colocadas en una bandeja de plata y entregadas al sacristán mayor del templo.

En estas dos cámaras, el talento de los Grau resolvió muy acertadamente la falta de una base de los Sepulcros Reales que en el siglo XIV habían sido construídos sobre arcos para dejar libre el paso inferior. De las dos sólo queda la del lado de la Epístola, que a pesar de sus mutilaciones conserva lo suficiente para apreciar su magnificencia y el acierto con que se supo enlazar el arte renaciente del retablo mayor con el medieval de los sepulcros reales. (2)

III

PAVIMENTO Y BÓVEDA SUBTERRÁNEA

La construcción de las Cámaras Sepulcrales aumentó la importancia que ya tenía aquel recinto, que desde entonces se designó con el nombre de Capilla Real y los Cardona atendieron su decoro para que fuese digno del panteón de reyes y nobleza que en efecto era. Por ello el mismo día 16 de noviembre de 1662 que los Grau firman época de sus créditos relativos a las Cámaras Sepulcrales se les encargan otras dos obras que no son propiamente de escultura, y demuestran las actividades de arquitecto con que a veces se designa a estos artistas. Se trata del pavimento del presbiterio y la parte de la Capilla Real y de una cripta debajo de ésta, destinada probablemente a pudriero. (3)

El pavimento comprendía desde detrás del altar mayor *ahont es lo sagrari*, el presbiterio, y hasta el escalón del coro y debía ejecutarse con piedra blanca de Sarreal, de la misma que se habían hecho las sepulturas y piedra negra

(2) Sobre estos sepulcros, actualmente en vías de restauración, está realizando un concienzudo estudio histórico el escultor Federico Marés, que con tanto acierto ha llevado a cabo la delicada labor de rehacer las estatuas yacentes de los reyes.

(3) Poblet tuvo desde antiguo su pudriero, que todavía se conserva, debajo de la capilla románica de San Esteban, que se había destinado a capilla funeraria.

de Valls, conforme a la traza que el mismo Grau había delineado en pergamino por duplicado, para guardar los dos ejemplares certificados por el notario Daguí, uno en poder del duque y otro en el de los escultores.

En el mismo documento se contrata una dependencia subterránea *entre les dos sepultures hont està trassada una llosa blanca una bòveda devall terra de volta grassa, de dotze palms a tot quadro y de alt. Y a la part devés lo altar hi a de haver un pedris de amplària que sobre d'ell capia un ataud... y ha de fer una escala per a baxar a dita bòveda, de amplària de vuyt palms... y per clourer y tan-carla ha de fer una llosa o dos de la pedra blanca referida, y gravar les lletres que li seràn donades en ditas llosas, cuyo grueso debía ser de tres cuartos.* (Documento 8.)

Bóveda y pavimento debían terminarse con toda perfección en el plazo de ocho meses contadores a partir del primero de diciembre de aquel año, hasta último de julio del siguiente de 1663 y el precio estipulado fué el de 3,000 libras, sin opción a imprevistos, en ocho partes iguales de 375 ls. cada primer día de mes, a partir del inmediato diciembre.

De estas obras hoy debe quedar la cripta, sin ningún signo exterior (sólo visitada modernamente por obstinados buscadores de tesoros) y la parte del pavimento del presbiterio. El resto ha sido substituído por losas corrientes de arenisca, excepto la parte correspondiente al interior de las cámaras, que conserva el ajedrezado blanco y negro que pusieron la pericia de los Grau y la munificencia de los Cardona.

IV

PINTURA DE FÉRETIROS

Simultáneamente con las referidas obras el duque se preocupaba de acondicionar los cadáveres de sus antepasados, que debían ser objeto del lujoso mausoleo, en cajas de madera nuevamente construídas, las cuales mandó pintar por el pintor José Juncosa, de Cornudella, padre del

célebre pintor Fray Joaquín, quien a 16 de noviembre de 1663 recibió 25 ll. por su trabajo de haber estado quince días en Poblet pintando *los rètols de las caxas que feren novas ahont se traslladaran los cadàvers dels senyors rey don Martín y altres antesessors de sa excellència; y fer una corona a cada una de ditas caxas, y los remates que són trenta y quatre...* (Doc. 9).

Estas urnas o cajas el día del traslado se pusieron en número de treinta en la capilla real rodeando el túmulo sobre el cual se depositó el ataúd con el cadáver del cardenal don Antonio de Cardona. En esta solemnidad ofició de pontifical el arzobispo de Tarragona don Francisco de Rojas, asistido de varias dignidades eclesiásticas.

V

REJAS PARA EL PRESBITERIO

Terminada la tarea de las magníficas Cámaras Sepulcrales, la bóveda subterránea y el pavimento de las partes principales del templo, los Cardona emprenden otra mejora de menos importancia que las otras, pero que entonces debió considerarse de utilidad. Ante el notario de Barcelona Francisco Daguí, el día 14 de diciembre de 1664, el mismo duque, representado por su contador y tesorero Mauricio de Lloreda, contrata con el latonero barcelonés Bartolomé Dents *dos rexes conforme la trassa y debur que se ha fet... que ha de servir per posar en la iglesia del real convent de Nostra Senyora de Poblet, y en cada part del presbiteri de dita iglésia, en los dos archs més arrimats al altar major, que ha de tenir de alsada trenta palms, poch més o menos; y de amplària deu palms. Advertint que ditas dos rexes han de estar treballades per las dos cares, de tal manera que hajan de tenir a las dos parts, la mateixa perfecció, en la qual fàbrica, en cada una entren les pessas següents:* que se transcriben (Documento número 10), los cuales dan idea de la suntuosidad que de-

bieron tener dichas rejas, sin comprender la parte de sobre cornisa que llevaría las armas del duque, como se deduce del documento número 6 que luego veremos.

Para estas rejas Lloreda tenía que facilitar el metal, teniendo en cuenta las mermas, en igual forma como se había hecho para las puertas de las Cámaras Sepulcrales, y tenía que pagar por el trabajo 500 libras, por terceras partes, al empezar, promediar y terminar la obra, que debía durar ocho meses, de enero a agosto próximos. En el documento de esta contrata aparece como testigo el escultor Domingo Rovira, del que más adelante hablaremos.

A 25 de marzo de 1665, mientras se estaban trabajando los bronce de estas rejas se encargaron al herrero de Barcelona, José Pi, los hierros que debían servir de armazón de la misma, o sea *devuyt barres de ferro, de llargària de vint y vuit a trenta palms, poch més o manco, rodones de gruxa de una pica espanyola, poc més o manco, ben acabades... les quals han de servir per ànima de les rejas de bronso*, además de *quatre barres traveseras del mateix ferro de llargària nou o deu palms, pocs més o mancho, ab sos forats que han de servir per guia de les devuyt barres sobredites* (Doc. 11).

Estos hierros eran para consolidar las dos rejas a que hemos hecho referencia antes y comparando los dos documentos que transcribimos se ve como coinciden los nueve balaustres de bronce que debía tener cada reja con las diez y ocho barras de hierro que se ponen en el segundo de dichos documentos para armazón de los balaustres.

Estas piezas de hierro debían acabarse en el término de tres meses a contar del día del encargo y se pagarían a razón de 2 sueldos por libra de peso una vez terminadas, debiendo pagar Lloreda sesenta libras el mismo día de la contrata, otras sesenta a mitad del trabajo y lo que faltare una vez recibida la obra.

No conoceríamos el remate de estas rejas si no fuese por un época autorizada por el mismo notario Dagui en 25 de enero de 1666 (doc. 12) en la cual el carpintero Domingo Massaguer reconoce haber recibido 30 libras, 6 sueldos por dos grandes cajas *que he fet per a posar las*

armas de vostra excellència, que han de servir per los extrems de les rexes del real convent de Poblet.

El material de estas armas debió ser el bronce y su silueta la característica en los remates de esta época, que debió figurar en la traza de que antes se ha hablado y de cuya ejecución se exime explícitamente a Dents en su contrata. Sería interesante completar la minuciosa documentación que conocemos de estas dos rejas con el nombre del autor de las armas o escudos que las remataron. Por la mayor importancia artística de este elemento debió confiarse su ejecución a artista de más categoría que los otros dos que nos son conocidos.

VI

CAMPANARIO Y CUBIERTA PARA EL CIMBORIO

Cuando en julio de 1662 el que después fué virrey de Nápoles, Pedro Antonio de Aragón, estuvo en Poblet para acompañar el cadáver de su hermano el cardenal D. Antonio y asistir a la solemne inauguración de las Cámaras Sepulcrales acabadas de construir, fijó su atención en las cuerdas que pendían del crucero para tocar las campanas, colocadas entonces en el cimborio, y calificó de *indecente* el espectáculo de tales menesteres en aquel solemne recinto. Para evitarlo ofreció cien ducados para construir un campanario donde el monasterio estimase conveniente. El campanario se construyó sobre la bóveda del transepto de la Epístola y el convento llevó escrupulosamente las cuentas durante los años 1666 y dos siguientes que duraron las obras, cuyo coste ascendió a 1,446 libras 4 sueldos y 2 dineros, o sea 246 libras que pagó Poblet sobre los 100 ducados ofrecidos por D. Pedro Antonio.

En el Archivo Notarial existe un documento de 13 de septiembre de 1667 en que el administrador Lloreda, en nombre del entonces ya virrey de Nápoles, Pedro A. de Aragón, contrata con el escudillero Lorenzo Passoles, de Barcelona, *sinch millés de rajoles ditas de València, a modo*

de escata de peix, blaves y blancas, envernissades de les més fines, de la mida y hechura de una mostra, que dit senyor Lloreda, té en son poder y además cent carenes de la mida de dos palms cada una de dit color blau envernissat... las cuales eran *per lo capitoll o cimbori del campanar de la iglésia del monastir de Poblet...* (Documento núm. 13).

La coincidencia de fechas de esta contrata con la obra del campanario podría inducir, a primera vista, a creer que tales rasillas barnizadas se destinaban a completar la obra del mismo donante, pero no era así, sinó que se trataría de otro rasgo de munificencia del generoso virrey destinado a embellecer la cubierta del cimborio de la cual hoy no queda rastro, puesto que el tejado actual, también de obra barnizada, no es de rasillas en forma de escamas, sino de tejas.

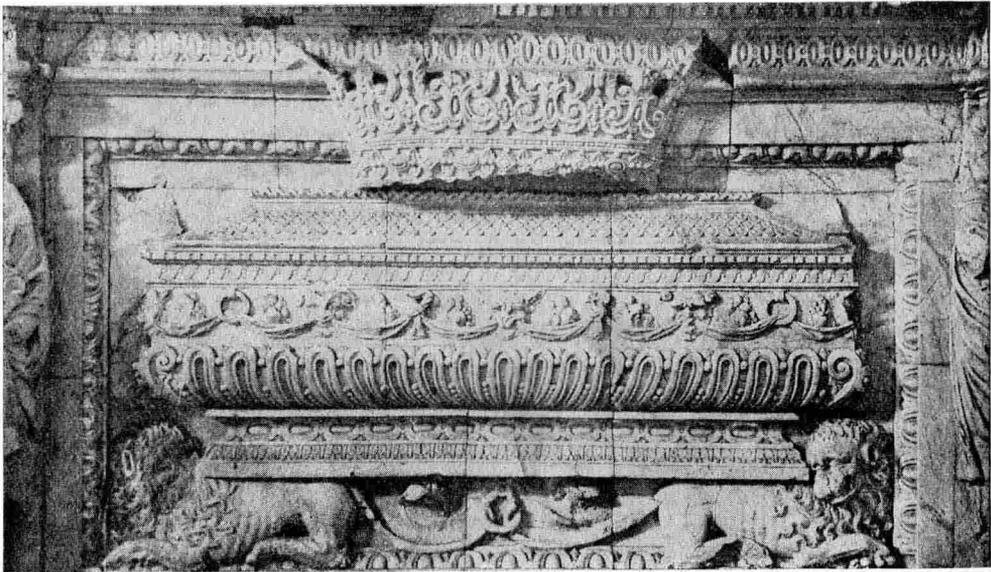
El documento no precisa las dimensiones de las rasillas, pero si suponemos que cada una no mediría más allá de unos 15 cms., con las 5,000 contratadas no tendría bastante para recubrir la cubierta del cimborio ni con los 200 palmos de *carenes* para las ocho limatesas, si bien ya previene la contrata que *si més ni haurà menester... que li hajan de pagar al mateix preu que'l demés*. El precio era de 80 ll. las mil rasillas y 5 reales cada albardilla. Lloreda debía pagar 100 ll. al contado y el resto a medida que Passolas entregaría su trabajo. (Doc. 13.)

Este estaría previsto formando composición ornamental con los dos tonos azul y blanco, pues se estipula que *dit Passoles, haja de anar al monastir de Poblet a donar la trassa per a assentar ditas rajolas y carenes, donantli cavalcadures per ell y son fill*.

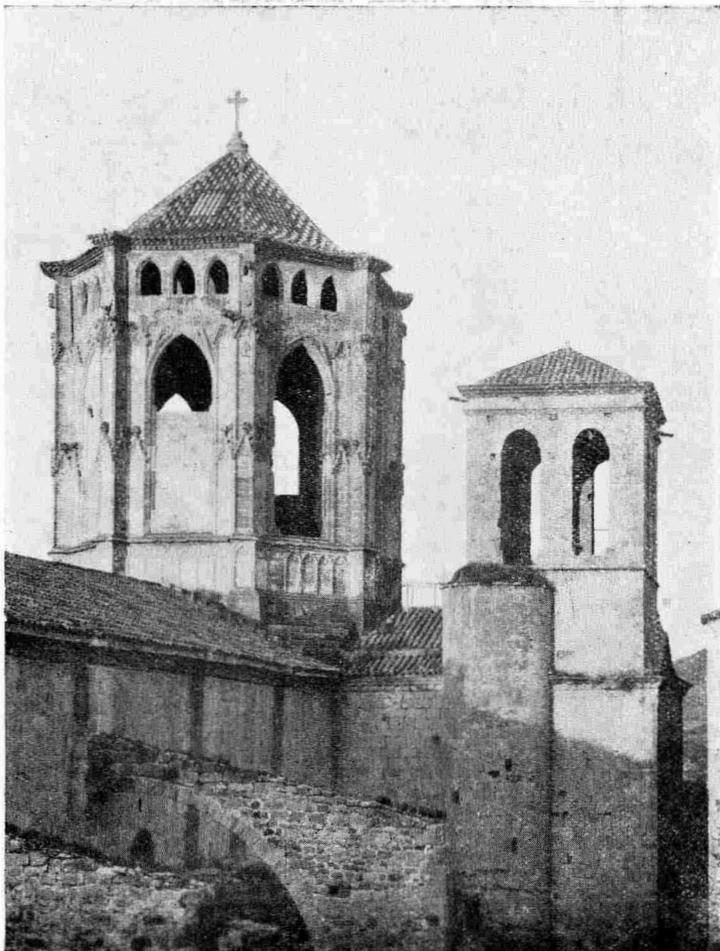
La aparente indeterminación del documento que habla del *...cimborri del campanar...* hemos de darla por resuelta en el sentido de que se trata del cimborio destinado entonces todavía a campanario, pues en el nuevo se trabajó hasta 1668. Además, en éste, en febrero de este último año se pagaron 32 jornales de albañil para colocar *las canals y carenes* del nuevo campanario, lo cual prueba que no era en forma de escamas como las del documento



Cámaras sepulcrales; cara anterior



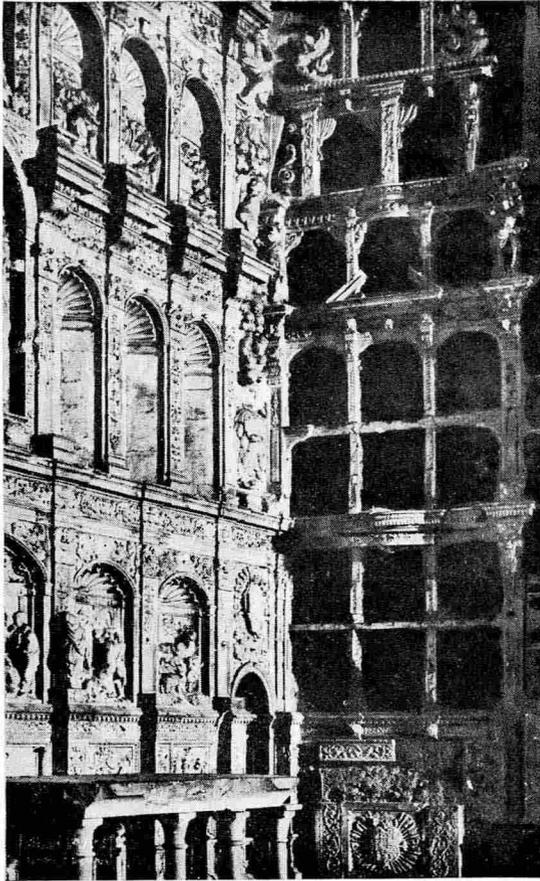
Detalle posterior de las cámaras sepulcrales



Campanario costeado por D. Pedro de Aragón (a la derecha), como la cubierta del cimborio, anterior a la actual



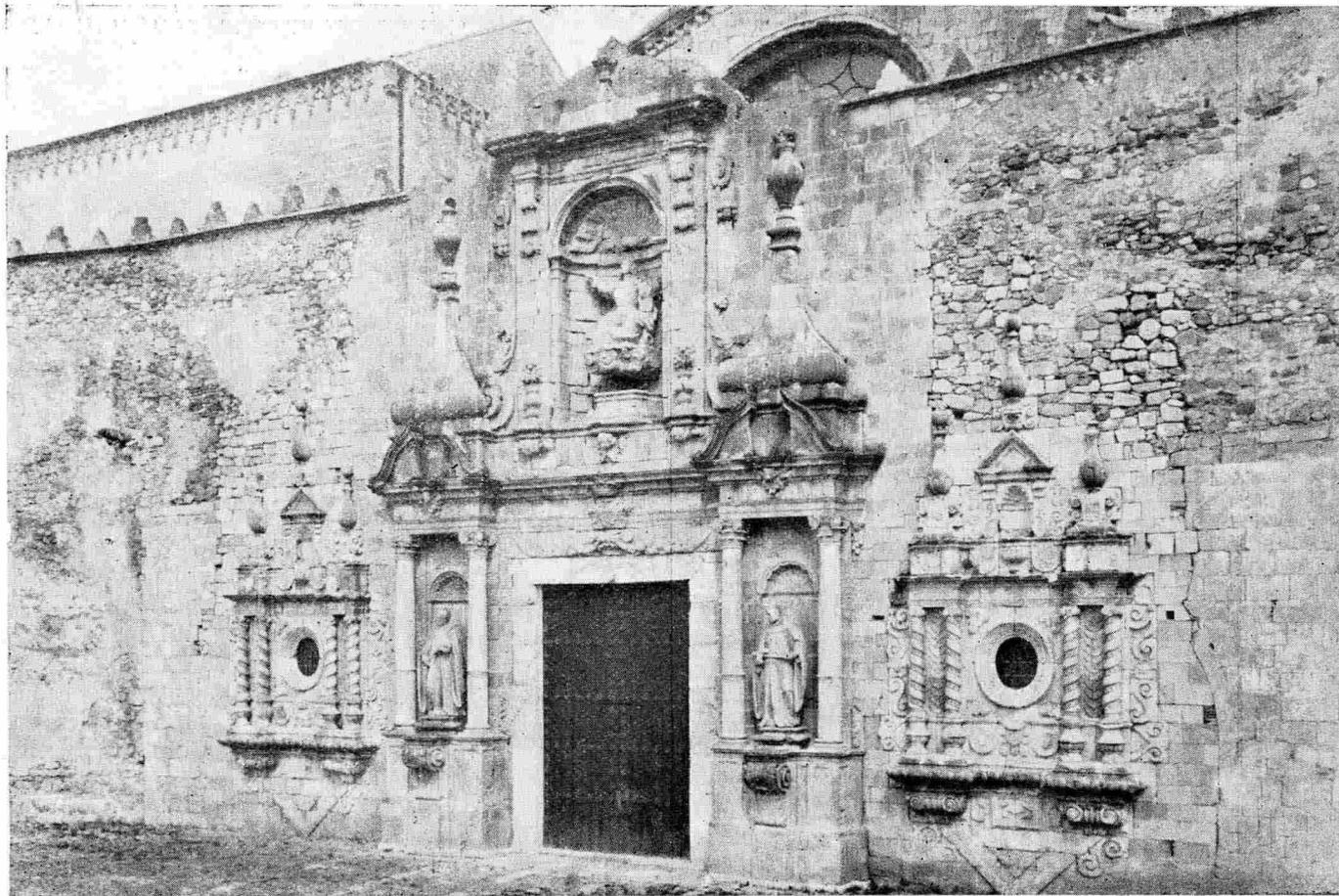
Sepulcro de D. Ramón Folch de Cardona, llamado el *Probom Vinculador*



Uno de los dos relicarios colaterales al retablo



Detalle de un colgante lateral del retablo



Fachada del templo. La parte central, costeada por el Duque D. Luis de Cardona

que comentamos. Las cuentas pobletanas del campanario publicadas por Toda añaden que se pagaron *al batlle de Tamarit por los nòlits de las teules 20 ll. ... De aportarlas de Tamarit a Poblet 50 càrregas de matxo 50 ll.* (4) que demuestra que dichas tejas no se habían fabricado en la comarca y procedían probablemente de Barcelona, quizá también barnizadas en los obradores del mismo Lorenzo Pasolas que aquellos años (desde 1662 a 1683 en que le substituye su hijo Pablo) surtía de rasilla barnizada la nueva obra de la Convalecencia de Barcelona.

Las meticulosas cuentas de la construcción del campanario indican que éste se ejecutó por administración y por lo tanto sin convenio previo con el contratista que hiciera preciso las condiciones ante notario que vemos en otros casos, motivo por el cual no es lógico suponer que los archivos notariales guarden nuevas noticias sobre el conjunto de esta obra, pero sí lo hallamos en el de Barcelona sobre un detalle de terminación del mismo. Es una carta de pago del pintor barcelonés Isidro Ballester, de 50 libras 6 sueldos a favor de Pedro Antonio de Aragón (Doc. 16) de las cuales dice ser 33 ls. 6 s. por el valor de *mil vuyt cents y cinquanta panys de or fi, que han entrat en dorar lo pom gran, tres petits, banderola, creu y cartelas que se han fet de aram per comte y orde de vostra excellència, que serveixen per lo campanar que ha manat vostra excellència fer en la iglésia del real convent de Poblet. Y les vint y dos lliures, per tantes en les quals se consertà lo dexarlas dorades.* Desaparecido todo detalle excepto la fábrica de cantería, que es lo único que ha quedado del viejo campanario, no podemos aquilatar el valor de estos detalles que exhumamos, pero nos dan una idea del cuidado y espíritu de perfección con que los Cardona atendían la terminación de las obras por ellos patrocinadas.

(4) *Estudis pobletans*, pág. 129.

VII

SEPULCRO DEL «PROHOM VINCULADOR»

Desde el año 1662 que, como hemos visto, los Cardona cuidaron de trasladar los féretros de los suyos a las cámaras sepulcrales, su atención en Poblet se dirige a temas no funerarios; pero no pasan muchos años sin que muestren nuevamente su preocupación para acondicionar con el debido decoro los restos de sus antepasados insignes. No debió ser ajeno a la constante protección de esta familia para con el monasterio un cierto afán de perpetuar con monumentos funerarios, al parigual de los reyes, los personajes preclaros de su linaje.

Queda dicho que desde el siglo xiv tenía digna sepultura en el templo de Poblet Ramón Folch de Cardona conocido por *El Prohom Vinculador*, fallecido en 1320, que jugó importante papel en el reinado de Pedro el Grande defendiendo Gerona de las huestes invasoras de Felipe el Atrevido. Cumpliendo una disposición testamentaria el año 1322 fué enterrado en su sepulcro de Poblet. A pesar de la magnificencia de este sepulcro, superior a lo usual en su época, que tenía esculpidas hazañas heroicas de su vida perpetuadas por la leyenda, visibles hoy todavía en los restos que en el mismo Poblet se conservan; a pesar de esta categoría artística, el séptimo duque de Cardona estimó que debía darse a su ascendiente sepultura al gusto de la época sin escatimar la riqueza y ampulosidad, superando, si posible fuese, la que se había prodigado en las Cámaras Sepulcrales ya construídas. A tal fin encargó a los mismos escultores Grau esta nueva obra cuya contrata se guarda en el Archivo notarial barcelonés.

Por ella sabemos que fué hecha a 19 de octubre de 1667 entre los escultores y el representante del duque, Mauricio de Lloreda, y que la obra debía terminarse en un año y que debía ser de piedra blanca de Sarreal, trabajada *bé y degudament com se pertany a bon official*. Los escultores Juan y Francisco Grau, padre e hijo, habían dibujado pre-

viamente la traza, la cual había sido rubricada por Su Excelencia y signada por el notario autorizante, de la cual se dió una copia, también signada por el notario, a los escultores. Los artistas debían cuidar de asentar el sepulcro nuevo donde estaba el antiguo, o sea en la iglesia a mano derecha subiendo de la escalera del dormitorio donde hoy se hallan los restos grandemente mutilados. El precio se estipuló en 1,800 libras de ardite pagaderas por dozavas partes a cada primero de mes, pagando las primeras 150 ll. el mismo día de la contrata. En este precio no entraba la traza, de la cual dichos escultores firmaron época separada. (Doc. 14.) En el mismo archivo notarial se conserva época de 12 de marzo de 1670 firmada por Francisco Grau a Lloreda de 1,100 libras recibidas en varias pagas a cuenta de las 1,800 en que se había estipulado la obra que juntamente con su padre había trabajado dicho escultor. (Documento 27.)

El sepulcro había quedado terminado el año anterior en que fué trasladado con grandísima solemnidad el cadáver del vizconde Ramón Folch, solemnidad que quedó registrada con todo detalle en las crónicas del convento. La obra de arte que con tanta atención encargara su sucesor a los célebres artistas manresanos subsistió hasta 1835, en que las turbas la destruyeron casi totalmente. Por lo poco que de ella queda se ve la grandiosidad de sus dimensiones y composición, lo prolijo de sus adornos, y por algún fragmento de figura que se conserva la calidad de la escultura, que debió hacer de este sarcófago una obra maestra entre las de su género.

VIII

RELICARIOS Y COLGANTES DEL RETABLO MAYOR

Uno de los donativos más importantes que la casa de Cardona hizo a Poblet, por su carácter religioso fué el de las reliquias que don Pedro Antonio tenía en su oratorio de Madrid, que mandó en varias etapas. Para la primera de éstas, a 12 de junio de 1668 contrató con los referidos

escultores manresanos dos a manera de retablos para guardar 36 cajas de reliquias, los cuales debían colocarse en los dos arcos colaterales al retablo mayor, para donde el año 1664 se habían encargado las rejas de hierro y bronce de que hemos hablado. Estos relicarios, que todavía se conservan en gran parte, debían construirse en *pedra blanca de la pedrera de Çarreal* en la forma que estaba *dibuxada en una trassa o dibux de la qual ne ha dues còpies, una en pergami* que estaba en poder de Lloreda y otra en papel, en poder de los Grau padre e hijo (Doc. 15) y debían servir *per posar trentasis caixes de cossos sants màrtirs, ço és, divuyt a cada part de dit altar.*

Pedro Antonio conservaba estas reliquias en relicarios de gran riqueza. Uno de ellos, que contenía siete espinas de la Corona de Jesús y un trozo de *Lignum Crucis*, era de plata, oro, cristal de roca, diamantes y rubíes; otro con una reliquia de santa Ana, era de plata y cristal de roca y los dos se guardaban en vitrinas de ébano y cristal; otros eran de bronce dorado, ébano y cristal. Era lógico que para honrar debidamente este tesoro, que a su valor intrínseco anteponía el religioso y el artístico, el fastuoso virrey quisiera la obra de ejecución perfecta que esperaba de la pericia de los Grau. Para completar su belleza mandó del oratorio de Madrid cuarenta y una imágenes de santos destinados a las hornacinas de estos dos relicarios.

El tiempo de ejecución se fijó en dos años, que empezaría a contarse el primero de julio próximo, y el precio en 3,500 ls. *pagadores a rahó cent cinquanta lliures cada principi de mes, ço és, en los primers vint y tres mesos dites cent y cinquanta lliures, y en lo últim mes, cinquanta lliures.*

En 16 de junio de 1670 consta una carta de pago (Documento 28) de 2,600 ls. otorgada por Juan Grau a cuenta de la obra de los relicarios y *dels colgants de dit altar major que sa excellència manà fabricar*. Estos colgantes no debieron entrar en el plan de los relicarios, pero la presencia de éstos haría necesarios tales colgantes al poner de manifiesto la falta de correspondencia entre las partes baja y alta en que Forment había dejado el retablo.

En otra carta de pago de 18 de julio de 1671 Juan Grau, *arquitecto* de Manresa, en nombre propio y de su hijo Francisco, *eciam architectore*, reconoce recibir 874 ls. como saldo de las 4,000 a que ascendieron los relicarios y los colgantes conjuntamente. (Doc. 29.)

La instalación de estos relicarios en los mismos arcos para donde se habían construído poco antes las referidas rejas obligaría a desmontar éstas, que es de suponer se utilizarían en otra parte del mismo templo. Adviértase que los otros dos arcos que quedaban en el presbiterio, adonde lógicamente se pudieron trasladar y que conservan huellas de haber tenido rejas, en tiempo de Laborde no las tenían, a juzgar por el grabado que publica en su obra.

IX

FACHADA DEL TEMPLO

De todos estos instrumentos notariales que comentamos, los que revisten mayor importancia por lo inédito del tema y por calendar con toda exactitud una obra de interés son los que se refieren a la portada de la galilea, cuyo historial queda ahora completo por lo que se refiere a autores, constructores y donantes. La parte central de esta fachada, que es la única a que se refieren los documentos aludidos, se había atribuído a los días del abad Seryol, o sea entrado ya el siglo XVIII, lo cual parecía posible por sus líneas relativamente sobrias influídas de academismo. La datación de esta puerta a los comienzos del último tercio del siglo XVII es un dato a tener en cuenta para la historia de nuestra arquitectura barroca.

A principios del 1667 la galilea de la iglesia de Poblet era todavía un atrio con franca comunicación a la plaza por medio de tres arcos semicirculares, probablemente protegidos con verjas de hierro, de las cuales era practicable la del centro. Conjunto de suma sobriedad, sin aspecto de fachada de un gran templo, que el duque de Cardona cuidó de dignificar, proveyéndolo de una portada al uso de los templos de la época.

Las trazas.—Los documentos nos hablan de varios dibujos o trazas que podrían dar lugar a la sospecha de haberse celebrado un a manera de concurso a no ser por los autores de dichos dibujos que más bien revela tratarse de diferentes estudios del mismo proyecto.

La primera traza que conocemos es por un época de 25 libras que a 14 de diciembre de 1668 firma Domingo Rovira, el Mayor, *maior dierum* —tío del que luego ejecutó las esculturas de esta fachada— *per dos dibuxos que he fet per la portada que vostra excellència ha manat fabricar en la porta principal de la iglesia del convent de Poblet...* (Doc. 17.) De estos dos dibujos uno quedó en Madrid en poder del duque y otro en la contaduría de Lloreda, destinado a la ejecución de la obra.

Cuando ya se ha contratado la contrucción de esta portada, aparece otra traza de Domingo Rovira —el época de 1 de febrero de 1669, que nos da la noticia, no dice si Mayor o Menor— por la que el autor cobra otras 25 ls. *per dos dibuxos he fets per la portada que dit excellentissim senyor ha manats fabricar a la porta principal de la yglésia de Poblet de la hechura y forma de la que se ha fet y concertat ab los mestres de cases de Tarragona y escultores de Barcelona.* (Doc. 21.) La indicación de que dichos dibujos debían ser *de la hechura y forma* de la puerta contratada y el tratarse probablemente del mismo autor, podrían inducir a suponer si serían simples copias o modificaciones de detalle de la traza ya aceptada.

Por otra época de 22 ls. firmada por Domingo Rovira a 18 de mayo de 1669 sabemos que este artista había ajustado por dicho precio *los dibuixos he fets per a folrar de bronzo les portes de la portalada ... de la yglésia del real Convent de Nostra Senyora de Poblet.* (Doc. 24.)

Tenemos aun noticia de otra traza por la carta de pago que el maestro barcelonés Jacinto Carol firmó a 12 de marzo 1667 como procurador de Miguel Massalva, también maestro de casas de Manresa, por el dibujo que a este último había sido encargado *per la portalada principal de la iglésia del Real Convent de Nostra Senyora de Poblet en virtut de diferents ordes de sa excellència*, como tam-

bién de ir a dicho monasterio para la necesaria toma de datos y a las canteras de Tarragona, Valls, Coll de Lilla y Arbeca para ver cuales de ellas serían adecuadas para la piedra que debería emplearse. Por tales viajes de inspección y por la traza recibió la cantidad de 50 ls. (Doc. 23.)

La fecha próxima, casi simultánea, de este dibujo con las vistas anteriormente, juntamente con la profesión de su autor, el encargo de personarse previamente en la obra y visitar varias canteras permite creer que quizá en los primeros dibujos se resolverían preferentemente la parte artística y en los del maestro de casas se atenderían aspectos técnico-constructivos.

A pesar de lo dicho, la traza que sirvió como base de la contrata sufrió algunas modificaciones, como se deduce de lo que hoy día queda de esta fachada y de los documentos que estudiamos.

Parece ser que el autor del proyecto había concebido su obra en un efecto de piedra blanca y negra, del cual habla repetidamente en el contrato (Doc. 18), y que debía estar marcado en la traza, pues los expertos que debían juzgar la obra una vez terminada debían atender *si està en la conformitat que lo art de mestre de cases demana y se requereix, y està dibuxada en la trasa, o dibux sobredits, ço és, lo negre de pedra negra, y lo blanch de pedra blanca.*

Dos estatuas y un escudo de los Cardona, frustrados.— Otra variación importante entre la traza y la ejecución fué la supresión de las dos estatuas orantes del duque y de su hermano, que debían acompañar la de la Virgen de la hornacina central. Inmediatamente después de hablar de esta imagen en la contrata se habla de *las dos estatuas, una del excellentísim senyor don Luys, Duch de Cardona, y altra del excellentísim senyor don Pedro Antonio de Aragó, vuy virrey de Nàpols, germà de dit excellentísim senyor Duch, ... y han de estar agenollades als peus de la dita imatge de Nostra Senyora, a un costat y altre... en la conformitat que està en la trassa o dibuix y los lletreros als peus de Nostra Senyora, y de las dos estatuas referidas que han de ser de pedra blanca encastada a la llinda, y las armas de sa*

excellència... Este fragmento que acabamos de transcribir precisa, además de la frustrada intención de las referidas estatuas, la situación de éstas en el cuerpo superior, próximo a la Virgen, no sólo porque tenían que estar *agenollades als peus de la dita imatge*, sino porque los letreros *als peus* de las tres imágenes debían estar incrustados *a la llinda* o, al parecer, friso del entablamento, donde perdura un escudo, el de Poblet, que substituyó al de *sa excellència*.

No consta documentalmente el motivo de la supresión de dichas estatuas, pero es lógico suponer que la opinión del abad Rosell, que aquellos días gobernaba la casa populatana, no podía estar de acuerdo con tal ostentación de tipo personal. El 9 de enero de 1669, Mauricio de Lloreda como apoderado del duque contrataba, ante el notario Daguí de Barcelona, la obra de construcción con los maestros de Tarragona, que luego veremos, y las esculturas de la Virgen y de los Cardona con Domingo Rovira el Menor. En esta última contrata (Doc. 19 y 20) se detallan, además de la Virgen, *les dues estàtues, una del excellentíssim senyor Duch de Cardona, don Lluys, y altre del excellentíssim senyor don Pere Antoni de Aragó, que han de estar agenollades...* con las demás características y letreros que ya hemos visto; y antes de dos meses, al recibir el escultor el primer plazo del precio convenido, en 27 de febrero siguiente, ya se hace constar en el época *que en lo lloch haont se havian de posar las estàtues de pedra blanca del excellentíssim senyor don Luís, Duch de Cardona y del excellentíssim senyor don Pere Antoni de Aragó, vuy virrey de Nàpoles, se han de subrogar y posar les imatges de Sant Benet y Sant Bernat, de la mateixa pedra blanca, conjorme està en lo últim dibux, y està concertat entre mi y dit Senyor Lloreda* (Doc. 22).

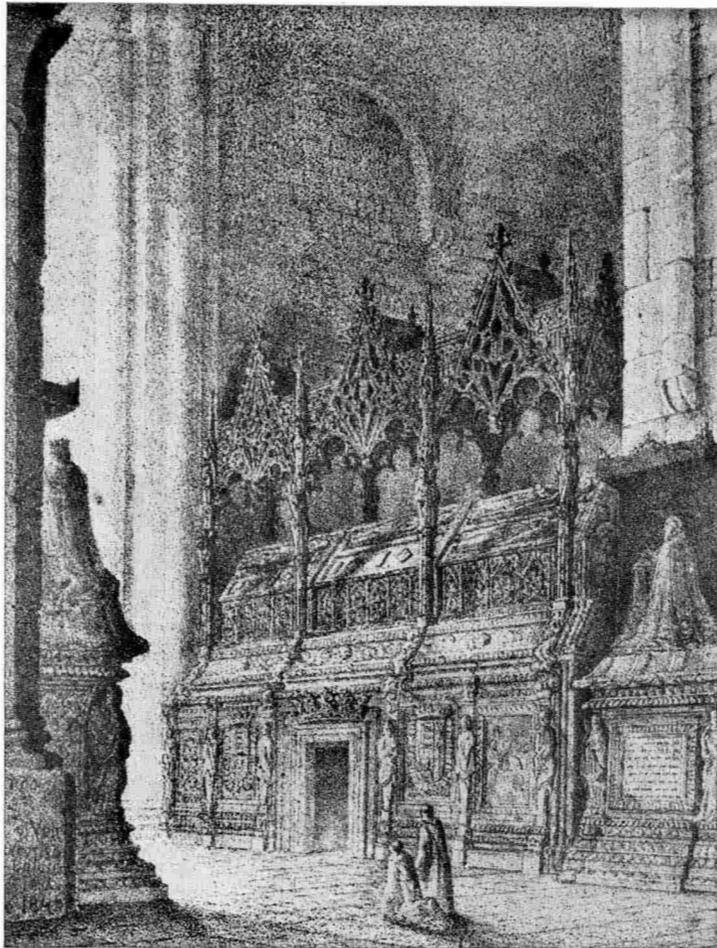
Tan contundente cambio de criterio en el breve plazo indicado y el mismo silencio sobre sus causas, hacen creer que el convento, con indisputable lógica, se opondría a que una obra puramente religiosa como aquella se convirtiese en apoteosis perenne de unos personajes, por alta que fuese su alcurnia.



San Benito, fundador de los Benedictinos, en la fachada del templo

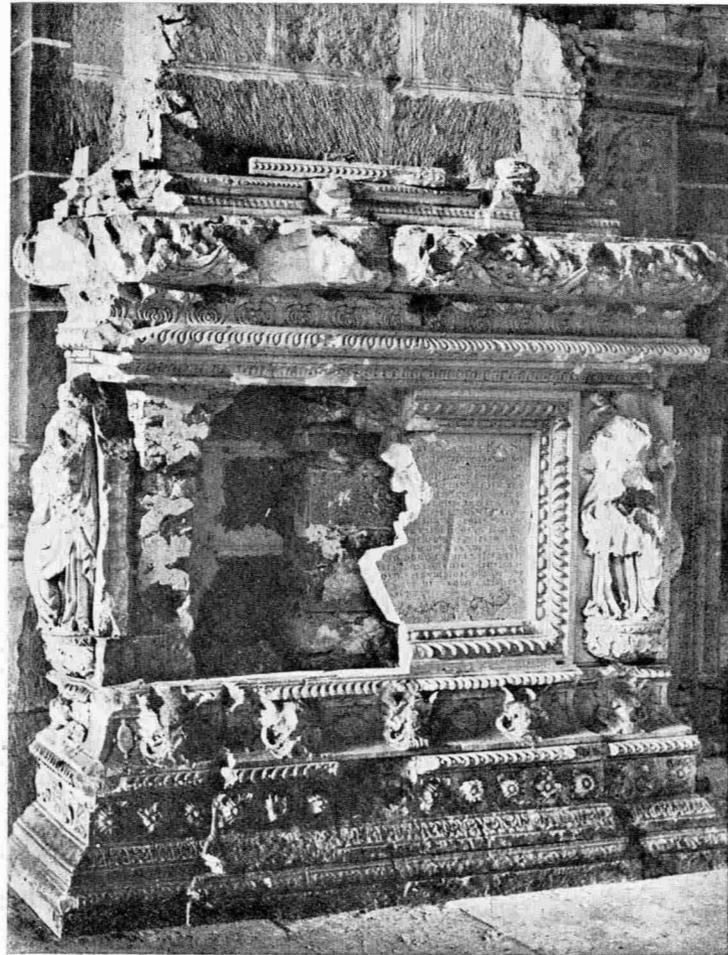


San Bernardo de Claraval, ordenador de la Orden cisterciense, en la fachada del templo



Sepulcros reales, con el de Alfonso V en primer término

De un grabado de Parcerissa



Restos del sepulcro de Alfonso V, el Magnánimo

Observemos todavía que las nuevas imágenes debían estar *en lo lloc haont se havian de posar las estàtues* de los dos Cardona, o sea en la parte alta, a cada lado de la Virgen, y que luego se pusieron entre las columnas del cuerpo principal, donde hoy se conservan, con sendas ménsulas de sostenimiento que por el emplazamiento de las imágenes resultan innecesarias.

Construcción de la obra.—La parte constructiva de la misma se contrató con los maestros de casas de Tarragona Francisco Portella y José Llagostera por el precio de 6,700 ls. y el tiempo de diez y ocho meses, debiendo facilitar el convento albergue y obradores para los operarios, pero no la manutención.

En la capitulación de la contrata que se transcribe al final (Doc. 18) se echa de ver la perfección que se exige en todos los detalles, la calidad y dimensiones de las piedras, algunas de las cuales no se llevaron a la práctica. Todos los documentos hacen hincapié en que la piedra debía ser blanca y negra. Ésta, según la contrata, debía ser de Tarragona, probablemente la conocida por *llisós*, que sigue empleándose con magníficos resultados artístico y constructivo. Las piedras se estipulan del mayor tamaño posible a fin de evitar uniones y éstas deben ser perfectas y lo más disimuladas posible. Todo induce a creer que se deseaba una obra de máxima categoría, con características que entonces solían emplearse para acentuar el tono de suntuosidad, como se había hecho con las obras vecinas y coetáneas de la capilla del Santísimo de Reus y la de la Purísima de la catedral de Tarragona, en las cuales se usó la piedra negra con mucho acierto.

El que hoy vaya a Poblet, con todo y conservarse relativamente bien esta puerta, no recibe la impresión de magnificencia deseada. La piedra negra, que debía ser *perfeccionada, lustrosa y bruñida*, no se ve en ningún detalle. Las jambas y dintel de entrada que debían serlo, se ejecutaron en piedra, al parecer de la cantera de san Lorenzo, de Valls, poco explotada por lo mediocre de su calidad; piedra caliza de tono rosado muy agradable en estado de

pulimento, pero impropia para exteriores, que se ha descompuesto y ha perdido el brillo. De la misma piedra parecen las columnas y el resto es de arenisca fina, probablemente de Arbeca, como preveía la contrata. De esta obra, encargada a los contratistas Francisco Portella y José Llagostera de Tarragona cobraron estos 1,949 ls. 6 s. 4 dineros a cuenta del precio convenido, el día 10 de marzo de 1670 (Doc. 26).

En el sitio donde tenían que ir las estatuas de los Cardona se añadieron dos elementos de forma bulbácea que no estarían previstos en el proyecto. Posteriormente se flanqueó esta portada con los dos óculos ornamentados con columnas salomónicas a manera de retablos, a pequeña escala y demasiado próximos al cuerpo central, distraiendo sus líneas. Sin querer negar a esta puerta el manifiesto interés que tiene como ejemplar arquitectónico de su tiempo, es indudable que las circunstancias adversas que dejamos referidas malograron la perfección que debieron desear sus propulsores, a lo cual contribuye también la mediocridad de las imágenes que la ornamentan.

La estatuaria.—Prueba del anhelo de perfección que dejamos anotado, es que el primer escultor que hallamos interviniendo en esta obra es uno de los más célebres que tuvo Cataluña en su tiempo, el viejo Domingo Rovira, que había ejecutado obras notabilísimas y de prestigio, pero probablemente por su avanzada edad, pues falleció poco después, entre los años 1674 y 1679, la obra fué contratada con su sobrino de los mismos nombre y apellido, pero de menos valía, que en ocasiones había colaborado con él.

El mismo día 9 de enero de 1669 que fué contratada la parte arquitectónica de la obra (Doc. 18) se contrató con el sobrino Rovira la obra de escultura ante el notario Daguí por 700 ls., a pagar por terceras partes el día de la contrata, al mediar y al terminar la obra (Doc. 19) saliendo fiador de la perfección de la misma el maestro Rovira, tío del contratante.

La contrata hace referencia a la ejecución material de

las partes escultóricas que deberán ser *ben brunyides y enllustrades, y perficionadas, de tal manera que en ninguna part de les dites figures, y demás, s'i conega ningún colp de ferro ab que se sien treballades, sinó que aquelles hajen de estar ben polides y repolides ab la perfecció que la obra y lo art demana...*, pero deja la parte artística al arbitrio del escultor, que a pesar de la fianza de su tío no podía ejecutar obras de calidad superior a sus posibilidades. De ahí que las tres imágenes que adornan esta fachada, siendo de ejecución correcta, aparezcan en actitudes estáticas poco graciosas, con ropajes plegados con rigidez y facciones inexpressivas.

Por la circunstancia de ser estas esculturas de las pocas que se han conservado y las únicas de su tiempo en Poblet, es mayormente de lamentar que no hubiesen sido encargadas al viejo Rovira, con quien empezó a tratarse, o a los Grau, a quienes los Cardona tantas obras confiaron. Uno y otros nos hubieran legado obras de mayor categoría que las que nos quedan.

X

SEPULCROS DEL «MAGNÁNIMO» Y DEL INFANTE D. ENRIQUE

Otros de los documentos de interés para nuestro tema que guarda este Archivo Notarial se refieren a la construcción de los sepulcros del rey Alfonso V el Magnánimo y el de su hermano el infante D. Enrique, encargados por Pedro Antonio de Aragón a los mismos escultores de Manresa.

Durante los años que este prócer ejerció el virreinato de Nápoles tuvo la idea, intentada sin éxito repetidas veces, de cumplir el testamento del Magnánimo que disponía ser enterrado en Poblet y cuyo cuerpo se guardaba en la iglesia de San Pedro Mártir de Nápoles desde el año 1458 en que falleció. Amparándose en las disposiciones reales de Felipe II en 1592, Felipe III en 1617 y Felipe IV en 1630, que a tal fin habían hecho gestiones, e invocando sus propios derechos como descendiente de dicho monarca, obtuvo

la debida autorización del papa Clemente X, después de la cual y de unas alegaciones de carácter jurídico que encargó a un juez de Nápoles con objeto de probar su derecho de trasladar a Poblet los reales despojos, impresas en aquella capital en 1667, procedió a la construcción del sepulcro.

Como los sitios disponibles para reyes sobre los dos arcos estaban ya ocupados, hubo que pensar en otro emplazamiento, que fué elegido junto a los pilares que apoyan dichos arcos por el lado opuesto al presbiterio, de cara a la nave central, a continuación de las Cámaras Sepulcrales construídas anteriormente. La contrata de la obra la firman a 8 de diciembre de 1671 los repetidos escultores Juan y Francisco Grau, con José Galcerán de Pinós como procurador de D. Pedro Antonio de Aragón, que en este documento ostenta los títulos de duque de Segorbe y de Cardona y conde de Ampurias (doc. 31 y 32). Eran los años en que pleiteaba contra su sobrina D.^a Catalina por creerse con mejor derecho a heredar a su hermano, que había muerto sin descendientes varones.

El tiempo que se concedió a los escultores fué de dos años a partir del primero de enero de 1672 y el precio de 4,000 ls. en pagas espaciadas durante el pazo que debía durar la obra. Ésta debía ser de alabastro de Sarreal, ejecutada según traza que existía firmada por Galcerán de Pinós, el notario y los escultores y en la contrata se salvan algunas diferencias que debían tenerse en cuenta con respecto a lo trazado. Los doseles que cubrían dichos sepulcros debían ser de madera y las estatuas, de piedra, pero en lugar de ser yacentes, como se habían proyectado, tenían que ponerse arrodilladas *ab las mans plegades de cara al altar major...*; y *axi mateix las dos figuras que seràn bax al peu, que la una es una mort y l'altre un vell, en lloch de aquelles a cada costat se han de posar dos personatges que són entre totas quatre Virtuts, conforme altre dibuix o traça...* Una vez terminados los sepulcros debían someterse a revisión de dos maestros, uno por cada parte, con obligación de los Grau de perfeccionar la obra cuanto fuese necesario hasta quedar a satisfacción.

Referentes a estos dos sepulcros existen en el propio

Archivo Notarial varias cartas de pago, de 18 de julio de 1671 (doc. 30), de 13 de julio de 1672, de 16 de agosto de 1673 (doc. 33 y 34) y la última de 24 de junio de 1674 en que los dos artistas *architectores, cives Minorisse*, reciben por saldo 500 ls. de manos del abad de la colegiata de San Vicente de Cardona, Rdo. José Stornell de Soriano, procurador de D. Pedro Antonio que sigue ostentando los títulos familiares. En esta época actúan como testigos Salvador Perarnau *iuvenis architector naturalis ville de Baga* y Pascasio Baylón *iuvenis pictor* (doc. 35), que nos son conocidos por algunas obras que ejecutaron en su tiempo. De estos dos sepulcros que con tanta atención se construyeron, es poquísimo lo que queda. De uno, el del infante Enrique, al lado de la Epístola, casi nada; del otro, la silueta y algún detalle que revela la buena calidad de la escultura que los Grau produjeron.

XI

LA QUEBRANTADA FORTUNA DE D. PEDRO DE ARAGÓN

El prócer generoso que fué Pedro de Aragón, nombrado en su juventud preceptor del infante Baltasar Carlos y más tarde, entre otros cargos, embajador en Roma y luego virrey de Nápoles, llevó siempre consigo la ostentación y la suntuosidad. Dice Toda ⁽⁵⁾ que aquellas dos capitales nunca habían visto *trenes tan lujosos, ni vestidos de mayor gala, ni carrozas doradas hasta las ruedas, ni tercios de guardas a caballo con más plumas y más vistosas bandas. Las entradas, las visitas, la embajada extraordinaria a Clemente X en Roma, y las honras fúnebres que presidió D. Pedro Antonio de Aragón, han sido detalladamente descritas, y la lectura de estas funciones deja el ánimo pensativo de su coste, equivalente para cada una de ellas a una gran fortuna. Ejerció sus cargos con actividad y buen sentido, y su atención y su caudal siempre estuvieron al servicio de artistas y literatos, siendo varios*

⁽⁵⁾ *Estudis pobletans.*

los libros que le fueron dedicados por haber sufragado su impresión o protegido a sus autores.

Simultáneamente con tanta esplendidez, cuando dejó el virreinato de Nápoles su fortuna se hallaba gravemente quebrantada y no logró restablecerla con la boda efectuada a sus 69 años con la nieta de su hermano el difunto Duque, Ana Catalina, de 17 años de edad. Según una *Memoria sobre la renta de D. Pedro de Aragón*, redactada por uno de sus administradores, *sus pagas son las peores de Madrid, y cada día le buelben letras protestadas de Galicia y otras partes con gran daño de los yntereses... Y paga intereses de al 14 y 16 por ciento de todo el dinero que se le quiere dar en Madrid, de que da libranças en varias partes. El gasto de su casa es mucho y desordenado, y no atiende por sí al negocio, y las personas que le asisten son de corta inteligencia. Ninguna persona de noticias le fia ya su dinero, teniendo puerta abierta para recibir quanto le llevan.* (6)

A pesar de esto siguió hasta la muerte su vida de gran señor. En sus últimos tiempos se proponía fundar en la capilla de las reliquias de Poblet que él mismo había impulsado, una institución de 12 misas diarias por su devoción y otras obligaciones, dotadas con 4,000 ducados de renta y el capital correspondiente, fundación que no llegó a realizarse, pero al morir legó para dicho monasterio, donde fué enterrado, las muchas y valiosas reliquias que poseía. Los anotadores de Poblet hicieron honor a tantas generosidades registrándolas con todo detalle en manuscritos, de los cuales ocupan dilatadas páginas. (7)

No sería este lugar a propósito para entrar en el detalle, necesariamente prolijo, de las generosidades y quebrantos de este personaje. Aludimos a ellos para acentuar con el contraste las donaciones que quedan referidas, representativas del énfasis de unas costumbres, mucho más enfáticas si se tienen en cuenta las circunstancias aludidas.

CÉSAR MARTINELL
Arquitecto

(6) Toda.—*Estudis pobletans.*

(7) Manuscrito del P. Jaime Fortuny, publicado por don Joaquín Guitert en *Collecció de manuscrits inèdits... de Poblet.*

DOCUMENTOS

1

23 enero 1603

Donación otorgada por doña Juana de Aragón de Cardona y Córdoba, Duquesa de Cardona, al monasterio de Santa María de Poblet de dos candelabros de plata.

Die iovis 23 ianuarii 1603.

Nos domna Ioanna Folch et de Cardona, olim ab Aragonia, Ducissa Cardone, etc., Gratis, etc., per me et meos, nos et nostros, etc., donacione, scilicet, pura, etc., dono et offero Domino Deo et vobis admodum illustri et reverendo domino abbati monasterii beate Marie de Populeto, ordinis sancti Bernardi Cisterciensis, Tarraconensis diocesis, et conventui fratrum dicti monasterii, licet absentibus, et reverendo fratri Ioanni Rius, baiulo generali vestro, pro vobis presenti et acceptanti, et notario, etc., et domini in dicto monasterio successoribus perpetuo, sub pactis et condicionibus infrascriptis et non sine eis, aliter nec alio modo duo candelabra magna argentea, sive dos blandons grans de plata, ponderis in simul centum triginta octo marchorum et trium unciarum argenti, in quorum utroque singula scuta cum armis sive insignis domorum Aragonie, Cardone, et Cordube affixa herent.

Hac itaque, etc., sicut melius, etc. Cum pactis tamen et condicionibus sequentibus, scilicet, quod dicta candelabra sint stent et maneant ac que ordinarium serviant altare et ante altare maius ecclesie dicti monasterii, et ante tumulos monumenta sive sepulturas, in quibus corpora excellentissimorum Ducum Cardone recolende memorie predecessorum nostrorum, honorifice servantur et signanter coram tumulo monumento sive sepultura dicti excellentissimi domini don Didaci Hernandes Folch et de Cardona, viri nostri colendissime, circa dictum altari posita, erecta et extincta.

Et quod non posint a dicto monasterio qualibet racione seu causa ac necessitate extrahi seiungi seu separari nec in aliam formam redigi seu mutari, cum intentio nostra sit quod dicta candelabra in odem esse ac forma quibus nunc sunt ante dicta altare et monumenta ad perpetuam rei memoriam et huiusmodi muneris et oblacionis recordacionem perpetuo stent et serventur, et sub dictis pactis et condicionibus et illis salvis remanentibus extraho, etc., eademque, etc., ad habendum, ponentes et inducentes vos in possessionem de eiusdem candelabris per tradicionem, quam Antonii de Vilalta, miles et secretarius noster pro nobis facit dicto fratri Ioanni Rius, baiulo generali prefato, ipsam pro vobis nomineque et pro parte vestris recipienti et acceptanti, cedentes iura, etc. Quibus iuribus, etc., nos enim facimus, etc.,. In super promittimus et iuramus predictas donacionem et oblacionem de omnia et singula supra contentam semper ratas, etc., ratasque, etc., habereque, tenere et observare, et contra eas vel eam non facere vel venire nec dictas donacionem et oblacionem infringere seu revo-

care racione ingratitudeinis, etc., nec aliqua alia racione seu causa..., etc.,.

Ad hec nos dicti abbas et conventus dicti monasterii, loco et more infrascriptis, convocati et congregati, quorum nomina et cognomina in firmis nostris infrascriptis sunt descripta et continuata, laudantes, approbantes, rattificantes et confirmantes, predictam donacionem et oblacionem per vos nobis supra factas, ipsasque acceptantes cum pactis et condicionibus predictis, quibus expresse consentimus, laudantesque eciam et approbantes possessionem et recepcionem per dictum fratrem Ioannem Rius, pro nobis et nomine vestris de predictis condelabris factas. Gratis, etc., convenimus et promittimus vobis dicte excellentissime domine domne Ioanne Folch, Ducisse prefata, licet absenti et notarii, etc., quod predicta pacta et condiciones per vos supra in dicta donacione appositis, nos et successores nostri in dicto monasterio, attendemus, tenebimus, complebimus et observabimus et contra ea non faciemus vel veniemus vel iure aliquo causa vel eciam racione, obligantes proinde omnia et singula bona, iura, et emolumenta dicti monasterii, mobilia, etc. Et ut predicta, etc. Iuramus, etc. Hec igitur, etc.

Testes firme dicte excellentissime domine Ducisse Cardone sunt: magnificus Antonius de Vilalba, miles et secretarius sue excellencie; Christophorus Castellet, familiaris dicte domine Ducisse, et Hieronymus Bou, scriptor Barchinone.

Testis firme admodum illustris et admodum reverendi domini fratris don Simonis Trilla, Dei gracia abbatis monasterii beate Marie de Populeto, Tarraconensis diocesis, reverendi fratris Nicholai Luna, prioris, fratris Michaelis Rocha, fratri Marci Travessa, fratris Ioannis Graner, maioris; fratris Gasparis Riber, fratri Iacobi Companys, fratri Bernardi Ça Castella, fratri Antonii Alos, fratri Iacobi Ballester, fratris Ioannes Miro, fratri Petri Puelles, fratri Pauli Lorens, fratri Marcii Torner, fratris Michaelis Merola, fratris Raphaelis Porsilves, fratri Ludovici Castello, fratri Petri Sans, fratri Antonii Vilamajor, fratri Marci Guimera, fratri Petri Garriga, fratris Ioannis Toda, fratri Dominici Quiles, fratris Michaelis Guiu, fratris Ioannis Borrás, fratri Iacobi Vilafrancha, fratri Petri Laurador, fratri Hieronymi Alcanyis, fratri Hieronimi Rius, fratri Nicholai Camins, fratris Blasii Lurba, fratris Gabrielis Marti, fratris Ioannis Aymer, fratris Michaelis Major, fratri Baptista Primo et fratri Antonii Castello, omnium fratrum conventualium dicti monasterii, qui convocati et congregati de mandato dicti domini abbatis in domo Capitulo dicti monasterii ad sonum campane maioris ubi aliis, etc., tanquem maiori et saniore parti, etc., predicta acceptavint, firmavint et iuravint die 29 mensis et anni predictorum sunt: magnificus Clemens Estall, utriusque Iuris doctor, et Petrus Sorolla, scriptor, ambo ville Montisalbi, dicte Tarraconensis diocesis, ac discretus Vicencius Torroella, notarius publicus dicte ville Montisalbi, qui in his, etc.

AHPB. Garpar Montserrat Xemallau, leg. 6, protocolo año 1603 f. 48

2

23 enero 1603.

Carta del notario de Montblanc Vicente Torroella a su colega de Barcelona Gaspar Montserrat Xemallau, comunicando la aceptación, por parte del abad y convento de Santa María de Poblet, de la oferta de unos candelabros de plata hecha por doña Juana de Aragón de Cardona y de Córdoba, y contestación a la citada misiva.

«Molt magnífich senyor:

Ab acte rebut en poder meu lo dia present y avall scrit, la excellentíssima senyora dona Joana de Aragó, de Cardona y Córdoba, Duquessa de Cardona, etc., per les causes y motius en dit acte contenguts, ha feta donació y oferta al molt illustre y reverent senyor abat del monastir de Nostra Senyora de Poblet y al convent del dit monastir, perpetuament, de dos blandons o candeleros grans de plata, de pes junts de cents trenta vuyt marchs, tres onses plata, ab un escut en cada hu d'ells, amb les armes de les Cases de Aragó, Cardona y Córdoba, la qual donació y oferta ha feta ab exprés pacte y condició que los dits blandons no puguen en ningun temps, ni per qualsevol causa o rahó, ésser desfets, enagenats o apartats del dit monastir de Poblet, ans be hagen de estar y servir ad imperpetuum ordinariament, devant lo altar major de la iglesia del dit monastir, hon están les sepultures dels predecessors de sa excellència, y assenyalamet devant la sepultura del excellentíssim senyor don Diego Hernández Folch y de Cardona, olim de Córdoba, Duch de Cardona, quondam marit de dita senyora Duquesa, com la intenció de dita senyora Duquesa sia que los dits blandons estiguen perpetuament devant del altar, y no puguen ser desfets, trets, ni apartats del dit monestir com está dit.

Dels quals blandons los ha lliurada possessió per tradició y lliurança, que de aquells ha feta a frà Joan Rius, balle general del dit monestir, aquella en nom y per part del dit convent, rebent, acceptant y stipulant, ab promesa y jurament que ha fet de la senyora Duquesa, de no revocar dita donació y oferta en ningun temps ni per alguna causa o rahó com més llargament en dit acte se conté.

Per ço suplich a vostre mercé se servesca de entrevenir per mi y en nom meu en lo acte de la aceptació, farán los dits senyor abat y convent dels dits blandons, convocats y congregats en lo lloch y modo continuats dels noms y cognomis, dels quals abat y monjos del dit convent me avisarà.

Los quals acceptant la dita donació y oferta, y lloant y aprovant aquella ab los pactes y condicions sobredits, y encara lloant y aprovant la possessió y recepció feta per lo dit frà Joan Rius, dels dits blandons, en nom y part del dit monestir, convindràn y prometràn que ells y los successors en lo dit monestir, attendràn, servaràn y cumpliràn los dits pactes y condicions sobre contenguts, y contra aquells no faràn ni vindrán per alguna causa o rahó, ab expressa obligació que faràn dels bens y drets del dit monastir, mobles e immobles, haguts y per haver, ab jurament. E del dia, lloch y testimonis que presents seràn al peu de esta me avisarà.

Que jo serviré a mostra mercè, en lo que voleu manar.

De Barcelona, als 23 de janer de 1603.

Molt magnífich y discret senyor:

Servirà a vostra mercé Gaspar Montserrat Xamallallau, notari de Barcelona y per sa absència Hierònym Bou, seu scrivent.

Al molt magnífich senyor Vicens Torroella, notari de Montblanch:

Molt magnífich y discret senyor:

Per vostra mercé y en nom y com a substitut de vostra mercé, y en virtut de la sobrescrita, he rebudes les firmes del molt illustre y reverendis-sim don frà Simón Trilla, abat elet del present monastir, convocats y congregats de manament del dit senyor don abat en la casa del Capítol de dit monastir, al só de la campana major, ahont altres vegadas són acostumats congregar, etc., com a major, etc., los noms dels quals son los següents: ço és, lo dit senyor abat, frà Nicolau Lluna, prior, frà Miquel Roca, frà March Travessa, frà Joan Graner, mayor, frà Gaspar Riber, frà Jaume Company, frà Bernat Ça Castella, frà Antoni Alós, frà Jaume Ballester, frà Joan Miró, frà Pere Puelles, frà Pau Llorens, frà March Forner, frà Miquel Merola, frà Rafel Porsilves, frà Luis Castells, frà Pere Sans, frà Antoni Vilamajor, frà March Guimerà, frà Pere Ortis, frà Sebastià Canyelles, frà Pau Sorolla, frà Pere Garriga, frà Joan Toda, frà Domingo Quiles, frà Miquel Guiu, frà Joan Borràs, frà Jaume Vilafranca, frà Pere Llaurador, frà Hierònym Alcanyis, frà Hierònym Rius, frà Nicolau Camins, frà Blasi Lurbo, frà Gabriel Martí, frà Joan Aymas, frà Miquel Mayor, frà Baptista Primo y frà Antoni Castelló, los quals han firmat lo sobredit acte de acceptació y promesa iuxta forma de la sobre escrita minuta, presents per testimonis lo magnífich mícer Clement Estall, en Drets doctor, y Pere Sorolla, scrivent, tots de Montblanch, vuy als vint y nou de janer. MDCIII.

I axi vostra mercé eu finia, ho pot continuar.

Offerintme en semblants y majors coses, que vostra mercé, me volrà manar servirlo.

De Poblet dia y any sobredits.

Senyor.

De vostra mercé son mayor servidor, Vicens Torroella, notari.

Al molt magnífich senyor Montserrat Xamellau, notari de Barcelona, etc. Barcelona.»

AHPB. Gaspar Montserrat Xamellau, leg. 6, protocolo año 1603, ff. 48-49.

3

9 noviembre 1661

Carta de pago por el importe de diferentes trabajos, entre ellos el del dibujo para las puertas de las sepulturas ordenadas construir por el Duque de Cardona en la iglesia del monasterio de Poblet.

«Dicto die [9 noviembre 1661].

Isidro Ballester, pintor y Domingo Massaguer, fuster, firmen àpoca al excellentíssim senyor don Luis, Duch de Cardona, de vint y vuyt lliures, catorze sous, y són ço és, 20 lliures a dit Massaguer per lo valor de un

armari gran que ha fet repartit en vint y quatre estances per posar en custòdia los papers dels plets que portaven en la Real Audiència tocants a sa excellència y a sos estats del present Principat, y al peu ab uns caxons per a posar los processos de las universitats ab distinció que ha de estar en la casa de Isidro Serra, procurador de plets de sa excellència. I les restants 8 lliures a dit Isidro Ballester, per lo consert fet per pintar dit armari a l'oli de vert y fer los rètols a cada estant y les armes de sa excellència en les portes de dit armari. Y los restants catorse sous per haver dibuxat les portas dels enterros que sa excellència ha manat fabricar en lo real convent de Poblet, que se han remitit a Gerona al official que fa color de bronse, pagà sa excellència per lo Banch.

Testes firme dicti Ballester sunt predicti.

Testes firme dicti Massaguer qui firmavit Barcinone dicto die sunt predicti Marti et Cabanes.»

AHPB. Francisco Dagui, leg. 3, man. años 1661-62.

4

12 noviembre 1661.

Contrato para la fábrica de dos puertas de metal para las sepulturas mandadas construir por el Duque de Cardona, en la iglesia del monasterio de Poblet.

«Dicto die [12 noviembre 1661].

De y sobre les coses devall scrites, per y entre lo magnífich Maurici de Lloreda, cavaller, comptador del excellentíssim senyor don Luis, Duch de Cardona, en nom y per part de sa excellència, de una, y mestre Barthomeu Dents, courer de la ciutat de Barcelona, de la part altra, són estats fets y pactats los següents:

Primo, és pactat que dit Barthomeu Dents, haje de fabricar y buydar dues portes de llautó, de dues pessas cada huna, que han de servir per los dos portals de la sepultura que sa excellència ha fet fabricar en la iglesia del real convent de Poblet, conforme lo patró de fusta que se li entregará lo día que comensará la obra, la qual obra ha de comensar a fabricar dins quinse dies contadors del dia present, y després no ha de entèndrer en treballar en altra feyna fins que haurà acabada dita feyna. Les quals portas han de tenir cada mitja porta, vuyt pams y tres quarts de alsada, ans més que manco, ab dos figures, y demés que són en los dits patrons de fusta. La qual obra ha de dexar a perfecció conforme se pertany a bon official, ço és, resercat, rascat y brunit.

Item, és pactat que, en ditas portas, ha de fer quatre anelles y una creu a cada mitja porta, de gruxa de un real de quatre.

Item, és pactat que dit senyor Lloreda, en nom de sa excellència haja de donar a dit Dents, tot lo metall de llautó que haurà menester per a dites portes, refent-li les minves a raó de sinch per cent.

Item, que per les mans de ditas portas, li haja de donar y pagar, en nom de sa excellència, a dit Dents, tres centes lliures, pagadores, ço és, cent lliures lo día que commensará la obra, altres cent lliures quant seràn

buidades les portes, y les restants cent lliures, acabada y perficionada la obra.

Item, és pactat que encontinent seràn buydades les pessés y segals los ... se hajan de pesar les ditas portas per a fer lo compte de las disminucions, no corrent per compte de dit temps la llimadura y rebava que's perdràn.

Item, per major seguretat, haja de donar, com dona, per fiança, com dona a Joan Serrià, courer de ..., lo qual se obliga al matex que lo principal ... y per ço, los dits, axi principal com fiança, ne fan la obligació, ab les renunciacions necessàries, scriptura de ters, obligació de persona y bens, y ab jurament ... et insolidum. Y lo dit senyor Lloreda, obliga los bens de sa excellència, y ab jurament.

Testimonis: lo senyor don Joan Hierònym de Alemany y Jacinto Lloreda.

Item, de Cerrià, promet traurer indenne a dit Dents del que ha promès, y a obligació de bens, y ab jurament.

Testes predicti.»

AMPB. Francisco Dagú, leg. 3, man. años 1661-1662.

5

16 septiembree 1662.

Carta de pago del importe total de la contrucción de las sepulturas mandadas construir por el Duque de Cardona, en la iglesia del monasterio de Poblet.

«Dicto die [16 septiembree 1662].

Joan Grau, escultor de la ciutat de Manresa, firma àpoca al excellentissim senyor don Luis, Duch de Segorb y de Cardona, absent, de sinch milia lliures, y són per lo preu fet en que fonch concertada la fàbrica de las sepulturas que sa excellència ha manat fabricar en lo real convent de Nostra Senyora de Poblet, com apar ab acte fet y firmat entre sa excellència, de una, y dit Joan Grau y Francisco y Joseph Grau, sos fills, de part altre, rebut en poder de Ilarión Riber, notari de Tarragona, a 4 de juliol 1659. Lo modo de la paga és que lo senyor Maurici de Lloreda, cavaller en Barcelona populat, tesorer y contador de sa excellència en Catalunya, les hi a pagades en virtut de orde de dit excellentissim senyor, datada en Taragona a 12 de octubre 1659, de differentes vegades les hi a pagades de comtants, realment y de fet a ses voluntats, la qual àpoca fa ab pacte que ab la present si comprengan qualsevol àpocas, albarans, pólisses y altres qualsevols scriptures que per qualsevol part o partida ne haja firmades, y també qualsevols quantitats que li hajan pagadas, axi dit senyor Lloreda, com lo senyor don Francisco de Montserrat y Vives, lo doctor Miquel Malagarriga o altre qualsevol persona, per compte de dit Lloreda, per a que en esdevenidor no aparegan quantitats algunes ésser pagades dos vegades.

Testes infrascripti.»

AHPB. Francisco Dagú, leg. 3, man. años 1661-62.

6

16 septiembre 1662.

Carta de pago por Juan Grau, a favor del Duque de Cardona, de la cantidad de 25 libras y 4 sueldos, importe de la manufactura de varias cajas para los cadáveres de los Duques de Cardona, y el valor de unas cortinas.

«Item, dit Joan Grau, firma àpoca al dit excellentíssim senyor Duch de Cardona, de sinquanta una lliura, setse sous, y són per tantes ne ha pagades, ço és, 25 lliures, 4 sous, a Jaume Valls, per lo haver fet les caxes dels cadàvers estàn en dites sepulturas, y posar les cortines y demés, que no estava comprès ab lo concert de la fàbrica de dites sepulturas; y nou lliures, dotze sous, ha pagades a Joseph Grau, per setze jornals ha treballat en les dites cosas, a raó de sis reals jornal, les quals té rebudes, ... a ses voluntats per mans de dit Lloreda.

Testes infrascripti.»

AHPB. Francisco Dagú, leg. 3. man. años 1661-62.

7

16 noviembre 1662.

Carta de pago de las obras de mejora, practicadas fuera de contrato, en las tumbas de la iglesia del monasterio de Poblet.

«Dicto die [16 noviembre 1662].

Joan Grau, firma àpoca al excellentíssim senyor Duch de Cardona, don Luis de sinch centes lliures, les quals se li pagan per tantas li n'ha manades dar, sa excellència de evants o estrenes, además de sinch mil lliures, del concert de les sepultures que ha fabricat en la iglesia del Real Convent de Poblet, en la qual se inclouen lo que ha afigit de més del que està en la trassa del concert, que són vuyt figures de dos palms de alt, y altres tants caps com de persona per hermorear la obra y altres menudències, y se li pagan en virtut de la carta de sa excellència, dada en Madrid a 4 de nohembre corrent, les quals te rebudes de dit senyor Lloreda de comtants.

Textes predicti.»

AMPB. Francisco Dagú, leg. 3, años 1661-62.

8

16 noviembre 1662.

Contrato para la construcción del pavimento de piedra blanca y negra, procedente de las canteras de Sarreal y Valls, para la iglesia del monasterio de Poblet.

«Dicto die [16 noviembre 1662].

De y sobre les coses devall scrites, per y entre lo magnífich senyor Maurici de Lloreda, cavaller, tesorer y comptador geeral del excellentíssim

senyor don Luis, Duch de Segorb y de Cardona, com a tenint orde de sa excellència ab sa carta dada en Madrid a 21 de octubre 1662, de una part, y Joan Grau, escultor de la ciutat de Manresa, y Francisco Grau, son fill, de part altra, són estats fets y firmats los pactes següents:

Primerament, és pactat que, dits Joan y Francisco Graus, hajan de fabricar, com ab tenor del present fabricar prometan, de pedra blanca y negra, la blanca de la pedrera de Sarreal, de la mateixa que ha fet les sepultures en la iglesia del monastir de Poblet; y la negra, de la pedrera de Valls, la millor que y haja en dit terme, de las que vuy ne estàn trahent, lo paviment de dita iglesia de Poblet, de la hechura y forma de una trassa en pregami delineada, feta per dit Grau, la qual estará certificada per lo notari del present acte al costat de ella que rest en poder de dit Joan Grau, y ne han de entregar també altra còpia certificada per dit notari que ha de restar en poder de sa excellència.

Item, és pactat que tota la obra des del principi fins a la fi, a de ser per comte y gastos, y a costa de dits Joan y Francisco Graus, fins que aquella sia del tot acabada y perficionada a tota perfecció, y se conté dita obra des de detrás del altar major haont és lo sagrari, tot lo presbiteri fins al graó del cor que mira al altar major, y aquest a rahó ha de ser també de la mateixa pedra, sens que sa excellència haja de pagar més del que abax prometrà.

Item, és pactat que al mig del paviment, entre les dos sepultures haont està trassada una llosa blanca, hi a de haver y fabricar una bòveda devall terra, de volta grassa, de dotze palms a tot quadro y de alt. Y a la part devés lo altar hi a de haver un pedrís de amplària que sobre d'ell capia un ataud, el qual se fassa de la pedra que's traurà del presbiteri que vuy hi és, y la bòveda també se farà de la mateixa pedra y tot lo de dintre. Y ha de fer una escala per a baxar a dita bòveda, de amplària de vuyt palms, y los graons ab la alsada que demanarà la obra, y per a clourer y tancarla ha de fer una llosa o dos de la pedra blanca referida, y gravar les lletres que li seràn donades en dites llosas.

Item, que las pedras axi les blanques com les negres han de ser acabadas y brunyides a tota perfecció y segons [és] dit, y han de tenir tres quarts de gruixa.

Item, que la dita obra ha de ser acabada dins vuyt mesos comptadors des del primer dia del mes de decembre propvinent y del corrent any 1662, y se cumpliràn al últim de juliol 1663.

Item, és pactat que dit senyor Lloreda, en dit nom, haja de prometre donar y pagar, com ab la present donar y pagar promet, de diners de sa excellència, a dits pare y fill Graus, tres mil lliures, moneda barcelonesa, per tot cost, mans y recaptés, com de sobre està dit, pagadores ab vuyt pagues iguals cada principi de mes, a rahó tres centes setanta sinch lliures cada principi de mes comansant a pagar lo primer dia de desembre propvinent. Y per a pagar lo demunt dit obliga los bens de sa excellència. E las ditas parts, igual y especialment la una a la altra prometen cumplir lo demunt dit, ço és, dit senyor Lloreda ab obligació de bens de sa excellència, y dits Graus, las persones y bens, y de quiscú a soles, ab pena de ters, y ab jurament, etc. Constituint procurador.

Testimonis: Joseph Mas, escrivent, y Joan Flores, y Jacinto Lloreda, de la familia.

Testes firme dicti Francisci Grau qui firmavit Minorissa die 20 predictis sunt: Dominicus Monjo, mercator et Hermenterius Massana, chirurgus, cives Minorisse, et Ionnes Serra, notarii dicte civitatis qui in his, etc.»

AHPB. Francisco Dagui, leg. 3, años 1661-62.

9

16 noviembre 1663.

Carta de pago otorgada por el pintor José Juncosa, por la pintura de rótulos y otras labores en las nuevas cajas para el traslado de los cadáveres del rey Martín y de los antecesores del Duque de Cardona.

«Die veneris. XVI. mensis novembris, anno a Nativitate Domini. M.D.C.LX.III.

Ego, Iosephus Joncosa, pictor, ville Cornudelle, Gratis, etc.,. Confiteor et in veritate recognosco vobis excellentissimo domino Duci Cardone, don Ludovico, liset absentis, etc., quod modo infrascripto dedistis et solvistis mihi, viginti quinque libras monete Barcinone, et sunt per quinze dias se ocupà en lo real convent de Poblet, en scriurar y pintar allí los rêtols de las caxas que feren novas haont se trasladaran los cadàvers dels senyors rey don Martín y altres antesessors de sa excellència; y fer una corona a cada una de ditas caxas, y los remates que són trenta y quatra, en la qual quantitat és astat ajustat per consert, encará que pertenia deu rals de cada una de ditas caxas. Modus solucionis fuit quoniam illas habui et recipi per medium Banchi presentis civitatis Barcinone, per polisam sue excellencia, de computo novo. Et ideo renunciando, etc., In testimonium, etc., presentem vobis facio apocham.

Testes sunt: Iacintus Lloreda, et Iosephus Alexius Porta, marinerius, cives Barcinone».

AHPB. Francisco Dagui, leg. 4, man. años 1663-64. f. 257.

10

14 diciembre 1664.

Contrato entre don Luis Ramón Folch de Cardona,, Duque de Cardona, representado por su contador y tesorero Mauricio de Lloreda, de una parte, y el cobrero barcelonés Bartolomé Dents, para la fundición de metal para la manufactura de una reja para el presbiterio de la iglesia conventual de Santa María de Poblet.

«Dicto die [14 diciembre 1664].

De y sobre la fábrica de les rexes y demás cosas devall scrites, per y entre lo excellentísim snyor don Lluís Ramón Folch de Cardona, olim de Aragón, etc., Duch de Cardona, olim de Aragón, etc., Duch de Cardona y de Sogorb, y per sa excellència, lo senyor Maurici de Lloreda, cavaller en

Barcelona populat, son contador y thesorero, com a tenint orde exprés de sa excellència, ab carta dada en Madrid o vintynou de nohembre proppassat, de una part, y Barthomeu Dents, courer, ciutadà de Barcelona, de part altra, són estats fets y firmats los pactes següents:

Primerament, és pactat que dit Barthomeu Dents, haja de fer y fabricar de metall del que dit senyor Lloreda li entregará per compte de sa excellència, dos rexes conforme la trassa y debux que se ha fet, en la qual a vintynou no nohembre proppassat, ha firmat sa excellència, y també lo notari devall scrit de la diada de vuy la firmará, que ha de servir per posar en la iglésia del real convent de Nostra Senyora de Poblet, y en cada part del presbiteri de dita iglésia, en los dos archs més arrimats al altar major, que ha de tenir de alsada trenta palms, poch més o menos; y de amplària deu palms.

Advertint que ditas dos rexes han de estar treballades per las dos cares, de tal manera que hajan de tenir a las dos parts, la mateixa perfecció, en la qual fàbrica, en cada una entren les pessas següents:

Primo, una vasa de alsada de un palm, que és la pessa més prop de terra.

Item, una pessa claraboyada, de alsada quatre palms y un quart, poch més o menos.

Item, sobre la dita pessa, una corniseta de alsada tres quarts, poch més o manco, ahont corren unas cartelas als fermes dels pilars.

Item, uns pedestrals quadrats, de alsada tres palms, ahont hi a de aver un entretall de escultura.

Item, nou balustres rodons, de alsada divuyt palms, poch més o manco.

Item, vuyt penyantons als nou testetes, a cada part.

Item, uns arquets als extrems de dalt dels balustrets, tant dins com fora.

Item, la alquitrava de alsada de tres quarts.

Item, la ... claraboyada de alsada de un palm, y tres quarts.

Item, la cornisa més alta, de alsada de un palm, poch més o menos, advertint que en esta fàbrica no s'i comprén lo dibuxat o trassat de la cornisa en amunt.

La qual obra sobredita, ha de ser acabada ab tota perfecció, conforme lo art requereix a coneguda de dues persones expertes, una per quiscuna de les parts eligidoras.

Item, que dit Dents, aja de anar a la iglésia de Poblet y allí assentar la dita obra, be y decentment, conforme se requereix.

Item, que dit senyor Lloreda, en nom de sa excellència, haja de fer lo gasto de menjà y beurer, persones y cavalcadures, anant y venint a dit Dents y sos fadrins.

Item, és pactat que dit senyor Lloreda, haja de pagar per compte de sa excellència, los mollos y patrons de fusta que seràn menester per dita fàbrica.

Item, que lo ferro que serà menester per dita fàbrica, lo aja de donar sa excellència fabricat y posat a punt, y en los mateixos archs.

Item, que sa excellència dona de minves a dit Dents lo mateix que li donà en lo acta de la fàbrica de les portes que estàn en les sepultures de dita iglésia, rebut en poder del notari devall [escrit].

Item, és pactat que la dita obra se aja de fabricar, posada y assentada, dins vuyt mesos, comptadors del dia primer de janer, prop vinent.

Item, és pactat que dit senyor Lloreda, haja de pagar, de diners de sa excellència, segons que pagar promet, sinch centes lliures moneda barcelonesa, per tot lo demunt dit pagadores, ço és, un ters lo dia que's comensarà la obra, altra tersa a mitja obra, y la restant tercera part, acabada, posada a punt y rebuda dita obra.

E les dites coses, totes y sengles, prometen las ditas parts, atèndrer y complir, sens dilació ni excusa alguna, ab salari de procurador dins Barcelona. X. sous, y fora. XX. sous.

A més de les quals prometen, la una a l'altra, restituir totes missions y despeses, sota les quals volen, la una a la altra, ser creguts de sa sola y simple paraula.

E per atèndre y complir las ditas cosas, lo dit senyor Lloreda, ne obliga los bens de sa excellència, y los seus propis mobles, etc.

Y lo dit Dents per a que dit excellentíssim senyor, y dit senyor Lloreda. estigan més segurs, ne dona y anomen, en fianzas a _____, los quals acceptan lo càrrech de dita fianza y prometen que axí, ab dit son principal, com sens ell, compliran y seràn tinguts y obligats a les cosas demunt ditas.

Y los dits, tant principal com fiances ne obligan tots sos bens y de l'altre de ells assoles, prometent no firmar de dret, y renunciant al benefici de noves constitucions, y divididores y cedidores accions, carta del emperador Adrià y Consuetud de Barcelona, que parla de dos o molts que insolidum se obligan.

Y las ditas fianzas renuncian a la lley que diu que primer s'ia convingut lo principal que les fiances, y altre, etc.,.

Y tots renuncian a son propi for, sotsmetentse al for del magnífic regent la vegaria de Barcelona, ab facultat de variar, prometent, variant o no, restituir totas missions y despeses. Y generalment renuncian a tota lley y dret que assí valer y ajudarlos puguessen..

Y ne fan y ferman scriptura de ters en los llibres dels tersos de dit magnífic regent la vegaria de Barcelona, obligantne per ço les personas y bens y del altre de ells assoles, mobles y immobles. etc., la qual scriptura de ters, etc.,.

Y per quant lo die present és feriat per la festa del Sant Diumenge, fan procura a tots los notaris y scrivans jurats de dita Cort, absents, per a que en día no feriat pugan firmar dita scriptura de ters, prometent no revocaró sots obligació de sos bens y de quiscu de ells assoles, y ab jurament.

Testes firmarum dictorum Lloreda et Dents sunt: magnificus Didacus de Ferrer, Utriusque Iuris Doctor, de regio Concilio, baiulis generales Cathalonie et Iosephus Mans, mercator, ac Dominicus Rovira, scultor, cives Barchinone».

AHPB. Francisco Dagúí, leg. 2, manual año 1664 (septiembre-diciembre).

25 marzo 1665.

Contrato entre Mauricio de Lloreda, tesorero y contador del Duque de Cardona y el herrero barcelonés José Pi, para la manufactura de unos hierros para el armazón de las rejas del presbiterio de la iglesia del monasterio de Santa María de Poblet.

«Die mercurii. XXV. mensis marcii, anno a Nativitate Domini. M.D.C.LXV.

De y sobre las cosas devall scritas, per y entre lo magnífich Maurici de Lloreda, cavaller de Barcelona populat, thezorer y comptador del excel·lentíssim senyor don Luis de Cardona, fent aquestas cosas de orde exprés de sa excel·lència, de una part, y Joseph Pi, farrer, ciutadà de Barcelona, de part altra, són estats fets y firmats los pactes següents:

Primerament, és pactat que lo dit Josep Pi, farrer, haja de fer, com ab lo present fer promet devuyt barres de ferro, de llargària de vint y vuit a trenta palms, poch més o manco, rodones, de gruxa de un pica espanyola, poch més o manco, ben acabades y perficionades de ferro de la Coma, las quals han de servir per ànima de las rejas de bronso que sa excel·lència ha manat fer per les voltas, més prop del presbiteri de la iglésia del convent de Poblet, que per avuy està treballant mestra Barthomeu Dents, courer de esta ciutat, las quals barres han de tenir a cada cap de elles les roscas ab ses femelles que seràn manester per a collarles be, y desferlas quant serà manester, de manera que les dites rexes se pugan desfer y tornar a posar, y posar en son punt sempre que convinga.

Item, axí mateix que haja de fer dit Pi, conforme promet fer, quatre barres traverseras del mateix ferro de llargària nou o deu palms, poch més o mancho, ab sos forats que han de servir per guia de les devuyt barres sobredites.

Item, que les dites barres y demés les haja de fer y fabricar, com de fet ferlas promet, dins tres mesos primers vinents, comptadors del dia present en avant, y que si dita feyna és acabada abans de dit temps la haja de rebre dit senyor Lloreda, y pagarlo ab tot compliment estant emperò ab la deguda perfecció.

Item, que dit senyor Lloreda haja de donar y pagar, com ab tenor del present promet pagar dos sous per lliura de tot allò que pesaràn les dites barres, sens haver de pagar altra cosa.

Item, que dit senyor Lloreda haja de pagar al dit, ara de present, sexanta lliures; altres sexanta a mitja feyna; y lo restant del que pagará la dita feyna acabada y entregada y rebuda dita feyna.

Et ideo nos dictas partes laudantes predicta capitula et ... quod per eorum convenimus et promittimus predicta omnia et singula prout ad ... nes hic partem ... attender et complere sine dilacione, cum salario procuratorem intus Barchinone X. solidos et extra .XX. solidos barchinonenses, ultra quos, etc., restitueremus missiones, etc., super quibus, etc. Credatur, etc. Et pro hiis complendis, etc., obligamus advincicem et vicissim, omnia et singula bona nostra, mobilia et immobilia, etc. Renun-

cientes, etc., large et suo proprio, etc. Submittimus foro magnificii vicarii Barchinone et alterius, etc. Cum facultate variandi, etc., et pro missione in ... casu variando sive non restituendi missiones, etc., et generaliter aliis iuribus, et firmamus scripturan sub pena tercii in librum terciorum curie dicti magnificii vicarii Barchinone, obligando pro inde, scilicet, ego dictus Lloreda, bona mea tantum, etc., et ego dictus Pi, personam et omnia et singula bona mea mobilia, etc. Cui, etc., cum constitutione procuratorem ... anunciacionis large et ut predicta, et. Iuramus, etc.

Testes sunt: nobilis don Francisco Jaen, Barchinone populatus, et Bartholomeus Dents, courerius, cives Barchinone.

Item, alio instrumento ego dictus Iosephus Pi, firmo apochan dicto magnifico Mauricio de Lloreda, presenti, de sexaginta libras Barchinone, receptis in pecunia numerata in prima solucione ... dicti

Testes predicti.»

AHPB. Francisco Dagui, leg. 5, protocolo años 1665-1666, f. 99 (1.ª foliación).

12

25 enero 1666.

Apoca firmada por el carpintero Domingo Massaguer a favor de don Luis, Duque de Cardona, de la cantidad de 13 libras y 6 sueldos, importe de la madera y mano de obra empleada en la confección de dos grandes cajas donde colocar los remates de las rejas del presbiterio de la iglesia de Santa María de Poblet.

«Die lune 25 ianuarii 1666.

Ego Dominicus Massaguer, ligni faber, et aliisque, firmo apocham excellen-tissimo domino Ducii Cardone, domini Ludovico, absentii, etc., de tridecimi libris et sex solidis receptis in pecunia numerata, realiter et de facto, ad meas voluntates a magnifico Mauricio de Lloreda, milite et thesaurario vestre excellencia, et sunt per la fusta y mans de dos caxas grans que he fet per a posar las armas de vostra excellencia, que han de servir per los extrems de les rexes que ha manat fer per la iglesia del real convent de Poblet, com apar del memorial que he entregat firmat de la mia mà. Et ideo, renunciando, etc.

Testes: Didacus de Castro, sutor, et Felix Folchs, ... Barchinone.»

AHPB. Francisco Dagui, leg. 5, protoc. años 1665-1666.

13

13 septiembre 1667.

Contrato entre Mauricio de Lloreda, representante de don Pedro Antonio de Aragón, virrey de Nápoles, y el escudillero barcelonés Lorenzo Passoles, para la manufactura de material cerámico para el cimborio del monasterio de Poblet.

«Die martis 13 septembris 1667.

De y sobre les coses devall scrites, per y entre lo magnífich senyor

Maurici de Lloreda, cavaller en Barcelona populat, fent aquestes coses en nom del excel·lentíssim senyor don Pedro Antonio de Aragón, virrey de Nàpols, de una part, y Llorens Passoles, escudeller, ciutadà [de] Barcelona, de la part altra, són fets los pactes següents:

Primo, és pactat que dit Passoles, dins sis mesos, comptadors del dia present en avant, haja de fer y fabricar sinch millés de rajoles ditas de València, a modo de escata de peix, blaves y blancas, envernissades de les més fines, de la mida y hechura de una mostra, que dit senyor Lloreda, té en son poder.

Item, que dit Passoles haja de fabricar cent carenes de la mida de dos palms cada una de dit color blau envernissat, de la mateixa manera que les rajoles, tot de bona qualitat, y bo y rebedor segons art.

Item, que dit Passoles, estiga obligat a haver de fer més rajoles d'escata y més carenes si més ni haurà menester per lo capitoll o cimbori del campanar de la iglesia del monastir de Poblet, per les quals se merexen, y que li hajan de pagar al matex preu que'l demés.

Item, és pagtat que dit Lloreda haja de pagar per cada miller de rajola d'escata, a rahó de vuytanta lliures moneda barcelonesa, y per cada una de les carenes a raó [de] sinch reals.

Item, és pactat que dit senyor Lloreda, haja de pagar ara de comptants a bon compte de quatrecentes cinquanta lliures, que importa dita feina (cent lliures), y que lo restant de dit diner le y haje de pagar axi com dit Passoles anirà entregant la feyna, la qual dit senyor Lloreda haja de rebre en casa de dit Passoles, axi com estarà obrada.

Item, que dit Passoles, haja de anar al monastir de Poblet a donar la trassa per a assentar ditas rajoles y carenes, donantli cavalcadures per ell y son fill.

Y assò prometen atèndrer y cumplir, sots obligació de béns de quiscú d'ells..., etc., ab jurament.

Item, dit Passoles, firma àpoca de dites cent lliures, rebudes en presència de tots

Testes sunt: Antonius Pejoan et Ioannes Cabanes cives Barchinone.»

AHPB. Francisco Dagui, leg. 4, manual año 1667, f. 188. Una nota marginal indica que el contrato fué cancelado el 12 de junio de 1668.

14

19 octubre 1667.

Contrato para la fábrica de la sepultura del Vizconde de Cardona, llamado el "Prohom Vinculador", con destino a la iglesia del monasterio de Poblet.

«Die mercurii 19 octobris 1667.

De y sobre la fábrica de la sepultura del senyor Vescomte de Cardona, nomenat lo Prohom Vinculador, entre lo senyor Maurici de Lloreda, ca-

valler en Barcelona populat, tesorer y comptador del excellentíssim senyor Duch de Cardona y Segorb, tenint orde exprés de sa excellència ab carta firmada de la sua mà, dada en Madrid a 24 de septembre prop passat, de una part, y Joan Grau y Francisco Grau, pare y fill, escultors de la ciutat de Manresa, de part altra, són estats fets y firmats los pactes següents:

Primerament, és pactat que los dits Joan y Francisco Grau, pare y fill, dins de un any, comptador del dia present en avant, hajan de fabricar, com la present fabricar prometen, bé y degudament com se pertany a bon official, de la pedra blanca de la pedrera blanca de Çarreal, la sepultura del dit egregi Vescomte de Cardona, dit lo Prohom Vinculador, en la conformitat que està en lo dibuix fet en paper de forma mitjana de número 2, rubricat de la mà de sa excellència y signat del notari devall scrit que està en la Contaduria de sa excellència, còpia del qual signada del dit y devall escrit notari se li entrega a dits pare y fill Graus, sens faltar en la obra cosa del que està cübuxat en dit dibux.

Item, està capitulat y ajustat que los dits pare y fill Graus, a ses propis gastos, hajan de fer traurer la pedra de la sepultura vella y posarla y retirar-la de lo puesto se li dirà, y de asentar o fer asentar la obra de dita sepultura en lo lloch (lloch) hont vuy se troba la sepultura vella de dit senyor Vescomte en la iglésia del monastir de Poblet, a mà dreta del pujant de la escala del dormitor de dita iglésia, de tal manera que tot lo que serà menester per obres, fonaments, assentar la obra y demés recaptés haje de còrrer per comte de dits pare y fill Graus, sens que sa excellència tinga obligació de pagar altra cosa més del que avall s'els prometrà.

Item, és pactat que, dit senyor Lloreda, del patrimoni de sa excellència, haje de donar y pagar a dits pare y fill Graus, segons que ab la present los promet donar y pagar per tots los gastos y cost de fabricar, y assentar, y dexar ab tota perfecció dita sepultura, com se pertany a bon official, mil y vuyt centes lliures de ardots, pagadores ab dotze pagues iguals cada una, de cent cinquanta lliures, faedores en cada principi de mes, comensant a pagar lo dia present (lo dia present) y així après consecutivament en los restants onse mesos.

Y així, les dites parts, renunciant a la cosa ... axí convinguda y ajustada, convenen y prometen, la una part a la altra ad invicem et vicissim, cumplir, tenir y servir lo dalt capitulat y ajustat sens dilació alguna, ab salari de procurador acostumat, restitució de missions y despeses, obligantne per ço, dit senyor Lloreda los béns y patrimoni de sa excellència, y lots dits pare y fill Graus, tots lus béns mobles e immobles, haguts y per haver, y de l'altre de ells a soles, renunciant llargament y a son propi for sosmetentse al for del magnífich veguer de Barcelona, ab facultat de variar, prometent romanir ... restituir totes despeses ab scriptures de ters, obligació de persones y béns dels dits pare y fill Graus insolidum, ab constitució de procurador per firmar dits Graus fora la vegueria de Barcelona, y ab jurament llargament.

Testes firme dicti magnifici Maurici de Lloreda, fuit Matthias Marçal, notarius publicus Barcinone, et Antonius Ferran, cotonerius, civis Barcinone.

Testes firme dictis Ioannis et Francisci Graus, que firmavint in civitate Minorisse, die 27 predictis sunt: Petrus Martir Sussanya, chirurgo, et Iosepho Font, scriptore dicte civitatis et Benedicto Font, notario Minorisse qui in his.,

Item, ab altre acte, los dits pare y fill Graus, firman àpoca al dit senyor Lloreda, absent, del dit dibux de dita obra, rebut en presència de testimoni y del substitut del notari devall escrit.

Testes ultime dicti.»

AHPB. Francisco Daguí, leg. 4 man. años 1667-1668, f. 247 v°.

15

12 junio 1668.

Contrato para la obra de 35 cajas de piedra blanca de Sarreal, para las reliquias de los Santos mártires, para ser colocadas en los arcos colaterales cercanos al altar mayor de la iglesia del monasterio de Poblet.

«Dicto die [12 junio 1668].

De y sobre les coses devall escrites, per y entre lo magnífich senyor Maurici de Lloreda, cavaller de Barcelona populat, com a tenint orde exprés y particular del excellentíssim senyor don Luis, Duch de Cardona y Segorb, en virtut de la carta expressa firmada de la mà de sa excel·lència, escrita en Madrid a dotze de maig prop passat, per a fer les dites y devall escrites coses, en nom y per part del excellentíssim senyor don Pere Antoni de Aragón, cavaller y claver major del Orde de Alcàntara, del Concell de guerra del rey, nostre senyor, y capità de la guarda alemana, al present virrey y capità general del regne de Nàpols, de una part, y Joan Grau y Francisco Grau, pare y fill, escultors de la ciutat de Manresa, de part altra, són estats fets y firmats los pactes següents:

Primerament, és pactat que dits Joan y Francisco Grau, pare y fill, dins dos anys, que comensaràn a córrer lo primer dia del mes de juliol propvinent, hajan de fabricar segons que ab tenor de la present fabricar prometen de la pedra blanca de la pedrera de Çarreal, la obra que està dibuxada en una trassa o dibux de la qual ne ha dues còpies, una en pergami, firmada de mà del notari devall escrit que resta en poder de dit senyor Lloreda, y l'altra en paper firmada de dit y devall escrit notari, que resta en poder de dits pare y fill Graus, la qual obra se ha de posar y assentar en los dos archs collaterals més prop del altar major de la iglesia del monastir del real convent de Nostra Senyora de Poblet, y ha de servir per posar trentasis caixes de cossos Sants mártirs, ço és, divuyt a cada part de dit altar, conforme los vasíos y guecos es han dexat en dita trassa, la qual obra han de fabricar, treballar y assentar en dits llochs dits pare y fill Gras, bé y decentment, conforme se pertany a bon official, y està en dit dibux per la quantitat que abax s'els prometrà donar, sens poder pre-tèndrer altra cosa més per rahó de sos treballs de fabricar, perdar y assentar dita obra.

Item, és pactat que dit senyor Lloreda, de diners de dit excellentíssim senyor don Pere Antoni de Aragó, haje de donar y pagar, segons que ab tenor del present donar y pagar promet a dits pare y fill Graus, per tot lo cost de dita obra, hechuras, mans, pedra y demás recaptés, tres mil y sinch centes lliures moneda corrent en Barcelona, pagadores a rahó cent cinquanta lliures cada principi de mes, ço és, en los primers vint y tres mesos dites cent y cinquanta lliures, y en lo últim mes, cinquanta lliures comensant a fer la primera paga lo primer dia de juliol prop vinent, y axi après continuament fins sia acabada de pagar la dita quantitat.

Et ideo nos dicta partes laudantes, etc. ...

Fiat cum obligacione bonorum dicti excellentissimi domini Petri Antonii de Aragon, et cum salario assueto, clausules guarentigiis, escripturatercii, obligacione personarum et bonorum simul et insolidum, constitutioni procuratorum ex iuramento...

Testes firmarum dicti magnifici Mauricii de Lloreda, et Ioannes Grau sunt: magnificus Iacintus Lloreda, civis honoratus, et Ioannes Franciscus Cendros, scriptor Barchinone.

Testes firme dicti Francisci Grau qui firmavit...»

AHPB. Francisco Dagui, leg. 4. man. años 1667-68, f. 140 (2.^a foliación).

16

29 noviembre 1668.

Apoca subscripta por el pintor de Barcelona Isidro Ballester, a favor de don Pedro Antonio de Aragón, Duque de Cardona, representado por su tesorero Mauricio de Lloreda, de la cantidad de 50 libras y 6 sueldos barceloneses importe del suministro de paños de oro para el dorado de las banderolas y cruz del remate del campanario del monasterio de Santa María de Poblet.

«Dicto die. [29 noviembre 1668].

Ego Isidrus Ballester, pictor, civis Barchinone, Gratis, etc., firmo apocham excellentissimum dominum dompnum Petro Antonio de Aragon, pro regi regni Neapolis, licet absenti, de quinquaginta libris et sex solidis Barchinonenses, receptis in peccunia numerata, realiter et de facto, ad meas voluntates omnimodas ad magnifico Mauricio de Lloreda, thesaurario excellentissimi Ducis Cardone. Et sunt, és a saber, las trenta y tres lliures y sis sous, per lo valor de mil vuyt cents y cinquanta panys de or fi, que han entrat en dorar lo pom gran, tres petits, banderola, creu y cartelas que se han fet de aram per comte y orde de vostra excellència, que serveixen per lo campanar que ha manat vostra excellència, fer en la iglésia del real convent de Poblet. Y les vint y dos lliures, per tantes en les quals se consertà lo dexarlas doradas. Et ideo. Renunciando, etc.

Testes sunt predicti.»

AHPB. Francisco Dagui, leg. 4, man. anos 1667-1668, f. 278 v.^o. (2.^a foliación).

17

14 diciembre 1668.

Carta de pago subscripta por el escultor Domingo Rovira, a favor de don Luis, Duque de Cardona, de 25 libras barcelonesas importe de los diseños de la puerta principal del templo del monasterio de Santa María de Poblet.

«Die veneris 14 decembris 1668.

Ego Dominicus Rovira, esculptor, civis Barchinone, maior dierum, Gratis, etc., firmo apocham excellentissimo domino Duci Cardone, don Ludovico, absentí, etc., de vigini quinque libris barchinonenses, receptis in pecunia munerata, realiter et de facto in diversas [soluciones] voluntates omnimodas a magnifico Mauricio de Lloreda, thesaurario vestre excellencie, et sunt per dos dibuxos que he fet per la portalada que vostra excellència ha manat fabricar en la porta principal de la iglesia del convent de Poblet, que lo Duc se quedà en Madrid, en poder de vostra excellència que està ... colors y l'altre fonch per ferse la obra y se ha de restar en la contaduría de vostra excellència. Et ideo renunciando, etc.,

Testes sunt: Franciscus Cotxet, notarius Barchinone, et Iosephus La Pedra, scriptor Barchinone.

AHPB. Francisco Daguí, leg. 4, manual año 1668, f. 305 (2.^a foliación).

18

9 enero 1669.

Contrato entre Mauricio de Lloreda, contador y tesorero de la casa y estados de don Luis Ramón Folch de Cardona y Aragón, Duque de Cardona y de Segorbe, y los maestros de obras de Tarragona Francisco Portetta y José Llagostera, para la fábrica de la puerta principal de la iglesia del monasterio de Poblet.

«Die mercurii. VIII. mensis ianuarii, anno a Nativitate Domini. .M.D.C.LXVIII. Barchinone.

Sobre la fábrica de la portalada que lo excellentísim senyor don Luys Ramón Folch de Cardona y Aragón, olim Fernández de Córdoba, Duch de Cardona y de Segorb, etc., ha manat fer y fabricar en la porta de la yglesia de la Real Casa y Monastir de Nostra Senyora de Poblet, del Orde del Cister, del arcabisbat de Tarragona, per y entre lo magnífich Maurici de Lloreda, cavaller de Barcelona populat, comptador y thesoror de la casa y estats de sa excellència en lo Principat de Catalunya, com ha tenint orde exprés de dit excellentísim Senyor Duch, ab diferents cartes per les coses devall scrites de la mà de sa excellència firmades, y en particular ab la que és escrita en la villa de Madrit a vintydos del mes de desembre proppassat,

de una part, y mestre Francesch Portella y mestre Josep Llagostera, mestres de cases de la ciutat de Tarragona, de part altra, són estats fets y firmats los capitols y pactes següents:

Primerament, és pactat y capitulat que los dits Francesch Portella y Joseph Llagostera, mestres de cases, hajan de fer y fabricar, com ab tenor del present fer y fabricar prometen, la portalada de la yglésia de dit Real Monastir de Nostra Senyora de Poblet, be y degudament, si y conforme a bons oficials se pertany, en la conformitat que dita portalada està dibuxada en lo dibux que ja se'ls hés ensenyat, lo qual ab la còpia que està en dita Contaduría de sa excellència, han de ser signats de mà y signe de Francisco Daguí, notari públich de Barcelona, devall scrit, les peses y obres de la qual portalada que tocan al ofici de mestre de cases, y ells tenen obligació de fer per a major declaració y perfecció sua, han de ser en lo modo següent:

Primo. les quatre columnes han de ser totes de una pesa, menos les vases que han de ser de diferent pedra.

Las quatre pilastres, axímatex han de ser totes de una pesa en càs que la pedrera donie lloch, y en càs la pedrera no done lloch se pujan fer cada una de dues peses, ab que la afigidura no pugua ofendrer a la vista, sens que ni en dites columnes ni en dites pilastres, hi pugua haver pesa ni pedàs algú.

Y axí matex han de ser les vases de dites columnes y les vases de dites pilastres, cada una d'ellas de una pesa, sens que en alguna d'ellas hi pugua haver pedàs ni remiendó algú que ofenga a la vista.

Los sócols de les vases de dites columnes y pilastres, han de ser tots de una pesa, juntats per racó a junta de cartabó, de tal manera que no y haje ninguna junta plana que baixi a plom, sinó que resalte a junta de cartabó ahont requerex juntas, cada una per son resalt Y que lo matex se hage de fer en les vases de les pilastres que en les de les columnes, juntat per racó a junta de cartabó per los resalts.

Més. han de fer les tres pasteras, una per la imatge de Nostra Senyora, y una per cada una de las dos estatuas, en la conformitat que estàn en la trasa, o dibux. Y en la pastera del mitg han de fer una pexina de pedra blanca.

Més, han de fer los grahons per a baixar y pujar a la dita iglésia, per a assentar dit portal los que seràn menester, de la pedra ordinària que és allí, ab les menos pessas que's pugan.

Lo marxapeu de dit portal ha de ser tot de una pesa de pedra negra, y se ha de poder carregar a cada cap lo que serà menester, conforme de mana lo art.

Més, dos peus drets per al dit portal han de ser tots de una pesa, en càs que la pedrera done lloch, y en càs no done lloch que la junta haja de ser al endret del envasament, y que en aquest càs lo peu dret, y la pilastra, y duella del portal sia tot de una pesa, y han de ser de pedra negra.

La llinda també ha de ser tota de una pesa, en càs le pedrera done lloch, y en càs no done lloch pugua ser de tres pessas, ab que la pesa del mitg tinga la amplària y llargària de la pastera, ahont estarà la imatge de Nostra Senyora, sens haverhi en ella, pedàs ni remiendó algú; y ha de

ser tant llarga que ha de carregar a un cap y altre lo que serà menester, segons demana lo art.

La cornisa que carrega sobre los capitells de les dites columnes y pilastres, ha de ser, la de devant tota de una pessa, y que també haja de carregar segons demana lo art.

Totes les dites cornises han de resaltar y han de ser juntades per los racons ab junta de cartabó, y no per enfronts. Y los frontispicis han de ser tots de tres pessas, tant los uns com los altres.

Les pessas que y hà desde pilastra a pilastra, han de ser cada una de una pessa, si la pedrera done lloch, y si no dona lloch, pugan ser de dues pessas per encastar la pedra blanca. Y les petxines y frisa, ha[n] de ser de una pessa. Y los resalts de las frisas, han de ser juntats com los demás per racons.

Lo friso també ha de ser tot de una pessa y juntat per sos racons ab junta de cartabó.

Totes les demás mollures, tant per rematos com per cornises que corrian per rematos, tant per dits rematos, com per lo demás, ha de ser juntat tot per racó, tot per junta de cartabó i per dits racons de resalts.

Y és de advertir que no y hà de haver junta plana alguna que cayga a plom que toque ni done rahó a alguna cornisa alquiytrava, ni frisa, y que en totes dites pessas no y pugue haver pedàs algú, que no síe blanch o negre, y que no síe posat entre pessas principals que ofengan a la vista.

Tota la sobredita obra ha de ser acabada, brunyida, esmolada, adobada ab tot lo poliment que hà menester per a dar llustre y enllustrarla ben enllustrada, de tal manera, que en ninguna part de aquella del dit portal s'i conega cop de escoda, ni altre ferro ab que s'és retreballada dita fàbrica, sinó que estiga ab lo llustre y perfecció que tal fàbrica requerex, ben polida y repolida.

La figura, o imatge de Nostra Senyora que ha de estar sobre la llinda del dit portal, y ha de ser tota de una pessa de pedra blanca ben enllustrada y perficionada com la demás obra, y las dos estatuas, una del excellentíssim senyor don Luys, Duch de Cardona, y altra del excellentíssim senyor don Pedro Antonio de Aragó, vuy virrey de Nàpols, germà de dit excellentíssim senyor Duch, que també han de ser de pedra blanca, y han de estar agenolladas als peus de la dita imatge de Nostra Senyora, a un costat y altre, que han de ser totes de una pessa, també de pedra blanca, ben enllustradas y perficionadas com la demás obra, y en la conformitat que està en la trassa o dibux, y los lletereros als peus de Nostra Senyora, y de las dos estatuas referidas que han de ser de pedra blanca encastada a la llinda, y las armas de sa excellència, y los capitells de la dita obra que toca a la escultura, ha de córrer per compte de sa excellència lo ferla treballar, perficionar, enllustrar y brunyir; y per compte dels dits Portella y Llagostera, lo tallarla, traurel-la y aportarla a Poblet, les pessas seràn menester esboscassades a punt de entallar y esculpir; y també lo encastar los lletereros a la llinda, y assentar dita obra de escultura y talla son degut lloch.

Lo de dins del grux de la paret que són las esquexadas se ha de posar a la mida del portal, conforme la trasa o dibux, de tal manera que's

puguen obrir les portes, y fer les esquexades de pedra picada comuna. Y aximateix han de ser de pedra picada lo revolt. cap y alsat y bombat, conforme lo art demana.

Item, és pactat que los dits Portella y Llagostera, hajan de donar tota la sobredita obra acabada, perficionada y assentada, ab tota perfecció, segons art de bon oficial de mestre de cases, segons que ab tenor del present ho prometen fer y cumplir. Y que dita obra asentada que sie, ha de ser judicada y examinada si està en la conformitat que lo art de mestre de cases demana y se requerex, y està dibuxada en la trassa, o dibux sobredits, ço és, lo negre de pedra negra, y lo blanch de pedra blanca, per dues persones expertes, anomenadoras, ço és, un mestre de cases per cada una de les dites dos parts.

Item, és pactat que la pedra serà menester per dita obra, ha de ser, ço és, la negra de les pedreres de Tarragona, la que millor apareixerà a sa excellència, o a la persona que per part de sa excellència serà anomenada; y la blanca de les pedreres del Albiol, o Arbeca, aquella que apareixerà més a propòsit a dit excellentíssim senyor Duch, o a la persona que per sa excellència serà posat.

Item, és pactat que lo tallar a dita pedra, axí la blanca com la negra, ha de ser per compte y a gastos dels dits Portella y Llagostera, sens que sa excellència per tallarla y descobrir-la haja de pagar cosa alguna, més del que avall ab altre capítol prometrà donar y pagar. Y aximatex haja de córrer per compte y a gastos dels sobredits Portella y Llagostera, tot lo que se haurà menester per dita obra, segons dispusició de la trassa y dibux, y està designat y mencionat en ella.

Item, és pactat y concordat que aximatex los ports de la dita pedra blanca y negra, y demés que serà menester per la dita obra, desde les pedreres y puestos ahont se tallarà fins a Poblet, ha de córrer per compte y gasto dels sobredits Portella y Llagostera, y no del patrimoni de sa excellència.

Item, és pactat que los dits Portella y Llagostera hajan de donar segons que ab lo present donar prometen, acabada, perficiona[da] y asentada la dita obra, ab tota perfecció, y de la manera y forma està desobre declarat y se conté en la trassa o dibux sobremencionats a tota satisfacció de sa excellència, u de la persona que per sa excellència serà part, dins lo spay y termini de divuyt mesos, immediatament següents, que comensaràn a córrer a quinse del corrent mes de janer y del corrent any mil sis cents sexanta nou.

Item, és pactat que tot lo que serà menester per dita obra, haja de ser per compte y gastos dels dits Portella y Llagostera, sens que sa excellència haja de pagar ni fer fer altra cosa més de pagarlos, ferlos pagar la quantitat que avall los prometrà donar.

Item, és pactat que sa excellència, los ha de fer donar en la Casa y Real Convent de Poblet, part a propòsit y acomodada per a treballar, axi a dits Portella y Llagostera, com a sos companys y oficials y manobres, per a treballar la dita obra en cubert y fora les inclemències del temps, y lo servey de casa y llits, sens poderlos comptar ni fer pagar a uns ni altres cosa alguna, entès, emperò que tot lo demés gasto de menjar y

beurer, y demés se oferirà, axí per los dits Portella y Llagostera, com companys, oficials y manobres, que per aquesta obra tindran y seran necessaris, y tot lo demés a ella concernent y emergent correrà, com corre, per compte de dits Portella y Llagostera, lo pagaro y satisfero.

Item, és pactat que lo dit excellentíssim senyor Duch de Cardona, don Lluis, y per sa excellència, lo dit Maurici de Lloreda, son comptador y thesorero, haja de prométre donar y pagar, segons que ab tenor del present, donar y pagar promet, als dits Portella y Llagostera, per tota la sobredita obra, acabada y perficionada, sis mil y setentes lliures moneda barcelonesa, per lo que toca al ofici de mestre de cases, ports y demés que de sobre han promés y tenen obligació de fer, pagadores ab divuyt pagues yguales, repartidoras ab los divuyt mesos sobredits, pagant anticipadament en cada quinse dies de quiscún mes, trescentes setanta dues lliures y quatre sous, començant a fer la primera paga, a quinse del corrent mes de janer, y la segona a quinse de febrer propinent, y axí després en los restants de dits divuyt mesos en consemblant dia, fins y an tant sien acabades de pagar les dites sis mil y setentes lliures. Entès, emperò, y declarat que la última paga que serà de dites trescentes setanta dues lliures y quatre sous, que caurà a quinse del últim y devuyté mes, no tinga obligació sa excellència de pagarla fins y a tant que dita obra serà rebuda per pacte axí convingut entre les dites parts.

Finalment, volen les dites parts, que de la present, ne sien fetes y donades a les parts per lo notari devall scrit, tantes còpies quantes demanades ne seràn, substància del fet en res no mudada.

E així, les dites parts, la una a l'altra, convenen y en bona fe prometen adinvicem et vicíssim que tindran, guardaràn y compliran tot lo per ell promés en los sobredits capítols, y cada hú de ells, axí com en ells y cada hú de ells, està pactat y capitulat y promés, sens dilació ni excusa alguna, ab salari de procurador dins Barcelona, deu sous, y fora vint sous, ultra los quals prometen restituyr totes missions y despeses, sobre les quals volen ser creguts, la una a l'altra de llur sola y simple paraula, ningún altre género de prova demanat ni request.

E per attendrer y cumplir les dites coses ne obliga lo dit magnífich Maurici de Lloreda, los bens, drets y emoluments de dit excellentíssim senyor Duch de Cardona, del qual te orde exprés per ajustar, capitular, y pagar lo demunt dit, com ho afirma en virtut del jurament que prestarà.

Y los dits Portella y Llagostera, per a que sa excellència estiga més segur de les dites coses, totes y sengles, per ells de sobre promeses, ne donen per fermanses y principals pagadors a Pere Pau Corredor; Joan Costes, Joan Garrido y Diego Fàbregues, y Joan Corder, tots mestres de cases de la ciutat de Tarragona, les quals fermanses, juntament ab los dits Portella y Llagostera, principals, y sens ell, prometen estar tinguts y obligats a totes y sengles coses sobredites per los dits sos principals, fer y cumplir promeses.

E los dits Pere Pau Corredor, Joan Costes, Joan Garrido, Diego Fàbregues y Joan Corder, se constituexen fermanses y principals obligats, acceptant com acceptan sobre sí, de bona y espontànea voluntat lo càrrech de dita fermansa y promesa, convenen y prometen, que tots junts y cada

hú de per sí estaràn, com star volen, tinguts y obligats, a tot lo sobredit y cada cosa de per sí per los dits principals, fer y cumplir lo promés.

E per có, atèndrer y cumplir, ne obligan, axí los principals, com les dites fermanses, tots y sengles bens llurs, y de quiscú d'ells assoles, mobles e immobles, haguts y per haver, renunciant al benefici de Noves Constitucions, divididores y cedidores accions, y a la carta o epístola del emperador Adrià y a la Consuetut de Barcelona, que parle de molts que insolidum se obligan y a altre que prohibex la restitució de missions y despeses; y aximatex a la ley que parle del que promet fer alguna cosa que pagant lo interès y cost de ella, es deslliuràs del per ell promés.

Y les dites fermanses renuncièn a la ley que diu que primer ha de ser convingut lo principal que la fermansa, y a altre dient que llevat lo principal sie llevat lo accessori. Y tots axí, principals com fermanses, renuncièn a son propri for per pacte exprés, y al privilegi de aquell, sotmetentse al for y jurisdicció del magnífich veguer, o regent la veguería de Barcelona y de altre qualsevol jutge o cort eclesiàstica y secular, ab facultat de variar, una o moltas vegades, prometent que variant o no, restituyràn totes missions y despeses, que en un y altre judici seràn fetes. Y generalment, renuncièn a qualsevol ley, o dret, que valer y ajudar los pogués, y fan y ferman escriptura de ters en los llibres dels tersos del dit magnífich veguer o regent la veguería de Barcelona, obligantne per có, llurs personas y bens, y de quiscú de ells, assoles, mobles e immobles, haguts y per haver. Y que per la una de dites obligacions no puga ser fet preiudici a l'altra, sinò que sa excellència puga usar y valerse de la que millor li aparexerà. Y per quant los dits Llagostera, principal, y Joan Corder, fermansa, firman fora la veguería de Barcelona, fan procura per a firmar la escriptura de ters y obligació sobredita, a tots y cada hú dels notaris y escrivans de dita cort en la forma acostumada.

Y per a major validitat de les dites coses, totes y sengles, per les dites parts de sobre promeses, la una y l'altra juren a Nostre Senyor Déu, y als seus sants quatre Evangelis, per ses mans corporalment tocats, en mà y poder del notari devall scrit, que tindrà, guardaràn y observarán tot lo que cada una de ellas ha promés a l'altra, y contra no faràn ni vindrà per alguna causa o rahó.

Feta y firmada y jurada és estada la present escriptura, en Barcelona, dimecres a nou dies del mes de janer del any de la Nativitat de Nostre Senyor, mil sis cents sexanta nou.

Sen * * * * * yal dels dits senyor Maurici de Lloreda, en nom y per part del dit excellentíssim senyor Duch de Cardona, y de Francesch Portella, principal; Pere Pau Corredor, Joan Costes, Joan Garrido, y Diego Fábregues, fermanses que firmaren y juraren dit dia, éssent presents per testimoni Domingo Rovira, major de dies, esculptor, y Domingo Rovira, menor de dies, també esculptor, y Rafel Gallart, mestre de cases, ciutadans de Barcelona.

Sen * * yal de Joseph Llagostera, principal y Joan Corder, fermansa, que firmaren y juraren en la ciutat de Tarragona, a deset de dits mes y any, éssent presents per testimoni, lo magnífich senyor Josep Ferrer, doctor en Medicina, y Joan Voltes, apotecari, tots de Tarragona, y Joan

Pau Salines, notari que ha entrevingut a dites firmes per mi lo notari baix escrit».

AHPB. Francisco Daguí, leg. 9, lib. com. 1, años 1654-1671.

19

9 enero 1669.

Contrato entre Mauricio de Lloreda, contador y tesorero de don Luis Ramón Folch de Cardona y Aragón, Duque de Cardona y de Segorb, y el escultor Domingo Rovira, de la fábrica de la obra de piedra blanca de escultura para la puerta principal del templo del monasterio de Poblet.

«Die mercurii, VIII. ianuarii, anno a Nativitate Domini. M.D.C.L.XVIII. Barchinone.

De y sobre la fábrica de la obra de pedra blanca de escultura que ha de servir per a assentar y posar en la portalada de pedra blanca y negra, que lo excellentíssim senyor don Luys Ramón Folch de Cardona y Aragón, Duch de Cardona y de Segorb, ha manat se fasse y fabrique en la porta de la yglesia del Real Monastir y Casa de Nostra Senyora de Poblet, del Orde del Cister, en lo arcabisbat de Tarragona, per y entre lo magnífich Maurici de Lloreda, cavaller en Barcelona populat, comptador y thesorer de la casa y estats de sa excellència en lo present Principat de Catalunya, tenint orde exprés de sa excellència per a les coses devall scrites, y en particular ab carta firmada de la mà de sa excellència, dada en Madrid a vintydos de desembre proppassat, de una part, y Domingo Rovira, menor de dies, escultor, ciutedà de Barcelona, de part altra, són estats fets y firmats y jurats los capitols y pactes següents:

Primerament, és pactat que lo dit Domingo Rovira, hage de fer y fabricar, segons que ab tenor del present fer y fabricar promet, del art de escultura, si y conforme a hon escultor se pertany, la imatge de Nostra Senyora, les dues estatuas, una del excellentíssim senyor Duch de Cardona, don Lluys, y altre del excellentíssim senyor don Pere Antoni de Aragón, que han de estar agenollades als peus de dita imatge de Nostra Senyora, a una y altra part; y los tres lletreros, que han de estar baix los peus de la dita imatge y de les dos estatuas sobredites, les armes del dit excellentíssim senyor Duch de Cardona; y los quatre capitells de les columnes, y los quatre capitells de les pilastres, tot de pedra blanca, ben brunyides y enllustrades, y perficionadas, de tal manera que en ninguna part de les dites figures, y demés, s'í conega ningún colp de ferro ab que sien treballades, sinò que aquelles hajen de estar ben polides y repolides ab la perfecció que la obra y lo art demana, les quals han de estar en la conformitat de la trassa o dibuix que se li és stat ensenyat, y se hés entregat als mestres de cases que han emprès a fer y fabricar la dita portalada, lo qual dibuix o trassa ell té per vist. Les quals imatge, estatuas y demés ha

de dexar lo dit Domingo Rovira, ben acabadas y perficiona[da]s, conforme està dit, a tot punt, posadas de tal manera que los mestres de cases hajan de fer altra cosa més que assentarlas en son lloch conforme ab ells està capitulat.

Item, és pactat que dit Rovira, haja de fer com ab lo present fer acabar y perficionar promet la dita obra de sculptura, ben treballada, brunyida y enllustrada, conforme està dit, y a bon oficial se pertany, y que aquella en haverla acabada haja de ser visurada y regoneguda per dos escultors, anomenadors, ço és, un per cada una de les parts per veurer y judicar si dita obra és rebedora, y està ab la perfecció que requerex, y conforme la trassa o dibuix fet.

Item, que dit Rovira, haja de acabar la dita obra, ab tota perfecció y entregar aquella, axí acabada, dins un any comptador del dia present en havant.

Item, és pactat que sa excellència, y en son nom lo dit Maurisi de Lloreda, li haja de fer donar la pedra blanca per a treballar dita obra, en la mateixa conformitat que se han obligat los mestres de cases han emprès la demés obra de la dita portalada, ço és, les peses esboscassadas a punt de entallar y esculpir, posades dins de alguna instància en lo Monastir de Poblet, abte per a treballar, y que aximatex sa excellència, la haja de fer assentar en son degut lloch per dits mestres de cases, la dita obra en la conformitat ho han promès.

Item, que dit senyor Maurici de Lloreda, de diners de sa excellència, haja de donar y pagar, com ab lo present donar y pagar promet al dit Domingo Rovira, per tota la dita obra setcentes lliures moneda barcelonesa, pagadoras ab tres pagas yguals, ço és, una tercera part, lo dia present; altra tercera part, a mitja obra; y la restant tercera part rebuda la obra.

E axí les dites parts, convenen y prometen, la una a l'altra, adinvicem et vicissim, que tindran, guardaràn y compliràn tot lo per ells promès, la una a l'altra, sens dilació ni excusa alguna, ab salari de procurador dins Barcelona, deu sous, y fora vint sous, ultra los quals, prometen lo hu altre restituyr totes missions y despeses sobre les quals volen ser creguts de llur simple paraula.

E per attendrer y cumplir les dites coses, ne obliga lo dit senyor Lloreda, tots los béns y drets de sa excellència, mobles e immobles, haguts y per haver, y lo dit Domingo Rovira, menor de dies, per a que sa excellència estiga més segur de dites coses, per ell promeses, ne dona en ferma, y principal pagador y complidor a Domingo Rovira, major de dies, escultor, ciutadà de Barcelona, present.

E lo dit Domingo Rovira, major de dies, acceptant lo càrrech de dita ferma, de bona voluntat, convé y en bona fe promet a sa excellència, y en son nom a dit Maurici de Lloreda, que juntament ab dit Domingo Rovira, menor, y sens ell, estarà tingut y obligat, com estar vol a totes les coses per dit Domingo Rovira, menor, promeses, obligantne per ço, tots llurs béns y de la altra de ells assoles, mobles e immobles, haguts y per haver, renunciant al benefici de Noves Constitucions, divididores y cedidores accions, y a la carta del emperador Adrià y Consuetut de Barcelona, que parla de molts que insolidum se obligan, y a la lley que diu que qui

promet fer alguna cosa pagant lo interès, és deslliurat de la tal promesa, y la dita fermansa a la ley que diu que primer ha de ser convingut lo principal que la fermansa, y a altre que llevat lo principal sie llevat lo accessori, y tots per pacte renunciem a son propri for ab submissió al for del magnífich veguer de Barcelona, y altre jutge, ab facultat de variar, y ab restitució de despeses. y a tota altre ley y dret que valerlos puga, y fan y firman scriptura de ters en los llibres dels tersos de la cort sobredita del veguer de Barcelona, obligantne per ço ses persones y béns, y del altre de ells assoles, mobles e immobles, haguts y per haver, jurantho llargament a Nostre Senyor Déu y sos sants quatre Evangelis.

Testes sunt: magnificus Iacintus Lloreda, civis honoratus, et Raphael Gallart, magister domorum, civis Barchinone.»

AHPB. Francisco Dagú, leg. 9, lib. com. 1, años 1654-1671.

20

9 enero 1669.

Carta del notario de Barcelona Francisco Dagú a su colega de Montblanch Juan Pablo Salines para que en su sustitución tomase la firma de los fiadores del contrato firmado por los maestros de obras de Tarragona Francisco Portella y José Llagostera, para la obra de arquitectura de la puerta principal de la iglesia del monasterio de Santa María de Poblet. Contestación del notario Salines.

«Magnífich y discret senyor:

Lo excelentíssim senyor Duch de Cardona, don Luis, ha manat fer y fabricar de pedra negra y blanca la portalada de la iglésia del Monastir de Nostra Senyora de Poblet, sobre lo que entre lo senyor Maurici de Lloreda, comtador y tesorer de la casa y estats de sa excellència, de una part, y Francisco Portella y Joseph Llagostera, mestres de cases, de aquexa ciutat de Tarragona, de part altra, se ha feta una capitulació que vostra mercè veurà ab la còpia que ab esta remeto, per major seguretat de la qual los dits Portella y Llagostera han donat per fermances a Pere Pau Corredor, Joan Costas, Juan Garrido, Diego Fàbregues y Juan Corder, també mestres de cases de dita ciutat de Tarragona. E com hajan firmat lo dit acte y capitulació, los dits senyor Maurici de Lloreda, en nom de sa excellència, y Francisco Portella, Pere Pau Corredor, Juan Costas, Juan Garrido y Diego Fàbregues, y faltan a firmar y jurar lo dit acte de capitulació los dits Joseph Llagostera, altre de dits principals, y Juan Corder, una de dites fermances. Per ço suplic a vostra mercè sia servit ferme mercè, com a substitut meu, rébrer la firma de dits Llagostera y Corder, de la obligació que cada hu de ells, y simul ab los altres fan en la conformitat que las demés, als quals los llegirà la dita capitulació, y del dia, mes y any, y dels dos testimonis que sens vostra mercè hi entrevindràn, al que d'ella me n'avisarà perquè ho puga continuar en son degut lloch.

Manaume moltes coses del servey de vostre mercè, a qui garde Déu molts anys.

Barcelona, y janer a 9, de 1661.

Besa la mà de vostre mercè, son major servidor, Francisco Dagú, notari de Barcelona.»

«Magnífich y discret senyor:

En nom y com a substitut de vostra mercè, lo dia present y davall escrit, éssent presents per testimonis lo magnífich Joseph Ferrer, en Medicina doctor, en la present ciutat de Tarragona populat, y lo honorable Joan Voltes, apothecari, ciutadà de dita de dita ciutat, he rebut las fermas de Joseph Llagostera y Joan Corder, mestres de cases de dita ciutat, los quals han firmat y jurat lo acte de capitulació, que vostra mercè menciona en la retroscrita, y me ha remès, lo qual per mi s'els és estat llegit y junt ab esta torno a remètrer a vostra mercè, y així en fee mía ho podrà continuar en son degut lloc, manantme lo someteu en lo de son gust.

Guarde Nostre Senyor a vostre mercè, molts anys.

Tarragona, y janer 17, 1661. Major servidor de vostra mercè que sa lona, garde mercè senyor, etc. Barcelona.

Al magnífich y discret senyor Francisco Dagú, notari públic de Barcelona, garde mercè senyor, etc. Barcelona.»

AHPB. Francisco Dagú, leg. 9, lib. com. 1. años 1654-1671.

21

1 febrero 1669.

Apoca de Domingo Rovira a favor del Duque de Cardona por dos dibujos referentes a la puerta de la iglesia de Poblet.

«Die veneris, 1, februarii 1669.

Ego, Dominicus Rovira, sculptor, civis Barchinone. Gratis, etc., firmo apocham excellentissimo domino Duci Cardone, don Ludovico, absenti, etc., de viginti quinque libris barcinonensibus, habitis et receptis, realiter et de facto, ad meas voluntates ommimodas a magnifico Mauricio de Lloreda, thesaurario, vestre excellencie. Et sunt per consemblants tinch de haver per dos dibuxos he fets per la portalada que dit excellentíssim senyor ha manats fabricar a la porta principal de la yglésia de Poblet de la hechura y forma de la que se ha fet y consertat ab los mestres de cases de Tarragona y escultores de Barcelona, en poder de Francisco Dagú, devall scrit a 9 de janer prop passat que se han remeses a Madrid al dit excellentíssim senyor Duch per haverlo axi manat.

Et ideo renunciando, etc.

Testes sunt: Ioannes Cabanes, notarius, civis; Ioannes Baptista Garreta et Iosephus Lapedra, scriptor Barchinone.»

AHPB. Francisco Dagú, leg. 3, manual año 1669, f. 36.

22

27 febrero 1669.

Apoca subscripta por el escultor Domingo Rovira a favor de Mauricio de Lloreda, contador y tesorero de don Luis, Duque de Cardona, de la cantidad de 233 libras, 6 sueldos y 8 dineros, importe del primer plazo estipulado para la obra escultórica de la puerta principal del templo de Santa María de Poblet.

«Dicto die [27 febrero 1669].

Ego, Dominicus Rovira, minor dierum, sculptor, civis Barcinone. Gratis, etc., Confiteor et recognosco vobis magnifico Mauricio de Lloreda, militi, computatori et thesaurario excellentissimi domini Ducis Cardone, don Ludovici, presenti, quod in pecunia numerata in notarii et testium infrascriptorum presencia, dedistis et solvistis mihi ducentas triginta tres libras, sex solidos, et octo denarios monete Barcinone, et sunt per la primera paga de aquelles set centes lliures, en les quals se ajustà ab acte rebut en poder de Francisco Daguí, notari de Barcelona, devall scrit, a denou de janer prop passat, lo fer y treballar la obra de escultura de la portalada de que sa Excellència ha manat fer per la iglesia del real Convent de Nostra Senyora de Poblet, ab declaració que en lo lloch haont se havian de posar les estàtues de pedra blanca del excellentissim senyor don Luis, Duch de Cardona y del excellentissim senyor don Pere Antoni de Aragó, vuy virrey de Nápoles, se han de subrogar y posar les imatges de Sant Benet y Sant Bernat, de la matexa pedra blanca, conforme està en lo últim dibux, y està concertat entre mí y dit senyor Lloreda.

Et ideo renunciando, etc.

Testes sunt: nobilis Franciscus de Jaen, magnificus Iacintus Lloreda, civis honoratus, et Ioannes Cendrós, scriptor Barcinone.»

AHPB. Francisco Daguí, leg. 3. manual año 1668. f. 83 v.º

23

12 marzo 1669.

Cara de pago otorgada por el maestro de obras de Barcelona Jacinto Carol, como procurador de su colega de Manresa Miguel Massalva, a favor de don Luis, Duque de Cardona, de la cantidad de 50 libras barcelonesas, por la confección de una traza para la puerta principal de la iglesia del convento de Santa María de Poblet.

«Die martis 12 marcii 1669.

Ego, Iacintus Carol, magister domorum, civis Barchinone, tanquam procurator Michaelis Massalva, eciam magistri domorum, civis Minorisse, constat de mea procuracione instrumento recepto penes Isidorum Terrats, auctoritate regii ac pro insigni civitate Minorisse, notarium publicum dicte civitatis, die vigesima septima mensis februarii, anni 1669, dicto nomine, Gratis, etc., firmo apocham excellentissimo domino Ducis Cardone, don Ludovico, absentis, etc., de quinquaginta libris barchinonensibus, habitis et receptis numerando, realiter et [de] facto ad meas ommimodas voluntates

a magnífico Mauricio de Lloreda, thesaurario vestre excellencie, et sunt per consemblants tinch de haver per lo ajust del treball del dibux he fet per la portalada principal de la iglésia del Real Convent de Nostra Senyora de Poblet, en virtut de diferents ordes de sa excellència; y també són per haver anat diferents vegades en dit Real Convent, per ocasió de fer dit dibuix ab major acert y perfecció, y a les pedreres de Tarragona, Valls, Coll del Illa, y Arbea, per a regonèixer les que serien a propòsit, y haver vingut tres vegades en esta ciutat per a tractaro ab la Contaduria, y tot de orde de dita Contaduria y de dit excellentíssim senyor, lo qual orde de sa excellència és de 16 de febrer prop passat. Et ideo, renunciando, etc.

Testes sunt: Antonius Pejoan, Ioannes Cabanas, notariis, cives, et Iosephus Lapedra, scriptor.»

AHPB. Francisco Daguí, leg. 3, man. año 1669, f. 93 v.º

24

18 mayo 1669.

Apoca firmada por el escultor Domingo Rovira a favor de don Luis, Duque de Cardona, de la cantidad de 22 libras barcelonesas, importe del precio ajustado para el trazado de unos dibujos para forrar de bronce las puertas de la portada principal de la iglesia de Poblet.

«Ego, Dominicus Rovira, sculptor, civis Barchinone. Gratis, etc., firmo apocham excellentissimo domino Ducis Cardone, don Ludovico, licet absentis, etc., de viginti duabus libris barcinonensibus, receptis in pecunia numerata, realiter et de facto ab meas voluntates ommimodas a magnifico Mauricio de Lloreda, thesaurario vestre excellencie. Et sunt per consemblants ne tinch de haver per ésser axi ajustat per los dibuxos he fets per a folrar de bronso les portes de la portalada que dit excellentíssim senyor Duch manà fabricar en la porta principal de la yglésia del real Convent de Nostra Senyora de Poblet.

Et ideo renunciando, etc. In testimonium, etc.

Testes sunt: Antonius Pejoan et Ioannes Cabanes, notarii, cives Barchinone.»

AHPB. Francisco Daguí, leg. 3, manual año 1669, f. 138.

25

7 febrero 1670.

Carta de pago otorgada por el tesorero general del Duque de Cardona, en la que se constata la entrega de 200 libras para las obras practicadas por los escultores Juan y Francisco Grau, en las iglesias de Poblet y de San Vicente de Cardona.

«Die veneris 7 februarii 1670, in villa Cardone, Celsonensis diocesis.

Ego, Mauricius de Lloreda, olim thesaurarius generalis excellentissimi domini Ducis Cardone don Ludovici, quondam, et alieque, firmo apocham magnifico Michaeli Malagarriga, utriusque Iuris doctor, olim

thesaurario sue excellencie in Ducatu Cardone et Vicaria Sagarre, presenti, de mille quingentis septuaginta et quinque libris barcinonenses, receptis modo infrascripto et sunt pro consimilibus processibus ex sole et aliis redditibus sue excellencie. Modus solucionis fuit quoniam sexcentas et quinque libras que en virtud de lletra de dit Lloreda de 12 de desembre 1669 paga per lo valor de lanas, deu dobles a Esteve Peres, criat de Pere Esteve Velásques, abat de Montserrat, per tantas que sa excellència lo senyor Duch don Lluís, quondam, donà lletra a favor de dit abat per consemblants que dit senyor abat havia fetas entregar de orde de sa excellència a Joan Peres, son majordom = Dos centes lliures que dit dia de orde de dit Lloreda donà y per sa lletra pagà a Joan y Francesc Grau, escultores de Manresa, a bon compte de lo que sa excellència deu de les obres han fet en la iglesia de Poblet y en la iglésia de sant Vicens de Cadona = Cent lliures que a 8 de janer 1670, en virtud de lletra de dit Lloreda, pagà a dits Graus, per comte de don Francisco de Montserrat y Vives, per lo cost de les imagnes y montanyes de Nostra Senyora de Montserrat, han fet de pedra blanca, de les quals cent lliures dits Graus, feren lletra sobredit don Francisco de Montserrat. = Y les restants, siscentes y setanta lliures que de comtants realment y de fet a ses voluntats confessa haver rebudes en diners de dit senyor Malagarriga, com de tot lo sobredit apar més llargament ab quatre partides del comte ha donat. y de les quals dit Lloreda s'en fa càrrega en los comtes ha de donar de sa administració del temps de dit senyor Duch, don Lluís, y sa excellència vivia, y se han de fer bones a dit doctor Malagarriga en la rendició de sos somtes. Et ideo renunciando, etc.,...

Testes sunt: Iacintus Lloreda, civis honoratus Barcinone; Benedictus Plana, baiulus salis Cardone, et Ioannes Flores, de familia dicti Lloreda, confidentis.»

AHPB. Francisco Daguí. leg. 5. man 16 año 1670, f. 38.

26

10 marzo 1670.

Carta de pago otorgada por los maestros de obras de Tarragona Francisco Portella y José Llagostera, a favor del tesorero de don Luis, Duque de Cardona, de la cantidad de 1949 libras, 6 sueldos y 4 dineros barcelonenses, a cuenta de las 6,600 libras, importe del precio convenido para la fábrica de la puerta principal del templo de Santa María de Poblet.

«Dicto die [10 marzo 1670] Tarrachone.

Nos Franciscus Portella et Iosephus Llagostera, magistri domorum, cives Tarrachone. Gratis, etc., firmamus apocham magnifico Mauricio de Lloreda, militi, olim thesaurio excellentissimi domini don Ludovici. quondam, Ducis Cardone, absentis, de mille nongentis quadraginta novem libris, sex solidis, et quatuor denariis barcinonensibus, receptis modo infrascripto, et sunt a bon comte de aquelles sis mil y sis centes lliures en que se concertà la portalada de pedra blanca y negra que prometeren fer y acabar a tot punt per la porta principal de la iglésia del real Convent de Poblet, de

orde y a gastos del patrimoni de sa excellència, com apar ab lo acte rebut en poder de Francisco Daguí, notari de Barcelona, devall escrit, a 9 de janer 1669.

Lo modo de la paga és que tres centes setanta y dos lliures reberem per lo Banch de Barcelona de comte nou per pòlisa te 9 de janer 1669, del dit senyor Loreda; y les restants mil sinch centas setanta y set lliures, dos sous y quatre diners. en diners de comtants, realment y de fet, a vostres voluntats, de dit senyor Lloreda en diferents vegades de diners del patrimoni de sa excellència, fins a tres de desembre prop passat inclusive.

Et ideo renunciando, etc.

Testes sunt: magnificus Iosephus Ferrer, Medicina doctor, et Raymundus Quintana, sartor, cives Tarrachone; et Augustinus Alemany, notarius publicus Tarrachone, qui in his vice et loco mei dicti notarii interfuit.»

AHPB. Francisco Daguí, leg. 5. manual año 1670, f. 67.

27

12 marzo 1670.

Carta de pago otorgada por el escultor Francisco Grau, a cuenta de la obra de la sepultura del Vizconde don Ramón Folch, llamado el "Prohom Vinculador", para la iglesia del Monasterio de Poblet.

«Dicto die [12 marzo 1670] in villa de Montisalbi.

Ego, Francisco Grau, scultor, cives Minorissa, et alieque, firmo apocham magnifico Mauricio de Lloreda, militi, olim thesaurario excellentissimi domini don Ludovici, quondam. Ducis Cardone, absenti, etc., de mille et centum libris barcinonenses receptis modo infrascripto, et sunt a bon comte de les mil y vuyt centas lliures en que se concertà la sepultura que Joan Grau. mon pare y jo, havem fabricada en la iglésia del real convent de Poblet, de la pedra blanca de Çarreal, per al senyor Vescomte don Ramón Folch, nomenat la Prohom Vinculador, que està enterrat en ella, com apar ab acte en poder del notari devall scrit a 20 de octubre 1667. Lo modo de la paga és que aquelles havem rebudes, dit mon pare y jo, en diners de comptants realments y de fet a vostres voluntats de dit senyor Lloreda, pagant de diners de sa excellència en diferents vegades, de les quals lus havem firmades rebudes, y volem que sían compreses en la present. Et ideo, renunciando, etc.

Testes firme proxime dicti.»

AHPB. Francisco Daguí, leg. 5, man. 16. aèo 1670, f. 75.

28

16 junio 1670.

Carta de pago otorgada por el escultor Juan Grau, a cuenta de los relicarios de los arcos colaterales del altar mayor de la iglesia de Poblet.

«Dicto die [16 junio 1670].

Ego, Ioannes Grau, escultor, civis Minorisse. Gratis, etc., Confiteor et recognosco vobis excellentissimo domino don Pedro Antonio de Aragon,

militi, et clavigero ordinis et milicie beate Marie de Alcantara, et capitaneo recognosco vobis excellentissimo domino don Pedro Antonio de Aragon, guardie alemane domini nostri regis, et nunch pro regi in regno Neapolis, licet absenti, etc. Quod modo infrascripto, dedistis et solvistis mihi bis mille et sexcentas libras monete Barcinone, et sunt a bon compte del que jo dit Grau y Francisco Grau, mon fill, havem de haver de les obras del[s] archs collaterals del altar major de la iglésia de Poblet, y dels colgants de dit altar major que sa excellència manà fabricar. Lo modo de la paga és que lo senyor Maurici de Lloreda, cavaller en Barcelona populat, les hi a donades y pagades realment y de fet a sas voluntats, ço és, dos mil dos centes setanta tres lliures, deset sous y onse, a rebudes ab diffarents partides fins a vint y sinch de mars mil siscentes setanta, comprenent qualsevols lletres donades sobre lo doctor Malagarriga y altres fins a dit dia. I les restants trescentas vint y sis lliures, dos sous y hu, a compliment de dita quantitat té rebudes per lo Banch de compte nou per pòlissa de dit senyor Lloreda, lo qual pagà dita quantitat de diners del patrimoni de sa excellència. Et ideo renunciando, etc. In testimonium, etc., presentem vobis facio apocham, etc.

Testes sunt: Antonius Pejoan et Ioannes Cabanes, notarii, cives Barchinone.»

AHPB. Francisco Daguí, leg. 5. man. 16. año 1670, f. 208 v.º

29

18 julio 1671.

Carta de pago otorgada por el arquitecto Juan Grau, a cuenta de los relicarios de los dos arcos colaterales de la iglesia del monasterio de Poblet.

«Dicto die [18 julio 1671].

Ego, Ioannes Grau, architector, civis Minorisse, tam nomine meo proprio quam etiam ut procurator ad infrascripta et alia peragenda legitime constitutus et ordinatus a Francisco Grau, etiam architectore, civil eiusdem tarium Minorisse, filio meo, ut de mea procuracione constat apud T. notarium, die. etc., dictis nominibus. Gratis, etc., Confiteor et in veritate recognosco vobis excellentissimo domino domno Petro Antonio de Aragonia, etc., pro Sacra Cesarea et Regia Maiestate, locumtenenti et capitaneo generali en regno Neapolis, licet absenti, etc., quod modo infrascripto exsolvistis michi octingentas septuaginta quatuor libras barcinonenses, que sunt bonum computum quatuor mille librarum, pro quarum precio nos obligavimus facere, ego, et dictus filius meus, binos arcus collaterales in altari maiori ecclesie monasterii et conventus beate Marie de Poblet, ordinis Cartusiensis, in Campo et archiepiscopatu Tarraconensis, et pendentes ipsius altaris in utroque latere, exquibus iam recepi a vobis per manus magnifici Mauricii de Lloreda, militis Barcinone populati, thesaurarii generalis vestri, ad bonum computum dicti aiunctamentibus mille et sexcentas libras,

de quibus apocam apud Franciscum Daguí, notarium publicum Barcinone infrascriptum, decimo sexto die mensi iunii anni proxime preteriti, scilicet, millessimi sexcentissimi septuagesimi, vobis feci et firmavi, que simul iuncte dicte bine quantitates summam in acervo attingunt trium mille quadragintarum septuaginta et quatuor librarum. Modus vero solucionis dictarum octingentarum septuaginta quatuor librarum, talis fuit et est, quoniam dictus magnificus Mauricius de Lloreda, thesaurarius vester, predictus, exsolvit mihi per epodigia Banchi presentis civitatis Barchinone de computo novo dicti Lloreda, septuaginta et quatuor libras, quas ex ordine meo, dictus thesaurarius vester prefatus, exsolvit patri fratri Iosepho Serra, priori de Natzaret, sibi dato cum quadam epistolam eidem remissa, facta quarto die mensis octobris dicti anni millessimi sexcentissimi septuagesimi. Item, ducentas libras quas domina Agnes Monjo, vidua, dicte civitatis Minorisse, ex ordine dicti (dicti) vestri thesaurarii exsolvit mihi in pecunia numerata, realiter et de facto, ad meas omnimodas voluntates, ex quibus vobis apocam feci et firmavi apud Isidrum Terrats, notarium publicum dicte civitatis Minorisse, in mensi aprilis presentis et currentis anni millessimi sexcentissimi septuagesimi primi, quam cum presenti comprehendi volo ut ne una, et eadem quantitas bis soluta videat. Et restantes tercentas libras ad complementum dictarum octingentarum septuaginta quatuor librarum exsolvit mihi dictus Mauricius de Lloreda, thesaurarius vester predictus, in pecunia numerata in substituti notarii infrascripti testiumque infrascriptorum presencia. Et ideo renunciando, etc., In testimonium, etc., presentem vobis facio apocam de soluto, etc.

Testes sunt: Franciscus Balta, et Ioannes Flores, de familia dicti Lloreda, et Iosephus Lapedra, scriptor Barcinone. Quibus, etc.,»

AHPB. Francisco Daguí, leg. 6, man. 17, aèo 1671, f. 355 v.º

30

18 julio 1671.

Carta de pago otorgada por el arquitecto Juan Grau, a cuenta de las sepulturas del rey Alfonso y del infante Enrique, destinadas a la iglesia del monasterio de Poblet.

«Dicto die [18 julio 1671].

Ego, Ioannes Grau, architector, civis Barcinone (sic), tam nomine meo proprio, quam eciam ut procurator ad infrascripta, et alia peragenda legitime constitutus et ordinatus a Francisco Grau, eciam architectore, civi Minorisse, filio meo, ut de mea procoracione constat, etc., dictis nominibus. Gratis, etc. Confiteor et in veritate recognosio vobis excellentissimo domino Petro Antonio de Aragonia pro Sacra Cesarea et Regia Maiestate, locumtenenti et capitaneo generali in regno Neapolis, licet absentí, etc. Quod modo infrascripto exsolvistis mihi ducentas septuaginta septem libras, terdecim solidos. et decem denarios barcinonenses, et sunt ad bonum compu-

tum del ajust o concert per mi fet ab vostra excellència en fabricar lo enterro y sepultura per los sereníssims senyors rey don Alonso, y infant don Henrich, en la iglésia del convent de Nostra Senyora de Poblet, orde de la Cartuxa. Modus vero solucioⁿis dictarum ducentarum septuaginta septem librarum, terdecim solidorum, et decem denariorum, talis fuit et est, quoniam eas pro vobis mihi dedit et solvit magnificus Mauricius de Lloreda, miles Barcinone populati, habens ordinem et commisionem a nobili don Iosepho Galcerando de Pinos, Barcinone populati, in peccunia numerata. realiter et de facto, ad meas omnimodas voluntates, decima die mensis iunii proxime elapsi, presentisque et currentis anni millessimi sexcentissimi septuagesimi primi, ex quibus feci chirographum, quod cum presencia mihi fuit, ut ne una et eadem quantitatibus videat. Et ideo, renunciando, etc. In testimonium, etc., presentem vobis facio apocam de soluto.

Testes sunt: Franciscus Balta, et Ioannes Flores, de familia dicti de Lloreda, et Ioannes Ribes, scriptor, Barcinone. Quibus, etc.,»

AHPB. Francisco Daguí, leg. 6, man. año 1671, f. 356.

31

8 diciembre 1671.

Contrato para la fábrica de dos sepulturas de piedra de Sarreal, para guardar los restos del rey Alfonso el Magnánimo y del infante Enrique, con destino a la iglesia del monasterio de Santa María de Poblet.

«Die VIII. mensis desembris, anne a Nativitate Domini. .M.DC.LXXI. In Dei nomine. Noverint universi. Quod, etc.

Sobre la fábrica de dos enterros o sepulturas que de pedra de Sarreal se han de fabricar en la iglésia del real convent de Nostra Senyora de Poblet, Bernardos, Orde de Sistells, a affecte de posar y trasllar en ells ossos o cadáver del sereníssim senyor rey don Alonso, y en lo altre los ossos o cadáver del sereníssim senyor infant don Enrrich, los quals per orde y compte del excellentíssim senyor don Pedro Anthonio de Aragón, comendador de la Orde de Alcàntara, Duch de Sugorb y de Cardona, Comte de Empúrias, etc., se han de fabricar en la dita iglésia de Poblet. Per ço, per y entre lo molt illustre y noble senyor don Joseph Galceràn de Pinós, en Barcelona populat, com a procurador general ab libera y general administració de dit excellentíssim senyor don Pedro Antonio de Aragón. consta de sa procura en poder de Agustí Ferrer, notari públic y real de la ciutat de Nàpols, a setse de juny mil siscentas setanta, y per altres sos connotaris legalitzat, de una part, y Joan Garau y Francisco Garau, pare y fill, escultors de la ciutat de Manresa, de part altre, en y sobre ditas cosas, se són firmats los pactes y concòrdia següents:

Primerament, los dits pare y fill Garaus, convenen y prometen a dit excellentíssim senyor don Pedro Antonio de Aragón, y per ell al dit molt

illustre senyor don Joseph Galcerán de Pinós, son procurador, que dins dons anys comptadors del primer de janer mil siscentos setanta dos en avant comptadors, tindrán a tot punt acabats y posats a tota perfecció los dits dos enterros o sepulturas, la una per lo senyor rey don Alonso, y l'altre per dit infant don Enrich, treballadas y obradas de bona pedra de Sarreal, ab los relleus y dibuxos que en la trassa que lo dia present per lo compliment y efecte del present conveni se és firmada de mà de dit senyor don Joseph Galcerán de Pinós, y per lo notari avall escrit, y per los dits pare y fill Garaus, entès emperó, declarat y exceptat, que la figura que en dita trassa està dibuxada en lo alt, sota el dosser, que ha de ser de fusta, axí com està dita figura aieguda, hage de estar agenollada ab les mans plegades de cara al altar major de dita yglésia de Poblet; y aximateix las dos figuras que están dibuxadas baix al peu de dita trassa, que la una és una Mort y l'altra un vell, en lloch de aquellas. A cada costat se han de posar dos personatges de les Virtuts, conforme altre dibuix o trassa que de la mateixa manera lo dia present se és firmada per lo dit molt illustre senyor don Joseph Galcerán de Pinós, per lo notari avall escrit y per dits pare y fill Garaus, la qual obra acabada y posada que sie, hage de ser regoneguda per dos mestres pràctics en la Art de Arquitectura, elegidors un per cada part, a efecte de veure y regonèixer si la dita obra estarà ab la perfecció que requereix lo Art, y segons las trassas o dibuxos per dit efecte firmats, y a dit Garau, major, entregats. Prometent dits pare y fill Garaus que en càs que's trobás no estar dita obra ab la perfecció se deu segons Art, conforme a ditas trassas, se obligan en adobar y remediar aquella en tot o en part fins que estiga en la conformitat deguda y segons ditas trassas y Art. Y las ditas cosas prometen dits pare y fill Garaus atèndrer y cumplir sens dilació ni excusa alguna, ab los acostumats salaris de notari y procurador dins Barcelona, deu sous, y fora, vint, ab restitució de totas missions y despesas, y ab totas renunciacions, axí del benefici de novas Constitucions, del propri for, com altres, ab submissió del for del magnífich regent la vegaria o batllia de Barcelona, o de altre qualsevol, y ab totes altres clàusules oportunas y necessàrias, escriptura de ters, obligació de tots llurs béns, tant solament per pacte així convinguts y de quiscú d'ells assoles, mobles e immobles, haguts y per haver, y ab constitució de procurador per ser dia de festivitat de Nostra Senyora de Concepció, en la forma acostumada, cum promissione de rato habendo, y ab jurament llargament.

Item, lo dit molt illustre senyor don Joseph Galcerán de Pinós, com a procurador general preudit, per lo que dits pare y fill Garaus se són obligats en fer y acabar, ab tota perfecció, dits dos enterros o sepulturas dins los dits dos anys pròxims, del primer de janer prop vinent en avant comptadors. Y altrament se són obligats en la conformitat que en dit precedent capítol se conté, y conciderant que dignius est mercenarius mercede sua. Per tant per ocasió del present conveni y altrament en paga y total satisfacció de tota la dita fàbrica y treball de fer aquella, en nom de dit excellentíssim senyor, son principal, convé y en bona fe promet a dits pare y fills Garaus que los donarà y pagarà per lo cost de dita fàbrica, quatre milia lliures moneda barcelonesa, dins dos anys, també pròxims, del dia primer de janer primer vinent en avant comptadors, ab set pagas en esta forma, ço és,

mil lliures lo dia present, ab las quals estàn compresas aquellas doscentas setanta set lliures, tretse sous y deu diners, que dits pare y fill Garaus tenen ja rebudes per mà de Maurici de Lloreda, pagant per dit molt illustre senyor don Joseph Galceràn de Pinós, y lo dit per orde y compte de dit excellentíssim senyor don Pedro Antonio de Aragón, las quals eran y són a bon compte del preu de dita fàbrica, de les quals doscentas setanta set lliures, tretse sous y deu diners, dits pare y fill Garaus, ne tenen firmat albarà a dit senyor Lloreda a deu de juny mil siscentos setanta hu; y aximateix una àpocha en poder de Francesc Daguí, notari de Barcelona, a divuyt de juliol mil siscentos setanta hu, la qual rebuda y àpocha volan sien compresas ab la present perque de una mateixa quantitat no aparegan ésser fetas dos pagas. Y las restants tres milia lliures ab sis iguals pagas, ço és, de sinchcentas lliures quiscuna, comensant a pagar les primeras sinchcentas lliures al primer de juliol mil sis cents setanta dos, y després de tres en tres mesos, sinchcentes lliures fins sien pagadas las dites tres milia lliures, y no res menys. Ultra de ditas quatre milia lliures, promet en nom de dit excellentíssim senyor, son principal, que entregará o farà entregar en mà de dits pare y fill Garaus, o posades dins la dita iglésia o convent de Poblet, las gafas de ferro de bronce o del material que a dit excellentíssim senyor, son principal, li aparexará més convenient per a acentar y fortificar la dita obra en les parts que ditas sepulturas se han de posar y asentar. Y las ditas cosas dit molt illustre senyor don Joseph Galceràn de Pinós, en nom de dit excellentíssim senyor, son principal, convé y promet atèndrer y cumplir sens dilació ni escusa alguna ab los acostumats salaris de notari y procurador, ab obligació dels béns de dit excellentíssim senyor, son principal, tantum mobles e immobles, haguts y per haver, ab totas renunciacions llargament y ab jurament.

Testes de la firma de dit Joan Garau, major, y de dit senyor don Joseph Galceràn de Pinós, que han firmat dit dia són: lo noble senyor don Lluís Sabater, en Barcelona populat, y Rafael Albià, escrivent.

Testes de la firma de dit Francisco Garau que ha firmat en la ciutat de Manresa a set de janer mil siscentos setanta dos són: Gerònim Marata, negociant de dita ciutat de Manresa, y Joan Altimir, pagès de Sant Fructuós de Bages, y lo discret Benet Font, notari de dita ciutat de Manresa, lo qual com a substitut del notari avall escrit a dita firma ha entrevingut en virtut de lletra missiva a ell enviada.

Item, dits pare y fill Garaus firman àpocha a dit senyor don Joseph Galceràn de Pinós, en dit nom a la firma de dit Garau, major, present, de setcentas vint y duas lliures, sis sous, y dos, a compliment de las mil lliures, com las restants dos centas setanta set lliures, tretse sous, y dos, tinga rebudas dit Garau de dit Lloreda, com dalt està dit, les quals mil lliures dit senyor don Joseph, en dit nom, ha promesas pagar lo dia present per la primera paga de dit concert, rebudas, ço és, que aquellas de voluntat de dit Francisco Garau dit Joan Garau, té rebudas de dit don Joseph, en dit nom, de comptants en presència de notari y testimonis.

Testes sunt predicti respective».

AHPB. Ramón Vilana Perlas, leg. 23, man. año 1671, f. 627 v.º

32

8 diciembre 1671.

El notario Ramón Vilana Perlas delega al notario de Manresa, Benito Font, para que reciba la firma del escultor Francisco Grau en el contrato que su padre Juan Grau otorgó para la fábrica de las sepulturas del rey Alfonso el Magnánimo y del infante Alfonso en la iglesia del monasterio de Poblet.

«Magnífico y discreto señor:

Ab acte rebut en poder meu lo die present y avall scrit, per y entre lo molt illustre y noble señor don Joseph Galceràn de Pinós, en Barcelona populat, com a procurador general ab libera y general administració del excelentíssim señor don Pedro Anthonio de Aragón, Duch de Sugorb y de Cardona, Compte de Empúries, en dit nom, de una, y Joan Garau y Francisco Garau, pare y fill, escultores, de part altre, acerca de la fábrica de dos enterros o sepulturas, que dits pare y fill Garau, de pedra de Sarreal han de fer en lo Convent de Nostra Senyora de Poblet, Bernardos, Orde de Cistells, per los ossos dels cadàvers dels sereníssims señors rey don Alonso y infant don Enrich fabricadors per orde y compte del dit excelentíssim señor don Pedro Anthonio de Aragón, se són fets los pactes y concòrdia següents:

Primerament, los dits pare y fill Garau, convenen y en bona fe prometan a dit illustre señor don Joseph Galceràn de Pinós, en dit nom, que dins dos anys, comptadors del primer de janer de 1672 en avant, tindrán a tot punt acabada y posada a tota perfecció los dits dos enterros o sepulturas treballades y obradas de pedra de Sarreal ab los relleus y dibuxos que en la traça serà firmada de mà de dit señor don Joseph Galceràn de Pinós, del notari avall scrit, y de dits pare y fill Garaus, exceptat emperò que la figura que està dibuxada sobre dita sepultura que ha de ser tot de pedra, y sota lo docer que ha de ser de fusta. axí com està dita figura agegada ha de estar agenollada ab las mans plegades de cara al altar major de dita iglésia del convent de Poblet; y aximateix las dos figuras que seràn bax al peu, que la una és una Mort y l'altre un vell, en lloc de aquelles a cada costat se han de posar dos personatges que són entre totas quatre Virtuts, conforme altre dibux o traça que de la mateixa manera estarà firmada per dit señor don Joseph Galceràn de Pinós, per lo dit notari avall scrit, y dits pare y fill Garaus. La qual obra acabada y posada, hage de ser regoneguda per dos mestres, un per cada part, a efecte de veurer si la obra està ab la perfecció que requereix la art, y segons la traça. Y en càs que se trobàs no estar dita obra ab la dita perfecció, prometen dits pare y fill Garaus se obligan en adobar y remediar aquella fins que estiga ab la conformitat y perfecció deguda segons la dita traça. Y las ditas cosas prometan attèndrer y cumplir, ab salari de procurador dins Barcelona 10 sous, y fora 20 sous, ab totas clàusulas necessàries, obligacions, renunciacions, submissions, scriptura de ters, obligació de sos béns tant solament per pacte, y de quiscú d'ells assolas, y ab la constitució de procurador acostumada per ser die de la festividad de Nostra Senyora de

la Concepció, y altrament per firmar dit Francisco Garau fora la vegaria de Barcelona, y ab jurament.

Item, lo dit molt illustre senyor don Joseph Galcerán de Pinós, en dit nom de procurador, per lo que dits pare y fill Garau ab lo precedent capítol se són obligats en fer y acabar dos enterros o sepulturas, dins dos anys, com en dit capítol se conté. Per ço, convé y en bona fe promet, en dit nom, a dits pare y fill Garaus, que per lo cost de dita fàbrica los donerà y pagarà 4,000 lliures moneda barcelonesa dins dos anys, també pròxims, y del primer de janer pròxim vinent en avant comptadors, ab set pagas, en esta forma, ço és, 1,000 lliures de comptans, lo die present. Ab las quals 1,000 lliures están compresas aquellas 277 lliures, 3 sous 10, les quals dits pare y fill Garaus tenen ja rebudes per mà de Maurici de Lloreda, pagant per ordre de dit molt illustre senyor don Joseph Galcerán de Pinós, y per compte de dit excellentíssim senyor don Pedro Antonio de Aragón, a bon compte de dita fàbrica, de les quals 277 lliures, 3 sous, 10, dits pare y fill Garau, ne tenen firmat albarà a dit de Lloreda a 10 de juny 1671, y aximatex, àpoca en poder de Francisco Daguí, notari de Barcelona a 18 de juliol pròxim passat, las quals rebuda y àpoca volen ser compreses. Y las restants 3,000 lliures, ab sis iguals pagas, ço és, de 500 lliures quiscuna, comensant a pagar al primer de juliol 1672, y després de tres en tres mesos 500 lliures fins sien pagades dites 3,000 lliures, y no resmenys ultra ditas 4,000 lliures, promet en dit nom que entregará o farà entregar a dits pare y fill Garaus las gafas de ferro o de bronce, o del material que voldrán per assentar y fortificar la dita obra dins del dit convent de Poblet en mà de dits pare y fill Garaus. Y ditas cosas ha promès dit illustre senyor don Joseph Galcerán de Pinós, en dit nom, ab obligació dels béns de dit excellentíssim senyor, son principal, y no empero dels prepris de dit senyor don Joseph, per tractar negoci alieno, y ab jurament.

E aximateix ab altre acte, rebut en poder meu, lo matex die, dits pare y fill Garau, han firmat àpoca a dit molt illustre senyor don Joseph Galcerán de Pinós, en dit nom, de ditas 1,000 lliures, a bon compte de las ditas 4,000 lliures, per les rahons sobreditas. Lo modo de la paga és en esta forma, ço és, 277 lliures, 13 sous, 10, que tenen rebudes de dit senyor de Lloreda per orde de dit senyor don Joseph, en dit nom, volent que ab la dita àpoca sien compresos lo albarà y àpoca que ja'n tenien firmada com dalt és dit, perquè no aparega una matexa quantitat ser pagada dos vegades. Y las restants 722 lliuras, 6 sous 2, de voluntat de dit Francisco Garau té rebudes dit Joan Garau, de comptans en presència de|l| notari y testimonis. E com per tenir dit acte y àpoca lo degut compliment falte la firma de dit Francisco Garau, per lo que se servirà per ferme marcè, en nom y com a substitut, entrevenir, en virtut de la present, en rébrer la dita firma, y aquella rebuda de la diada mes, y any, lloch, noms y cognoms de dos, o més testimonis, que en dita firma entrevindràn al peu de la present, reseriuirme de sa mà, perquè jo en fe de vostra mercè, ho puga continuar en son degut lloch y ferne fe quant convinga, oferintme per vostra mercè en semblants y majors cosas...

Déu a vostre mercè garde.

Barcelona y dezembre, als 8 de 1671.

Molt servidor de vostre mercè qui ses mans besa, Ramón Vilana Perlas, notari públic de Barcelona.

Al magnífich y discret senyor Benet Font, guarde Nostre Senyor molts anys, notari públich de Manresa.

Al magnífich y discret senyor Ramón Vilana Perlas, que Déu guarde, notari públic de Barcelona.

Magnífich y discret senyor:

En nom y com a substitut de vostra mercè, lo die present y avall escrit, he entrevingut en rébrer la firma de Francisco Grau, escultor, lo qual ha firmat en esta ciutat lo acte que ab sa carta insinua, així y de la manera que ab la minuta que està mencionat, a la qual ferma foren presents per testimonis Hierònym Marata, regociant, ciutadà de la dita ciutat, y Joan Altimir, pagès del lloc de Sant Fructuós de Bages, y així vostre mercè en fe mia podrà continuar en son degut lloc y manarme en estas y majors occasions, a quí sa Divina lo guarde.

Manresa, y janer, als 7 de 1672.

Son major servidor de vostre mercè que ses mans besa, Benet Font, notari públic de Manresa.»

AHPB. Ramón Vilana Perlas. leg. 23. man. año 1671. f. 630.

33

13 julio 1672.

Carta de pago otorgada por el escultor Juan Grau, a cuenta de la obra de las tumbas del rey Alfonso el Magnánimo y del infante Enrique, para la iglesia del monasterio de Poblet.

«Dicto die 13 julio 1672[.]

Ego, Ioannes Garau, architector, civitatis Minorissc. Gratis, etc., Confiteor et in veritable recognosco vobis illustri et nobili don Iosepho Galcerando de Pinos, generali de la Artilleria Granate, Barcinone populati, uti procuratori excellentissimi domini don Petri Antonii de Aragón, Ducis Sugurbi, Comitiss Emporiarum, etc., absentis, etc., notarii tamen, etc. Quod modo infrascripto dedistis et solvistis mihi quingentum libras monete Barcinone, et sunt pro solucione cessa prima die mensis iulii proxime preteriti, illarum quatuor mille librarum barcinonensium, quas cum octo equalibus solucionibus vos dicto nomine mihi dare et solvere promisistis pro precio et valore duarum sepulturarum sive enterros, quas facere et fabricare teneor, una videlicet, pro rege don Alonzo, et alia pro infante don Henricho, omnes in monasterio et conventu reali de Poblet. Modus vero solucionis dictarum quingentum librarum barcinonensium talis fuit et est, quoniam eas dedistis et solvistis numerando, realiter et de facto, in nottarium et testium infrascriptorum presencia, per manus reverendi Iacobi Areny, presbyteri Barcinone residentis, ex solventis ex pecunis vestris propriis per vos ei ... ut dixit ad hunc effectum traditis et liberatis. Et ideo renunciando, etc. In testimonium, etc., presentem vobis dicto nomine facio apocam de recepti, etc.

Testes sunt: Raphael Albia, Ioannes Badía, et Carolus Grau, scriptores Barcinone degentes.»

AHPB. Notario: Ramón Vilana Perlas, leg. 21, man. año 1672 (2.^a parte) f. 124 v.º

34

16 agosto 1673.

Carta de pago otorgada por el escultor Juan Grau, a cuenta de la obra de las sepulturas del rey Alfonso el Magnánimo y del infante Enrique, destinadas a la iglesia del monasterio de Poblet.

«Die 16 augusti 1673.

Joan Garau, escultor de la ciutat de Manresa, firmo época al il·lustre y molt reverent senyor doctor Josep Stornell de Soriano, per la gràcia de Déu, abat de la iglesia collegial de Sant Vicens del Castell de Cardona, com a procurador que és del excel·lentíssim senyor don Pedro Antonio Raymundo Folch de Cardona, Duch de Sogorb y Compte de Empúries, present, de sinch centes lliures moneda barcelonesa, y són per la paga cayguda en lo mes de juliol prop passat, y a bon compte de aquelles quatre milia lliuras que són lo ajust o conveni de la fàbrica de dos sepulturas que dit senyor Garau, per compte de dit excel·lentíssim senyor don Pedro Antonio de Aragón fa en lo real monestir de Nostra Senyora [de] Poblet, conforme consta de dit ajust ab altre acte rebut en poder del notari avall scrit a del mes de del any 167., rebudas en presència de substitut de notari y testimonis. Et ideo, etc.

Testes: lo magnífich senyor Gaspar Sabater, donsell en Barcelona domiciliat; Pere Carbonell, hoter y Vicens Badía, scrivent.»

AHPB. Ramón Vilana Perlas, leg. 7, man. año 1573 (2.^a parte), f. 371.

35

24 junio 1674.

Carta de pago otorgada por los escultores Juan y Francisco Grau, y cancelación del contrato de la obra de las sepulturas del del rey Alfonso el Magnánimo y del Infante Enrique, instabadas en la iglesia del monasterio de Poblet.

«Nos Ioannes Garau et Franciscus Garau, pater et filius, architectores, cives Minorisse. Grattis, etc. Confitemur: et in veritate recognoscimus vobis admodum illustri et reverendo domino doctori Iosepho Stornell de Soriano, Dei gracia abbati ecclesie collegiate sancti Vincencii Castri ville Cardone, Celsonensis diocesis, uti procuratori excellentissimi domini don Petri Anthonii Raymundi Folch de Cardona, Ducis Sugurbi et Cardone, Comittis Empuriarum, etc., licet absenti, etc., substituto tamen notta-

rium, etc. Quod modo infrascripto dedistis et solvistis nobis et confitemur nos a vobis dicto nomine, habuisse et recepisse quingentum libras barcinonenses, et sunt pro ultima solusione, ad complementum illarum quatuor mille librarum, quas dictus excellentissimus dominus principalis vester nobis daturus, erat ratione duarum sepulturarum sive enterros, quas ex ordine sue excellencie fecimus et fabricavimus, scilicet. una pro serenissimo rege don Alonzo et alia pro serenissimo infanti don Henrico, sepultis in monasterio et conventu reali beate Marie de Poblet, prout large enarratur quodam convencionis instrumento per et inter nobilem don Iosephum Galcerandum de Pinos, Barcinone populatum, uti procuratorem dicti excellentissimi domini principalis vestri, ex una, et nos, partibus ex altera, firmatis penes nottarium infrascriptum recepto die octava mensis dezembris anni millessimi sexcentessimi septuagessimi primi. Modus vero solucionis dictarum quingentum librarum barcinonensium, fuit et est talis quoniam eas a vobis dicto nomine habimus et recepimus in sustituti notarii et testium infrascriptorum presencia, per manus magnifici domini Stephani Escuder, utriusque Iuris doctor. Barcinone populati, ex solventis pro vobis et ex pecuniis propriis dicte excellentissimi domini principalis vestri sibi ad hunc effectum traditis et liberatis. Et ideo renunciando, etc., nedum de predictis presentem vobis dicto nomine facimus apocham de soluto. verum eciam cancellamus et annullamus dictum convencionis instrumentum ita et taliter, etc. Actum, etc.

Testes sunt: Salvator Perarrau, iuvenis architector naturalis ville de Baga, Celsonensis diocesis, et Pascasius Baylon, iuvenis pictor, et Vincensius Badía, scriptor, Barcinone degentes.»

AHPB. Ramón Vilana Perlas, leg. 46, man. año 1674, f. 2.

Notas para unos prolegómenos a la Historia del Notariado Español

(*Tiempos anteriores a la Reconquista*)

La Historia del Notariado, si bien se considera, no es sino una parte de la Historia del modo cómo la sociedad ha llenado la función instrumentifactora, eso es, la de proporcionar a sus miembros, las personas, instrumentos probatorios de las relaciones de derecho que existen entre ellos.

Desde la hita clavada en la linde de terrenos cultivados por tribus diferentes y la caña o palo partidos en la dirección de su eje para juntar las dos partes en ciertas ocasiones y en ambas hacer incisiones probatorias de entregas de cantidades —tomando estos ejemplos como los más primitivos de instrumentos probatorios— hasta el documento auténtico y la inscripción registral inatacable, propia de algunos sistemas inmobiliarios, la justicia de la cual no es propósito de estas líneas discutir, hay una serie progresiva de etapas, una de las cuales es la de crear un órgano social dedicado específicamente al desempeño de esta función, el Notario, definido por los viejos tratadistas del Arte de la Notaría como *Persona privilegiata ad negotia hominum publice et authentice conscribenda* ⁽¹⁾.

(1) Vicente Gibert da esta definición del Notario en su «Theorica artis Notariae» (Barcelona, 1772; pág. 2), pero arranca ya de lejos porque Carreras Candi en «La Institución notarial a Catalunya en el segle XIII» inserta fragmentos de un ms. del siglo XV que es de su propiedad, titulado «Ars Notariae», en el que ya se contiene esta definición. Vide en las Memorias del I Congreso de Historia de la Corona de Aragón, Vol. I, pág. 753, nota 5.

Por eso la Historia del Notariado no puede estudiarse independientemente de la historia de la instrumentifacción y el conocimiento de la manera cómo se llenó esta función anteriormente a la parición en la sociedad de esa *privilegiata persona* a que antes aludimos, es prolegómeno indispensable para cuanto se haga en orden a la investigación y conocimiento de aquella disciplina. Y si las obras, como aconseja la experiencia, han de comenzarse por su principio, necesario es que para la obra del estudio histórico del Notariado español se comience por el estudio de la instrumentifacción en la sociedad española en sus primeros tiempos, para que al tratar de estudiar el nacimiento y progresos de la Institución notarial se conozca el clima social en que se produjo y lo que el mismo representa en el desarrollo de la función para cuyo ejercicio nació; de no hacerlo así nunca se comprenderá en toda su extensión, ni el hecho social de la aparición del Notario, ni los primeros pasos de la Institución en su vida social, ni muchas de las características que tuvo en los primeros siglos de su vida, ni tampoco los esfuerzos que costó el moldearla y configurarla de forma más apta para el perfecto ejercicio de su función.

Quizá el no haber distinguido entre la función y el órgano cualificado que la desempeña haya sido la causa de la desorientación que se advierte en los autores que tratan de cuestiones histórico-notariales y en cierta manera de la confusión en que incurren al no distinguir entre las funciones notariales y las que, sin serlo, se atribuyen al mismo órgano en determinada época, o al considerar como notarios a quienes en determinadas circunstancias históricas reciben este nombre sin desempeñar funciones notariales; confusión que desaparece si se tiene en cuenta la manera cómo la sociedad llenó la función instrumentifactora, —claro que de una forma menos perfecta, rudimentaria si se quiere,— aun antes de que existiera la *persona privilegiata* de que hablan los tratadistas clásicos.

En estos tiempos en que notarios beneméritos de la otra parte del Atlántico, de las naciones americanas que recibieron de España su cultura, su civilización, vuelven los

ojos al viejo arsenal de las tradiciones patrias en busca de materiales con que saciar sus afanes de superación científica y profesional, nosotros, notarios que continuamos en el solar de la Patria, no es justo que nos mostremos ajenos a sus inquietudes y dejemos de colaborar en aquellas ansias de perfeccionamiento; antes al contrario, es deber de honor y cortesía para con nuestros colegas americanos el contribuir a la obra de la configuración del Notariado latino, de rancias virtudes profesionales, para cuya obra es necesario el estudio, no sólo de la perfectibilidad de la institución, sino también de su pasado que nos ha de dar las características que deben adornarlo.

Como en orden a lo expuesto todo está por hacer, porque afortunadamente hasta hace poco hemos sufrido una saturación de romanismo en toda nuestra actividad científica y cuanto se ha hecho sobre la materia ha sido ir repitiendo, sistematizándolo si se quiere, lo ya dicho por antiguos autores, completándolo con alguna noticia suelta, sin sistema ni conexión con el tema principal, considero no será del todo mal recibido este ensayo sobre unos prolegómenos a la Historia del Notariado, no por lo que diga en sí, sino porque tal vez ponga a la vista lo mucho que hay que hacer y las posibilidades de estudio, sugiriendo tal vez en quien lo lea la idea y el deseo de espigar en este campo donde la mies es abundante y con posibilidades de rendimiento científico.

Si Eduardo Durando, al emprender el estudio del Notariado en la época medieval, desesperaba de llevarlo a término porque se vió abandonado a sus propias fuerzas⁽²⁾ y esto que tenía a su disposición los *Monumenta Ravenati*, el Cartulario Longobardo, el Edicto de Teodorico y las leyes de los pueblos bárbaros que ocuparon Italia, puede considerar el lector cuán cortas serán mis esperanzas de hacer ahora un estudio completo y definitivo, no contando con otras fuentes que el *Liber Iuditorum*, las Fórmulas Visigóticas, algún cartulario y documentos publicados en

(2) Edoardo Durando: «Il Tabellionato o Notariato nelle leggi romane, nelle legi medioevali italiane e nelle leggi posteriori». Torino, Fratelli Bocca, editori, 1897. Prefación.

obras de carácter histórico. sin sistema ni orden adecuado al estudio del documento en sí, sino como medios de comprobación de las afirmaciones del autor, esto es, considerando el documento como medio y no como objeto de estudio. En cuanto a bibliografía bien podría repetir con el citado Durando que no «encontré libro que tratase competentemente sobre el asunto aunque fuera incidentalmente».

Pero como por algo se ha de empezar, pongo manos a mi cometido, con más atrevimiento que competencia, y si mis razones son discutidas —dudo que lo merezcan— y rectificadas, hasta llegar a conclusiones definitivas, no habrá sido del todo perdido el trabajo puesto en hilvanar estos escauceos sobre tema que encuentro muy sugestivo.

I

De los tiempos prerromanos y de los de romanización nada puede decirse por ahora. Los primitivos pobladores de España sólo nos son conocidos a través de los autores clásicos y de los pocos restos que han quedado de su civilización, entre los cuales no existen documentos y aunque los tuviéramos serían inaprovechables porque nos es desconocido su lenguaje.

Para dar estabilidad a sus relaciones de Derecho tal vez se valieran de las asambleas populares; quizá lo hicieran dando un convite a los que presenciaban el contrato para que por la asociación de ideas —el contrato y el ágape— se acordaran del primero al recordar el segundo (alboroque); quizá de la festuca u otro signo material; acaso de golpear a los mozalbetes al celebrar el contrato, para que éstos, cuando fuesen hombres, recordasen el contrato al acordarse de los malos tratos recibidos por su causa, como no ha mucho tiempo se hacía aún en algunos pueblos. Pero todo esto no son sino suposiciones completamente gratuitas, ya que no puede decirse que sea fundamento para atribuir estos medios de prueba y de remembranza el que sucediera así en los tiempos de la alta Edad Media. Sin em-

bargo, conviene notar que cualquiera de estos procedimientos primitivos que usaran, si los usaron, se funda siempre en el testimonio oral de otros hombres, en el dicho de testigos.

Tampoco ha quedado diploma alguno de tiempos de la dominación romana. Los monumentos jurídicos que nos han llegado son de carácter epigráfico y no transcriben documentos probatorios de actos o contratos, sino que son meramente conmemorativos. Tan sólo el llamado bronce de Bonanza nos transmite una *mancipatio fiduciae causa*, bien real, bien en fórmula, que sobre ello aún no se han puesto de acuerdo los autores y no falta quien la supone traída a la Bética desde Roma; pero una sola fórmula no es suficiente para deducir de ella todo un sistema de instrumentifacción.

Si no existen fuentes referentes a España, la instrumentifacción en los tiempos del Imperio Romano ha sido estudiada y hoy es generalmente conocida, quizá mejor aún que la de tiempos más próximos a nosotros, porque precisamente del Derecho Romano tomó su fundamento toda la doctrina de los tratadistas clásicos de la *Ars Notariae* que han sido los configuradores de la institución.

Sería repetir y hacerlo desafortunadamente, lo tantas veces dicho, detenerse ahora a exponer la evolución de las formas romanas de contratación y el desarrollo de las formas de los instrumentos, porque sobre ello la literatura referente a la sociedad romana es abundante y parece haberse llegado ya a conclusiones definitivas⁽³⁾. Sin embargo, es conveniente detenerse a considerar si aquella forma de la instrumentifacción se extendió a España, si es cierto lo que tantas veces hemos leído en reseñas históricas del Notariado español de que el precedente del Notario, en nuestra patria, es el *tabellio* romano.

Conviene anticipar y asentar como precedente previo para el examen de esta cuestión que la supuesta romanización de la Península está hoy en crisis; va ganando terreno cada vez más la creencia —que parece más cierta— de que

(3) Vid. Durando, op. cit. 1.ª parte.

la romanización fué más aparente que real: «la vida interna de España fué por lo tanto durante el dominio de Roma —dice Giménez Soler⁽⁴⁾— una continuación de la vida de los tiempos ibéricos». No será pues temeridad científica suponer que el pueblo español siguió durante la dominación romana con sus mismas costumbres y sus mismas prácticas en las relaciones de Derecho, al igual que antes, y que la vida refinada, culta, de los conquistadores no lograría ir más allá de los muros de las grandes ciudades, ni sería vivida sino por los *optimates* que adoptaron maneras y modo de vivir a la romana.

En lo que a nuestro propósito se refiere basta tener en consideración tres conclusiones sentadas por Durando en su magnífico estudio sobre la Historia del Notariado en Italia para deducir consecuencias con referencia a lo que ocurriera aquí en España. Son estas conclusiones:

1.^a Que en ninguna ley anterior a Constantino (siglo iv) se menciona a los *tabeliones* ni se regulan sus obras, de lo que deduce el citado autor que antes de este tiempo, para la redacción de los instrumentos se recurría a ciertos ciudadanos, aunque la ley no imponía la necesidad de valerse de ellos⁽⁵⁾.

2.^a Que en tiempos de Justiniano los *tabeliones* sólo existían en Constantinopla, Roma y otras ciudades capitales de vastas provincias⁽⁶⁾.

3.^a Que fué Justiniano el primero que dió normas claras y concretas sobre el modo de extender los documentos⁽⁷⁾.

Relacionando la primera de dichas afirmaciones con la segunda, hemos de convenir que en España no llegaron a actuar los *tabeliones*. Si un siglo antes de la invasión de los bárbaros en nuestra patria, comienzan estos funcionarios a ser citados por las leyes y en el siglo vi que reinaba Justiniano en Oriente aún no se habían difundido por todos los ámbitos del Imperio, sino que sólo existían en las grandes

(4) «La Edad Media en la Corona de Aragón». Editorial Labor. Barcelona, pág. 16.

(5) Op. cit. 1.^a parte, párr. 11.

(6) *Ibidem* 1.^a parte, párr. 17.

(7) *Ibidem* 1.^a parte. párr. 18.

ciudades, ¿cómo se ha de admitir que en España, situada en la periferia del mundo romano, llegasen a estar difundidos los tabeliones ya a principios del siglo v, cuando en el vi aún sólo estaban generalizados en las grandes ciudades y solamente en ellas? De haber existido y actuado los tabeliones en España únicamente sería en contadas ciudades, las más populosas, pero nunca en todo el territorio sometido a la dicción del Imperio.

Y si fué Justiniano el primero que dió normas claras y concretas sobre el modo de extender los documentos, estas normas no llegaron a observarse en España, desarrollándose aquí la actividad instrumentifactora de una manera espontánea, sin sujeción a otras normas que las exclusivamente consuetudinarias, nacidas de la práctica de quienes redactasen los instrumentos; ni las normas del *Corpus Iuris* referentes a la forma y efectos de los instrumentos, ni la constitución de León el Filósofo de la que tanto se ocupan los tratadistas españoles, nunca tuvieron vigor en España de una manera directa, aunque indirectamente influyesen y muy intensamente en tiempos de la recepción medieval del Derecho Romano en la configuración del Notariado español, a través de los juristas y tratadistas de la *Ars Notariae* de la Escuela de Bolonia, ya en el siglo xiii, de modo que fué ya tardía la observancia de estos preceptos en España. Si los textos romanos influyen en la instrumentifacción en España es ya después de aparecer el Notario en la sociedad medieval, tomando esta creación de los tiempos medios para moldearla y configurarla conforme a las teorías que los juristas iban construyendo conforme dichos textos. Y aquella figura híbrida entre el *tabellio* romano, tal como lo entendían los glosadores y el Notario medieval, mejor dicho, de la alta Edad Media, es la que se desarrolla en el bajo medioevo y durante la Edad Moderna, hasta la organización del Notariado conforme a los principios que hoy animan la institución.

Por eso, porque los tratadistas, hijos del Renacimiento, se inspiraron en el Derecho Romano, procuraron dar al Notario un entronque clásico, —más con el laudable propósito de ennoblecer la profesión y la función notarial limpiándola

de toda contaminación con lo bárbaro que procurando estudiar su verdadero desarrollo histórico,— es por lo que hasta recientemente se ha seguido arrastrando el lastre romanístico y, estudiando la historia de la institución, se da el enorme salto del tabelionato romano a Rolandino y sus precursores en Italia, prescindiendo, por lo que a España se refiere, de los cinco siglos que representan la dominación visigoda y los hoy en exploración tiempos de la alta Edad Media. Con lo cual queda sin explicación histórica el carácter de oficios enajenados, el por qué de la unión entre la fe pública judicial y la extrajudicial y otros caracteres que durante siglos tuvo el Notariado, sin decirnos cómo se adjudicaron al *tabellio* romano que, según se afirma, le ha dado origen.

Pero si no se organizó en España el tabelionato es indudable que en los tiempos de la dominación romana existían personas que se dedicaban a reducir a escrito las convenciones de las partes, aunque fuera extraoficialmente como diríamos hoy. Así parece indicarlo la semejanza que se observa, no obstante la profunda diferencia, entre la forma del instrumento romano y la del español de tiempos posteriores, los visigóticos, a juzgar por las Fórmulas Visigóticas a las que más adelante se ha de dedicar la atención. La forma quirografaria del instrumento que es la que predomina en Roma desde el siglo III⁽⁸⁾ es la que predomina en los instrumentos españoles de los tiempos posteriores, la distribución semejante de materias, la cláusula penal que según Durando contenían los instrumentos romanos⁽⁹⁾, la invocación a la ley Aquilia para dar fuerza a los instrumentos, que se hace en las fórmulas visigóticas y tantas y tantas analogías como se observan entre los instrumentos romanos y los que nos transmiten las Fórmulas citadas, demuestran que los visigodos siguieron en la forma de redactar los instrumentos una tradición romanizante, aunque la redacción sea más simple y menos complicada que la romana.

(8) Vide Beneyto y Pérez: «Fuentes del Derecho Histórico Español», Barcelona, 1931; pág. 84.

(9) Op. cit., pág. 83, nota 1.

II

Sería petulancia imperdonable detenerse a consignar los pormenores de la cesación del dominio romano en España, de las invasiones de los bárbaros y del arraigo que tomaron los visigodos, como también el exponer cómo los hispano romanos, más cultos que los bárbaros, al fin les asimilaron a su cultura, a su lengua, a su religión y en cierta manera hasta a su Derecho, porque demostradas están las influencias romanas en el *Liber Iuditionum*. Lo que sí conviene tener presente y por ello se menciona aquí, son las interferencias que se debieron producir entre el Derecho de los conquistadores, el científico de los hispanos romanos y el popular que se practicaba porque este último, menos cohibido que lo estaba en los tiempos del Imperio, comenzó a romper las débiles trabas con que quedó sujeto y a desarrollarse con las influencias que debió sufrir durante cinco siglos de romanismo. Igualmente se ha de tener en cuenta que el Derecho que conocemos de aquellos tiempos es el de los eruditos, el de las personas cultas, más atento a teorías científicas que a prácticas populares y que nos es completamente desconocida la manera cómo el pueblo desarrollaba su actividad jurídica, como asimismo hasta qué punto era observado lo dispuesto en las leyes del *Liber Iuditionum*.

En lo atañente a nuestro propósito tenemos dos fuentes para el conocimiento de los instrumentos en aquellos tiempos, las disposiciones referentes a ellos que contiene el *Liber Iuditionum* y las Fórmulas Visigóticas; aquéllas, de tiempos diversos, nos dan a conocer cómo quería el legislador que fuesen los instrumentos; éstas nos dicen cómo eran en la realidad. No obstante, ni por unas ni por otras venimos en conocimiento del uso y aplicación que, fuera de los casos de contacto de la actividad de los particulares con la del Estado, hacía de unas y otras el pueblo; ni distinguimos lo que en realidad hacían y decían los otorgantes de los instrumentos, de lo que les hacía decir y hacer, conforme a las reglas del Arte, el que los redactaba.

1

Disposiciones del Liber Iuditorum respecto a los instrumentos.

Si admitimos con el común sentir de los historiadores del Derecho que los germanos no utilizaban la escritura en los contratos, hemos de reconocer que las disposiciones del *Liber Iuditorum* referentes a los instrumentos han de ser de recepción romanística, adaptación legal de usos practicados por el pueblo hispano-romano o de usos recibidos por los mismos visigodos en el contacto que tuvieron con la civilización romana. Ya de antiguo, si hemos de creer la calificación de *Antiqua* que lleva la ley PACTA VEL PLACITA (3, tít. V, lib. II) ⁽¹⁰⁾, tenían admitida los visigodos la forma instrumental para los contratos, porque esta ley ordena que los pactos y convenciones ⁽¹¹⁾ que consten en la escritura hecha justa y legítimamente, de modo que en ella conste el día y el año, no pueden ser infringidos; y la también *Antiqua* MARITUS SI UXORI (7, tít. II, lib. V) exige para que las donaciones entre marido y mujer sean válidas que consten en escritura suscrita o signada por el donador y por dos o tres testigos ingenuos. De modo que ya en tiempos de la Monarquía de Tolosa los visigodos habían adoptado el sistema de la carta para las pruebas de los contratos: escuetamente con el día y el año para los contratos en general, añadiendo la suscripción o signo del *conditor* y de dos o tres testigos ingenuos para las donaciones entre marido y mujer, si hemos de atenernos a las palabras de la ley.

Sin embargo, a juzgar por las Fórmulas visigóticas, como más abajo hemos de ver, antes de que Chindasvinto exigiese los signos o suscripciones de otorgantes y testigos en todos los documentos, ya se usa de esta formalidad, de

⁽¹⁰⁾ Las citas del «Liber Iuditorum» se hacen según la edición de la Real Academia Española. Madrid, 1815.

⁽¹¹⁾ «Pacta vel placita», que la traducción romanceada traduce por «Los pleytos e las abenencias».

lo que puede decirse que la intervención de testigos era general en todos los instrumentos y que cuando Chindasvinto los exigió en la ley que veremos inmediatamente no hizo sino dar estado legal a una costumbre ya practicada y a una solemnidad exigida por el comercio jurídico. El mismo Chindasvinto en su ley *QUOTIENS ALIUD* (3, tít. IV, lib. II) parece indicar que aun antes de que él exigiese la intervención de los testigos de una manera expresa y categórica, como veremos inmediatamente, ya era exigida esta intervención, porque hace referencia a «los dos testigos idóneos que exigía la primitiva ley» ⁽¹²⁾, explicando que la idoneidad consiste en que sean indudablemente ingenuos, de lo que parece venirse en conocimiento que al trasladar la ley *PACTA VEL PLACITA* al *Liber Iuditorum* desde los *Statuta Legum*, sufrió una mutilación que la deja incompleta y que la práctica que se siguió era adecuada a las leyes euricianas.

De todas formas, sea que las citadas leyes de Eurico tal como las transmite el *Liber Iuditorum* no reflejen todas las solemnidades que en su tiempo observaran los instrumentos, sea que andando el tiempo se introdujesen otras solemnidades además de las expresadas, en la forma que de las mismas nos da el citado Código, es lo cierto que los monarcas toledanos desenvolvieron el principio ya admitido por Eurico y regularon en sus constituciones las formas que debían revestir los instrumentos.

Chindasvinto, en la ley *SCRIPTURAE, QUAE DIEM* (1, título V, lib. II) no se da por satisfecho con la escueta solemnidad de que conste en las escrituras el día y el año, sino que exige algo más, que sean escritas según el orden de la ley y firmadas o signadas por el conditor o testigos, añadiendo que si aquél no sabe firmar valen también las que firman éstos a sus ruegos, con lo que viene a reconocer una práctica seguida ya anteriormente, según se desprende de las Fórmulas visigóticas. Egica desenvuelve este precepto y ordena en la ley *QUARUMLIBET SCRIPTURARUM* (2, tít. V, lib. II) que los testigos antes de firmar lean u oigan leer

(12) «In duobus autem idoneis testibus, quos prisca legum recipiendos sanxit auctoritas...»

el documento, privando de valor a las escrituras en que así no sea observado.

Esta exigencia de los testigos la recoge también Recesvinto al regular las formas de los testamentos. Exige la intervención de testigos, aunque no la escritura, pero caso de mediar ésta exige que sea firmado por el testador y los testigos, o por los testigos, con otro que con ellos signe o firme por el testador en caso de que éste no lo haga ⁽¹³⁾.

En todas estas disposiciones siempre encontramos como coautorizantes al *conditor* y a los testigos, o a éstos exclusivamente, aunque en mayor número, caso de que el *conditor* no sepa o no pueda firmar: nunca se encuentra la *privilegiata persona* de que hablábamos al principio. De los textos legales, pues, no se deduce la existencia de persona alguna con privilegio para la redacción ni para la autorización de los instrumentos; cualquiera, con tal de que fuese ingenuo, podía juntamente con otro, en caso de que el *conditor* firmase, o con otros dos de su misma condición en caso de que aquél no supiera o no pudiera firmar, podía autorizar el instrumento.

Algún autor ha deducido del hecho de que la ley *Quorumdam Inclitae* (9, tít. II, lib. VII) nombre a los notarios y más concretamente a los notarios públicos, que entre los visigodos existía ya el Notariado. Si examinamos detenidamente dicha ley en su forma latina, prescindiendo de la forma romanceada que se hizo en el siglo XIII, veremos que esta deducción obedece a haber tenido en cuenta solamente las palabras notario público, pero no la idea que hoy encierran ⁽¹⁴⁾. Contiene dicha ley cuatro partes: la primera es una consideración filosófica sobre la necesidad de la ley para corregir a los que obran ilícitamente; la segunda contiene una relación de corruptelas observadas por el legislador y de los males que de ellas se derivan; la tercera

⁽¹³⁾ Nótese como distingue la ley entre la suscripción y el signo, refiriéndose a este sólo en caso de que se carezca de letras. Parece desprenderse que los que supieran escribir habían de suscribir el instrumento y los que no supiesen estampar el signo que debió ser la señal que los iletrados elegían en lugar del nombre escrito que era la forma de suscribir.

⁽¹⁴⁾ Todavía en la Alta Edad Media se llamaba Notario al *scriptor* que extendía los documentos de las personas constituidas en dignidad o autoridad, como reyes, príncipes, prelados, abades, magnates...

contiene una prohibición encaminada a corregir estas corruptelas, y la cuarta impone una sanción a los contraventores de esta prohibición. A nuestro propósito interesa la segunda parte en cuanto explica la prohibición y contiene la prohibición misma. Según ella, el rey llegó a saber que muchos (*plerosque cognovimus*) escribían mandatos regios, los dictaban y exhibían escrituras —donde los dichos mandatos constaban— a los notarios para que adquiriesen valor y, al hacerlo, añadían capítulos que no habían sido ordenados por el Rey, con lo cual se seguían molestias, daños, expolios y fatigas a los pueblos. Parece deducirse de este párrafo que el rey daba órdenes y mandatos, bien de palabra, bien por escrito, y que en este último caso los entregaba a los mismos interesados o a personas encargadas por ellos para que los presentasen a la Cancillería Real a recibir la sanción, esto es, para que los presentasen a los notarios que eran los regentes de dicha oficina y que quienes tal hacían, al presentar los mandatos regios o al dictarlos, cuando eran de palabra, para que los notarios los redujesen a escrito, añadían capítulos que no habían sido dictados por el rey y de este modo, subrepticamente, obtenían provisiones que les favorecían sin haber sido dictadas por el monarca.

Hemos dicho que el Oficio de la Cancillería era desempeñado por los Notarios y para ello nos fundamos en la misma ley. Porque el dar valor (*roborandas*) a los mandatos reales no es propio de los que hoy llamamos Notarios, sino de quienes en nuestro tiempo llamaríamos cancilleres o secretarios, que eran quienes entonces recibían el nombre de notarios. Se confirma esta opinión por el hecho de que en tiempos más avanzados aún se usa la denominación de notario aplicándola al que escribía preceptos y provisiones de personas constituídas en autoridad, reyes, condes, señores, prelados, abades, nunca a los que reducían a escrito las convenciones de los particulares.

En vista de los inconvenientes que se siguen de la corruptela recogida por la ley, se prohíbe que ninguno de los notarios de cualquiera (*nullus ex notariis quorumlibet*), esto es, ninguno de los cancilleres de otros señores, ni

hombre de cualquier género u origen, fuera de los notarios públicos o de la propia excelsa majestad, ni esclavos, ni aquellos que los dichos notarios instituyen al efecto, ninguna de estas personas entregue escrito alguno al notario para darle fuerza, sino que esto sólo pueden hacerlo los notarios públicos y propios del rey. Indudablemente la ley establece una distinción entre los notarios, los públicos y los propios del rey, pero de aquí no se sigue la necesidad de que la autorización para escribir los preceptos reales se conceda a los mismos encargados de reducir a escrito las convenciones de los particulares —que son los denominados más tarde notarios públicos— a la vez que a los secretarios reales que sean los llamados notarios propios del rey; a lo sumo autoriza pensar que cerca del rey, en su Cancillería, ejercían sus funciones dos clases de notarios, unos y otros con la misión de escribir los preceptos reales, función que no es precisamente la notarial tal como hoy la entendemos. La acepción que damos hoy a lo notarial no aparece por ninguna parte en esta ley.

Diga lo que diga el texto romanceado de la citada ley, esto y nada más que esto es lo que se deduce de la letra del texto latino y a él nos hemos de atender, porque el otro, el romanceado, está redactado en el siglo xiii, cuando el procedimiento de instrumentifacción había sufrido ya la evolución que le dieron el feudalismo y la recepción romanística. El fijarse solamente en el texto romanceado ha hecho creer que los notarios estaban ya en funciones en los tiempos de Eurico y, ciertamente no sin fundamento, porque según el texto docentista se concede facultad para redactar los preceptos reales al «escrivano comunal de pueblo», al «escrivano del pueblo», y teniendo por tales a los «escribanos públicos», que según las Partidas (lib. I, tít. XIX, Partida tercera) son «dos que escriben las cartas...», coincide este concepto de las Partidas con el que hoy se tiene del Notario. Pero bien se ve a las claras que referir esta conclusión al tiempo de los godos no es legítima, ni la permite el texto latino de la tan cuestionada ley.

La ley I.^a, tít. V, lib. II del *Liber Iudiciorum* ordena que las escrituras en que conste expresamente el día y el

año, sean hechas según el orden de la ley y se hallen autorizadas con los signos o suscripciones de los otorgantes y testigos —obsérvese que para nada se menciona un fedatario— *habeant stabilem firmitatem*. Ahora bien: ¿cuál es esta *firmitas*? En primer lugar se nota que según la ley 21, tít. I del libro II del citado *Liber Iudiciorum* en relación con la 3.^a, tít. IV, lib. II del mismo, el instrumento hecho con los requisitos exigidos por la ley primeramente citada no llevan inherente su autenticidad, antes al contrario necesitan ser reconocidos como auténticos ante el Juez, bien de una manera expresa si los otorgantes o testigos fueren muertos (L. 14, tít. V, lib. II), bien tácitamente no impugnándolo en el juicio si los otorgantes y testigos son vivos (L. 5.^a, tít. citado); por otra parte, en las donaciones de cosas cuya entrega manual no se hace por estar lejos la cosa donada, la entrega de la carta equivale a la tradición (L. 6, tít. II, lib. V) y en la venta su reducción a escrito implica la perfección del contrato, lo que no sucede con la venta verbal que para ser perfecta necesita el pago del precio ante testigos (L. 3.^a, tít. IV, lib. V); finalmente, el préstamo hecho por escrito debe valer aunque no contenga pena para el infractor del contrato, debiendo ser pagada la dicha pena, cuando se pacta, por aquel de los contratantes que se niegue a cumplir el contrato, sin que por ello quede libre de las obligaciones principales que hubiere contraído (L. 5.^a, tít. V, lib. II). Dedúcese de todo ello: que el instrumento aun confeccionado con todos los requisitos exigidos,

a) No lleva inherente su autenticidad puesto que no se presume verdadero salvo prueba en contrario, sino que aquel de los litigantes que sostenga su autenticidad ha de probarla. Las leyes citadas señalan el procedimiento y los medios para la demostración de esta autenticidad.

b) Una vez demostrada dicha autenticidad, el documento produce entre las partes la obligación de cumplir lo prometido según el mismo, sin que se puedan contravenir sus disposiciones porque quien así lo hiciere habrá de cumplir las obligaciones contraídas y además la pena señalada en el mismo para caso de incumplimiento.

c) En las donaciones el instrumento adquiere una mayor sustantividad, puesto que representa la carta a la misma cosa donada; en cierta manera tiene los caracteres que Brunner asigna a la *charta* germánica cuya entrega produce los mismos efectos que la tradición ⁽¹⁵⁾.

d) En los demás contratos el instrumento no es constitutivo de la obligación, sino probatorio de la misma; no se confecciona *ad solemnitatem* sino *ad probationem*, puesto que según la Ley 21, tít. I, libro II, son admitidos como medios de prueba en general, juntamente con el juramento y los testigos.

e) En la compraventa el instrumento tiene un carácter *sui generis*, viene a suplir la falta del pago del precio que es necesaria para la perfección del contrato.

Esta es la instrumentifacción tal como nos la ofrece el *Liber Iuditorum*. Pero además del texto legal tenemos la colección de Fórmulas que por su importancia en el aspecto notarial y por ser, al menos que yo sepa, materia no estudiada aún bajo este aspecto, bien merece que les dediquemos nuestra atención.

2

Las Fórmulas visigóticas

De la manera cómo las disposiciones del *Liber Iuditorum* tomaron realidad en la vida práctica y mejor aún, de la manera cómo esta práctica influyó en la legislación, desde las leyes antiguas hasta las chindasvindianas y egipcianas, nos puede dar alguna idea, a falta de diplomas reales (y con este calificativo no queremos designar los dados por los reyes sino los que son verdaderos y no fingidos) la colección conocida por los autores con el nombre de «Fórmulas visigóticas» hallada por Ambrosio de Morales en la Catedral de Oviedo, única fuente de aplicación del Derecho que nos ha quedado de aquellos tiempos.

⁽¹⁵⁾ Vide Núñez Lagos: «Estudios sobre el valor jurídico del documento notarial». Madrid, 1945; pág. 41.

Antes de entrar en el estudio de la colección y sin pretender dogmatizar sobre la cuestión, creo conveniente exponer mi opinión—de escasa solvencia científica desde luego, pero opinión al fin y al cabo como cualquier otra—, acerca de la naturaleza de estas fórmulas cuyos fragmentos nos han llegado. Prescindiendo de los que niegan su autenticidad, que parece estar suficientemente demostrada, dos son las opiniones que se han dado sobre la cuestión: la de los que opinan que se trata de una colección de documentos reales y verdaderos copiados con supresión de los nombres de los que en ellos figuran ⁽¹⁶⁾ y la de los que la consideran como una obra de carácter práctico, una colección de modelos para la mayor facilidad en la redacción de los instrumentos ⁽¹⁷⁾. El prestigio científico de sus sostenedores, Marichalar y Manrique e Hinojosa, respectivamente, las avalan y dan solidez. Sin embargo, la presencia en la colección de una fórmula (la XX) escrita en versos hexámetros no se concilia con estas opiniones porque ni es posible que en la realidad se redactasen instrumentos en verso, ni podría reportar utilidad práctica alguna al «Notario» de Córdoba a quien se atribuye la paternidad y uso de la colección un modelo concebido en hexámetros. Pero esta fórmula métrica debió cumplir una finalidad, máxime cuando es la más completa de todas las que nos han llegado de la colección, porque las demás son fragmentos en su gran mayoría, como más abajo se ha de ver.

A mi entender esta fórmula métrica pone de manifiesto la finalidad pedagógica de la colección. En efecto, en las escuelas, formando parte de la Retórica y dentro del *trivium* por consiguiente, se enseñaba el *ars dictandi* o arte de la redacción—junto con el *ars dicendi* o arte de la expresión por la palabra hablada— en el que se compren-

⁽¹⁶⁾ Nótese que con la expresión «reales» se designa los diplomas que hayan tenido realidad, no los emanados de los reyes. Marichalar y Manrique en «Historia de la Legislación» (Madrid, 1861; Tomo II, pág. 40) suponen que el Obispo Pelayo de Oviedo al hacer la colección «recogiese de antiguos documentos las que pudiera proporcionarse sin poner de su cosecha la menor frase, omitiendo solamente los nombres de los otorgantes o contrayentes y las cosas sobre que versaban».

⁽¹⁷⁾ Vide Bencyto. Op. cit., pág. 106. Galo Sánchez dice únicamente que son «modelos de escrituras. («Curso de Historia del Derecho Español»; Madrid, 1942, pág. 61).

dían los documentos y escritos de uso más corriente en la vida social: escritos judiciales, instrumentos probatorios y epístolas que, bien como verdaderas cartas, bien con el carácter de solicitudes, habían de dirigirse a las personas de calidad. Para la enseñanza de estas disciplinas los maestros formaban colecciones de modelos de las distintas clases de escritos a fin de que los discípulos aprendieran y se instruyeran en el arte de la redacción, colecciones en las que se comprendían modelos de documentos de las distintas clases. Pues bien, la colección que nos ocupa no es sino un conjunto fragmentario de alguna de estas colecciones, tal vez, hecha por el supuesto «notario» cordobés a quien se atribuye su paternidad —más propio fuera decir un escriba— o bien debida a alguno de los maestros de Retórica de Córdoba la patricia, pues sabido es que allí hubo famosa escuela en tiempo de los reyes visigodos.

Bajo este supuesto la presencia de la fórmula métrica de donación sponsalicia en la colección ya ofrece una utilidad que no se la encuentra en un formulario —a menos que sea considerada como un alarde de habilidad sin fin práctico alguno— porque sabida es la importancia que se daba al verso como recurso mnemotécnico: aún no se hallan tan lejos de nosotros los tiempos en que a los alumnos de Retórica se les hacía aprender de memoria la Epístola a los Pisones de Horacio. Y así, algún *magister* de Retórica, diestro en el arte de escandir versos clásicos, como hubo tantos en tiempo de los visigodos, a fin de que sus alumnos grabasen tenazmente en la memoria la fórmula del contrato matrimonial, que sería el más frecuente, tuvo la idea de redactarlo en hexámetros para que fuera más fácilmente retenido en su memoria por los escolares.

El procedimiento tendría éxito, produciría los resultados pedagógicos apetecidos y por ello se incluye en la colección de fórmulas que, hecha en Córdoba, debió ir a parar a Oviedo en el éxodo que produjo la invasión musulmana hacia las regiones del Norte, o sería llevado a la capital asturiana desde la ciudad de los califas por alguno de aquellos peregrinos de la cultura —que tanto abundaron en la alta

Edad Media— en alguna visita hecha a los muzárabes cordobeses.

Estas colecciones de fórmulas eran utilizadas por los escolares cuando dejaban de serlo para hacer aplicación de los conocimientos adquiridos en las escuelas a las necesidades de la realidad de la vida social y el núcleo primitivo sacado de la escuela iba siendo adicionado por cada uno de los que hacían uso de él con las fórmulas que consideraba de mayor utilidad, adiciones que hacía no solamente el que sacó la colección de la escuela, sino todos los que sucesivamente se servían después del mismo ejemplar para sus estudios, por eso no nos ha de extrañar que los críticos encuentren en las Fórmulas visigóticas modelos correspondientes a distintas épocas.

Sea de todo esto lo que fuere, puesto que hoy por hoy no puede hacerse sobre este asunto otra cosa que fantasear con más o menos fundamento y con más o menos verosimilitud por no tener medios suficientes de crítica para hacer afirmaciones categóricas, lo cierto es que tenemos esa colección de fórmulas y que a falta de diplomas verdaderos a ella nos hemos de atener para saber cómo eran los instrumentos probatorios en la sociedad del tiempo de los reyes visigodos.

* * *

Pasando ya al estudio de las Fórmulas, en primer lugar encontramos en ellas que las comprensivas de negocios jurídicos se hallan todas incompletas, a excepción de la VI, que es una manumisión hecha por un obispo, y la XX, que es la concebida en versos hexámetros a la que tantas veces se ha hecho referencia. No obstante, como el truncado de las mismas se halla en unas al principio, en otras al fin y todas contienen lo necesario para saber el negocio jurídico que encierran, bien pueden reconstruirse supliendo lo que falta en unas por el contenido de las otras hasta llegar a completarlas y aun sin realizar este trabajo —más de erudición que de verdadero interés histórico-jurídico— pue-

den sacarse conclusiones de interés para la historia de la instrumentación en nuestra patria ⁽¹⁸⁾.

En el estudio analítico de ellas, se encuentra que todas revisten forma epistolar, iniciándose con el nombre del que fictamente escribe el documento, esto es, del *conditor*, y el de la persona a quien se dirige con una expresión de respeto o benevolencia ⁽¹⁹⁾, a diferencia de los documentos coetáneos italianos que según Durando comienzan por la fecha ⁽²⁰⁾. Los *scriptores* hispano-godos, o quizá mejor hispano-romanos, seguían, por lo tanto, tradición distinta a los italianos que continuaban la misma tradición romana de comenzar los instrumentos con la fecha; posiblemente los escribas hispano-romanos adoptaron formas de redacción derivadas de costumbres españolas que no nos es dado conocer por no conservarse, como ya se ha dicho, diploma alguno hispano-romano, entendiendo por tales los procedentes de los tiempos de la dominación romana en España.

Esta forma de comenzar los instrumentos parece indicar que aquí comenzaron revistiendo la forma de cartas (epístolas) dirigidas por el concedente o el obligado a aquel en cuyo favor se obligaba o hacía la concesión, manifestán-

⁽¹⁸⁾ Por vía de ejemplo se consigna aquí la reconstrucción que hago de la fórmula XXXVIII, elegida expresamente porque, habiendo de insistir más abajo sobre ella, servirá de ilustración a lo que allí se diga. Lo que se añade a la fórmula va entre comillas, indicando al pie de la nota de donde se toma. Véase:

Domino et fratri illi, ille. Profteor me per hanc cautionem meam cabere et cabeo tibi, domine et frater ille, propter auri solidi numero tot, quos pro necessitate mea, imperante tibi Domino, prestare iussisti. Quos solidos, si Deo dictum placuerit, tibi ad diem calendas illas istius anni proximi, in futuras cum gratiarum actione me spondeo esse redditurum, et in beneficio solidorum ipsorum daturum me tibi spondeo hoc et illud. Qui si minime fecero et diem huius meae cautionis excessero, iuratus dico per (hoc et illud, dice la fórmula) «per divina omnia et regni gloriosissimi domini nostri illius regis» (a) quia liceat tibi cautionem meam cui tu ipse volueris tradere et ad libito mihi exequere supra dicta pecunia una cum beneficio suo duplicata cogar exolvere. In qua cautione praesens praesentibus stipulatus sum et spondeo, «subter manu mea suscripsi, et testibus a me rogitis pro firmitate tradidi roborandam. Aquiliam quippe commemorans legem, qui omnium scripturarum suo vigore iugiter corroborat actus. — Facta cartula cautionis in civitate illa, sub die calendis illis, anno illo illius regnantis, era illa. — Ego ille hanc cartulam cautionis et suscripsi: sunt dies et annos et era quae supra. — Ille rogitus a domino, el fratre illo in hanc cartulam cautionis ab ipso facta testamentum superscriptum die, anno et era qua supra» (b).

(a) De la fórmula XXXVI. — (b) Lo que sigue está tomado de la fórmula I, cambiando la palabra «libertatis» por la de «cautionis» por ser aquella fórmula de manumisión.

⁽¹⁹⁾ «Domino semper meo illi, ille». (Fórmula XXXVI). «Dulcissimo filio meo illi, ille». (Fórmula XXXIV).

⁽²⁰⁾ Op. cit.

doles su voluntad de contraer aquélla o hacerles ésta y en tal caso serían expresión de negocios jurídicos abstractos; tal vez fuera adoptada esta forma a imitación de las manumisiones *per epistolam* que se generalizaron durante el Bajo Imperio, porque entonces serían las manumisiones los actos jurídicos en que con más frecuencia se utilizaría el instrumento para que liberto pudiera acreditar con más facilidad la libertad que se le había concedido: de las manumisiones debió extenderse la prueba documental a los demás actos del comercio jurídico revistiendo la misma forma los documentos en que éstos se hacían constar.

Tras esta salutación, como se le puede llamar, y que no falta ni en los actos de última voluntad en los cuales el testador se dirige a sus herederos⁽²¹⁾, siguen algunas consideraciones de índole religiosa⁽²²⁾, moral⁽²³⁾ o jurídica⁽²⁴⁾, muy del gusto de la época si hemos de juzgar por las leyes del *Liber Iudithorum*, sobre los motivos que impulsaban al conditor a realizar el acto expresado en el documento; estas consideraciones en algunas fórmulas se convierten en un alarde de erudición, como en la xviii y nada se diga de la xx donde el *scriptor* poeta hace desfilar por sus hexámetros buen número de los matrimonios enumerados en el Antiguo Testamento.

Tras esta «exposición de motivos» se consigna el acto o contrato, mejor dicho, la obligación que se contrae o el beneficio que se concede, expresados con todas sus particularidades y muy especialmente concretando las obligaciones que el *conditor* se impone para el presente o para lo futuro. En los actos de última voluntad es aquí donde se consignan las disposiciones testamentarias⁽²⁵⁾ y en los

(21) «...quem etiam tibi, fili ille, scribendam mandabi, ita ut post transitum meum die legitimo hanc voluntatis meae epistolam...» (Fórmula XXI).

(22) Cum in principio Dominus noster cuncta generaliter ordinasset, disposito perfecto que omnium elementorum opus, hominem suae imaginis similem plasmare dignatus; inde dilectio conigum, inde dulce gratia liberorum... (Fórmula XVI).

(23) Fidelium famulorum servitia immaculata mentis obedientia ministranda condigna merito libertatis beneficia consequuntur... (Fórmula IV).

(24) Licet in contractibus empti et venditi; que bona fide definiuntur, venditionis instrumenta superflue requirantur, tamen ad securitatem comparatoris adiungitur, si definitio ipsa scripture soliditate firmatur... (Fórmula XIII).

(25) Ac per hoc bona electione alterutrum convenit, ut tibi hoc et illud iuris mei causa commutationis dare deberem, quod et dedisse me manifestum est. Pro quod

translativos de dominio se añade a la transmisión la fórmula posesoria ⁽²⁶⁾.

A ésta que se puede llamar parte sustantiva sigue la parte adjetiva integrada por las garantías que se dan para la efectividad del instrumento, que son unas de orden sobrenatural y otras de orden natural. Las primeras son el juramento y la imprecación, que suelen consignarse por este orden. El juramento ⁽²⁷⁾ se hace por el nombre de Dios, por la salud del Rey y por la de su pueblo ⁽²⁸⁾. La imprecación es la invocación de toda clase de males que hacen las fórmulas para que recaigan sobre el infractor del instrumento: se invoca sobre todo su eterna condenación, su excomunión o apartamiento de la comunicación de los fieles y la participación en la suerte de Judas Iscariote y en la de Datan y Abiron de quienes nos dice el Antiguo Testamento que fueron tragados vivos por la tierra ⁽²⁹⁾.

Las garantías de orden natural son la imposición de una pena al contraventor del instrumento ⁽³⁰⁾ y la invocación de una ley determinada para dar validez y eficacia al mismo, corrientemente las *Aquila* y *Julia*, nunca preceptos del *Liber Iuditorum* ⁽³¹⁾.

Termina el instrumento con la parte formal que comprende la expresión de que el *conditor* da el instrumento a los testigos *ad roborandum* ⁽³²⁾ y la datación consignando el lugar, día, mes y año, contados éstos por los del reinado

igitur a contrario titulus commutationis a vobis accepimus hoc et illud... (Fórmula XXVII).

⁽²⁶⁾ ...quod ex hac die habendi, tenendi et possidendi faciendique ex inde quod volueritis liberam in Dei habeatis potestatem... (Fórmula XXIX).

⁽²⁷⁾ Recuérdese la importancia que tuvo el juramento en la sociedad goda.

⁽²⁸⁾ Quod etiam iuratione confirmamus pro divini nominis maiestatem futurumque resurrectionis tremendi iudicii diem atque regnum gloriosissimi domini nostri illius regis gentique suae salutem... (Fórmula XXIV).

⁽²⁹⁾ Quod si forte, quod fieri non credo, contra hanc libertatem aut ego aut quicumque venire temptaverit, primitus iudicium Dei incurrat, et a sacrosancto altario officiatu extraneus, et sicut Datan et Abiron vivus in infernum descendat, et cum Judas Scarioth participium sumat... (Fórmula V).

⁽³⁰⁾ Nam si quis sane, quod fieri non reor, aliquis contra hunc factum meum venire conaverit, tot libras auri fisci viribus pro futuras cogatur exsolvere... (Fórmula XXIV).

⁽³¹⁾ Aquiliam quippe commorans legem qui omnium scripturarum suo vigore iugiter corroborat actos... (Fórmula I).

⁽³²⁾ Cui rei, vi doloque secluso, praesens praesentibus stipulatus et spondi, et subter manu mea suscripsi et testibus a me rogitis per firmitate tradidi roborandam... (Fórmula X).

del Príncipe reinante y por los de la Era ⁽³³⁾. Entendida de este modo la robración hace dudar si en realidad es una publicidad que se da al instrumento como se viene diciendo o un solemnidad del mismo ⁽³⁴⁾.

La autorización la hace el *conditor* suscribiéndolo después de hacer constar que lo ha leído y entendido, o si no sabe escribir suscribiéndolo otro a su ruego, en cuyo caso signa el *conditor* y detrás de la suscripción o signo del *conditor* las suscripciones de los testigos ⁽³⁵⁾.

3

Conclusiones

Pocas son, en verdad, las fuentes históricas que nos quedan del tiempo en que los visigodos dominaron en España, con relación a la instrumentifacción, pero así y todo, del examen de ellas que se ha hecho cabe deducir lo siguiente :

I. Los *scriptores* de aquel tiempo siguieron usando fórmulas ya tradicionales, tomadas probablemente de los escribas hispano romanos, que no son las que siguieron los tabeliones romanos sino otras mucho más sencillas; no obstante hay que suponer que la introducción del juramento y de la imprecación es obra de los *scriptores* españoles a juzgar por la eficacia que después de la invasión de los bárbaros se dió a esta formalidad cívico-religiosa, o bien influencia de las costumbres germánicas o debida al ardor de una fe recién abrazada. No creo sea necesario insistir sobre esta intervención del juramento, pues tanto se ha escrito ya sobre ello y se viene escribiendo aún.

II. Ni de los textos legales ni de las Fórmulas se deduce la existencia de personas que redacten los instrumentos con privilegio para ello, antes al contrario, la personalidad del *scriptor* se oculta eclipsada por la del *conditor* que es el único que aparece como autor del instrumento. La misma

⁽³³⁾ Vide el final de la fórmula reconstruída en la nota 18.

⁽³⁴⁾ Vide nota citada.

⁽³⁵⁾ La Fórmula XX, la más extensa, demuestra mejor que ninguna lo que era el conjunto del instrumento, por lo cual, a fin de que el lector pueda darse cuenta del conjunto, se inserta a continuación de este trabajo.

ley chindasvindiana *Scripturas quae diem* (1.^a Tit. V. Lib. II) exige tan solamente para la validez de la escritura que exprese el día y el año, que sea escrita según las disposiciones de la ley, que sea signada o suscrita por el conditor y los testigos, sin que exija la intervención de otra persona alguna; y debió ser bien aceptada esta ley por el cuerpo social porque Carlomagno en el siglo IX aún la repite, casi a la letra, en su Capitular *De scribiis et notariis* dada en 805 ⁽³⁶⁾.

Esto no quiere decir que los ciudadanos se redactasen por sí los instrumentos, pues ni era corriente entonces el arte de la escritura ni la redacción era conocimiento que estuviese al alcance de todos, porque las escrituras habían de ser *secundum legis ordinem conscriptae*, lo cual requería para ello conocimientos especiales; indudablemente existían personas que hacían profesión de la redacción de instrumentos, peritas en el *ars dictandi*, al que se dedicaban, como se deduce de la misma existencia de las Fórmulas.

III. Los instrumentos no hacían fe por sí mismos sino que su credibilidad se apoyaba en la fe de los testigos que los suscribían, de tal manera que para producir fe en juicio el juez debía examinar los testigos sobre la exactitud de la carta que se aducía en la lite; sin embargo, parece que en el comercio jurídico extrajudicial eran admitidas y aceptadas las cartas sin necesidad de confirmación en cada caso. Una vez demostrada la autenticidad de la carta producía entre las partes la obligación de cumplir su contenido, pues en caso de contravención, además de haberse de dar cumplimiento a lo prometido en el instrumento, había que pagar la pena señalada para este caso.

IV. El instrumento no tiene sustantividad propia sino que la toma del negocio jurídico que contiene; no se confecciona *ad solemnitatem* sino *ad probationem*. Clarísimas son a este respecto las fórmulas XII, XIII, XXVII y XXXIII; por excepción en las donaciones adquiere mayor sustantividad puesto que en cierto modo representa a la misma cosa donada, tiene los caracteres que Brunner asig-

(36) Apud Durando. Op. cit., Parte 1.^a, párr. 16.

na a la *charta* germanica cuya entrega según este autor producía los efectos de la tradición ⁽³⁷⁾ y en la compraventa viene a suplir la falta de pago del todo o parte del precio necesaria para la perfección del contrato, según se ha visto al examinar las leyes del *Liber Iuditorum*.

V. En cuanto a la ejecutoriedad que encierran las cartas, la fórmula XXXVIII merece que nos fijemos en ella. De *cautione* la califica el *scriptor* que puso las rúbricas a las distintas fórmulas y contiene el modelo para un reconocimiento de crédito, un verdadero quirógrafo tal como entendieron esta palabra los romanistas medievales.

Según ella, el deudor, después de dirigirse a su hermano y señor el acreedor, confesará haber recibido de éste tantos sueldos de oro que le prestó para una necesidad y prometerá devolverlos a tales calendas del año primero futuro con acción de gracias y ha de prometer esto y aquello como beneficio de aquellos sueldos; y si el día señalado no cumpliese, dirá, jurando por esto y por aquello, que le sea lícito al acreedor entregar el documento a quien quiera entregarlo y a su arbitrio ejecutar al deudor compeliéndole a pagar dicho dinero doblado juntamente con el beneficio. *Et ad libito mihi executare supra dicta pecunia...* son las palabras textuales.

Si a la frase *et ad libito mihi executare* damos el sentido que se deduce del contenido literal de las palabras, se faculta al acreedor para que sin necesidad de otra declaración previa ejecute al deudor; y como los instrumentos según hemos visto anteriormente no tienen en sí autenticidad ni interviene en ellos persona alguna constituida en autoridad de ninguna especie, ni tienen la consideración de públicos porque no interviene representación alguna del poder público, nos encontramos con el caso de un documento privado con fuerza ejecutiva. De ser esto así —y parece que lo es— habrá que llamar a revisión la construcción —por cierto muy artística— de los *iudices cartularii* de que nos hablan los autores, al menos en España, porque si se da fuerza ejecutiva a simples documentos privados, ¿qué ne-

(37) Vide Núñez Lagos, Op. cit., pág. 41.

cesidad hay de su intervención?; tanto más cuanto que tales *iudices* no aparecen por ningún documento español. Bien podría ocurrir que los *iudices chartularii*, por lo que a nuestra patria se refiere, no hayan existido más que en la fantasía de los tratadistas y juristas del Renacimiento, quienes al hacer alarde de erudición en sus estudios, empiezan por el Génesis y los demás libros del Antiguo Testamento, pasan a los textos romanos, —justinianeos y prejustinianeos— y de ellos a los glosadores y doctores boloneses, dando por sucedido en todo el universo lo que han encontrado en aquellos textos; y, sin preocuparse de la laguna histórica que dejan desde los tiempos en que elementos no romanos vienen a influir en la vida de la sociedad hasta que la recepción romanística medieval se generaliza por toda Europa, trazan una evolución histórica de instituciones y hechos jurídicos, sin preocuparse de lo que haya podido ocurrir en los tiempos de los bárbaros y en la Alta Edad Media. Por eso se han originado construcciones histórico-jurídicas deficientes que se han difundido y han corrido por el mundo como moneda de buena ley, cuando no tienen otro apoyo que el prestigioso nombre que las presenta al mundo científico, sin que nadie se preocupe de comprobar la base crítica que les sirve de fundamento.

No se crea por eso que hayamos de rechazar por falsas e inaprovechables todas estas construcciones, no; pueden hacer un servicio como base de ulteriores investigaciones. Lo que se ha de hacer es no aceptarlas a pie juntillas por la autoridad de quien las hizo, como no se aceptan hoy los cuentos del P. Mariana o del Maestro Florián de Ocampo —pongo por ejemplo de autores del Renacimiento— sometiéndolos a revisión y crítica para separar lo que hay de verdadero en ellos de lo que tienen de fantástico, y fundar las construcciones jurídicas en hechos comprobados por una parte y por otra en las elucubraciones de la ciencia jurídica, aceptando los primeros tal como se hayan producido en la realidad de la vida.

Otra sugerencia que produce la frase de la fórmula que estamos comentando es la de cómo se habría de hacer la ejecución. ¿La haría el acreedor por su propia autoridad?

¿la hacía el *iudex*? ¿el *mallum*? Allá se decida cada cual por lo que más le agrade, porque para todos los gustos hay teorías en lo referente a la administración de justicia entre los visigodos españoles, desde los que por todas partes quieren ver costumbres germánicas en aquellos siglos de nuestra historia hasta los que suponen a los visigodos escasos en número y poco civilizados e incapaces de imponer sus maneras de vivir, por lo que, afirman, fueron asimilados por la civilización hispano romana.

Con esto hago punto en lo referente a la instrumentación en la época visigótica. Seguramente el lector encontrará este capítulo reducido en dimensiones y escaso en afirmaciones. Posiblemente tendrá razón; pero tenga en cuenta que estas líneas no son sino un simple ensayo, único que permite el estado actual de este género de estudios, en los que no es dado otra cosa que poner de manifiesto lo mucho que falta por hacer; y tenga en cuenta también que al respecto de los estudios histórico notariales, previamente a la labor positiva, se ha de hacer otra negativa de destrucción de prejuicios, porque, aunque sea algo dura la expresión, hemos de reconocer que aún no hemos dado entrada en ellos a la crítica histórica ni hemos salido todavía de los métodos y procedimientos de los antiguos tratadistas de la Sublime Arte de la Notaría, preocupados más por acumular nobleza sobre ella que de estudiar la realidad de la función notarial. La actuación de estos tratadistas en el campo de la ciencia notarial ha sido meritísima y no les hemos de quitar ni regatear méritos indiscutibles, pero también los tuvieron otros hombres de ciencia de su tiempo, aún cuando al ponerse a construir la genealogía del noble que fuera su Mecenaz, le hacen emparentar con Julio César, con Carlomagno, o a lo mejor con alguno de los Reyes Magos.

HONORIO GARCÍA
Notario-Archivero de Vich.

FÓRMULA XX

Insigni merito et Geticae de stirpe senatus
 Illius sponsae nimis dilectae, ille...
 Praemia nubentum ratio praescribere cartis
 povocat et magnis laudem praeferre puellis,
 Optima quantum certe sinit doctrina pudoris,
 aut amor exigit et placidus in corde reponit.
 Est datus antiqui facilis hic corde parentis,
 temporibus quem cuncti haberent pro lege futuris,
 cum dudum caelsi dominus et rector Olympi
 Formasset immensa hominem pietatem priorem.
 Protinus auxilium lateris de sacro virili
 dextera faemineum telluris fecit in orbem
 Maxima crescendo transcurrit pectoris etas;
 Dilubio, labaret quo cunctum crimina mundum,
 Noe salbare voluit cum prole beatum,
 qui potuit reparare genus ex coniuge priscum.
 Innumera crevit hominum post inde caterba,
 oppida qui inhabitant, vicos et moenia cuncta.
 Abraham quippe Deum cupiens cum Sarra supernum
 Cernere promuerit seque offerendo ministrum.
 Cuius Isaac dispensandi de semine voto
 exortus geminam genuitque ex coniuge plebem.
 Iacob bis septenos famulavit in annos,
 ut Rachel accipere pulcherrime corpora pacte.
 Idem semper summus venerandus honore
 gentibus indixit gratae connubia cunctis.
 Praeteritis muniti patribus vestigia nostris
 insequimur laeti thalamos et foedera usa.
 Quaerimus aethereis cerbices subdere iussis.
 Dispare ut sexus membra officiamur in unum;
 eximior cum sit de toto gratia munus
 et magnos non aurum animos sed vota decorent,
 praecedant nostris titulis et praemia portent,
 qua superant omne pretiosum dona metallum.
 Pascimur ecce tui tantum dulcedine amoris,
 ut, si immensa tuac contradam munera formae,
 nihil nobis melius quam nostri gratia vultus.
 Nullis enim quisque rebus efficitur exul
 vel aliquod dando reponet in coniuge pauper.
 si coniux proprium diligit servare maritum.
 Unde praecare meis studui per carmina verbis
 ut, quia nostrorum placuit haec causa parenti

laeta peto teneas in votis pectora nostris,
 quod tua dulcedo possit, quod grata voluntas,
 quod amor egregius, quod... nostra meretur,
 optima namque tibi dona sum offerre paratus,
 et dare quod retinet praesentis forma libelli.
 Ecce decem imprimis pueros totidemque puellas
 tradimus, atque decem vivorum corpora aequorum;
 pari mulus numero damus inter caetera et arma,
 Ordinis ut Getici est in morgingeba vetusti.
 Rusticos impendam famulos per mostra manentes
 rura tibi, taeris, vienis et praedia, olivis,
 omnibus in rebus, silvis ac paschua, limphis.
 immobiles res seu mobiles, tam omne pecusque,
 argentum, aes, byssum vel fictile et aurum:
 quicquid intra vel extra nunc corpore cuncto
 nos in iure titulis ex multis habere,
 amplius Christi dererit quod gratia nobis
 ordine diverso per nostrae tempora vitae,
 te dominam in mediis conctisque per omnia rebus
 constituo donoque tibi vel confero, virgo.
 Singula quippe supra vultu conscripta iucundo
 adprehaendas, habeas, teneas, post multa relinquas
 secula posteris in iure, clarissima, nostris,
 aut inde facere vestram quodcumque voluntas
 elegerit, directa tibi est vel certa postestas.
 Eternum tamen ut habeat hac carta vigorem,
 ecce sacramentum malui conectere magnum
 siderea praecelsa Dei virtute tonantis,
 principis ac domini Sisebuti gloria nostri,
 Meque meum nunquam hunc penitus dirumpere pactum
 nec nostris aditum manebit haeredibus ullum.
 De hinc qui possit minimam contingere partem.
 Nisus aut exteterit nostram conveillere dona,
 bis auri mille vestrae nunc ista parti
 inferat, et huius valeat conscriptio cartae,
 cui omne scripturae malum de mente dolorem
 expolietantis quas texui probare mores
 omnia promitens spondi involuta manere.
 unde meam subter libens nomenque notavi.
 et testes speravi alios suscribera dignos
 post certe Aquiliam memini contexere legem,
 qui cunctos rerum iugiter corroborat actos.
 Carta manet mensis illius conscripta calendis.
 ter nostri voluto domini feliciter anno
 gloriosi merito Sisebuti tempore regis.
 Ecce manu propria tribui qua dona illi
 suscripsi, ut longa maneat ac firma per aevo.

El Precario y la «Precaria»

(Notas para la historia de la Enfitéusis)

En la conferencia que tuve el honor de pronunciar el año 1947 en la Academia Matritense del Notariado, mantuve la opinión de que las instituciones jurídicas encaminadas a regular las relaciones entre el propietario de la tierra y su cultivador, podían fundamentalmente reducirse a tres tipos: el precario, el arrendamiento y la enfitéusis, pero que en la práctica, además de haber existido y seguir vigentes numerosas figuras intermedias, las propias instituciones consideradas fundamentales evolucionaban continuamente, en sentido favorable o adverso al cultivador, de acuerdo con las distintas coyunturas sociales, económicas y políticas.

He creído oportuno justificar tales afirmaciones examinando textos y documentos, a fin de demostrar la fluidez de los conceptos, considerados característicos de dichas instituciones, cuando chocan con ciertas realidades inmediatas, cuando varía la manera de entender el derecho de propiedad, el ejercicio de sus facultades y las concedidas o reconocidas al cultivador, a fin de recoger las enseñanzas de la Historia y extraer consecuencias que pudieran ser utilizadas para encauzar los problemas de la hora presente, pues como afirma Roger Grand en la obra que citaremos más adelante, sólo en épocas de civilización muy adelantada, y podríamos añadir de tipo racionalista, los juristas crean íntegramente ciertas instituciones, y aun en tales casos, raras veces resultan viables si no responden a la rea-

lidad objetiva, y no significan la concreción de un sentir popular con densidad suficiente para exigir su sistematización.

La tarea era relativamente fácil en cuanto se refiriera a épocas suficientemente estudiadas, en que abundan los textos legales y los comentarios de los expertos, pero la escasez de trabajos dedicados a las instituciones jurídicas de nuestra Alta Edad Media deja en nuestro conocimiento un vacío de varios siglos, durante los cuales también se vivía, se cultivaba la tierra y se contrataba, y por tal motivo, no obstante el sincero convencimiento de la insuficiencia de mi preparación, y del escaso tiempo que podría dedicar a trabajos de esta naturaleza, me he atrevido a ordenar someramente mis notas referentes al precario o precaria medioeval, extraídas de obras ya conocidas y del examen de algunos Cartularios recientemente publicados, con la esperanza de que no resulten del todo inútiles mientras personas más capacitadas no dirijan su atención a aclarar los conceptos y a estudiar unas instituciones que han servido de base a la posterior organización de la propiedad y de la economía agraria de nuestro país.

Un examen superficial, al comprobar las radicales diferencias entre el Precario, tal como era entendido por el Derecho romano clásico, y cómo fué aplicado en tiempos posteriores, ha hecho suponer que se trata de dos figuras jurídicas independientes, pero un estudio más detenido de los textos revela una progresiva evolución, hoy copiosamente documentada, especialmente durante ciertos períodos, que hace más comprensibles las prácticas y contratos medioevales.

* * *

ROMA

Teóricamente, el Precario, en Derecho romano, como en el moderno que ha restablecido sus principios, se refiere a las cosas tenidas sin título, por tolerancia del propie-

tario, o concedidas por éste, para ser usadas mientras lo consienta. «*Precarium est, dice Ulpiano (1), quod precibus petenti utendum conceditur tamdiu is, qui concessit patitur.*» Del texto citado, y de los siguientes contenidos en el mismo libro, se deduce que la concesión era otorgada a ruegos del interesado «*precibus petenti*»; que era considerada como una suerte de liberalidad «*quod genus liberalitatis... descendit*» (2), y que se diferenciaba de la donación precisamente por el derecho que ostentaba el concedente a recobrar cuando quisiera (3).

Confería la posesión (4), y por tanto el precarista podía ejercitar el interdicto «*uti possidetis*» contra todos (5), excepto contra aquel a quien rogó (6).

Era considerado como una liberalidad derivada del derecho de gentes (7), por no existir acción de este nombre en Derecho Civil (8); y su condición no era contractual, sino más bien asimilable a la donación (9), de la cual se distinguía, según hemos dicho, por la posibilidad de revocación arbitraria.

El sentido de liberalidad, de concesión graciosa, es expresado en el texto últimamente citado con los términos «*donatione et beneficii causam*», sobre los cuales nos permitimos llamar la atención, por ser los comúnmente empleados durante la Alta Edad Media en documentos referentes a Precarios y otras figuras jurídicas, conforme podremos comprobar más adelante, hasta el extremo de llegar a ser considerado el «*beneficium*» como un derecho autónomo, más que como «*causam*» de la concesión.

(1) Dig., XLIII-XXVI, 1.

(2) *Ibid.*

(3) «*Et distat donatione eo, quod, qui donat, sic dat, ne recipiat, at qui precario concedit, sic dat, quasi tunc recepturus, quum sibi libuerit precarium solvere*» (*id.*, 2).

(4) «*Habere precario videtur qui possessionem vel corporis, vel iuris adeptus est*» (*ibid.*, 2- & 3). = «*Meminisse autem nos oportet eum, qui precario habet, etiam possidere*» (Ulpiano, *ibid.*, 4- & 1). = «*Eum qui precario rogaverit ut sibi possidere liceat, nancisci possessionem non est dubium*» (Pomponio, *ibid.*, 15- & 4).

(5) «*Qui precarium fundum possidet, is interdicto uti possidetis adversus omnes... uti potest*» (*id.*, 7).

(6) «*...praeter eum, quem rogavit*» (*id.*).

(7) «*Quod genus liberalitatis ex iure gentium descendit*» (Ulpiano, *ibid.*, 1 & 1).

(8) «*Quia nulla eo nomine iuris civile actio esset*» (Paulo, *ibid.*, 14).

(9) «*Magis enim a donatione et beneficii causam, quam ad negotii contracti spectat precario condictio*» (*ibid.*).

La rogación era necesaria, según los textos, pues constituía la causa de la posesión ⁽¹⁰⁾; generalmente tenía lugar mediante solicitud escrita —«*epistolam*», «*carta precatoria*»— tan corriente después ⁽¹¹⁾, pero a veces era presumida, según unos comentaristas en todo caso, y según otros, únicamente en el de ser transmitida la finca ⁽¹²⁾ o si el propietario no recuperaba la posesión después de haber terminado el plazo ⁽¹³⁾.

Aparece raras veces citado en disposiciones legales, y siempre con carácter negativo. Más bien que la expresión del ejercicio de un derecho, señala su inexistencia; y en el mismo sentido es tratado por los jurisconsultos, historiadores y aun por los literatos.

Las garantías legales no son concedidas al precarista, sino al propietario a fin de asegurarle la restitución, y, a tales efectos, es asimilado a la violencia, la clandestinidad y el dolo, «*quos nec vi, nec clam, nec precario*», decía el pretor, y en parecidos términos se expresaban los jurisconsultos ⁽¹⁴⁾.

No obstante tan claras e insistentes declaraciones, en la práctica, es posible que existieran situaciones más o menos estables, especialmente en los tiempos del «*ager publicus*»; y aun en los propios textos del Digesto aparecen referencias a solicitudes y rogaciones por plazo cierto ⁽¹⁵⁾, y a convenios acerca del mismo ⁽¹⁶⁾; aunque a tal realidad le fueran negados efectos jurídicos, según resulta del mismo fragmen-

⁽¹⁰⁾ «...ex hac solummodo causa, quod preces adhibuit, et impetravit...» (ibid., 2 & 3).

⁽¹¹⁾ «Precario possidere videtur non tantum qui per epistolam vel quacumque alia ratione hoc sibi concedit postulavit, sed is qui voluntatis iudicio, patiente tamen domine possidet» (Paulo, Sents. V, 6, 11).

⁽¹²⁾ «...si a me precario rogaveris, et ego eam rem alienavero, an precarium duret re ad alium traslata. Et magis est, ut si ille non revocet, posse interdicere, quasi ab illo precario habeas, non quasi a me» (Ulpiano, Dig., XLIII-XXVI, 8 & 2).

⁽¹³⁾ «...finito tempore ...tamen precario possidere videtur, intelligitur dominus quum patitur eum qui precario rogaverit, possidere, rursus precario concedere» (Ulpiano, ibid., 4 & 4).

⁽¹⁴⁾ «...quod precario ab illo habes, aut dolo malo fecisti ...id illi restituas» (ibid., 2), asimilándolo así al dolo.

⁽¹⁵⁾ «Item qui precario *ad tempus* rogavit, *finito tempore*...» (Ulpiano, ibid., 4 & 4). = «...quum enim nonnunquam *in longum tempus* precarium concedatur...» (Ulpiano, ibid., 8 & 7).

⁽¹⁶⁾ «Quum precario aliquid datur, *si convenit*, ut in kalendas Julias, precario possideat» (Celsus, ibid., 12).

to⁽¹⁷⁾, quedando, por tanto, sometido el precarista al libre arbitrio del concedente, quien podía revocar su concesión en el momento que estimara oportuno⁽¹⁸⁾.

No era necesario ser propietario para conceder, era suficiente poseer⁽¹⁹⁾, y así fué entendido desde el principio que, según diremos, parece encontrarse en el aprovechamiento del «*ager publicus*».

Tan absoluta carencia de garantías jurídicas, necesariamente había de dar lugar a una dependencia personal, a prestaciones personales y económicas (*obsequium*), para conservar el espíritu de liberalidad del concedente, y probablemente, por estos motivos, los precaristas formaron parte de las numerosas *clientelas* que dependían de los grandes terratenientes e integraban su séquito.

Los territorios de que éstos disponían en los primeros tiempos, en su mayor parte no eran patrimoniales, procedían de la ocupación de dicho «*ager publicus*», inalienable, pero cuyo uso y explotación era tolerado, sin poder ser transmitido mediante las formalidades legales.

Eran las llamadas «*possessiones*»⁽²⁰⁾, de extensión muy superior a la que podía cultivar el ocupante⁽²¹⁾ y que por falta de título no podía transmitir, limitándose a concederlas sin garantías jurídicas, sin verdadero contrato ni obligación, a la manera que los padres concedían un peculio a sus hijos, mediante una relación de hecho, que recibió el nombre de precario, engendradora de una situación cuasifamiliar, el Patronato (*de patre*)⁽²²⁾.

⁽¹⁷⁾ «...sed nulla vis est huius conventionis, ut rem alienam domino invito possidere liceat» (ibid.).

⁽¹⁸⁾ «...ut possim revocare, quum mutavero voluntatem...» (id., 2 & 2).

⁽¹⁹⁾ «Sed et si eam rem, cuius per possessionem, per interdictum uti possidetis retineri possim, quamvis futurum esset, ut teneat de proprietate, precario tibi concesserim...» (id. 7). (En este texto quedan comprobadas las sucesivas posesiones a que luego nos referiremos, semejantes, por lo menos externamente, a las sub-infeudaciones y sub-enfiteusis medioevales, incluso en la frase «ut teneat de proprietate», tan parecida al «tenuer» para dejar a salvo los derechos del dómimo.)

⁽²⁰⁾ «Possessiones appellantur agri late patentes publici privatique qui non mancipatione, sed usu tenebantur, et ut quisque occupaverat possidebat» (Festo, cit. por Lattes, *Studi Storici sopra il contratto d'enfiteusi*, pág. 24).

⁽²¹⁾ «Quia non solum tantum occupabat unusquisque quantum colere praesenti tempore poterat, sed quantum in spem colendi habuerat ambiebat» (Hygin, citado por Lattes, op. cit., pág. 25).

⁽²²⁾ «Patres appellati sunt quia agrorum partes adtribuierint tenuoribus, perinde ac liberis» (Festo, cit. por Niebuhr, *Hist. romaine*, 2, 167).

Admitiendo que el precario tuviera este origen, quedaría explicada su especial naturaleza, la no transmisibilidad a terceras personas, ni siquiera a sucesores hereditarios, la necesidad de una rogación personal repetida, y su íntima relación con el Patronato y la clientela, con todas sus consecuencias jurídicas y sociales, en aquellos tiempos y varios siglos después, cuando revivió y se extendió su influencia.

También se comprende que alcanzara su mayor desarrollo en tiempos de titulación confusa o insuficiente, como los tiempos Republicanos, el Bajo Imperio y la Alta Edad Media, que llevara aparejado el sometimiento personal del precarista al patrono, como más tarde al señor, y que desapareciera casi totalmente, como medio normal de explotación agrícola, o fuera absorbido por instituciones jurídicas más adecuadas y perfectas, en cuanto era alcanzada cierta organización más estable de las relaciones jurídicas y sociales.

Savigny⁽²³⁾ y Fustel⁽²⁴⁾ coinciden en este criterio, y el segundo lo documenta con numerosas citas de jurisconsultos e historiadores, llegando a establecer un interesante paralelo entre las prácticas del precario y la clientela romanos, y el beneficio y vasallaje feudales, afirmando además, que las leyes agrarias representaron una reacción favorable a lo que hoy llamaríamos la clase media, a la que fué concedida una situación más estable y ventajosa al repartir el «ager publicus», que fué cedido parte en propiedad, y parte en arrendamiento, disminuyendo decididamente las concesiones precarias.

Durante el Bajo Imperio, volvió a resurgir el precario al aumentar los latifundios, entendidos en el sentido reconocido por la crítica moderna, o sea no sólo refiriéndolos a grandes extensiones continuas de suelo, sino considerándolos como la acumulación de numerosas fincas de pequeña o mediana superficie.

Las personas influyentes, poseían y muchas veces usurparon extensas tierras *provinciales*, y aumentaron enormemente su patrimonio con fincas pertenecientes a ciu-

(23) *De la possession en Droit Romain*. París, 1866. 439.

(24) *Histoire des Institutions politiques*, pág. 83 y sigs.

dadanos libres, que sólo podían defenderse del rigor de los tiempos, la presión de los poderosos y las exacciones del Fisco, entregándolas a personas pudientes, mediante ventas y arrendamientos simulados, donaciones, etc., sometién dose al Patronato, y recibiendo nuevamente sus propias tierras a título precario ⁽²⁵⁾.

Los Emperadores reaccionaron contra tales prácticas, no en defensa del cultivador, sino de los intereses del Erario, según resulta de diferentes Constituciones ⁽²⁶⁾, y la Iglesia, si bien utilizó estos medios para incrementar su patrimonio, no dejó de protestar contra la extensión de tan abusivas operaciones. Así Salviano ⁽²⁷⁾ alzaba su indignada voz contra los que no concedían su protección, si no la vendían ⁽²⁸⁾, y con la excusa de proteger a los pobres, los expoliaban ⁽²⁹⁾. Además, como el precario era personalísimo, el heredero nada tenía, por no haberlo *rogado*, y el padre, para defenderse, ocasionaba la ruina y sometimiento de sus hijos ⁽³⁰⁾.

No obstante, la formación de la gran posesión territorial fué compensada, en sus consecuencias económicas, por el nacimiento de numerosas relaciones de precario, mediante las cuales era distribuída entre muchos particulares la utilización inmediata de la tierra ⁽³¹⁾, y de manera más o menos espontánea, este sistema de explotación pasó a ser tan frecuente que el propio Salviano lo consideraba como el más normal y habitual, hasta el extremo de ofrecerlo como término de comparación para explicar a los fieles la naturaleza de la posesión de los bienes terrenales por concesión de la Divinidad ⁽³²⁾.

⁽²⁵⁾ Azcárate, *Historia del Derecho de Propiedad*, pág. 100.

⁽²⁶⁾ «Si quis ...in fraudem circumscriptionemque publicae functionis at patrocinium cuiuscumque confugerit, id, quod huius rei gratia geritur sub praetexto donationis, vel venditionis, seu conductionis, aut cuiuslibet alterius contractus, nullam habeant firmitatem...» .Cod., LIII, 1).

⁽²⁷⁾ *De Gubernatione Dei*, V, 8; (Baluze. 111-112).

⁽²⁸⁾ «Nec grave hoc arbitraretur si patrocinia ista non venderent, si quod se dicunt humiles defendere, humanitate tribuere, non cupiditate» (ibid.).

⁽²⁹⁾ «Tueri pauperes videnter ut spoliem» (id.).

⁽³⁰⁾ «Ut patres habeant defensionem, perdunt filii hereditatem» (id.).

⁽³¹⁾ Brunner-V. Schwerin, *Historia del Derecho Germánico*, pág. 32.

⁽³²⁾ «Et nos usum tantum earum rerum accepimus quas tenemus; commodatis enim a Deo facultatibus utimur, et quasi precarii possessores sumus. *Ad ecclesiam*. (Baluze, 225.)

* * *

Una vez encontrada la fórmula, fué empleada para regular distintas situaciones de hecho, en las cuales el propietario concedía o toleraba el uso y explotación de la cosa, quedando firmemente garantizado su derecho mediante la posibilidad de ejercitar el interdicto «*de precario*».

Fué utilizado en las ventas con precio aplazado, y más frecuentemente en préstamos con garantía inmobiliaria.

Según Savigny⁽³³⁾, durante mucho tiempo los Romanos no conocieron más que dos maneras de asegurar la ejecución de una obligación sobre los bienes del deudor:

Por la primera, desde un principio, era transmitida la propiedad de una cosa al acreedor, mediante la «*mancipatio*», pero de tal suerte que, en el mismo acto, el deudor quedaba facultado para recobrarla en cuanto satisficiera el debito «*pactum de remancipando*» («*fiducia*»). Esta forma, semejante a nuestra venta con pacto de retro, era poco cómoda y además sólo podía servir para las «*res mancipi*»; por lo que fué arbitrado un segundo procedimiento, mediante el cual el acreedor recibía la cosa en prenda, y el deudor podía recuperarla, una vez extinguida la obligación, ejercitando la acción «*pignoratitia*».

En ambos casos, interesaba al deudor continuar explotando la finca, y el acreedor lo consentía, mejor dicho lo toleraba, mediante el «*precario*»⁽³⁴⁾.

En cierto modo, no obstante la apariencia, el deudor conservaba la propiedad de la cosa, sólo entregaba la posesión, que recobraba al satisfacer la deuda⁽³⁵⁾, lo que planteaba un difícil problema, según afirmaba Ulpiano⁽³⁶⁾: Sí podía tenerse a precario una cosa propia, pero

⁽³³⁾ *De la Possession en Droit Romain*. París, 1866; pág. 265.

⁽³⁴⁾ «...ac quod distracta sunt, ut precario penes emptorem essent, quod pretium universum persolveretur, si per emptorem stetit, quominis persolveretur, venditorem posse consequi» (Ulpiano, Dig. XLIII-XXVI, 20). = «precario (possidet) qui per prece[m] postulat, ut ei in possessione permissu dominis vel creditoris fiduciam commorari liceat» (Paulo, V, 6 & 7). = «Si debitor rem pignoratam precario rogaverit...» (Celsus, ibid., 11).

⁽³⁵⁾ «...soluta pecunia precario solvitur, quippe id actum est, ut usque eo precarium teneret» (Celsus, ibid., 11).

⁽³⁶⁾ «...ut precario consistere rei suae possit» (Ulpiano, ibid., 6 § 4).

el gran jurista resolvió el problema con la sutil distinción, mejor dicho con la ficción, de responder: que en tal caso el precario se refería a la prenda, no a la finca, pues era rogada la posesión y no la propiedad⁽³⁷⁾, y añadió satisfecho, que tal distinción era utilísima, por tratarse de una operación que diariamente era realizada⁽³⁸⁾.

* * *

GERMANOS

Las legislaciones germánicas, por falta de normas propias, según cree Zeumer⁽³⁹⁾, tuvieron que aceptar los principios del Derecho Romano reguladores de la propiedad, pero modificándolos conforme a sus especiales concepciones jurídicas, y a las necesidades del momento, dando lugar a un largo período de recíprocas influencias y de adaptación, durante el cual, la Ley escrita y la práctica debieron discordar frecuentemente, según reconocen los investigadores⁽⁴⁰⁾, y puede comprobarse en fórmulas y documentos. Los germanos no concebían la propiedad en sentido absoluto, como los romanos, sino en relación con el disfrute de la cosa, por no haber alcanzado el grado de abstracción necesario para formar sus conceptos con arreglo a una estricta lógica jurídica, depurando pulcramente su naturaleza formal, y desprendiéndose de los elementos materiales y económicos, con los cuales forma una unidad en la vida social⁽⁴¹⁾.

Con tal de que el disfrute fuera autónomo, lo asimilaban a la propiedad, y afirmaban que quien disfrutaba de la cosa tenía la «*gewere*», la «*saisine*» o la «*vestidura*», según se expresaran en alemán, francés o latín⁽⁴²⁾.

«A quien recoge el producto económico de un fundo,

⁽³⁷⁾ «...mihi videtur verius, precarium consistere in pignore, quum possessionis rogetur, non proprietatis» (ibid.).

⁽³⁸⁾ «...quotidie enim precario rogantur creditores ab his, qui pignori dederunt...» (ibid.).

⁽³⁹⁾ *Historia de la legislación visigoda*, pág. 65.

⁽⁴⁰⁾ Brunner-V. Schwerin, *Derecho Germánico*, pág. 52. = Torres, *Lecciones de Hist. Dro. Español*, II, págs. 114 y sigs.

⁽⁴¹⁾ Rubio, *Donaciones post obitum y Donaciones reservato usufructo en la Alta Edad Media de León y Castilla*, A. H. D. E., 1932.

⁽⁴²⁾ Leicht, *Storia de Diritto Italiano. Il Diritto Privato*; pág. 15.

se atribuye la *vestidura* del mismo. Así se manifiesta aquí, según Rubio ⁽⁴³⁾, el *elemento sensible* peculiar del derecho germánico, el cual, a diferencia del romano, donde las normas jurídicas están reducidas a lo que en esencia son: «producto meramente intelectual, reviste toda relación jurídica de una forma perceptible por los sentidos». Y como sostiene Roberti ⁽⁴⁴⁾: «Cualquier relación material o ideal de disfrute sobre la cosa constituía una *«gewere»* para los germanos, las diversas relaciones de propiedad o posesión, de uso momentáneo o de servidumbre, de garantía, de ejercicio por cuenta de otro, con buena o mala fe, no eran más que modalidades de un solo concepto; no instituciones diferentes entre sí.»

Por tanto podía tenerse *vestidura* de una finca sin poseerla físicamente, y podían admitirse varias sobre un mismo inmueble: a favor de quien gozaba de la plenitud de derechos, como el propietario romano; y también a favor del usufructuario, del vasallo, del acreedor pignoraticio, a los cuales se añadieron más tarde, especialmente en ciertos lugares, por influencia románica —según Leicht ⁽⁴⁵⁾— el enfiteuta y el superficiario.

Si la propiedad no era entendida en sentido absoluto, es fácil comprender que lo mismo habría de ocurrir con los actos en virtud de los cuales era transmitida, y con los derechos que eran constituídos o concedidos para la explotación de la tierra.

⁽⁴³⁾ Rubio. Art. cit., pág. 23. En el mismo sentido opina Valdeavellano en «La limitación de la acción reivindicatoria de los bienes muebles en el Derecho Español Medioeval» (*Rev. Dro. Privado*, sept. 1947), diciendo: «La *gewere* o *vestidura* es, por lo tanto, la relación externa en que una persona está respecto de una cosa, y la forma externa en que aparentemente se presenta el derecho real... En los inmuebles la forma externa del poder sobre una cosa se atribuye a quien recoge su producto económico, ya natural, ya por la percepción de un censo. (En nota)... el aprovechamiento de una cosa... hace posible en los inmuebles una *vestidura* corporal múltiple: la dominical del propietario, la feudal del vasallo, la del colono que tiene el feudo de otro en precario o arrendamiento.»

Según Roberti, *Spolgimento storico del Diritto Privato in Italia*, pág. 47, esta doctrina tenía origen canónico: «...trionfa ormai la pratica canonista che ammette el principio che dove vi era godimento la vi era possesso... I civilisti elaborarono questa teoria definendo el possesso non la detenzione giuridica di una cosa, ma l'esercizio di un diritto suscettibile di privazione e di spoglio da parte altrui e capace di essere difeso.»

⁽⁴⁴⁾ Obra citada, pág. 40.

⁽⁴⁵⁾ Obra citada, pág. 18.

Como dice Grand ⁽⁴⁶⁾, importaba poco saber si el acto era o no translativo de la propiedad. Las donaciones daban lugar a una propiedad limitada, con ciertas restricciones en la facultad de disponer, y un derecho de reversión a favor del donante ⁽⁴⁷⁾.

Además de la imprecisión en conceptos y expresiones, que indistintamente se encuentran en actos y contratos de distinta naturaleza jurídica, existían múltiples limitaciones derivadas de la comunidad o consorcio familiar y de las relaciones de dependencia personal existentes entre los otorgantes.

Por todo ello resulta muy difícil comprender claramente el contenido de los documentos, e intentar calificarlos según una técnica moderna, y solamente a finales de la Edad Media, los glosadores intentaron ordenar la confusión jurídica reinante, y construyeron teorías, mediante las cuales integraron bajo fórmulas romanas —más o menos deformadas para adaptarlas al sentir de la época— el prolijo *maremagnum* de las instituciones medioevales.

* * *

La comunidad de orígenes de las instituciones, y la semejanza de vida, durante los primeros siglos de la Edad Media, de los pueblos situados al Norte y al Sur del Pirineo, permiten aprovechar las conclusiones de la investigación histórico-jurídica para el conocimiento de la historia institucional de unos y otros ⁽⁴⁸⁾; y por ello consideramos oportuno dirigir nuestra atención a los textos legales, y a las fórmulas y diplomas conocidos, correspondientes a los territorios enclavados en ambas vertientes del Pirineo, que en aquellos tiempos no constituían una barrera infranqueable para la difusión de las prácticas y concepciones jurídicas que orientaban la sociedad medioeval.

⁽⁴⁶⁾ *Le contrat de complant*, pág. 63.

⁽⁴⁷⁾ Brunner, op. cit., pág. 201.

⁽⁴⁸⁾ S. Albornoz, op. cit., pág. 20. = En el mismo sentido: Schwerin, *Sobre las relaciones entre las fórmulas visigóticas y las Andecavenses* (A. H. D. E., 1933). = Beneyto, *Fuentes de Derecho Histórico Español*, pág. 107. = Brunner, op. cit., etc.

Así el «*Codex Euricianus*» no sólo constituye la compilación legal más antigua del mundo germánico, sino que, además, fué utilizado directa o indirectamente en la mayor parte de los derechos populares de la época Merovingia ⁽⁴⁹⁾; y la «*Lex Romana Visigotorum*» de Alarico, vigente en los territorios dominados por los visigodos en España y Aquitania, consiguió en toda la Galia e incluso más allá de sus fronteras la mayor consideración, es decir la del Código Romano por excelencia, consideración que se mantiene, en general, hasta bien entrado el siglo IX ⁽⁵⁰⁾.

Esta última, mantiene íntegramente las normas romanas reguladoras del precario, completándolas en la «*Interpretatio*» mediante textos extraídos de las «*Sententiae*» de Paulo.

Señala como requisitos distintivos de la posesión precaria, la súplica inicial y el permiso del propietario o del acreedor fiduciario ⁽⁵¹⁾, y en el mismo sentido es definida por San Isidoro ⁽⁵²⁾.

El precarista podía ser expulsado de la finca del mismo modo que el poseedor violento o clandestino ⁽⁵³⁾, al cual era asimilado el heredero que no abandonaba la finca poseída ⁽⁵⁴⁾.

Poca originalidad, por tanto, encontramos en sus disposiciones, si descontamos la completa asimilación, a efectos de la concesión, del acreedor pignoraticio al dómimo, que revela el habitual empleo de la institución en garantía de operaciones crediticias.

⁽⁴⁹⁾ Brunner, op. cit., pág. 51.

⁽⁵⁰⁾ Zeumer, *Historia de la legislación visigoda*, pág. 71. = Fustel, op. cit., p. 112.

⁽⁵¹⁾ «Possidet... ..precario qui per prece[m] postulat ut ei in possessione commorari liceat, permissu domini aut creditoris fiduciam.» *Interpretatio Pauli Sententiae*, V, 7.

⁽⁵²⁾ «Precarium est dum prece rogatus creditor permittit debitorem in possessione fundi sibi obligati demorari et ex eo fructus capere; et dictum precarium quia prece aditur.» *Origenes*, V, 25.

⁽⁵³⁾ «Qui vi aut clam aut precario possidet ab adversario impune dejicitur.» *Pauli Sententiae*, V, 6, 7.

⁽⁵⁴⁾ *Ibid.*, V, 6. 12. = «Heres eius, qui precariam possessionem tenebat, si in ea manserit, magis dicendum est clam videri possidere; nullae enim preces eius videntur adhibitae...» *Interpretatio*: «Si heres eius in ea possessione, quam auctor suus precario possederat, post mortem illius manserit, magis aestimandus est clam, id est occulte manere.»

* * *

Ya hemos observado anteriormente que en los propios textos romanos aparece la posibilidad de precarios a plazo y no gratuitos, reveladores de que en la realidad era usada tal figura jurídica para encubrir operaciones de índole variada, dejando al obligado enteramente sometido a la voluntad del otro contratante.

Sin duda, durante el Bajo Imperio y en los países bárbaros, tales prácticas se extendieron hasta hacerse habituales, con la natural consecuencia de que, a la larga, no pudieran aplicarse íntegramente las normas del precario clásico a negocios, que, por su naturaleza, revestían caracteres de permanencia y onerosidad incompatibles con la arbitraria inseguridad, dando así origen a las llamadas «precarias» medioevales, que la mayoría de los autores consideran derivadas del precario romano, pero que llegan a convertirse en instituciones autónomas, sin perjuicio de que persistiera, durante mucho tiempo, la reserva del derecho de revocar «*ad nutum*» unas relaciones jurídicas diversas camufladas, por decirlo así, bajo las fórmulas del precario tradicional.

La evolución fué lenta, y tuvo un ritmo diverso en distintos lugares, o en cuanto se refiriera a ciertas instituciones, y en los textos visigodos y en las fórmulas Francas se encuentran rastros de la supervivencia del antiguo precario, según demuestra Sánchez Albornoz ⁽⁵⁵⁾, y era natural que ocurriera así, teniendo en cuenta lo que hemos expuesto.

A partir del siglo VII, la situación real puede ser comprobada efectivamente, por haber llegado hasta nosotros numerosos documentos y formularios, que van aumentando en importancia a medida que avanzan los tiempos, y que, especialmente los segundos, pueden representar una tradición anterior ⁽⁵⁶⁾.

⁽⁵⁵⁾ «El «*stipendium*», etc.», pág. 110.

⁽⁵⁶⁾ La mayor parte de los formularios que han llegado a nuestro conocimiento corresponden a territorios situados bajo el dominio Franco.

Las colecciones más completas son las publicadas por Rozière (*Recueil general*

Dedicaremos primeramente nuestra atención a los formularios Francos, por ser más numerosos y trascendentales para el objeto de nuestro estudio, si es tenida en cuenta la variedad de fórmulas que contienen, reveladoras de la evolución sufrida por la institución original, y su extensiva aplicación a negocios de muy distinta naturaleza, dejando para después la referencia al «*Liber iudiciorum*» y a las fórmulas visigóticas, por ser más limitado su número y representar posiblemente el final de la transformación del precario en un contrato agrario a plazo y con obligación de satisfacer una merced periódica.

* * *

FRANCOS

Después de poder examinar los diplomas y formularios publicados, no puede seguirse afirmando que el precario no fuera usado por particulares, pues las fórmulas son aplicables a toda suerte de personas, y algunas de las publicadas por Rozière se refieren expresamente a relaciones familiares y entre extraños ⁽⁵⁷⁾.

No obstante, el mayor cuidado en la conservación de documentos eclesiásticos, la mejor ordenación de archivos, y la repetida transcripción de diplomas en cartularios y colecciones, han permitido reunir mayor número de datos referentes a la Iglesia, que junto con los formularios redactados por monjes y clérigos para servir de instrucción a sus sucesores, los decretos de concilios y las bulas de la Santa Sede, facilitan, en gran manera, el conocimiento

des formules usitées dans l'Empire des Francs du V au X siècle. París, 1859; y especialmente por Zeumer en *Monumenta Germaniae Historiae.* (Fórmulas Merowingiei et Karolini Aevi. Hannover, 1886.)

Hubiera sido oportuno citar las fórmulas expresando el formulario de que proceden y referirnos a la edición de Zeumer, considerada de superior valor científico, pero premuras de tiempo y la fácil disposición de la edición de Rozière nos ha impulsado a utilizarla preferentemente en este estudio.

Las Fórmulas visigóticas serán citadas en su lugar oportuno, pero son menos numerosas, estando representada la precaria en sólo dos textos.

Según el Padre García Villada, el formulario más antiguo de tiempos de la Reconquista, conocido en nuestro país, es el contenido en el Manuscrito de Ripoll, correspondiente al siglo X, pero en él no aparecen fórmulas de esta naturaleza. (Publicado y estudiado en el *Anuari de l'Institut d'Estudis Catalans.* 1911-1912).

⁽⁵⁷⁾ Ver entre otras las fórmulas CCCXXXVII de Rozière, en que intervienen un padre y sus hijos.

de las prácticas seguidas y de las disposiciones encaminadas a subvenir las necesidades de la Iglesia y de las órdenes monásticas; y por su ininterrumpida continuidad suministran material suficiente para estudiar la evolución de las formas empleadas, y las distintas consecuencias que había de producir en la situación jurídica y real de los precaristas.

* * *

Su lectura demuestra cumplidamente la permanencia y continuada repetición de los principios teóricos romanos, aunque frecuentemente interpretados en distinto sentido, y aparecen además cláusulas enteramente nuevas, o no comprobadas en fechas anteriores que desvirtúan su rigidez conceptual.

Es conservada la rogación⁽⁵⁸⁾, la causa de liberalidad⁽⁵⁹⁾ «*beneficio*» «*pietas*», que aparece en todas las fórmulas y documentos, seguida de humildes fórmulas de sometimiento⁽⁶⁰⁾.

La sumisión personal del precarista, que presumíamos existía en Roma, derivándola lógicamente de la naturaleza de las relaciones establecidas y de la interpretación de textos más o menos claros, resulta patente en cuanto nos es permitido examinar el contenido íntegro de los actos constitutivos, en los que invariablemente el precarista se dirige al «*domino semper meo*», al «*mihi proprio domno*», etc., a quien se obliga a servir y obedecer⁽⁶¹⁾.

La *carta* continuaba siendo un reconocimiento del dominio del concedente, una prueba preconstituída y un título a su favor, más que una garantía para el precarista.

⁽⁵⁸⁾ «Dum iuxta quod mea fuit petitio...» (Rozière, CCCXXVI.)

Al citar las fórmulas nos referiremos únicamente al número con que figuran coleccionadas, sin señalar el Cartulario de que proceden, a fin de aligerar estas notas.

⁽⁵⁹⁾ «...ad nostra petitionem vestra habuit pietas et benevolentia... ut locello alico... delegavit nobis ad beneficium...» (ibid., doc. CCCXXVIII).

⁽⁶⁰⁾ «...et ut nos ibidem pietas vestra manere permittat humeliter postulamus...» (id., CCCXXIV).

⁽⁶¹⁾ «...sed in omnibus per utilitatibus vestris adsurgere» (Fórmulas visigóticas, 36). = «...aut ubi ...ex vestro precepto fuerimus imperati, non procurarevimus cum omni obedientia adimplere...» (Recueil, CCCXXIV).

Era, como dice Fustel ⁽⁶²⁾, una prueba material que éste proporcionaba anticipadamente contra sí mismo.

El derecho del concedente debía ser reconocido mediante la repetición de la *carta*, a fin de que el precarista no olvidara su condición y negara la propiedad ⁽⁶³⁾, pretendiendo consolidar su posesión y alterar su naturaleza.

Las renovaciones debían ser frecuentes, y durante el siglo IX ya era considerada *antigua costumbre* su periodicidad quincenal, expresamente reconocida y ordenada por Carlos el Calvo en 846 ⁽⁶⁴⁾.

La obligación de renovar se hacía constar en las *cartas* ⁽⁶⁵⁾, y en previsión de que por cualquier causa, voluntaria o fortuita, no tuviera lugar tal renovación, y su defecto pudiera ser interpretado en sentido contrario a los fines perseguidos, apareció una nueva cláusula, en la que se hacía constar que la primitiva *carta* conservaría perpetuamente su valor, aun cuando no fuera renovada quinquenalmente, fórmula que se hizo habitual, hasta llegar a convertirse en verdadera cláusula de estilo ⁽⁶⁶⁾.

Debido también al carácter personalísimo que interesaba conservar al precario, era necesario también renovarlo, o mejor dicho otorgar nueva concesión, precedida por la consabida súplica, al ocurrir el fallecimiento del precarista, a fin de que no pudieran entenderse transmitidos unos derechos que eran considerados inexistentes, y de que el sucesor no pudiera alegar ignorancia de la naturaleza de su posesión, ni pretender derivarla de un título hereditario expresamente negado ⁽⁶⁷⁾.

⁽⁶²⁾ Op. cit., pág. 122.

⁽⁶³⁾ «...spondentes quod si ullo unquam tempore huius chartulae condicionem oblit... aut quod posedemus non vestrum esse dixerimus...» (id., CCCXXIV).

⁽⁶⁴⁾ Pertz, I, 390 = (cit. Lattes, op. cit., pág. 224: «Precaria secundum antiquam consuetudinem et auctoritatem de quinquenio in quinquenium renovatur). Acerca del origen romano del término quinquenal. Ver: Lattes (op. cit., pág. 24). = Torres (en *Historia España*, II, pág. 330). = Azcárate, op. cit. pág. 286.

⁽⁶⁵⁾ «Et ut haec precaria firmior habeatur, de quinquennio vel in quinquennium sit renovata, quatenus sic semperque valeat in efectum» (id., CCCXXXI).

⁽⁶⁶⁾ «...ac si semper per quinquennium renovata fuisset, perpetim...» (ibidem. CCCXXXVI). = «...et ut alias praecarias de quinquennium in quinquennium renovantur, ista vero non sit necesse renovandi, sed per semet ipsa, omneque tempore obteneat firmitatem...» (id., CCCXXXIX, 2).

⁽⁶⁷⁾ «Et quia inscior non habetur quod genitor noster in re vestra manere dino-scitur, et precariam vobis fecit, quam nos similiter renovamus» (id. CCXXIV).

El precarista, al abandonar el predio, debía restituir cuanto había recibido, y entregar además las construcciones, plantaciones y demás mejoras existentes, consecuencia natural de su personal sometimiento al propietario, y de la negación de todo derecho de naturaleza real a su precaria posesión ⁽⁶⁸⁾.

Resulta, pues, evidente la constante preocupación de impedir que la posesión del precarista pudiera convertirse en propiedad ⁽⁶⁹⁾, y especialmente evitar la prescripción trentenaria ⁽⁷⁰⁾.

* * *

Cuanto ha sido expuesto perfila una posible construcción sistemática del precario, en términos precisos correspondientes a la esencia de esta figura jurídica, pero que sería raro encontrar en una sola fórmula, pues han sido seleccionados entre varias de las examinadas.

Pero la gran difusión del precario, y su extensión a situaciones muy variadas, produjo la aparición de nuevas cláusulas, que no concordaban con la anterior construcción teórica, y esencialmente contradecían el concepto del precario, propiamente interpretado.

Según hemos dicho, a medida que avanzaron los tiempos fué desapareciendo la característica necesidad de renovar la petición, y las concesiones, con frecuencia pasaron a ser vitalicias, siendo otorgadas a favor del solicitante ⁽⁷¹⁾, del mismo y de su cónyuge ⁽⁷²⁾ y también de sus hijos ⁽⁷³⁾ y aun de todos sus descendientes en línea directa ⁽⁷⁴⁾.

⁽⁶⁸⁾ «...cum omnis rebus emelioratis vel suprapositis...» (id. CCCXXIX).

⁽⁶⁹⁾ «...sed ne possessio nostra vobis heredibusque vestris praeiudicium inferat» (id. CCCXXIV).

⁽⁷⁰⁾ «Et si haec precaria dinuo renovata non fuerit, absque alia, per triginta annorum seu amplius, integram obtineat firmitatem» (id., CCCXXIV). = Lo mismo opina S. Albornoz, *El «Stipendium»*...

⁽⁷¹⁾ «...ut dum advixero...» (id., CCCXXVI-CCCXLIX, etc.).

⁽⁷²⁾ «...dum pariter advixeritis, aut qui ex vobis pare suo subprestitis fuerit et advixerit...» (id., CCCXXVIII, prestaria)... = «ea videlicet ratione ut ego et coniux mea illa easdem res ad nos recipientes tempus vitae nostrae possideamus...» (id., CCCXXX, etcétera).

⁽⁷³⁾ «...dum advivo, mihi (per) precariam prestare iubetis, et post meum discesum ad infantes meos, si voluerin...» (id., CCCLI, etc.).

⁽⁷⁴⁾ «...habere mihi liceat, infantesque mei post obitum meum similiter faciant, omnisque posteritas, quae de ipsis fuerit procreata, usque in sempiternum...» (ibidem, CCCLIV).

Con tales formas— de cuya prioridad y relativa importancia poco podemos asegurar, pero que están representadas en los formularios con bastante profusión y que sin duda prevalecieron sobre las anteriores, por ser las que continúan apareciendo en documentos posteriores— los precaristas iban dejando de serlo, por decirlo así, al conseguir una mayor estabilidad, cierta seguridad, en compensación a la cual se obligaban a satisfacer un canon que, desde muy pronto, posiblemente por romana reminiscencia, recibe el nombre de censo, habitual para nombrar las prestaciones periódicas ⁽⁷⁵⁾.

Ya nos hemos referido a cuan dudosa era la gratuidad del precario, aun en la época clásica romana, pero en las fórmulas y diplomas del siglo ix la obligación de satisfacer el canon era expresa. Sin duda se había debilitado el lógico deseo, naturalmente sentido, de ocultar su condición onerosa, sólo eran salvadas las formas externas, procurando cuidadosamente evitar fórmulas de cuya redacción pudiera resultar una bilateralidad interpretable en sentido contractual, por lo cual, estas prestaciones, como las demás obligaciones y limitaciones que sujetaban al precarista, aparecen como actos espontáneos y voluntarios del mismo ⁽⁷⁶⁾, en reconocimiento del beneficio obtenido, por liberalidad o donación, forma que persistió durante largo tiempo.

Tales prestaciones, según veremos, en ciertas fórmulas visigóticas, ya tienden a concretarse en las «*decimas*», «*exenias*», etc., y en las fórmulas recopiladas por Rozière, con frecuencia aparecen determinadas en dinero «*sólidos tantos*» ⁽⁷⁷⁾, en cera ⁽⁷⁸⁾, aunque continúa en otros casos la referencia a la «*decima de omnia fructa*» ⁽⁷⁹⁾, o queda indeterminada totalmente ⁽⁸⁰⁾ o relativamente al consistir

⁽⁷⁵⁾ «...illo censo» (id., CCCXL). = «...spondimus censum annis singulis...» (id., CCCXXIX, etc.).

⁽⁷⁶⁾ «...et pro hac re precaria vobis spondimus...» (id., CCCXXIX). = «...Et pro ipso usu censivi vobis...» (id., CCCXXXI, etc.).

⁽⁷⁷⁾ «...solidos tantos per temet ipso solvere facias» (dice la precaria correspondiente a la fórmula CCCXL). = «...dinarus tantus...» (id., CCCXLII, precaria, etc.).

⁽⁷⁸⁾ «...liberam de ceram transolvam...» (id., CCCXLIII, etc.).

⁽⁷⁹⁾ «...et illa decima de omnia fructa, quidquid supra ipsa rem conlaborare potuerimus» (id., CCCXLII, Precaria), etc.

⁽⁸⁰⁾ «...quantum inter nos convenit dare studeamus...» (id., CCCXXIX).

en la obligación de entregar lo mismo que los demás cultivadores de las tierras del concedente ⁽⁸¹⁾.

Se generalizó la costumbre de que la «*carta precaria*» fuera contestada con una «*carta prestaria*» —de las que existen numerosos ejemplos en los formularios— que contenía, por lo menos, el tiempo de la concesión, el censo a satisfacer, y las demás condiciones ofrecidas en la primera, de la que generalmente era mera reproducción, viniendo en cierto modo, por tanto, a constituir el título del precarista ⁽⁸²⁾.

La evolución del precario queda demostrada al irse abandonando la exigida duplicidad de documentos ideada para impedir toda interpretación contractual; lo mismo ocurrió al caer en desuso las preceptivas renovaciones de la «*precaria*», substituídas por la cláusula, a que nos hemos referido, contenida en la *carta* original, que primeramente debió tener carácter excepcional y precautorio, y más tarde ocasionó la desaparición de las periódicas renovaciones, salvo requerimiento; veremos que también dejó de ser exigido que la «*precaria*» en sus formas «*oblata*» y «*remuneratoria*» fueran precedidas por la donación de la finca, otorgada en documento independiente; y asimismo las cartas «*precaria*» y «*prestaria*» van confundíendose en un solo documento, que finalmente recibió el nombre de la primera, pues pareció inútil seguir repitiendo separadamente las mismas cláusulas, fué perdiéndose su significado originario, hasta aplicarse indistintamente en uno u otro sentido, llamándose también «*precaria*» el título del concesionario ⁽⁸³⁾, interversión que se perpetúa, pasa a la enfiteusis y llega hasta nuestros días, pues, como es sabido, en Cataluña recibe el nombre de «*Carta precaria*» el documento en que el censalista reconoce el derecho del censatario.

⁽⁸¹⁾ «...quidquid reliqui acolani vestri faciunt, nos rendere spondimus...» (id., CCCXXV).

⁽⁸²⁾ La necesidad de concordancia entre las dos cartas, y la creciente tendencia a considerar la relación como un convenio, queda reflejada en el léxico empleado en las propias fórmulas: «...et haec obligationes uno tenore conscriptas firmae permanent» (id., CCCXXXII). = «Unde inter nos convenit ut duas epistolas de utrasque partes aptificantes uno tenore conscriptas adfirmare deberimus...» (id., CCCXXVI).

⁽⁸³⁾ Acerca del significado y diferentes empleos de la palabra *precaria*, ver la curiosa nota de Fustel, op. cit., pág. 150.

* * *

Únicamente era concedido el usufructo, y el derecho a explotar y cultivar la finca ⁽⁸⁴⁾, la posesión ⁽⁸⁵⁾, sin facultad de disponer ⁽⁸⁶⁾, castigándose todo intento en contrario con la inmediata pérdida de la posesión ⁽⁸⁷⁾.

Parece natural que, aun cuando coexistieran unas y otras fórmulas, incluso en un mismo documento, la arbitraria voluntad del concedente debía quedar progresivamente limitada, con la ya habitual determinación de plazo, canon, y con la aludida «*carta presteria*» en manos del poseedor, que al coincidir con la «*precaria*» que conservaba el propietario, no podía menos de representar un acuerdo de voluntades, no obstante todas las reservas y renunciaciones todavía subsistentes, y que algunas veces serían hechas efectivas, según puede ser comprobado documentalmente.

Los actos otorgados revisten, con frecuencia, caracteres de verdaderos arrendamientos o enfiteusis temporales, y hasta perpetuos, aun cuando se conserven cláusulas del antiguo precario; y puede ser supuesto que la Iglesia, particularmente, tenía interés en conservar y aumentar su patrimonio, pero también lo tenía en extraer del mismo un rendimiento adecuado, y ningún provecho había de encontrar en expulsar a unos cultivadores, cuyos trabajo y servicios le eran indispensables, y, es posible, que continuara utilizando las antiguas fórmulas por tradición, para mejor sujetarse a las disposiciones legales, y con la intención de salvaguardar sus derechos, procurando no contraer obligaciones y más que nada impedir las frecuentes usurpaciones de que era víctima.

Una prueba de que, por lo menos en algunos casos, sucedía así, puede encontrarse en la fórmula CCCXXI de

⁽⁸⁴⁾ «...ad excolendum vel usufructuandum...» (id., CCCXXVD).» «...quas tibi usufructuario ordine beneficiavimus...» «...tibi liceat tenere et possidere...» (id., CCCXXVII). = «...habere vel condidigere usare debeas...» (id., CCCXXXIX, etc.).

⁽⁸⁵⁾ «...a me fuisset possessa...» (id., CCCXIX, etc.).

⁽⁸⁶⁾ «...et aliubi nec condonare, nec alienare, nec concamari...» «...nullum exinde habeant pontificium faciendi...» (id., CCCXXVI), entre otras.

⁽⁸⁷⁾ «...et si hoc conaveris facere, ipsam rem ad diae presente, perdas...» (id., CCCXXXIX, etc.).

la compilación de Roziere ⁽⁸⁸⁾ según la cual, además de ser la concesión vitalicia, no se perdía la posesión por mora en el pago del canon, con tal de que el precarista se obligara a pagar y afianzara la deuda, o satisficiera el duplo como pena ⁽⁸⁹⁾.

Además, si bien en las fórmulas es repetido que el poseedor podía ser expulsado «*absque ullius iudiciis interpellatione*» ⁽⁹⁰⁾, tal facultad sólo era prevista para los casos en que hubiera incumplido sus obligaciones o negado la propiedad del concedente.

* * *

Los juristas han clasificado los distintos tipos de precaria más frecuentes en tres grupos denominados: Precaria data, oblata, y remuneratoria o remunerata.

PRECARIA DATA

Consistía en la concesión de tierras en términos parecidos a los reseñados al referirnos a épocas anteriores.

Era el verdadero precario, el que menos se apartaba de la tradición romana. Conservó mejor, por tanto, sus características fundamentales, aun cuando al extenderse extraordinariamente su aplicación como medio normal de explotación de tierras, en substitución del arrendamiento y otras figuras similares, y coexistir con variedades menos típicas, sufrió la influencia de fórmulas que derivaban de su distinta naturaleza, y perdió finalmente su propia substantividad.

Por ello, las normas y fórmulas a que antes nos hemos referido, le eran aplicables de manera más completa que a las restantes especies de precario.

⁽⁸⁸⁾ «...et si de ipso censo negligens vel tardus apparueris, fidem nobis exinde facias et transolvas, et ipsam rem, dum advixeris, non perdas...» (id., CCCXX). = Ver también CCCXXVII.

⁽⁸⁹⁾ «...ipsum duplum perdas...» (id., CCCXX).

⁽⁹⁰⁾ (Id., CCCXXIV).

BENEFICIO ECLESIAÍSTICO

Schupfer⁽⁹¹⁾, Roberti⁽⁹²⁾, Fustel⁽⁹³⁾ y la mayoría de los canonistas, encuentran el origen de los beneficios eclesiásticos en las antiguas «*epistulae precatóriae*» que los clérigos dirigían a los obispos, y por ello lo tratamos en este lugar, por estimar que su necesaria consolidación probablemente influyó fuertemente sobre las demás aplicaciones del precario.

De todos modos, nos parece más acertado afirmar que, en éste como en otros casos, el Precario, más que una institución jurídica que evoluciona y se diversifica, para servir sus fines característicos, puede ser entendido como una cómoda fórmula, generalmente empleada para conservar intactos los derechos dominicales, no obstante la concesión del uso y aprovechamiento, y, por tal motivo, a medida que van precisándose los derechos del beneficiario, y el concedente queda obligado, preceptivamente como en este caso, o contractualmente como en otros a que nos referiremos más adelante, asistimos al nacimiento de nuevas instituciones o a la reaparición formal de otras ocultas que, en los documentos conservan, durante largo tiempo todavía, las cristalizadas fórmulas del viejo precario, pero que tienen propia substantividad jurídica, difícil de negar.

* * *

Las propiedades de la Iglesia eran administradas por los obispos, quienes originariamente disponían de todas las rentas, y cedían algunas a los sacerdotes para atender a su subsistencia.

Varios Concilios y Constituciones Papales reconocieron y regularon tales prácticas, permitiendo la concesión formal del uso o usufructo de bienes eclesiásticos para aten-

(91) *Dir. Priv.* III, pág. 303.

(92) *Svolgimento del Diritto Privato in Italia*, pág. 184.

(93) *Op. cit.*, pág. 129.

der a dichos fines⁽⁹⁴⁾, dejando a salvo los derechos de la Iglesia⁽⁹⁵⁾; añadiendo que tal tenencia o posesión duraría sólo mientras lo permitiera el Obispo⁽⁹⁶⁾ no pudiendo por tanto el beneficiario disponer⁽⁹⁷⁾ ni poseer en nombre propio⁽⁹⁸⁾, a fin de impedir la prescripción adquisitiva; pues como disponía el Concilio de Orleans en 511, «si el Obispo, por motivos de humanidad hubiera concedido tierras a clérigos o monjes, la Iglesia no debía quedar perjudicada, aunque transcurrieran muchos años, y no podía oponerse la prescripción establecida por las Leyes seculares»⁽⁹⁹⁾.

Estas concesiones fueron haciéndose cada vez más frecuentes por exigencias de la realidad, y según acabamos de ver, aprovecharon íntegramente la clásica regulación del precario⁽¹⁰⁰⁾.

Eran solicitadas mediante la «*epistola precatória*», «*carta precaria*» o «*chartula promissionis*» y en esta forma ya aparecía un matiz, representado por la promesa de cumplir fielmente la misión Sacerdotal, que en cierto modo ligaba al concedente, y constituyó uno de los elementos más eficaces de estabilización de las fórmulas precarias, y de limitación de la facultad de recobrar arbitrariamente.

Eran contestadas, más que con una simple «*carta presertaria*» con una «*chartula donationis*», que muy pronto confirió el disfrute vitalicio, considerado inherente a la función desempeñada o, mejor dicho, concedido por razón del oficio, y finalmente los bienes quedaron adscritos a una

⁽⁹⁴⁾ «...in usum praestare permittimus...» (Agde, año 506; Sirmont, cit. Fustel, página 129).

⁽⁹⁵⁾ «...salvo iure Ecclesiae...», Ibid.

⁽⁹⁶⁾ «...sicut peamiserunt Episcopi teneant...» (ibid). (Canon 49).

⁽⁹⁷⁾ «...vendere au autem donare non praesumant...» (Canon 49).

«...Nihil conmutare vendere, donare audeant...» (Ver también Azcárate, *Historia del Derecho de propiedad*, pág. 272).

⁽⁹⁸⁾ «...possederunt... non in ius proprium...» (Canon 59).

⁽⁹⁹⁾ «Si Episcopus, humanitatis intuitu, vineolas vel terrulas clericis vel monachis, praestiterit excolendas, vel pro tempore tenendas, etiam si longa transsisse annorum spatia comprobantur nullum praepudicium ecclesia patiat, nec saeculari lege proscriptio quae ecclesia aliquid impediatur opponatur» (Canon 23).

⁽¹⁰⁰⁾ Roberti, op. cit., pág. 184. = García Villada, apoyándose en los Cánones de los Concilios, niega que en la España visigoda los Obispos tuvieran tan amplias facultades (*Historia Eclesiástica de España*, II, I, pág. 235). = Acerca de toda esta materia, ver el magistral estudio de Sánchez Albornoz, *El «Stipendium» hispanogodo y los orígenes del Beneficio prefeudal*.

Iglesia determinada, para que sus rentas sirvieran de dotación a sus servidores.

Por todos estos motivos, aun cuando fué conservado durante largo tiempo el léxico y formulario primitivos, fué creándose una relación jurídica estable y obligatoria, primeramente vitalicia, y luego perpetua y objetiva, con derechos y obligaciones inmutables mientras el beneficiado cumpliera sus obligaciones, y, como dice Roberti ⁽¹⁰¹⁾, la transformación pudo considerarse terminada cuando fué afirmada la norma de Derecho Canónico «*beneficium datur ratione officii o propter officium*», y las concesiones pasaron a ser estimadas «*pro stipendia*».

PRECARIA OBLATA

Tales operaciones, fundamentalmente y en su aspecto material, casi equivalían a una transmisión con reserva de usufructo, de la cual se distinguían —como la precaria *data* del arrendamiento, enfiteusis temporal y otras figuras semejantes— por la ausencia de vínculo contractual, y por la querida y expresa sumisión del precarista al arbitrio del nuevo propietario, si bien, poco a poco, fueron consolidándose los derechos del primero, en términos parecidos a los antes explicados.

Eran utilizadas las mismas fórmulas del precario, y la constante preocupación de evitar todo ligamen contractual, que pudiera obligar al nuevo propietario, se manifestaba en este caso, mediante la exigencia de separar materialmente, y hacer por tanto independientes los dos actos jurídicos: la venta o donación, y la petición y concesión precaria, que debían constar en documento distinto y posterior ⁽¹⁰²⁾.

Esta duplicidad documental, fué desapareciendo al avanzar los tiempos, llegando a otorgarse ambas operaciones en

⁽¹⁰¹⁾ Op. cit., pág. 256.

⁽¹⁰²⁾ «...postea ibi super ipsa terra ad commanendum licentiam dedistis, propterea vobis tale epistola precatoria fieri rogaris...» (id., CCCXX).

«...sed postea vobis supplicavimus, ut ipsa porcionem ad usu beneficio ad excolendum, quamdiu advivo, mihi proestare deberitis...» (id., CCCXLII, etc.).

un solo documento, especialmente a partir de finales del siglo x, pero aún en muchos títulos redactados en fechas muy posteriores, y en que ya se han abandonado las rigurosas fórmulas del precario, es conservada tal calificación, a pesar de que el acto jurídico tiene ya verdadero carácter contractual, por estipularse expresa y claramente la reserva de derechos por parte del transmitente; y la pensión periódica es *donada*, como si fuera entregada espontáneamente y sin relación alguna con los demás pactos, posiblemente por seguir copiando fórmulas anteriores que, sin motivo alguno seguían transcribiéndose, no obstante haber perdido su razón de ser, según puede comprobarse fácilmente examinando los documentos de los siglos xi y xii.

Las ventas seguidas de concesión precaria al vendedor pueden explicarse, en muchos casos, como continuación de las referidas prácticas seguidas por romanos y visigodos para encubrir préstamos, dejando fuertemente garantizados los intereses del acreedor mediante la formal adquisición del predio, autorizando al deudor para continuar la explotación, pero dejándole sometido al arbitrio del primero, el cual sólo tenía una obligación moral o natural de restituir cuando le fuera devuelto el capital, pues en muchos casos no era expresado el motivo interno de la operación.

La situación era semejante a la resultante de la venta con pacto de retro, seguida de arrendamiento a favor del vendedor, pero sin las garantías que para el deudor representa la explícita declaración de sus derechos ⁽¹⁰³⁾.

Conviene, además, recordar que la Iglesia condenaba la exigencia de intereses (usura), especialmente en los préstamos dinerarios, «*nummus nummum non parit*» y, en cambio, mediante estas combinaciones, resultaba lícito

⁽¹⁰³⁾ La «*Lex Romana Burgundionum*» al tratar de la precaria concedida por el comprador a favor del vendedor, después de otorgada la venta, exigía para su validez la tradición y toma de posesión, debiendo existir cierto intervalo —aun simbólico— antes de la concesión precaria, a fin de que el nuevo adquirente hubiera poseído realmente, y salvar de tal modo las exigencias tradicionales: «*Si vero post possessionem dierum aut mensium precaria fuerit subsecuta ut ille iterum qui vendidit rem videatur possidere, documenti professio firmitatem precariae possessionis obtineat.*» (Pertz, *Leges III*, pág. 616).

percibir el cánon o censo que los representaba, pero que era parte convenida de los frutos producidos —como donación primero, y prestación estipulada más tarde— quedando obligado a satisfacerlo el antiguo propietario convertido en precarista.

En las donaciones otorgadas a favor de la Iglesia y órdenes monásticas no deja casi nunca de hacerse constar la motivación religiosa: enmienda de pecados, para alcanzar la vida eterna, conseguir oraciones, misas y demás sufragios, sepultura sagrada; pero el puro espíritu de liberalidad difícilmente puede ser reconocido en estos actos, en que el donante solicita inmediatamente continuar poseyendo y explotando la finca, aunque sea a título precario, y mucho menos en cuanto se suavizan los antiguos rigores, y comienza a conseguir que la posesión dure toda la vida, la de su cónyuge, e incluso una o más generaciones de sus descendientes.

La donación, en estos casos, realmente quedaba limitada al canon que se obligaba a satisfacer, y a la propiedad más o menos nuda que transmitía; pues por unos u otros medios continuaba poseyendo, y probablemente a los motivos piadosos y de pura liberalidad, se unían otros incentivos más inmediatos y egoístas, el deseo del pequeño propietario alodial de encontrar protección contra el feudalismo naciente, de no encontrarse abandonado e inerte en la anarquía reinante, y de poder acogerse a los beneficios de privilegios e inmunidades inherentes al estamento a que se sometía, aunque se viera para ello precisado a renunciar a parte de sus derechos que por sí solo no podía defender.

Como dice Fustel ⁽¹⁰⁴⁾, el Patronato de la Iglesia, que bajo el Imperio había sido un medio de escapar al impuesto, se convirtió durante las invasiones en un refugio contra la violencia.

Y Sánchez Albornoz en su brillante estudio «Las Behetrías» ⁽¹⁰⁵⁾ afirma que los grandes dominios fueron absorbiendo en su seno a las pequeñas propiedades, y los simples

⁽¹⁰⁴⁾ Op. cit., pág. 256.

⁽¹⁰⁵⁾ *Anuario Historia Derecho Español*, I, 1924, pág. 179.

libres fueron entrando en dependencia de los grandes señores laicos y eclesiásticos, añadiendo que durante los siglos VIII a X van decayendo el Patronato y la «*commendatio*», prefiriéndose las relaciones beneficiarias, o acudiendo a la precaria oblata o remuneratoria.

PRECARIA REMUNERATORIA

Consistía en la concesión de bienes de la Iglesia junto con otros que ésta había recibido previamente del concesionario, en virtud de donación.

En el fondo no era más que una permuta de la nuda propiedad de ciertas tierras por el usufructo vitalicio de las mismas y otras que le eran añadidas.

Los concesionarios, habitualmente cónyuges, aumentaban sus elementos de trabajo y sus rentas durante su vida, pero a su defunción la Iglesia incrementaba su patrimonio.

Este incremento era el beneficio que obtenía la Iglesia y, por tal motivo, no era corriente imponer censo ni otras prestaciones periódicas que no suelen encontrarse en la mayoría de los documentos.

Al pretender encuadrarla en las fórmulas del precario, eran necesarios varios actos distintos y sucesivos, como hemos observado que ocurría en la «*oblata*». La «*precaria*» y la «*prestaria*» venían precedidas por la donación, o como algunas veces se denomina «*traditio*» de la finca⁽¹⁰⁶⁾; pero otras veces parece deducirse de las fórmulas que la donación era posterior a la concesión de las tierras, que ya eran de la Iglesia, según veremos más adelante.

En una u otra forma existía una recíproca transmisión de derechos, de indudable carácter contractual, cuya proporcionalidad llegó a ser fijada legal o consuetudinariamente, y gran número de expresiones, que hemos antes interpretado en tal sentido, se refieren a este tipo de «*precaria*» que, por su naturaleza, necesariamente había de dejar obligadas a ambas partes.

⁽¹⁰⁶⁾ Rozière, CCCXXX.

Los emperadores León y Antemio en 470 ⁽¹⁰⁷⁾, después de reiterar la prohibición de enajenar los bienes eclesiásticos permitieron su concesión temporal, en usufructo, a cualquiera que lo solicitara, exigiendo la fijación de un plazo convenido ⁽¹⁰⁸⁾ o un término vitalicio ⁽¹⁰⁹⁾.

El concesionario debía, además, obligarse a entregar a la Iglesia, al expirar el término previsto, los bienes recibidos y otro tanto de los suyos propios, no siendo considerados válidos los pactos que no contuvieran tal condición, en cual caso no se entendía *transmitido* ningún derecho, debiendo ser, por tanto, *reivindicados* los bienes eclesiásticos concedidos ⁽¹¹⁰⁾.

Fustel ⁽¹¹¹⁾ interpreta este texto como el precedente romano de esta forma de «*precaria*», apoyando su criterio en palabras y frases como «*pro ipsius petitione praestetur...*», «*praestari placuerit*», etc., que aparecen en su redacción y son propias del precario, pero que son desvirtuadas por otras como «*quod inter utrosque convenerit...*», «*...pacta cum eo, qui hoc elegerit...*», «*statuatur et manifestum sit...*», «*...si hoc quoque convenerit...*», etc., que junto con la exigencia de un término expresamente estipulado, tienen evidente carácter contractual, encontrándose asimismo a faltar las precisas y rigurosas cautelas y renunciaciones habitualmente exigidas en el precario propiamente dicho, para evitar todo vínculo obligacional, siendo además de advertir que Justiniano en una Constitución de 535, al regular ampliamente la posibilidad y manera de disponer de los bienes eclesiásticos, se refiere a la concesión de su uso en términos parecidos a los expresados en la anterior, pero ya no aparecen en el texto las reminiscencias del precario antes aludidas ⁽¹¹²⁾.

⁽¹⁰⁷⁾ Cod. I, Tít. II & 5.

⁽¹⁰⁸⁾ «...eius temporis, quod inter utrosque convenerit...»

⁽¹⁰⁹⁾ «...sive in die vitae suae...»

⁽¹¹⁰⁾ «...in iure ipsius atque dominio permanere, et ab ecclesiasticis sive oeconomicis decernimus vindicari...»

⁽¹¹¹⁾ Op. cit., pág. 144.

⁽¹¹²⁾ Novelas. Const. VII, Cap. IV.

* * *

Según hemos ya observado, en éste como en otros aspectos del problema, conocemos abundantes textos legales y de jurisconsultos correspondientes a los Derechos romano y bizantino, pero carecemos, casi en absoluto, de documentos que puedan instruirnos acerca de su aplicación a la vida práctica; y en cambio en el mundo occidental, son escasas las disposiciones legales autóctonas, y numerosos los documentos y formularios que pueden dar idea de la aplicación cotidiana y evolución real de las instituciones.

Por otra parte, ya Savigny demostró la subsistencia del Derecho romano durante la Edad Media, y modernamente ha sido afirmado que los llamados bárbaros, si políticamente mucho destruyeron y mucho reedificaron «*ex novo*», pocas mudanzas esenciales introdujeron inicialmente en la vida económica, especialmente en cuanto se refiere a la estructura jurídica de la propiedad inmobiliaria y a los sistemas de producción ⁽¹¹³⁾.

Por estos motivos, y por la universal difusión de los principios y prácticas de la Iglesia, no es de extrañar que en las regiones más apartadas pueda ser comprobada una acentuada semejanza en las directrices fundamentales de la evolución jurídica.

Los formularios demuestran que en las regiones occidentales, estos actos adoptaban la apariencia de precarios, por la estructura de los documentos, el léxico empleado, y las «*cartas*» «*precaria*» y «*prestaria*» en que eran formalizados. Pero su evidente carácter conmutativo quedaba reflejado en varios pactos, a que nos hemos referido; pues esta clase de operaciones eran de las menos adecuadas para soportar las normas del precario propiamente dicho.

Probablemente fueron intentadas salvar las apariencias mediante una «*precaria data*» que iba seguida por una donación otorgada separadamente, como era también corriente en la «*oblata*».

Pero en el segundo documento no sólo existía una refe-

(113) Volpe. *Medio Evo Italiano*, Firenze, 1923; pág. 220.

rencia a la primera operación ⁽¹¹⁴⁾, sino que del mismo resultaba que era otorgado en cumplimiento de lo conve- nido ⁽¹¹⁵⁾, la donación era otorgada por razón del uso con- cedido ⁽¹¹⁶⁾; los derechos del concesionario eran regulados conjuntamente, y en los mismos términos, sobre ambas fincas ⁽¹¹⁷⁾, y además la donación no era pura, pues se otorgaba con la expresa condición de conservar el usu- fructo ⁽¹¹⁸⁾.

Finalmente, el concedente se obligaba por sí, por sus sucesores, y aun por los demás miembros de su Iglesia a no expulsar a los concesionarios, mientras vivieran ambos, y restare un superviviente, y el derecho a revocar, esencial en el auténtico precario, sólo podía ser ejercitado después de ocurrir tal evento, añadiendo aún, que así era de acuerdo con la «*epistola*» hecha en lugar de «*precaria*» ⁽¹¹⁹⁾; y en una fórmula de 887 ⁽¹²⁰⁾, para mayor seguridad, es recomendado, además, que en la «*carta precaria*» firmen los mismos testigos que suscribieron la «*carta traditionis*», o donación de la finca, que la precedió.

* * *

VISIGODOS

El «*Liber iudiciorum*» contiene numerosas reminiscen-

⁽¹¹⁴⁾ «...ad nostra petitionem locello alico... ..excolare permissistis...» (ibidem, CCCXXVIII).

«...quod nostra fuit petitio et vestra... ..non negavit voluntas, ut illam rem vestram... ..nobis ad excolendum vel usufructuandum relaxare deberitis, quod ita et fecistis...» (id., CCCXXIX).

⁽¹¹⁵⁾ «...et nos pariter, iuxta quod convenit, tam pro ipso usu... ..alio locello... ..post nostrum ambobus discessum, vobis... ..visi fuimus condonase...» (ibidem, CCCXXVIII).

«...pro ipso usu de ipsa re vestra dedimus vobis... ..alteram rem nostram» (id., CCCXXIX).

⁽¹¹⁶⁾ «...in utroque loca tam ipsa quod nos vobis relaxamus quam et eam quam pro ipso usu vos amisistis...» (id., Commendatitia, CCCXXIX).

⁽¹¹⁷⁾ «...in ea vera ratione ut, quamdiu advixerimus, in utraque loca nobis liceat tenere et usufructuare...» (id., CCCXXIX). Y más expresamente: «...ea tamen conditione ut, dum advivimus, suprabscripta loca, tam illa quam in nobis prestetistis, quam ea quod nos, ad ipsam ecclesiam delegavimus, usufructuario ordine possedere debeamus...» (ibid., CCCXXVIII).

⁽¹¹⁸⁾ «...dum pariter advixeritis, aut qui ex vobis subprestis fuerit et advixerit...» (ibid., Prestaria CCCXXVIII).

⁽¹¹⁹⁾ «...sicut et vestra contenit epistola locum precaria facta...» (id.).

⁽¹²⁰⁾ Dice la fórmula: «Hic scribe illos testes, quos in priori carta habes scriptos» (id., CCCXXX).

cias verbales del precario, pero no hemos encontrado ninguna disposición que lo regule en su forma pura, tal como era entendido por los jurisconsultos romanos, ni siquiera en el aspecto complejo con que los Carolingios intentaron mantener sus requisitos esenciales adaptándolo a las necesidades de su tiempo.

El apartado XII del libro X, título I, establece que si por carta precaria «*precariam epistolam*» fuere convenido un plazo, no debe demorarse la restitución de la tierra «*iuxta conditionem placiti*» ⁽¹²¹⁾.

Otros textos se refieren a tierras concedidas o recibidas «*ad placitum*», disponiendo que fuera satisfecho el canon estipulado⁽¹²²⁾; que no se extendiera el cultivo a superficie mayor de la conocida ⁽¹²³⁾, y dictan normas para resolver los litigios planteados, en caso de no existir acuerdo acerca de dicha extensión ⁽¹²⁴⁾.

En estas disposiciones no se habla de la «*carta precaria*», ni están redactadas en forma condicional como la primeramente citada, por lo cual puede entenderse que regulan contratos de tipo arrendaticio o enfiteútico, pero al referirse al título de concesión, se dice: «*Qui ad placitum terra susceperit... campos quos ei dominus terrae non praestiterat.. quam ei praestitum probatur...*» ⁽¹²⁵⁾; «*... et qui praestitit... de spatio unde praestiterit...*» ⁽¹²⁶⁾, etc., con lo que parece demostrarse que se trataba de precarios evolucionados, o por lo menos que era usado el léxico propio de dicha figura.

Es de observar que en el Fuero Juzgo castellano ya no se habla de la «*epistola precaria*», probablemente porque en el siglo XIII el precario ha sido ya olvidado, quedando asi-

⁽¹²¹⁾ «De terris quae definitio annorum numero per placitum dantur». — «Si per precariam epistolam certus annorum numerus fuerit comprehensus, ita ut ille qui susceperat terras post quodcumque tempus domino reformet; iuxta conditionem placiti terram qui accepit, restituere non moretur.»

⁽¹²²⁾ Lib. X, Tit. I-XI y XIX.

⁽¹²³⁾ «...hoc tantum teneat quod eum terrarum dominus habere permiserit... quidquid amplius usurpavit quam ei praestitum probatur amittat...» Ibid., XIII.

⁽¹²⁴⁾ «Si inter eum qui accipit terras aut silvas, et qui praestitit, de spatio unde praestiterit, orta contentio fuerit...» Ibid., XIV.

⁽¹²⁵⁾ Ibid., XIII.

⁽¹²⁶⁾ Ibid., XIV.

milado a verdaderas convenciones a plazo de carácter declaradamente contractual⁽¹²⁷⁾.

Lo mismo ocurre con otra referencia al precario que aparece en el Libro II, tít. I-VI, al tratar de los que mediante ventas simuladas⁽¹²⁸⁾, otorgadas a favor de la Iglesia, esposa, hijos o amigos, intentaban burlar la pena de confiscación de bienes impuesta para castigar los delitos de rebeldía, pues en el texto castellano no se encuentra la palabra «*precario*», y su sentido es bien distinto del original latino⁽¹²⁹⁾.

Las citadas expresiones «*prestitit*», «*praestiterit*», en el texto castellano quedan convertidas en «*dadas*»⁽¹³⁰⁾; «*ad placitum*» es interpretado «*a plazo*»; e incluso la exhaustiva enumeración de concesiones con obligación de satisfacer un canon contenida en el apartado XIX de dicho título, es simplificada diciendo «*Si algun omne tiene de otro tierra o vinna arrendada...*»⁽¹³¹⁾.

* * *

En las fórmulas visigóticas conservadas⁽¹³²⁾ se encuentra la referencia al complejo proceso de la precaria.

Comienzan con la Dirección, van redactadas en forma epistolar: «*Domino semper meo ill.ill.*»⁽¹³³⁾; «*In Christo fratri ill.ill.*»⁽¹³⁴⁾.

En la 36, que es la más completa, el postulante comienza explicando que hallándose en extrema necesidad, recu-

⁽¹²⁷⁾ Ver los apartados XI, XII, XIII, etc., de dicho libro del Fuero Juzgo.

⁽¹²⁸⁾ «...in Ecclesiis, aut uxoribus, vel filiis atque amicis, seu in aliis quibuscumque personis suas inueniantur transduxisse vel transducere facultates, etiam et ipsa quae fraudulenter in domino alieno contulerant, iure praecario reposcente sub calliditatis studio in suo denuo dominio possidenda recipiant...»

⁽¹²⁹⁾ «...en tal manera que las puedan después demandar cuando quisieren, e dadas por enganno así cuemo emprestadas...»

⁽¹³⁰⁾ «Si nace contienda entre aquel que recibe la tierra a plazo e aquel que ge la da por saber quantol dió...»

⁽¹³¹⁾ El texto del Liber dice así: «Si quis terram, vineam aut aliquam rem aliam pro decimis, vel quibuslibet commodis praestationibusque reddendis per scripturam, aut quamcumque definitionem ita ab alio acceperit possidendam, ut ille qui dat...»

⁽¹³²⁾ *Textos de Direito visigotico*, II, Coimbra 1920. = Fórmulas visigóticas (segundo Zeumer, Formulas Merowingiei et Karolini Aevi, Hannover 1886).

⁽¹³³⁾ Fórmula 36.

⁽¹³⁴⁾ Fórmula 37.

rrió a la piedad ⁽¹³⁵⁾, sugiriendo que le fueran concedidas «iure precario» determinadas tierras para cultivar, habiendo sido atendida su petición ⁽¹³⁶⁾.

El acto es unilateral, es explicada la súplica y la concesión de la tierra, que pudieron ser verbales, o por lo menos no aparecen en fórmulas especiales y separadas como hemos visto que ocurría en ciertos formularios carolingios. No existe convenio expreso, si bien el concurso de voluntades podría deducirse de la referencia a la concesión, y del hecho de la posesión no contradicha por el propietario.

De todos modos, únicamente quedaba constancia documental de las obligaciones contraídas por el cultivador de defender y no perjudicar el derecho del propietario ⁽¹³⁷⁾, y por tanto, según hemos dicho anteriormente, no resultaba garantizado el derecho del poseedor, salvo si obtenía un contra-documento, la «prestaria», que acaso existiera, aun cuando no se conservara su fórmula por no interesar al compilador.

Queda contraída la obligación de satisfacer anualmente ciertas prestaciones: «décimas» y «exenias» según costumbre de los colonos ⁽¹³⁸⁾, o décimas de frutos áridos y líquidos, animales, manzanos y de cualquier mejora que realizara el cultivador ⁽¹³⁹⁾.

No consta plazo de duración, que puede presumirse indefinido, por ser reconocido el derecho de expulsión en caso de incumplir lo prometido ⁽¹⁴⁰⁾.

⁽¹³⁵⁾ «Dum de die indiem egestatem paterer et huc illuc percurrerem, ubi mihi pro compendio laborarem, et minime invenirem.»

«...tunc ad dominationis vestrae pietatem cucurri...» (fórm. 36).

⁽¹³⁶⁾ «...sugerens, ut mihi iure praecario in locum vestrum quod vocatur ill, ad excolendum terras dare iuveres; quod et vestra annuens dominatio petitioni meae effectum tribuit et terras in praefatum locum, ut mea fuit postulatio, at modios tot, ut dixi, iure praecario dare dignavit...» ibid.

⁽¹³⁷⁾ «...spondeo, nullo unquam tempore pro easdem terras aliquam contrarietatem aut praeiudicium parti vestre afferre...» ibid.

⁽¹³⁸⁾ «Decimas vero praestatione vel exenia, ut colonis est consuetudo, anus inlacione me promitto persolvere.» Ibid.

⁽¹³⁹⁾ «...spondeo, me annis singulis secundum priscam consuetudinem de fruges aridas et liquidas atque universa animalia vel pomaria seu in omne re, quod in eodem loco augmentaverimus, decimas vobis annis singulis persolvere...» (fórm. 37).

⁽¹⁴⁰⁾ «Quos si immemor huius praecariae tenorem de cuncta, quae supra promissi, vel modicum nisus fuero infringere, iuratus dico... quia liberam habeas potestatem de supra dictas terras foris expellere et iure vestro, ut debentur, iterum aplicare» (fórm. 36).

* * *

De lo expuesto resulta que la legislación visigoda reguló cuidadosamente ciertos contratos de explotación de tierras a plazo determinado o indefinido, y mediante pago de prestación, de marcado carácter arrendaticio, aunque fueran calificadas de «*precaria*», o contuvieran expresiones propias de dicha figura jurídica.

En cambio, la redacción condicional de la «*Antiqua XII, libro X, tít. I., del Liber*», antes citada, permite suponer que el plazo era autorizado como excepción a la regla general contraria, propia del precario, y por tanto que coexistieron ambas figuras.

Acaso pueda admitirse como otra demostración de la supervivencia del precario, en su sentido clásico, el caso regulado en el Liber (II-tít. I-VI) antes citado, pues la naturaleza de las operaciones que pretendía impedir se aviene más a este concepto que a las *precarias* como concesiones por tiempo determinado.

Sánchez Albornoz, en su importante estudio «El «*stipendium*» hispano-godo y los orígenes del beneficio prefeudal», ha considerado que uno de los resultados más fructíferos de su investigación ha consistido en demostrar la coexistencia de ambas formas de precario durante la época visigoda, y que las concesiones «*stipendarias*» revistieron originariamente —según hemos advertido— los caracteres del precario clásico, si bien es probable que su natural permanencia hubiera de influir en la transformación que le convirtió en una nueva institución.

De todos modos, en la realidad y especialmente después de que las prácticas continuadas obtuvieron el refrendo legal, debió ser habitual la concesión de plazo y la exigencia de prestación periódica, según resulta de las fórmulas referidas, cuya redacción de tipo epistolar no es exclusivo de la «*precaria*», por coincidir con la empleada en otras fórmulas correspondientes a negocios de evidente carácter contractual ⁽¹⁴¹⁾.

(141) Ver en este mismo volumen el estudio de Honorio García.

* * *

Puede, pues, llegarse a la conclusión de que durante esta época, las fórmulas del antiguo precario fueron utilizadas ampliamente, especialmente por la Iglesia, para explotar sus tierras, sin perder el íntegro dominio de las mismas.

No es difícil comprender que debiendo cumplir estrictamente las rigurosas disposiciones prohibitivas de toda enajenación o gravamen perpetuo de sus bienes, tantas veces reiterada por las Constituciones imperiales y los Concilios, y viéndose obligada, además, a defender su patrimonio continuamente amenazado por las depredaciones de que era objeto, creyera encontrar en el Precario las fórmulas salvadoras que pudieran servir para alcanzar ambos fines, sin prescindir de la explotación de las tierras.

Pero como la realidad viva termina siempre imponiéndose a las fórmulas jurídicas y no es posible mantener indefinidamente y con gran amplitud situaciones imprecisas y dudosas, aun en la Precaria *data*, la más semejante a la tratada en los textos romanos, queda documentalmente comprobada la progresiva determinación del plazo y de la prestación a satisfacer por el cultivador, que necesariamente había de producir un gradual fortalecimiento de su posición jurídica.

Es posible que tales cláusulas tuvieran precedentes romanos, como sostienen algunos autores, especialmente en ciertas épocas en que existieron situaciones semejantes, y que la diferencia radique principalmente, más en la falta de comprobación documental que en la variación de la legalidad subsistente y de las prácticas seguidas.

Pero además, al intentar resolver mediante la aplicación de las fórmulas precarias problemas tan distintos como los que someramente hemos reseñado, necesariamente había de surgir una incompatibilidad fundamental con la realidad jurídica que se pretendía regular, pues si al plazo determinado o término previsto y canon o prestación prefijado, se añadía la evidente falta de liberalidad que representaba en

las precarias «oblata» y «remuneratoria» la adquisición por el concedente de la misma u otras fincas, o el obligatorio desempeño de ciertas funciones en los Beneficios eclesiásticos, poco quedaba verdaderamente del espíritu del precario clásico, y las minuciosas precauciones y sutiles cautelas que tanto abundan en los documentos —preceptiva renovación quinquenal, periódica o en cualquier momento en que fuera exigida, duplicidad de documentos y obligada posterioridad de la concesión, expresos reconocimientos y renunciaciones, imprescriptibilidad, etc.,— demuestran la inestabilidad de la situación, y por su excesividad y la reiteración de su imposición, revelan la anormalidad resultante de querer uniformar, bajo un estricto ropaje formulario, figuras jurídicas muy diversas, en su mayor parte perfectamente definidas, de carácter contractual en su origen y real en su contenido, y por tales motivos necesariamente habían de surgir cuestiones acerca de la interpretación de cláusulas jurídicamente contradictorias.

Fustel, en su citada obra, explica claramente la compleja situación y la evolución sufrida, en los siguientes términos :

«Tales son los diversos empleos que la Iglesia he hecho del Precario en sus dominios. En primer lugar, ha concedido tierras en Precario, a miembros del clero, a servidores, a laicos, que quería atraerse ; fué la continuación del precario romano, es decir, del precario gratuito y revocable a voluntad. En segundo lugar, se ha servido del mismo como de una especie de arrendamiento de tierras, y ha sido suficiente introducir en la antigua fórmula de la carta precaria una línea indicando la cifra de la renta anual. Además, la Iglesia ha utilizado el Precario —según hacían los romanos— como accesorio de una venta : lo que llamaríamos una adquisición de nuda propiedad ha sido hecho en forma de precario. Lo mismo ha hecho con la donación, y así se llegó a substituir, poco a poco, la antigua donación romana, con reserva de usufructo, por una donación plena, seguida del precario. Y en último lugar, la Iglesia combinó el precario de una tierra propia con la donación de nuda propiedad de otra finca, doblando así su patrimonio.

Las aplicaciones del precario fueron, pues, multiplicándose y diversificándose con el tiempo, pero no debe perderse de vista que es siempre el mismo Precario. Ha conservado todas sus formas antiguas. Seguimos encontrando, cualquiera que sea el objeto para que es utilizado, la súplica de una de las partes «precaria», la pura «voluntad», la «bondad», o el «beneficio» de la otra. La distinción continua netamente señalada entre la «propiedad» que conserva enteramente el concedente, y la «posesión», el «uso», el «usufructo», la «explotación» (*excolere*) otorgada al concesionario.

Esta posesión continua siempre siendo temporal, en todos los casos no es ya revocable libremente. Puede prolongarse durante dos y aun tres generaciones; pero siempre deberá finalizar, y el dominio no puede dejar de volver a manos del propietario. Esta posesión no sólo es temporal sino también condicional, y casi siempre aparece señalado un censo anual.»

Pero dicho autor en su intento de asimilar enteramente el Precario romano y el medioeval, a nuestro entender, no valora suficientemente las expresiones «*pactum*», «*placitum*», «*convenit*», «*conventio*» que con acentuada frecuencia van apareciendo en fórmulas y documentos, y mucho menos la coincidencia en un solo acto y título de ambas operaciones que, por tanto, pasan a ser recíproca contraprestación y causa, ajenas al precario y propias del contrato; y la posibilidad de que el léxico y formas del primero, que se continúan en los documentos, vayan perdiendo su real eficacia ante su incompatibilidad jurídica y hasta lógica con las restantes cláusulas que las acompañan, convirtiéndose en meras expresiones de *estilo*, rutinariamente mantenidas después de haber perdido su virtualidad, como puede ser comprobado en documentos posteriores, en los que —según veremos— van desapareciendo y revistiendo cada vez menor importancia.

Además, no puede servir de base para argumentar, el hecho de que la posesión continúe siendo temporal y reversible al concedente al terminar el plazo —ya convenido—, fallecer el concesionario, o extinguirse una o más genera-

ciones directas, pues existen y siempre han existido múltiples situaciones jurídicas afectadas por condiciones, así como derecho personales y reales temporales, llamados a resolverse o extinguirse al llegar cierto momento, o ocurrir determinado evento, sin perder por ello su naturaleza contractual, mientras en su origen, en el momento de su nacimiento, aparezca el esencial acuerdo de voluntades, y no quede una de las partes sometida al injustificado arbitrio de la otra, como ocurre en el Precario.

Muy distinto sería afirmar que la permanencia de ciertas fórmulas antiguas pudiera significar la posibilidad del ejercicio de acciones que de ellas derivaban, o la imposición de sus efectos, no obstante cuanto hemos dicho; e incluso que su subsistencia formal sirviera posteriormente de base para agravar la situación jurídica de los poseedores; pero tal fenómeno ha ocurrido siempre en los períodos de transición, cuando los antiguos derechos no se resignan a desaparecer, y sólo existen débiles garantías procesales y de orden público, insuficientes para asegurar la defensa de los intereses menos protegidos materialmente, pues en tales coyunturas, los elementos externos de influencia, poder y fuerza, pueden retardar y aun invertir el curso de una evolución no enteramente perfeccionada.

El mismo autor citado no deja de reconocer tal proceso cuando dice: El concesionario, que es frecuentemente un arrendatario, un vendedor o un donante, consiente en suscribir el precario, sometiéndose a las humildes reglas establecidas para dicho acto; pero quiere saber hasta dónde llega su obligación; marca este límite en su *carta*, y la misma Iglesia, en la que le devuelve, contrae ciertas obligaciones. El precario se convierte así, en muchos casos, si no en un verdadero contrato, por lo menos en una convención muy regular y sometida a reglas precisas.

* * *

Por tanto, no son radicalmente incompatibles las dos tesis sustentadas por los autores que han estudiado estos problemas.

La llamada «*precaria data*» no fué originariamente más que el «*precarium*» romano, pero al extenderse su denominación y las fórmulas que le eran propias a realidades y figuras jurídicas diversas y radicalmente incompatibles, la institución resultante perdió sus características fundamentales, y especialmente en Derecho visigótico la inseguridad típica que la distinguía en Derecho romano ⁽¹⁴²⁾, y las fórmulas del antiguo precario convivieron con verdaderos pactos que, desde su aparición en los documentos, necesariamente debieron enervar su plena eficacia.

Fué decayendo en su forma pura, confundién dose progresivamente con el arrendamiento y aun con la enfiteusis; el beneficio eclesiástico pasó a constituir un instituto autónomo y definido; y las precarias «*oblata*» y «*remuneratoria*», muy frecuentes durante largo tiempo, conservaron primero la pluralidad de documentos y la rigidez de fórmulas del primitivo precario, que lentamente fueron perdiendo su virtualidad y eficacia, hasta quedar inoperantes.

La mera relación de hecho propia del «*precarium*» dió paso a un derecho, más o menos intenso y duradero, pero que llegó a alcanzar naturaleza real, según creen la mayoría de los investigadores ⁽¹⁴³⁾, y en tal sentido puede afirmarse que la «*precaria*» medioeval era una nueva institución distinta del precario romano.

* * *

LA MARCA HISPÁNICA

La invasión árabe destruyó la organización visigoda, y con ella la vigencia de un orden jurídico basado, en sus últimos tiempos, en el «*Liber Judiciorum*», y muchos españoles pasaron los Pirineos estableciéndose en tierras que les fueron concedidas en «beneficio».

Las «*Constituciones de Hispanis*» regularon su condi-

⁽¹⁴²⁾ Torres. *Historia de España*, III, pág. 239. = *Lecciones de Derecho Español*, págs. 143 y sigs.

⁽¹⁴³⁾ Pertile. *Storia del Diritto*, IV, pág. 299. = Roberti, op. cit., pág. 187, en donde son citadas varias opiniones coincidentes: Roth, Salvioli, etc.

Por otra parte, según afirma Brunner, en su citada obra, pág. 89, «la corriente de la época tiende a dotar de carácter real a relaciones jurídicas que, según su naturaleza, no llevan ese carácter».

ción, sujetándoles a obligaciones militares que debían cumplir bajo las órdenes de los Condes, pero al propio tiempo dictaron medidas para impedir o por lo menos atenuar las violencias que los más audaces o más poderosos hacían sufrir a los pequeños cultivadores, y pretendieron mitigar las rigurosas condiciones exigidas por los *seniores* para otorgar nuevas concesiones de tierras ⁽¹⁴⁴⁾.

Eran los tiempos en que tales «beneficios» derivados de conquistas, donaciones, o adscritos al ejercicio de funciones públicas, tendían a una mayor permanencia, a convertirse en hereditarios, siguiendo la corriente general que había de conducir a la organización Feudal ⁽¹⁴⁵⁾.

Estas ideas y prácticas fueron traídas por los Francos al iniciar la Reconquista y contribuir a repoblar los nuevos territorios, que fueron organizados como *Marca* del Imperio, del cual dependían, extendiéndose la aplicación de los preceptos carolingios que, en parte, continuaron vigentes largo tiempo y aparecen citados en los documentos ⁽¹⁴⁶⁾, que hasta bien adelantado el siglo XII aparecen datados por los años de reinado de los reyes Francos.

No obstante, a través de gentes que posiblemente no abandonaron el territorio y de los que contribuyeron a repoblarlo, fueron conservadas muy importantes tradiciones, costumbres e instituciones de Derecho privado.

Mateu Llopis, en reciente estudio ⁽¹⁴⁷⁾ ha dado a conocer numerosos datos de carácter paleográfico, numismá-

⁽¹⁴⁴⁾ Hinojosa. Obra cit., pág. 28. =Mayer. *Historia de las Instituciones*, etc. Tomo I, pág. 121.

⁽¹⁴⁵⁾ Hasta fines del pasado siglo fué generalmente admitido que el Edicto de Kiersy, sancionado por Carlos el Calvo en 877, constituía la Carta constitutiva del Feudalismo, por estimar que en sus artículos 9 y 10 fué reconocida, por primera vez, la transmisión hereditaria de condados y feudos; pero la crítica moderna no ha mantenido una explicación tan simplista de los orígenes y fundamento de un régimen tan complejo y extendido. Ver: Bourgeois, *Le Capitulaire de Kiersy-sur-Oise*.

⁽¹⁴⁶⁾ «...per nostra aprisione que nos traximus de heremo primi hominis sub ditione Franchorum... (venta del año 901). =«...que illa traxit de heremo cum nos supradictos filios suos primi hominis terra regia sub ditione Franchorum...» (donación del año 904). =Monsalvatje, IV, págs. 30 y sigs. =«...sicut Regum Franchorum demonstrat regia precepta...» id., pág. 331, etc. =...iam dictos monachos trahentes de eremo ad cultura... ..et tenentes per illorum adprissione et possidentes per nos triginta annos seu et amplius sicut illorum preceptus in nomine Ludoici imperatoris Augusti et Karulo rege...» (sentencia de 876 en Marca Hispánica, col. 798-799, etc.).

⁽¹⁴⁷⁾ *De la Tarraconense visigoda a la Marca Hispánica* (Analecta Sacra Tarraconensia, 1946.)

tico y jurídico para demostrar la supervivencia de la cultura visigoda en la Marca y su brillante aportación al renacimiento carolingio.

Y el examen de los documentos demuestra cumplidamente la subsistencia de partes muy importantes del ordenamiento jurídico, especialmente civil, penal y procesal, como ocurre con la *composición* comúnmente estipulada en los contratos; la *décima* de la esposa, que, según veremos, resultaba ser el título de adquisición más frecuentemente alegado ⁽¹⁴⁸⁾; los requisitos necesarios para la validez y publicación de los testamentos, etc. ⁽¹⁴⁹⁾; y aun es frecuente encontrar citas concretas de las Leyes góticas y del propio *Liber Judiciorum* en el formulario de Ripoll y en documentos de todas procedencias, en que aparecen referencias a su alegación en juicio ⁽¹⁵⁰⁾; a los requisitos y plazo necesarios para que el acreedor pudiera disponer de la prenda ⁽¹⁵¹⁾; a la firmeza de las donaciones otorgadas sin miedo ni violencia y en que fuera la entrega realizada de presente ⁽¹⁵²⁾, y a la de los pactos y convenciones contenidos en escrituras legítimas y con fecha cierta ⁽¹⁵³⁾, etc.

⁽¹⁴⁸⁾ En el formulario de Ripoll (folio 133, vto.) —Villada, art. cit.— se encuentra un *Prologus de dotis* en el que se dice: «Dono tibi atque concedo in omnibus rebus meis mobilibus vel immobilibus quod in presenti habeo vel in antea Deo propicio augmentare potuero in omnibus ipsam Xam partem sicut in gotorum legibus est decretum.»

Entre los documentos de San Cugat no hemos encontrado ninguno en que se constituyera tal dote, pero en casi todos aquellos en que otorga una mujer casada o viuda se alega tal título de adquisición. En cambio, en la Colección diplomática de Besalú publicada por Monsalvatje, que contiene numerosos documentos laicos, aparece transcrita la Carta dotal otorgada por el Conde de Besalú en el año 1054, evidentemente inspirada en dicha fórmula: «...per hanc scripturam dotis tibi. L. dono atque concedo et trado de omnibus reis meis quas visum sum habere et possidere mobilibus et immobilibus decimam partem...» (Vol. XV, pág. 274).

⁽¹⁴⁹⁾ «In goticarum legum scriptum reperitur...» (docs. 678 del año 1073; 756 del 1094, etc., del Cartulario de San Cugat).

⁽¹⁵⁰⁾ «...et secundum sanctionem legis Libri Iudicum directum facere...» (doc. 545 del 1037 de dicho Cartulario). = «...secundum ordinationem nostrarum Legum Gotharum...» (doc. 470 de 1018). = «...sicut iudicatum mihi fuerit secundum auctoritatem lege gotica... nos vero iudices creati recepimus eos sicut invenimus in libro secundo titulo primo...» (doc. 496 de 1025).

⁽¹⁵¹⁾ «...sicut in goticis legibus reperitur scriptum...» (doc. 684 de 1075).

⁽¹⁵²⁾ «Lex privilega de donationibus legibus constituta que continetur in libro V, título II, capítulo I, precepit ut donacio que per vim et metum non fuerit extorta plenam abeat firmitatem. Item in eodem libro eodemque titulo capítulo VI res donate in presenti tradite fuerit nullatenus post modum a donatore repellantur...» (doc. 681 de 1075).

⁽¹⁵³⁾ «In legibus gotorum habetur scriptum quod pacta vel placita que per scripturam legitime ac iustissime facta sunt, dunc modo, in his dies vel annus sit

* * *

Las notas anteriores y otras muchas que podrían ser extraídas de documentos, sentencias e incluso de disposiciones legales, demuestran cumplidamente la supervivencia del derecho visigótico y la fuerte influencia del Franco, consecuencia natural del sometimiento político de la Marca y de los movimientos de sus pobladores, pero es muy interesante recordar aquí la citada afirmación de Volpe acerca de las escasas innovaciones que los pueblos llamados «bárbaros» introdujeron en la anterior estructura económica, pues como sostiene Abadal ⁽¹⁵⁴⁾ los reinos germánicos no fueron ni quisieron ser otra cosa que una continuación del mundo romano, continuación de hecho degenerada, que los carolingios intentaron vivificar.

Al fracasar lo que ha sido llamado primer renacimiento, quedó disgregada la organización político y social, prevaleció la ley del más fuerte, a cuyo amparo se acogieron los débiles, contribuyendo de este modo a aumentar su poderío, fenómeno ya observado anteriormente y que no es más que la natural consecuencia del debilitamiento del poder público, pero que en esta época alcanzó tal extensión e intensidad que dió nacimiento a un nuevo régimen, el feudal, a las distintas nacionalidades, entes distintos del mundo antiguo, con ideas y estructura propias, cuya organización y desenvolvimiento llenan la verdadera Edad Media.

En el aspecto jurídico privado, como en el público, prevalecieron las situaciones de hecho, la ocupación, la posesión, el disfrute de la cosa, más que la propiedad y los derechos reales, y el hecho continuado durante cierto tiempo, o repetido frecuentemente, daba lugar a la costumbre de la tierra, que pasó a ser posiblemente la fuente principal de derecho.

En este sentido admitimos la opinión de Font, cuando afirma ⁽¹⁵⁵⁾ que «la aplicación de la Ley Gótica quedó rele-

evidenter expressus nullatenus immiteri permitimus et ideo que in pactis vel placitus continentur aut monstrantur scripta, plenam habeant firmitatem...» (doc. 812 de 1111).

⁽¹⁵⁴⁾ *L'Abat Oliva, Bisbe de Vic i la seva època*, pág. 213.

⁽¹⁵⁵⁾ *Orígenes del régimen municipal en Cataluña*, A. H. D. E., 1946; pág. 231.

gada a segundo término, y tal vez fué más teórica que práctico salvo en las esferas centrales del Gobierno», no obstante las abundantes citas recogidas.

Las doctrinas clásicas, en franca decadencia y frecuentemente desvirtuadas durante el período anterior, quedaron olvidadas ante el predominio de una mentalidad popular a la que nunca, tal vez, fueron plenamente accesibles ⁽¹⁵⁶⁾.

* * *

Las nuevas directrices habían de encontrar campo abonado en los territorios de la Marca, donde poco había que transformar por haber desaparecido casi todo cuanto antes existía.

El dominio de las tierras conquistadas, y en general de las que carecían de dueño, correspondía naturalmente al Soberano, Emperador, Rey; y también al Conde, por delegación primero, y en nombre propio después, cuando fueron relajándose las relaciones de dependencia ⁽¹⁵⁷⁾.

Encontramos un ejemplo de cómo fueron realizadas las primeras ocupaciones en una escritura de reconocimiento otorgada por los vecinos de cuatro pueblos del valle de Ripoll a favor del Monasterio de San Juan de las Abadesas, en la cual se explica que el Conde Vifredo llegó con sus fieles y tomó (*aprendidit*) dicho valle, y concedió la *vestidura* de mismo (*revestivit*) a la Abadesa *per vocem regis* ⁽¹⁵⁸⁾.

Mediante otro documento del año 999 ⁽¹⁵⁹⁾, el Conde Borrell vendió unas tierras fiscales «*fiscum meum pro-*

⁽¹⁵⁶⁾ Paulo Merea. *Estudos de Direito privado visigotico*, A. H. D. E., 1945; página 72.

⁽¹⁵⁷⁾ Abadal, obra citada. = Calmette. *Les origines de la première maison comtale de Barcelone*. = *Le monde feudal*, etc.

⁽¹⁵⁸⁾ «...quia condam jam dictus Wifredus Comes venit cum suis fidelibus in jam dicta valle qui erat in deserto posita et sic aprendidit jam dicta valle cum suis villaribus... et revestivit exinde jam dicta H. Abbatisa filia sua per vocem Regis in onore jam dicto Sancti Johannis Monasterii...» (año 914). Monsalvatje, IV, pág. 76.

El «*praeceptum pro Hispanis*», dictado por Carlos el Calvo en 844, concedió la posesión de las tierras yermas ocupadas para su roturación: «*ut quidquid de heremi squalore in quolibet comitatu ad cultum frugum traxerint aut deinceps infra eorum aprisiones excolere potuerint, integerrime teneant atque possideant*».

⁽¹⁵⁹⁾ Doc. 343 del Cartulario de San Cugat.

primum» que le pertenecían por razón de su función «*qui ad meam functionem pertinent*»; expresiones que expresan aún el recuerdo del Fisco romano, pero señalan también el nuevo concepto feudal, su atribución al Conde, por razón de su cargo, de la función que desempeñaba, sin referirse, como en el anterior, a su actuación delegada del Rey, con lo que queda marcada una posición de independencia.

Y más adelante, cuando ya nadie discute su soberanía, es reconocido que pertenecían al Conde por razón de su dominio principal o eminente todas las tierras cuya propiedad nadie pudiera justificar plenamente, y las que hubieran sido abandonadas ⁽¹⁶⁰⁾.

Pero era necesario poblar y roturar unas tierras desiertas, yermas, según tantas veces repiten los documentos, y que durante largo tiempo se encontraron expuestas a peligrosas incursiones extrañas.

A tal efecto, el Conde toleraba, aprobaba y en muchos casos estimulaba su ocupación «*aprisio*» ⁽¹⁶¹⁾ o bien otorgaba concesiones, en condiciones bastantes liberales, pues en los primeros tiempos, probablemente no eran aplicadas con todo su rigor las normas ya acostumbradas en la otra vertiente de los Pirineos, donde la tierra ya estaba distribuída y gozaba de cierta seguridad, por lo menos formal, sino que por el contrario, en las regiones meridionales, era necesario atraer cultivadores que las habitaran, cultivaran y defendieran; y como afirman Hinojosa ⁽¹⁶²⁾ y Sánchez Albornoz ⁽¹⁶³⁾, toda repoblación llevó consigo en la Edad Media la formación de una masa rural relativamente libre.

En cuanto se refiere a los dominios eclesiásticos, como dice Volpe ⁽¹⁶⁴⁾ disponiendo la Iglesia de menor fuerza

⁽¹⁶⁰⁾ «...iudicatum est in ipso iudicio melius et vere esse hec terra iuris principalis sicut et cetera spacia heremarum terrarum...» (doc. 464 del 1017).

⁽¹⁶¹⁾ Numerosos documentos y textos citados en las notas 146 y 158, y muchos otros semejantes en la colección de Monsalvatje.

= Hinojosa, op. cit., pág. 28 y sigs. = Ignacio de la Concha. *La pressura*. Madrid, 1946.

⁽¹⁶²⁾ *El régimen señorial*, etc., pág. 37 y sigs.

⁽¹⁶³⁾ *Las Behetrias*, pág. 198.

⁽¹⁶⁴⁾ *Classi e Comuni rurale del Medio Evo Italiano*, pág. 158.

coactiva, no pudiendo administrar y gobernar personalmente y con facilidad sus tierras; viéndose en continua necesidad de defenderse de feudatarios laicos más fuertes; teniendo un patrimonio desunido y disperso en vastos territorios alejados de su vigilancia eficaz; siguiendo por necesidad criterios económicos más que militares o políticos, debía naturalmente buscar el cointerés y fiarse más de personas libres que de siervos.

Para regular las relaciones entre propietarios y cultivadores fueron utilizadas en Italia la enfiteusis ⁽¹⁶⁵⁾ el libelo ⁽¹⁶⁶⁾ y la Precaria; y en los dominios Francos, según hemos visto, y en España, esta última casi exclusivamente.

Así lo cree Rubio ⁽¹⁶⁷⁾, respecto a León y Castilla, añadiendo «que la investigación referente a las clases sociales gira constantemente en torno de la precaria de diferentes clases factor determinante, de modo casi exclusivo, de la condición jurídica de sus tenedores; creyendo asimismo que son variedades de la precaria, el «*prestimonium*», la «*honor*» ⁽¹⁶⁸⁾, y demás instituciones genuinamente espa-

⁽¹⁶⁵⁾ Lattes, en su citada obra, págs. 200 y sigs., reseña y estudia numerosas concesiones enfiteúticas formalizadas durante los siglos VI y VII, referentes a fincas rústicas y urbanas, pertenecientes en su mayoría a la Iglesia, con la particularidad de que, con frecuencia, recibían las fincas altos dignatarios y personas pudientes.

Tales concesiones se apartaban de los fines propios de la institución, creaban una clase intermedia entre el propietario y el cultivador, pues el enfiteuta no explotaba directamente la tierra, sino que se limitaba a cederla a su vez, lucrándose con las diferencias que conseguía; por todo lo cual tales concesiones como fenómeno social pueden ser comparadas a las resultantes de los Precarios durante la época Romana Republicana, y a las subenfiteusis y subinfeudaciones que tanta importancia habían de alcanzar posteriormente.

⁽¹⁶⁶⁾ La palabra «libello» parece que primeramente significó cierta especie de documento notarial; después la relación jurídica nacida de un determinado contrato agrario; y finalmente el derecho mismo; siendo llamado «libellario» el sujeto que lo ostentaba. Derivaciones filológicas paralelas a las ocurridas con la palabra «precario», según hemos visto. El contrato «libellario» fué habitual en la porción Norte de la península Italiana sometida a los longobardos, donde convivió con la «precaria»; quedando, al parecer, la enfiteusis relegada principalmente a las zonas meridionales que sufrieron menos la influencia germánica. De todos modos, es muy difícil precisar las respectivas características y diferencias existentes entre estas figuras jurídicas encaminadas a resolver situaciones semejantes por procedimientos análogos.

Vid. Roberti, op. cit., pág. 181. = Lattes, op. cit., pág. 234. = Leicht, *Operai artigiani agricoltori in Italia*, págs. 36 y 64.

⁽¹⁶⁷⁾ Lugar citado, pág. 4.

⁽¹⁶⁸⁾ Acerca de estas instituciones ver Mayer, *Historia de las Instituciones sociales y políticas de España y Portugal durante los siglos V a XV*, págs. 220 y 222. El «*prestimonium*» no lo hemos hallado en los documentos catalanes; y en cuanto a la «*honor*», parece que no pueden admitirse, para este territorio, muchas de las afirmaciones de dicho autor. = Merea en su estudio «Sobre la palabra «atondo» explica

ñolas; y que todas las relaciones de señorío, vistas por la faz jurídico-privada, no son otra cosa que relaciones de precario; que han de ser también tomadas como puntos de referencia para determinar la naturaleza jurídica de la «*behetria*», y del propio feudo».

También en derecho privado substituye al arrendamiento, y extiende su influencia al propio usufructo, según podremos comprobar, pero tal unidad formal es aparente. pues subsisten variados matices que van acentuándose al correr de los tiempos, descubriéndose nuevos pactos que alcanzan progresiva importancia, hasta dar lugar a figuras autónomas más de acuerdo con las ideas y realidades coetáneas, influidas por el feudalismo y más tarde por el renacimiento del derecho romano.

Pero la *precaria* del siglo x, según hemos advertido, ya no era una simple relación de hecho, revocable en cualquier momento; había quedado convertida en una nueva figura jurídica, contractual, que daba origen a un verdadero derecho real, que, desde un punto de vista jurídico-privado, tendía a revestir caracteres enfitéuticos, aunque en muchos aspectos acusara la extensión de las ideas feudales dominantes ⁽¹⁶⁹⁾.

que en algunos documentos era entendida como «receber, dar, ter, uma terra em prestamo, ou, no lexico transpirenaico, em *beneficio*, em *precario*, em *feudo*». (*Novos estudos de História do Direito*, pág. 9.)

Y en la nota 17, añade: «Tenho como certo que «prestamo» ou «prestimonio» eram os vocabulos que no reino asturo-leones e na monarquia portuguesa correspondiam al «precario» e ao «beneficio» francos»; y más adelante: «Prestamo e feudo, que para Herculano eram cousas diversissimas, sao no meu entender uma e a mesma coisa».

Conviene observar que estas afirmaciones del sabio Profesor portugués permiten señalar la positiva influencia del Derecho Franco en los territorios de la Marca, pues a este lado del Pirineo, como al otro, aparecen, según veremos, el beneficio, la precaria y el feudo, y no el préstamo ni el prestimonio, y además, especialmente durante los primeros tiempos las concesiones precarias se refieren lo mismo a tierras alodiales que a feudales.

Por otra parte estas aparentes diferencias de léxico no hacen más que confirmar la identidad fundamental de tales instituciones —fácilmente demostrable examinando los textos—, pues «prestimonium» deriva de «prestare» la tierra, y de la antiguamente exigida «carta prestaria» prueba documental de la concesión; a la vez que «precaria» derivaba de la súplica inicial del aspirante a cultivador y de la carta que dirigía al propietario; o sea que en cada región prevaleció la denominación propia de uno de los actos y documentos en que en los primeros tiempos se desdoblaba esta figura jurídica.

⁽¹⁶⁹⁾ Parece cierto que fueron confundidos y asimilados diferentes contratos y figuras jurídicas que recibieron el nombre y regulación dominantes en cada región: precaria, libello, etc.; y en la parte de Italia que más conservó la tradición romana

* * *

LA «PRECARIA» EN EL CARTULARIO DE SAN CUGAT DEL VALLÉS

Son muy numerosos los diplomas y transcripciones de documentos en Tumbos y Cartularios que han llegado hasta nosotros, pero limitaremos nuestra atención al territorio de la antigua Marca, y principalmente a los contenidos en el Cartulario de San Cugat del Vallés y en el de Santas Creus, por ser los que tenemos más a mano, y no pretender profundizar un estudio que está muy lejos de nuestras posibilidades.

La mayoría de dichos documentos, naturalmente, se refieren a un solo interesado, el Monasterio, y a un ámbito territorial más restringido que el comprendido en las fórmulas carolingias, procedentes de distintos lugares; pero la determinación de fechas, y su sucesión continuada durante más de tres siglos, permiten estudiar cumplidamente la evolución de las ideas y prácticas usuales para orientar una institución determinada; las cláusulas y expresiones que repiten, con ligeras variantes, fórmulas anteriores y aquellas otras que sientan nuevas interpretaciones y criterios, se desarrollan, consolidan y finalmente quedan estabilizadas, dando estado a un nuevo orden social y jurídico.

y recibió mayor influencia bizantina, enfiteusis, como afirma el antiguo cronista del Monasterio de Farfa: «antiqui auctores idcirco contractum largitionis sive concessionis rerum Ecclesiasticarum emphiteusim appellare voluerunt quoniam meliorationem per id et auctionem illarum significare docuerunt» (cit. Lattes, op. cit., pág. 240).

Posteriormente, los mismos glosadores, confundieron ambas instituciones, como Bernardo de Pavía al usar la frase «precaria vel enfiteusis» (cit. Roberti, op. cit., pág. 182); y modernamente Nabholz (Historia económica de Europa. Cambridge, página 668), al admitir la posterior equiparación de las concesiones de tierras germánicas a la enfiteusis romana, afirma que «ello no constituyó más que una simple aclaración retrospectiva sirviéndose de conceptos legales romanos, de relaciones ya existentes y no una nueva creación de los conceptos».

Esta fué la tesis fundamental sostenida en mi conferencia en la Academia Matritense del Notariado en 1946.

Vid. también Pirenne, *Historia Económica y Social de la Edad Media*, pág. 188.

* * *

En ningún documento hemos encontrado rastro de las distintas cláusulas que, según los Romanos, calificaban el precario. Han sido abandonadas también la duplicidad de escrituras y las variadas precauciones con las que —según hemos visto— se pretendía impedir dar rango contractual al otorgamiento, y concretar el derecho del concesionario.

En los documentos de San Cugat, correspondientes al siglo x, el ligamen contractual resulta indudable; las obligaciones son recíprocas y minuciosamente reguladas para mejor garantizar los derechos de ambas partes; las fincas son entregadas o retenidas expresamente; se manifiesta una evidente preocupación por hacer constar, de manera indiscutible, que el otorgamiento tiene lugar espontáneamente, sin presión, ni influencia alguna, que pudieran enervar la plena libertad del poseedor; los motivos piadosos o de otra naturaleza invocados, representan la intención, el móvil de los interesados, el cumplimiento de obligaciones contraídas anteriormente y de disposiciones ordenadas por difuntos o reconocidas por los jueces; y no aparece la imposición directa, ni la arbitraria voluntad del propietario, en el sentido propio del precario clásico, según puede ser comprobado leyendo los textos.

Los derechos concedidos, son estables, vitalicios y muchas veces transmisibles entre sucesores o personas determinadas, durante cierto número de generaciones o indefinidamente. Se tropieza con numerosas y crecientes limitaciones en la facultad de disponer del poseedor, pero todas ellas derivan de pactos, aparentemente libres, y su variedad y diferentes intensidad y extensión muestran, de manera patente, que no son consideradas inherentes a la institución, como ocurría anteriormente; si bien, a medida que avanzaron los tiempos, aunque ya se habían olvidado las arbitrariedades del Precario clásico, y las concesiones, por tanto, tendían a convertirse en perpetuas, por otra parte el desarrollo del Feudalismo se hace sentir, sujetando

más y más al cultivador, y marcando, con precisión y rigor crecientes, su sometimiento al señor, y la naturaleza y limitaciones de su posesión.

En los documentos de la primera época, según dice Font ⁽¹⁷⁰⁾ no se ha llegado aún a la estructuración del sistema feudal, con el consiguiente ejercicio de derechos jurisdiccionales, tan sólo dibujan las líneas de un dominio privado, aunque dejando entrever, con frecuencia, la trama de la relación señorial urdida en torno al hecho de la dependencia de los cultivadores de las tierras monacales respecto a sus propietarios eminentes. Pero la dependencia, sólo económica en sus orígenes, va paulatinamente convirtiéndose en jurídica, con la consiguiente merma de los derechos públicos y privados por parte de las personas dependientes, hasta llegar a constituir en tiempos posteriores un verdadero «*status*» personal.

No obstante, la sumisión al señorío y la prohibición de reconocer otro señor, aparece en documentos del siglo x, que no hacen más que continuar cláusulas semejantes existentes en los formularios Francos, por lo que puede creerse que una mayor o menor dependencia personal era, en la mayoría de los casos, bien antigua, si bien en el siglo xi va concretándose con mayor extensión y precisión en los contratos, dando así carácter consuetudinario y hasta legal, a una situación de hecho impuesta por circunstancias subjetivas y objetivas, que no es del caso estudiar aquí.

* * *

Continúan subsistiendo las especies *data*, *oblata* y *remuneratoria*, principalmente las dos primeras, pero como la *precaria* viene regulada, en su mayor parte, de manera uniforme, y aparece íntimamente relacionada con otros negocios jurídicos, dedicaremos primeramente nuestra atención a las donaciones y otros contratos que las precedían o acompañaban.

El patrimonio de San Cugat, como el de otros monasterios e iglesias, se basó en importantes donaciones condales,

(170) A. D. H. E., Recensión del cartulario de San Cugat, 1945.

a las que incesantemente fueron sumándose las otorgadas por personas de todas categorías y estamentos: nobles, sacerdotes, personas acomodadas que transmitían importantes fincas, y otras modestas que entregaban pequeñas extensiones, pero haciendo casi siempre constar la naturaleza alodial y el título de su adquisición, que, en los primeros tiempos, era frecuentemente la «*aprisio*», y otras veces herencia, compra, etc. Era, pues, muy diversa la cuantía de tales donaciones y muy variada la naturaleza de los bienes donados: castillos, alodios, edificios y tierras de cultivo, así como participaciones, o simplemente derechos, que nos abstenemos de enumerar.

Las posesiones del Monasterio son confirmadas repetidas veces por los Sumos Pontífices, Emperadores y Condes, a fin de hacer constar y robustecer sus derechos, frecuentemente discutidos y negados ⁽¹⁷¹⁾; y la diversidad de donantes es causa de la formación de un patrimonio inmobiliario disperso, que mediante numerosas permutas se pretende cohesionar, de difícil explotación directa, y muy diferente de los señoríos laicos, más concentrados, sin solución de continuidad o sólidamente agrupados alrededor de los castillos.

Estas dos clases de gran propiedad, una dispersa y otra concentrada, existía ya durante el Bajo Imperio, pues como dice Kotsche ⁽¹⁷²⁾ la cultura antigua dejó a la organización agraria de los pueblos venideros en forma tal vez no regularmente extendida ni agudamente formada por la doctrina jurídica, pero de hecho vigorosamente existente, como la más importante de sus herencias, la institución del régimen señorial en las dos formas capitales en que luego hemos de encontrarla; a saber: en sistema de fundos disseminados y en organización de latifundios geográficamente cerrados.

San Cugat, como los demás monasterios de la primera

⁽¹⁷¹⁾ Docs. 382, 412, 431, 774, etc. = En actos importantes intervienen Condes, Prelados y otras personas importantes. Docs. 449, 456, etc.

Como la mayoría de documentos estudiados han sido publicados por Mn. Rius en «*Cartulario de San Cugat del Vallés*», las notas que no contengan otra referencia se entenderán referidas a dichos Cartulario y edición.

⁽¹⁷²⁾ Citado por Torres, op. cit., pág. 332.

época, debió reservarse las tierras más próximas y de mayor fertilidad para ser cultivadas por los propios monjes, sus dependientes, oblatos y auxiliares, constituyendo la llamada «dominica» o «dominicatura», aludida en algunos documentos ⁽¹⁷³⁾; y se vería obligado a conceder las restantes tierras a cultivadores, mediante «precarias», «data» u «oblata», según que fueran otorgadas independientemente o fueran consecuencia de previa donación.

Estas donaciones, como las puras, eran otorgadas a favor de Dios o del Santo bajo cuya advocación estaba colocado el Monasterio «*dono domini Deo et S. Cucuphati*» y otras veces directamente al Monasterio y al Abad con sus monjes y sucesores; siguiendo las predicaciones de los Santos Padres, para conseguir sepultura, sufragios, oraciones, con carácter de limosna, suplicando el perdón de pecados ⁽¹⁷⁴⁾, y en general «*pro remedium anima*», como se dice en casi todos los documentos ⁽¹⁷⁵⁾; beneficios espirituales que eran postulados para la salvación del alma del donante y de sus familiares, por los sucesores, en cumplimiento de la voluntad del difunto, o por sus «*elemosinarij*» designados ⁽¹⁷⁶⁾.

⁽¹⁷³⁾ «...retinemus autem ad ius S. Cucuphati predictae ipsam laborationem dominicam quam modo ibi habemus...» (doc. 544 de 1037). = «...retineo insuper ibidem et laborationem dominicam in iure S. Cucuphatis prefati et nostro pariliatis XX de terra inter tre aut quator locos, quos ego donator meo sensu providero...» (doc. 553 de 1040). En el mismo sentido docs. 707, 717, 785, etc., y también: «...et ipsa dominicatura...» (*Marca Hispánica*, 884. Documento del Monasterio de Tabernolas del año 964) y muchos otros.

Ver Hinojosa, obra citada, págs. 46 y 170. = Volpe, obra citada, etc.

Modernamente en varias comarcas, y especialmente en la llamada Cataluña vieja, continúa subsistiendo la costumbre de apartar una porción, generalmente fértil y próxima a la casa, que el propietario se reserva para subvenir a las necesidades de su consumo.

⁽¹⁷⁴⁾ Estas expresiones no faltan en ninguna donación y han sido estudiadas por Mn. Rius en el primer volumen de su edición del Cartulario; también Hinojosa, obra citada, pág. 58, etc.

A manera de ejemplo transcribiremos la que aparece en el doc. 122: «Audiente predicationem S. S. Patrum et quia elemosina a morte liberat animam, recognosco me peccati macula honustrum, conpuctus divina pietas ut sit michi Dominus adiutor et protector ab suo iudicio.» = Parecidas fórmulas fueron usadas por otros Monasterios: «...quia elemosinam a morte liberat animam...» Monsalvatje, ob. cit., XI, página 62. = Y en los referentes al Monasterio de San Juan transcritos por el propio autor. XV, 911 (pág. 63), 913 (pág. 72), etc.

⁽¹⁷⁵⁾ Parece ocioso reseñarlos por no faltar casi nunca.

⁽¹⁷⁶⁾ Doc. 113, etc. Los «elemosinarij» aparecen en numerosos testamentos y otros documentos cumplimentando la voluntad del difunto. Equivalen en cierto modo a nuestros albaceas y ejecutores testamentarios, y recibieron tal nombre porque origi-

La espontaneidad de la donación quiere hacerse indiscutible mediante una fórmula que, por su repetición y permanencia puede considerarse de estilo: «*manifestum est enim quia placuit animis nostris, et placet, nullus quoque gentis imperio, nec suadentis ingenio, sed propria et expontanea nostra hoc elegit cum Deo bona voluntas, ut carta donationis fecissemus*»⁽¹⁷⁷⁾, ya empleada en los formularios Francos⁽¹⁷⁸⁾ y continuada en el de Ripoll⁽¹⁷⁹⁾.

* * *

DONACIÓN «POST OBITUM»

En esta época, resulta ya difícil distinguir la «precaria oblata» de las donaciones «*post obitum*» y «*reservato usufructo*».

La donación «*post obitum*», según Leicht⁽¹⁸⁰⁾, deriva de la donación «*mortis causa*» romana, pero así como ésta llevaba implícito el «*jus poenitendi*», la posibilidad de revocación, aquella casi siempre era considerada irrevocable, probablemente por influencia eclesiástica, sancionada en 801 por una Capitular de Carlomagno, que tuvo escasa aplicación en las regiones italianas menos germanizadas,

nariamente las legislaciones germánicas sólo admitían la sucesión legítima, y sólo, ante la presión del Derecho Canónico, fué permitiéndose cierta libertad de disposición testamentaria, al principio limitada a las mandas piadosas. = (Ved Valdeavellano, *La cuota de libre disposición en el derecho hereditario de León y Castilla en la Alta Edad Media.*)

No obstante, en los testamentos recogidos en los Cartularios de nuestra Región aparecen numerosas mandas, legados y disposiciones diversas que parecen demostrar que existía bastante libertad de disposición desde los primeros tiempos, probablemente por no haber sido plenamente recibidos tales conceptos germánicos.

⁽¹⁷⁷⁾ Doc. 257 de 990, entre otros muchos semejantes. Parecidas fórmulas fueron usadas en otros Monasterios: «...et dono quoque dentis imperio nec suadentis ingenio sed propria et expontanea michi hoc elegit bona voluntas ut donare faciam...» (Monsalvatje, ob, cit., XI, pág. 62). =Y también otros documentos a favor de San Juan, transcritos por el mismo autor en el tomo XV, págs. 70, etc.

⁽¹⁷⁸⁾ En la venta seguida de precaria, número CCCXLII de Rozière, se dice: «...nec nullum coagentis imperium, sed propria voluntas mee arbitruim...».

⁽¹⁷⁹⁾ «Prologus de donatione. =In nomine domini. Ego el donator. Manifestum est quia placuit animis meis, et placet, nullius cogentis imperio vel suadentis ingenio, sed propria mihi et spontaneæ hoc elegit bona voluntas, ut cartam donationem faciam...», etc.

⁽¹⁸⁰⁾ *Storia del Diritto privato*, pág. 234. = Merea, *Sobre doaçoës «causa mortis»*, pág. 119.

donde subsistieron con mayor pureza las instituciones romanas.

En cambio en países más directamente sometidos a las aludidas influencias, el interés por conseguir su entera eficacia «*stabilem permanere*», y el constante esfuerzo por hacer posibles legados y donaciones a favor de los institutos religiosos, al mismo tiempo que impulsaron una mayor libertad de disposición testamentaria, mediante los legados «*pro anima*», favorecieron también la irrevocabilidad de esta especie de donaciones.

Como dice Valdeavellano ⁽¹⁸¹⁾, producía por la naturaleza jurídica del negocio «*sub-conditione*» una expectancia de derecho a favor del sujeto pasivo de la donación; y según Rubio ⁽¹⁸²⁾ el donatario pendiente la condición, tiene una expectancia, un derecho real a ejercer, llegado el momento, el derecho de propiedad sin restricciones sobre la cosa donada. La expectancia produce una «vinculación» de la cosa, en virtud de la cual, el propietario conserva su derecho ilimitado a usar de ella, pero se halla privado del derecho a disponer de la misma, añadiendo: que es por consiguiente una relación jurídica que, nacida en el momento de celebrar el negocio, se perfecciona por la muerte del donante, que es cuando comienza a producir los efectos desecados, y no, como cree Hubner, «*ex nunc*», o sea desde el momento de su celebración.

Más terminantemente Merea sostiene que la donación «*post obitum*», en sentido técnico consiste en una donación clausulada con la condición suspensiva de que el donatario sobreviva al donante.

Admitida la irrevocabilidad, dicha expectancia habría de entenderse fortalecida por la certeza de que se cumpliría la condición, la muerte del donante; y si el donatario era la Iglesia o algún instituto religioso, por su continuidad, que excluía la posibilidad de premoriencia.

En su forma típica, de la que pocos ejemplos pueden encontrarse entre los documentos conservados, y que sólo hemos podido identificar en el Cartulario de San Cugat en

⁽¹⁸¹⁾ *La cuota de libre disposición...* (A. H. D. E., 1932).

⁽¹⁸²⁾ Trabajo citado, pág. 20.

época bastante avanzada, el donante, durante su vida, continuaría siendo titular del dominio, con todos los derechos inherentes al mismo, uso, disfrute, etc., mantendría incólume su posesión, y únicamente tendría limitada, o mejor dicho habría renunciado a su facultad de disponer, pues al ocurrir su defunción, los bienes donados habrían de ser adquiridos por el donatario, en pleno dominio.

Haría suyos los frutos en calidad de propietario, podría alterar la cosa y realizar mejoras, pero éstas quedarían incorporadas al inmueble, y en su día se entenderían transmitidas con el mismo, en virtud del principio de accesión, por ser consideradas implícitamente como nueva liberalidad, y generalmente en cumplimiento de disposición expresa contenida en una cláusula contractual, que casi nunca falta en los documentos y que pudiera ser el origen de otras semejantes impuestas, con menor fundamento, en negocios esencialmente diferentes.

Normalmente, no debería satisfacer canon ni prestar ningún servicio, y en caso de aparecer contraída alguna obligación en tal sentido, debería ser considerada como un nuevo acto de liberalidad, independiente del principal, o como la expresión del deseo de producir ciertos efectos inmediatos, a fin de que la *donación no fuera vana* como se dice en algunos documentos.

No debiera existir verdadera e inmediata tradición, pues, por el momento, nada sería entregado; y por ello, cuando ocasionalmente aparece en los documentos, es referida al momento de ocurrir el óbito del donante, aun cuando sus efectos se retrotrajeran al día del otorgamiento.

En las fórmulas CCXII a CCXVIII de la colección de Rocière, que se refieren a donaciones «*post obitum*», claramente diferenciadas de las «*oblatae*» y sin referencia alguna a las «*reservato usufructo*», aparece la «tradición», necesariamente simbólica, pues el donante retenía la posesión⁽¹⁸³⁾; pero que surtía todos sus efectos desde el mo-

(183) «...totum et ad integrum de iure meo in vestra... ..iure proprietario trado atque transfundo; ea vera ratione ut quamdiu advixerō, sub usu beneficii vestro... ..predictas res tenere et usurpare debeam...» (CCXII).

mento del fallecimiento del donante, sin necesidad de nueva tradición ni de intervención judicial ⁽¹⁸⁴⁾, añadiendo en algunos casos que al cumplirse la condición, los herederos del donante o cualquier ocupante del fundo deberían abandonarlo (*dereliquerit*), pues era entendido que el donatario poseía desde el otorgamiento de la donación, no obstante el uso reservado, como si hubiera poseído desde tal momento ⁽¹⁸⁵⁾, posesión que algunos autores han interpretado como una «*gewere*», pero que en dichos textos parece más claramente asimilable a una cláusula de «*constituto*».

Por los motivos expuestos parece que dicha retroacción sólo podría producir sus efectos «*ex nunc*», en cuanto a la transmisión del dominio, pero no en cuanto a los frutos, que no habrían de ser restituidos por haber sido legítimamente consumidos por el donante, todavía propietario y poseedor.

* * *

DONACIÓN «RESERVATO USUFRUCTO»

En la «*reservato usufructo*» el donatario adquiría desde luego la nuda propiedad y el usufructo quedaba reservado a favor del donante, y, en su caso, de las personas expresamente designadas, según veremos más adelante.

El usufructuario o usufructuarios harían suyos los frutos y ostentarían la posesión correspondiente a la naturaleza del derecho conservado o adquirido.

Existía tradición o cuasi tradición de la nuda propiedad, que encontraremos en muchos documentos —si bien en términos que corresponden a la técnica coetánea— y el derecho del donatario quedaría naturalmente consolidado al

⁽¹⁸⁴⁾ «...absque cuiuslibet iudicium aut heredum meorum expectata traditione» (CCXIII).

⁽¹⁸⁵⁾ «...et post meum quoque discessum, quidquid in iam dicta villa... ..fuerit... ..dereliquerit... ..absque ullius spectata traditione vel iudicium consignatione... ..tamquam si ad praesens absque usu nostro eorum fuisset obsecuta possessio...» (CCXII-CCXV).

ocurrir el fallecimiento del usufructuario, sin necesidad de nueva entrega.

Tampoco en este caso el usufructuario debería satisfacer prestación alguna y, por tanto, cuando era estipulada, habría de ser interpretada como nueva liberalidad del donante; «*donare faciam*» se dice en los documentos.

De lo expuesto resulta que técnicamente se trataba de dos negocios distintos, que habían de producir muy diversas consecuencias jurídicas, pero aparentemente y en su aspecto material y económico, eran similares, y estas sutiles distinciones difícilmente podían ser comprendidas y mantenidas durante la Alta Edad Media, pues aun las instituciones más individualizadas y desenvueltas por los juriscultos romanos, hubieron de sufrir, según hemos repetido, la profunda influencia del espíritu germánico, menos evolucionado, muy alejado de tales ideas abstractas y que tendía a materializar toda relación jurídica.

Por tales motivos, ciertos contratos e instituciones, técnica y tradicionalmente diferenciados, de distinto origen y diversa naturaleza jurídica, pero que daban lugar a situaciones reales aparentemente semejantes, o producían parecidos efectos económicos, se influyeron recíprocamente hasta confundirse, perdiendo su autonomía y los distintos matices que los caracterizaban, por lo que puede ser afirmado que en cada período y país, uno de ellos consiguió dominar y absorber a los demás, aunque a su vez resultara modificado por reminiscencias que alteraban su fisonomía, o se conservaban inoperantes en las fórmulas empleadas.

Esto parece que ocurrió con la donación «*post obitum*» que aun conservando en ciertos casos su denominación y fórmula principal, confundió su regulación con la «*reservato usufructo*», más conforme con las tendencias de la época, por ser más fácilmente comprensibles los derechos que resultaban a favor de cada uno de los interesados.

* * *

PRECARIA OBLATA

La distinción entre la donación «*reservato usufructo*» y la «*precaria oblata*» resulta evidente en los primeros tiempos, o sea mientras cada uno de estos negocios conservó sus características esenciales y formales.

Fustel ⁽¹⁸⁶⁾ la señalaba, refiriéndose a las fórmulas Francas estudiadas, de las cuales resulta, que durante el siglo VII, la «*reservato usufructo*» (única que cita), de acuerdo con el Código Teodosiano, revestía carácter contractual, y naturalmente era otorgada en un solo documento, a diferencia de la «*precaria oblata*» que, según hemos visto, se desdoblaba en dos negocios esencial y formalmente independientes: una donación pura, sin reserva ni condición alguna; y una concesión que otorgaba el nuevo propietario, atendiendo la posterior súplica del donante.

Ya nos hemos referido ampliamente a la expresión y desarrollo de tales ideas en las fórmulas correspondientes a las «*precarias*», en las que nunca faltaba la expresa tradición de los bienes, a la que era reconocida tal trascendencia que varias de las fórmulas recopiladas por Rozière reciben la denominación de «*traditio*» en lugar de donación ⁽¹⁸⁷⁾.

Pero al evolucionar la «*precaria*» en el sentido antes explicado, desaparecer la duplicidad de documentos y ser definitivamente abandonadas las normas del precario clásico romano, contrarias a todo vínculo contractual, fueron aproximándose ambas instituciones, hasta perder —por lo menos aparentemente— su tipicidad, y a finales del siglo X, y más concretamente en los documentos de San Cugat y en los demás que hemos podido examinar, las llamadas «*precarias oblatas*» se confunden casi enteramente con las donaciones «*reservato usufructo*», pues el donante ya no transmite el pleno dominio, aunque a veces se diga así en

⁽¹⁸⁶⁾ Op. cit., pág. 141.

⁽¹⁸⁷⁾ CCCL-CCCLVI-CCCLXI, etc.

las cláusulas contractuales, sino que expresamente se reserva el usufructo para sí y los suyos, aunque casi siempre se refiera al aspecto material o externo, diciendo que continuará poseyendo, cultivando la finca o percibiendo los frutos, según veremos.

Aparecen refundidas las estipulaciones que anteriormente distinguían dichos negocios, pero la estructura formal de los documentos sigue más de cerca la anteriormente empleada en las donaciones «*reservato usufructo*», aunque el derecho reservado o constituido tuviera carácter indefinido y hasta perpetuo.

* * *

Rubio⁽¹⁸⁸⁾, en su citado estudio, siguiendo a Huber, afirma que en las «*precaria oblata*» sigue existiendo, en abstracto, una donación pura seguida de una concesión precaria, criterio que no podemos compartir después de cuanto ha sido expuesto, pues en tales tiempos, la donación ha dejado de ser pura, y los derechos de los llamados «*precaristas*» nacen por vía de «*deductio*» más que de «*translatio*».

De todos modos en la mayoría de los documentos existe algo más que una mera reserva de derechos, pues con frecuencia la «*precaria*» no sólo ha de aprovechar al donante, sino también a su esposa, descendientes, parientes u otras personas; y en otros casos son varios los donantes, titulares de partes indivisas o de fincas distintas, y la precaria se extiende sobre todas en provecho de todos, según veremos más adelante.

En realidad, sólo puede hablarse de reserva del usufructo a favor del propio donante. Los derechos que resultan a favor de otras personas, aun las más próximamente emparentadas, no puede decirse que son reservados, sino más bien que son creados o constituidos en el acto del otorgamiento. Se trata de disposiciones o estipulaciones en favor

(188) Art. cit., pág. 23.

de terceras personas, y en algunas ocasiones, incluso se prevenía la necesidad de su aceptación ⁽¹⁸⁹⁾.

Las fórmulas empleadas tienen su origen en los viejos Precarios en los que, según hemos visto, realmente existían dos negocios jurídicos independientes, y fueron repetidas con escasas alteraciones, dando con ello lugar al argumento más fuerte para fundamentar la aludida interpretación de Rubio por ser distintas las personas interesadas.

Pero, no obstante, y aun no valorando decisivamente el elemento externo de la unidad formal de acto, parece difícil justificar la posibilidad de una concesión precaria por parte del donatario, pues es el propio donante quien designa las personas que además de él mismo podrán disfrutar el predio, y fija sus obligaciones; y el donatario se limita a aceptar y se obliga a respetar las condiciones en que es otorgada la donación; y por tanto, los derechos y obligaciones de dichas terceras personas no derivan de una concesión del donatario, otorgada después de haber adquirido la plena propiedad, como ocurría en el Precario propiamente dicho, sino que es el propio donante, quien además de otorgar la donación, que podríamos llamar de nuda propiedad a favor del Monasterio, reserva para sí el usufructo, y lo dona también, generalmente para después de su muerte a sus descendientes u otras personas de su elección, imponiéndoles el cumplimiento de iguales o acrecidas obligaciones a las que él había contraído a favor del donatario de la nuda propiedad.

Y tal criterio no creemos que resulte desvirtuado al comprobar que, en ciertos documentos, realmente aparece la concesión como un acto independiente y posterior a la donación ⁽¹⁹⁰⁾, pues nos referimos a los contratos habituales en dicha época, sin negar la subsistencia de figuras tradicionales, raras veces utilizadas; y además en dichos casos, casi siempre se trata de verdaderos reconocimientos

⁽¹⁸⁹⁾ Ver cuanto se dice más adelante acerca de los derechos constituidos o reservados a favor de parientes y sucesores que pudieran significar una manifestación de consorcio familiar.

⁽¹⁹⁰⁾ «...donamus vobis alodium... ...qui advenit predicto cenobio per vestra donatione... (doc. 538 del 1035). = «...donatores sumus... ...alodium quod tu ipse dedisti S. C....» (doc. 949 del 1153), etc.

o confirmaciones de situaciones preexistentes, que no demuestran más que la inseguridad de los tiempos, y son asimismo frecuentes respecto a otras titularidades jurídicamente indiscutibles, como donaciones puras, compra-ventas, etc.

En cambio, estas observaciones sólo resultan pertinentes si es considerado el donante como único titular de los bienes transmitidos, pero, según veremos más adelante, es posible que no siempre fuera entendido así, especialmente en aquellos contratos en que las prestaciones y demás condiciones estipuladas no sufren variación al ocurrir la defunción del principal otorgante, y cuando las personas que consienten o confirman la donación son las mismas que han de poseer los predios, pues en tales casos la intervención de los familiares en el acto podría revelar la existencia de una titularidad conjunta, o por lo menos la posibilidad de ejercicio de unos derechos de preferencia debidos a influencia germánica, o continuadores de antiguas tradiciones fuertemente arraigadas en el sentir popular.

* * *

De todos modos, y no obstante la frecuente y en los primeros tiempos habitual identidad de cláusulas y condiciones, y de ciertas anomalías que podrían inducir a confusión, por falta de precisión técnica, o por ser debidas a circunstancias especiales del caso, no siempre explicadas y que después de tantos siglos no es fácil investigar, un detenido examen de los documentos y de las consecuencias jurídicas que naturalmente derivaban de los pactos estipulados, podría proporcionar los elementos suficientes para conseguir la buscada distinción.

Las cláusulas en que son determinados los derechos reservados a favor del donante aparecen redactadas en términos iguales o muy parecidos, y la expresión «*post obitum*» es empleada en documentos de muy distinta naturaleza.

Sólo en muy raros casos es hallada la calificación ex-

presa de «*precaria*» o por lo menos la referencia inicial a la súplica o petición por parte del aspirante a la posesión y disfrute, único resto de la complicada estructura anterior.

Acaso los más significativos son los citados en la nota precedente y otro del año 1082⁽¹⁹¹⁾, de dudosa calificación, pero en el que se dice «*recepimus ad partes precharias*». Según veremos casi todos los documentos en que aparece la palabra «*precaria*» se refieren a «*data*», y por tanto los escasos ejemplos que pueden ser aducidos no permiten intentar fundamentar distinción alguna.

* * *

Algunos autores han creído encontrar la nota diferencial en que fuera contraída o nó la obligación de satisfacer una prestación periódica, entendiendo que en el primer caso existía la «*precaria*» y en el segundo la donación «*reservato usufructo*»⁽¹⁹²⁾.

Según hemos dicho anteriormente, así debiera suceder con arreglo a estricta técnica jurídica, pero el estudio de los documentos revela que si nunca dejaba de ser estipulada la obligación de satisfacer algún canon o prestación periódica en aquellos negocios en virtud de los cuales la tenencia de la finca por el donante y sus sucesores había de ser indefinida o perpetuamente transmisible, en cambio en aquellos otros en que la tenencia o disfrute había de quedar limitada a la vida del donante, unas veces faltaba tal estipulación y otras muchas era convenido el pago de la «*tasca*», etc.⁽¹⁹³⁾.

Ya hemos dicho que la prestación en estos casos, podría ser explicada como un nuevo acto de liberalidad del donante, quien también en ocasiones entregaba además dinero, aperos, etc.⁽¹⁹⁴⁾, sin que por ello el negocio principal mudara de naturaleza, por todo lo cual estimamos que el canon periódico no es motivo suficiente para determinar la calificación.

⁽¹⁹¹⁾ Doc. 706.

⁽¹⁹²⁾ Ver el citado estudio de Rubio.

⁽¹⁹³⁾ Docs. 187 (986), 287 (993), entre otros.

⁽¹⁹⁴⁾ Doc 213 (987).

* * *

La cláusula de entrega o «*traditio*» aparece en documentos que consideramos de distinta naturaleza ⁽¹⁹⁵⁾ y es omitida también frecuentemente en unos y otros ⁽¹⁹⁶⁾, sin que su existencia o defecto concuerde con alguna estipulación particular que altere la naturaleza del negocio y que, en tal caso, debería quedar reflejada en los restantes pactos y condiciones, por lo que no creemos que pueda fundamentar la calificación en uno u otro sentido.

Además, es de observar, que la «*traditio*» no falta nunca en las numerosas ventas y permutas conservadas, y que su transcendencia es frecuentemente encarecida en las donaciones ⁽¹⁹⁷⁾, por lo que difícilmente su omisión puede ser atribuida a descuido de los redactores del documento.

Tampoco puede creerse que su subsistencia u omisión fuera debida a influencia del «*scriptor*» ⁽¹⁹⁸⁾ o cambio de criterio sufrido a través del tiempo según puede ser comprobado por la fecha de los documentos citados.

Ignoramos las causas de la anomalía, que posiblemente fuera debida a circunstancias particulares del caso concreto en relación al estado posesorio preexistente, pero desde luego la referida cláusula tampoco puede orientarnos para resolver el problema.

⁽¹⁹⁵⁾ Docs. 130 (978), 167 (985), 245 (990), 246 (990), etc., que pueden ser calificados como «reservato usufruto» siguiendo nuestro criterio.

Y 34 (953), 75 (964), 93 (970), 232 (988), 329 (997), 365 (1002), 555 (1041), etc., que consideramos «precaria oblata».

⁽¹⁹⁶⁾ Docs. 84 (965), 187 (986), 307 (995), etc., del primer grupo; y 35 (954), 56 (988), 214 (988), 332 (998), 618 (1059), 884 (1125), etc., del segundo.

⁽¹⁹⁷⁾ Ver nota 165, y también: «...res donate si in presente tradite sunt nullo modo repellantur a donatore...» (doc. 835 de 1117).

Sería interesante estudiar las distintas fórmulas de tradición empleadas durante esta época referidas unas veces al aspecto físico: «Manibus nostris tradimus» (docs. 75 de 964, 885 de 1125, etc.); otras al jurídico: «...de nostro iure in potestate hoc tradimus...» (docs. 34 de 953, 82 de 965, etc.); «...tradimus dominio et potestate...» (docs. 376 de 1002, 448 de 1012, etc.); hasta llegar a la «traditio per carta»: «...cum prescripta cartula tradimus...» (doc. 1242 de 1202, etc.).

⁽¹⁹⁸⁾ Baste citar los docs. 246 y 249, el primero con «traditio» y el segundo sin ella, escritos ambos en el año 990 por Bonushomo, levita.

* * *

Por todo ello, opinamos que más bien puede ser intentado fundamentar la distinción entre ambos negocios atendiendo a la extensión temporal del derecho reservado o constituido por el donante, al plazo durante el cual debiera subsistir, pues en todos los contratos e instituciones que regulan el aprovechamiento y disfrute de fincas ajenas, la mayor o menor permanencia del derecho del ocupante necesariamente ha de influir profundamente en su consistencia e intensidad y aún en su propia naturaleza y calificación.

De acuerdo con esta orientación, sin fijar, por el momento, la atención en ciertas condiciones particulares, los documentos del Cartulario pueden ser clasificados en tres grupos:

A) Aquellos en que el donante se reserva el usufructo vitalicio.

B) Otros en que además de ser estipulada dicha reserva, al ocurrir el fallecimiento del donante la finca habría de ser poseída y disfrutada por una o más personas determinadas.

C) Y por último, aquellos según los cuales, una vez extinguido el usufructo del donante, la finca habría de ser poseída y disfrutada indefinidamente por sus descendientes o sucesores.

* * *

En el primer caso, nos encontramos, sin duda, ante la verdadera donación *«reservato usufructo»*.

En los documentos se conviene que, para después del fallecimiento del donante, *«post obitum meum»*, la finca *«remaneat» «ad domum S. Cucuphatis»*, y algunas veces *«revertere faciat ad»*.

Ninguna de las dos expresiones parece muy ajustada a la técnica actual, pues en realidad al fallecer el donante y quedar extinguido el usufructo reservado, la finca ni *permanecía* o *quedaba*, ni *revertía* al donatario, pero creemos

que pocas consecuencias podrían ser extraídas de un exacto análisis de tales frases, intentando discriminar si *ex nunc* deberían entenderse transmitidos bienes, la nuda propiedad, ciertos derechos asimilables a lo que los glosadores de Bolonia habían de llamar más tarde *dominio directo*, o un derecho eminente más o menos específico; y en que momento se entendía perfeccionada y efectiva la transmisión; lo cierto es, que la cláusula comentada revestía un carácter imperativo, que, desde el otorgamiento, el donante tenía limitadas o mejor dicho había renunciado a sus facultades de disposición, y en ciertos casos incluso aparte de las de disfrute, que frecuentemente quedaban contraídas otras obligaciones, y que en todo caso era ordenado que, en cuanto abandonara este mundo, la finca *ab integre* quedara *remaneat*, reverteria *revertere faciat* o fuera *sit* del Monasterio.

Estas mismas expresiones eran utilizadas en documentos de distinto carácter, y por tanto ninguna luz arrojan acerca de la naturaleza del derecho creado o transmitido. Probablemente deben ser explicadas, más bien, por la tendencia a tener en cuenta, durante esta época, el aspecto externo, posesorio, sin afinar en la esencia jurídica, y posiblemente sean mera repetición de fórmulas más antiguas correspondientes a auténticas precarias, en las que por haber adquirido *ab initio* el Monasterio mediante una donación pura, podía correctamente hablarse de reversión y permanencia.

* * *

En el tercer caso, sólo puede hablarse de reserva de usufructo, según dijimos, en cuanto se refiera al propio donante, y —dejando a salvo la admisión del consorcio familiar a que luego aludiremos— de la creación o constitución, a favor de los demás beneficiarios, de un derecho de tenencia, disfrute o aprovechamiento distinto del mero usufructo. transmisible hereditariamente y aun mediante actos *inter-vivos*, con ciertas condiciones y limitaciones.

La distinción entre los derechos reservados por el do-

nante y los que posteriormente habían de tener sus sucesores, no sólo era jurídica, sino que frecuentemente tenía transcendencia económica, al quedar éstos obligados a satisfacer más elevadas prestaciones que el donante mientras subsistiera su usufructo (¹⁹⁹).

La estipulada sucesión *mortis causa* y la posibilidad de transmitir mediante actos *inter-vivos*, convertía los derechos reservados en perpetuos; el Monasterio, por tanto, a diferencia de lo que debía ocurrir en los casos clasificados en el primer grupo, nunca habría de alcanzar la plena propiedad, salvo en casos excepcionales previstos en algunos documentos, según los cuales, limitada la sucesión hereditaria a los descendientes, debía adquirir el donatario al extinguirse la línea (²⁰⁰); pero a medida que avanzaron los tiempos pasó a ser más frecuente, según veremos, una mayor libertad de disposición y, por tanto, a ser más difícil dicha consolidación de dominio, que acaso subsistiera en defecto de todo sucesor hereditario, según fué establecido posteriormente respecto de la enfiteusis, y conservado hasta nuestros días en el artículo 1653 del Código Civil.

La intensidad de los derechos reconocidos al *precarista* queda además patentemente demostrada precisamente en las mismas cláusulas en que era limitada su facultad de disponer, pues, según veremos, en unos documentos sólo podría *vender* al Monasterio, en otros, éste había de tener una preferencia, y aun en ciertos casos era prevista una tasación, a realizar por terceras personas, para dejar mejor garantizados los derechos del poseedor.

Por tanto, no parece posible poner en duda la fundamental distinción de unos y otros contratos, ni la distinta naturaleza de los derechos que de unos y otros derivaban, por lo que, los comprendidos en el tercer grupo son los únicos que calificamos *«precaria obata»*, por ser clara continuación de las propiamente tales, recogidas en los antiguos formularios, si bien con importantes modificaciones, que fueron acentuándose a medida que pasaron los años y variaron las circunstancias, quedando reflejadas en las

(¹⁹⁹) Docs. 227 (988), 313 (996), 334 (998), etc.

(²⁰⁰) Docs. 259 (990), 309 (995), 339 (998), etc.

cláusulas contractuales, dando lugar al nacimiento de nuevos derechos y obligaciones que, convertidos en habituales y debidamente sistematizados en cuanto respecta a otras figuras jurídicas afines, provocaron la decadencia de la que estudiamos.

* * *

Finalmente, los contratos que integran el segundo grupo, ofrecen características intermedias, pues si bien en ellos era ordenado que personas distintas al donante hubieran de disfrutar la finca después de ocurrir el fallecimiento de éste, el número de beneficiarios era muy pequeño, y por tanto, su calificación resulta más difícil, pues puede ser entendido:

A) Que daban lugar a una serie de usufructos sucesivos (el reservado a favor del donante y los concedidos a las personas expresamente designadas) ⁽²⁰¹⁾.

B) Que era constituido un nuevo derecho asimilable a lo que posteriormente fueron las enfiteusis temporales subsistentes durante la vida de dos o más personas.

* * *

Hemos intentado clasificar los documentos siguiendo las orientaciones explicadas. Dedicaremos especial atención a los que consideramos *precaria oblata* por ser los que más interesan a nuestro objetivo y nos referiremos brevemente a las donaciones *reservato usufructo* y *post obitum*, de menor importancia y más escasamente representadas en el Cartulario.

PRECARIA OBLATA

DONANTE

Las donaciones eran otorgadas por personas pertenecientes a todos los estamentos sociales, su condición era al-

⁽²⁰¹⁾ Aun admitiendo la íntegra subsistencia del consocio familiar antes aludido, y por tanto que no existía sucesión en la titularidad, la mera limitación en el número de personas o de generaciones con derecho a mantener el disfrute sería suficiente para alterar la naturaleza del derecho.

gunas veces expresada al tratarse de sacerdotes ⁽²⁰²⁾ o de individuos de alto rango.

Frecuentemente concurrían ambos cónyuges; éstos, conjuntamente con uno o más hijos ⁽²⁰³⁾, con otros familiares ⁽²⁰⁴⁾, y aun con personas extrañas a la familia o por lo menos sin especificar el parentesco ⁽²⁰⁵⁾; a favor de todos los cuales quedaban naturalmente reservados todos los derechos estipulados.

También eran frecuentes las donaciones otorgadas por los sucesores de un difunto, en cumplimiento de las disposiciones del causante; o por los albaceas designados —«*elemosinariü*» y desde principios del siglo XII *manumissores*— ejecutando lo ordenado judicialmente: *unde iudicium obligatum teneo in mea potestate ordinante iudice* ⁽²⁰⁶⁾, según resulta de varios documentos que sería muy interesante estudiar conjuntamente con los numerosos testamentos conservados, a fin de conocer la posible subsistencia de los principios romanos favorables a la libertad de disponer, y las influencias germánica —inspirada en la sucesión legítima— y de la Iglesia que reaccionaba en sentido contrario a fin de hacer posibles y casi obligatorios, por lo menos en conciencia, los legados «*pro anima*» ⁽²⁰⁷⁾.

BIENES DONADOS

La donación comprendía todos los bienes del donante, especialmente en los casos en que de una u otra manera éste se sometía personalmente a la autoridad y protección del donatario; algunos de ellos, o todas las fincas existentes en uno o varios lugares ⁽²⁰⁸⁾; uno o más mansos, *alodios*,

⁽²⁰²⁾ Docs. 61 (959), 230 (988), etc.

⁽²⁰³⁾ Docs. 92 (970), 100 (972), 117 (976), etc.

⁽²⁰⁴⁾ «...ego et nepos meus... ..et uxores nostre...» (doc. 1179 de 1188). = «...soro-ros» (donación a S. Juan de las Abadesas. Monsalvatje, XV, etc.).

⁽²⁰⁵⁾ Docs. 99 (972), etc.

⁽²⁰⁶⁾ Docs. 79 (965), 113 (976), 274 (992), etc.

⁽²⁰⁷⁾ Ver Maldonado, *Herencias a favor del alma en el Derecho Español*; y especialmente Valdeavellano, *La cuota de libre disposición en el Derecho hereditario de León y Castilla en la Alta Edad Media*.

⁽²⁰⁸⁾ «...ut aliquid de proprietate nostra donare fecissemus ad domum...» (do-

entendidos como unidad de explotación, aunque estuvieran integrados por varios predios separados entre sí; una o más fincas, y hasta una mera participación.

La finca era identificada haciendo constar el lugar de su situación, condado, obispado, lugar, castillo de que dependía, etc., y en algunos casos el nombre con que era conocida.

Raras veces aparece determinada su extensión en «*modiatas*»⁽²⁰⁹⁾, «*pariliatas*»⁽²¹⁰⁾; pero nunca faltan los linderos, a ser posible naturales, y, en otro caso, señalados como ahora, mediante la enumeración de los propietarios colindantes.

Al tratarse de fincas de escasa importancia, el documento únicamente se refiere a una tierra, una viña, una casa, generalmente con patio, huerto o alguna tierra⁽²¹¹⁾, pero al ser mayor su extensión generalmente la referencia inicial es a uno o varios alodios o mansos⁽²¹²⁾, y en el siglo XII «*manedia*», «*honor*» y cada vez más frecuentemente «*feudo*», comprendiéndose en tales casos un conjunto de obligaciones personales que trascienden del ordenamiento jurídico-privado, y que por tanto no interesan a nuestro objeto.

A continuación son reseñados los cultivos, plantaciones, naturaleza del terreno, casas, torres, molinos, canales, clase de árboles y hasta las rocas existentes en la finca⁽²¹³⁾, que algunas veces permitirían identificarla claramente mediante la detallada descripción de sus elementos y accesorios, pero que por su constante repetición podrían hacer pensar en una redacción «de estilo», en una enumeración

cumento 334 de 998). = «...omnem meum alodem quantum abeo in comitatum Barchinonam...» (doc. 262 de 991), etc.

⁽²⁰⁹⁾ «...modiatas V de vinea...» (doc. 35 de 954).

⁽²¹⁰⁾ «...pariliatas III de terra (mismo doc.) y también docs. 42 (955), 259 (990), etc.

⁽²¹¹⁾ «...casa cum curte, et orto cum arbores et terra et vineas...» (doc. 166 de 985). = «...nostras mansiones ubi nos residemus...» (doc. 324 de 997), etc.

⁽²¹²⁾ Docs. 949 (1153), 1111 (1177), y otros varios.

⁽²¹³⁾ A título de curiosidad transcribiremos algunas descripciones extensas existentes en documentos del siglo X: «...casas condirectas cum solos et superpositos suos, cum curte et orto, et pomiferos, cum arboribus et ferregenales et modiatas V de vineas, et parielatas III de terras, cultum vel incultum, et ipsa silva qui ibidem est...» (doc. 35 de 954). = «...terras et vineas, casas et curtes, et turrem cum solos et superpositos, milinis vel molinariis, ortis, ortalibus, cum regos et subtus regos, et cum aput aquis pratis silvis atque garricis vel aliis arboribus, fructuosis vel etfructuosos, cum rupes vel petras...» (doc. 122 de 977), etc.

genérica comprensiva de cuantas variedades de naturaleza y cultivo pudieran existir en el fundo donado.

Asimismo son citados frecuentemente «regos», «aguas», «caput regos», «subter regos», y también «prati», «pascuis», «silvis» que en ciertas ocasiones probablemente se encontrarían en la finca donada, pero en otras, según Hinojosa ⁽²¹⁴⁾ podrían referirse a los derechos de aprovechamiento que el poseedor del predio, «propter rem», tendría derecho a ejercitar sobre bosques y prados públicos o comunales. Esta conjetura queda demostrada documentalmente más tarde, pues durante los siglos XII y XIII, con técnica más precisa, son reseñados como derechos inherentes a la posesión de la finca el de utilizar los «adempriui».

Todos estos datos, debidamente sistematizados y estudiados, podrían servir de base para conocer la distribución y ordenación de cultivos en ciertas zonas del territorio.

PERTENENCIA

Casi siempre se hacía constar el título de adquisición de los bienes donados; unas veces, concretamente en cuanto a su naturaleza: herencia, donación, compra, «aprisio», etcétera, y genéricamente con la fórmula «et per quacumque voce», que en ciertos casos podría dar a entender la inseguridad de la pertenencia, pero que también puede ser interpretada dándole el significado comprensivo de cualquier otro título, además del expresamente alegado, como es frecuente hallar en las actuales fórmulas notariales.

La mujer casi siempre invoca la «décima» ⁽²¹⁵⁾ en fundamento de su derecho, y la misma participación le es reservada por su esposo cuando éste otorga por sí solo la donación ⁽²¹⁶⁾. Los hijos, cuando concurren no alegan ningún título, y por tanto su intervención sugiere interesantes observaciones acerca de la existencia de un régimen de ex-

⁽²¹⁴⁾ Obra citada, pág. 52, etc.

⁽²¹⁵⁾ Doc. 43 (956), 112 (976), 257 (990), 324 (997), entre muchos otros. Ver además nota 165.

⁽²¹⁶⁾ Doc. 313 (996).

plotación conjunta o de consorcio familiar a que nos referimos en otro lugar.

De los documentos del siglo x resulta claramente el carácter libre de la propiedad «*meum alodem*», «*alaudem meum franchum*», «*alodem nostrum proprium*», «*omnia nostra propria*», etc. ⁽²¹⁷⁾, expresiones cuyo uso decae durante el siglo xi y que durante los xii y xiii suelen aparecer substituídas por «*teneo per*», ⁽²¹⁸⁾ refiriéndose de tal modo a una posesión subordinada a un domnio superior, unas veces sin otra calificación, pero cada vez más frecuentemente feudal «*per fevum*».

DERECHOS

Los derechos reservados o constituídos en el acto de la donación se refieren a la tenencia, posesión y explotación de la finca: «*teneamus*» ⁽²¹⁹⁾; «*teneam et laborem*» ⁽²²⁰⁾; expresión representativa de un derecho, pero que también podría significar una obligación de cultivar, que en precarias «*data*», y en los contratos «*ad plantandum*» y «*ad laborandum*», tendrá amplio desarrollo, «*teneamus et possideamus*» ⁽²²¹⁾, que algunas veces se intenta robustecer diciendo: «*semper teneamus in nostra potestate*» ⁽²²²⁾, «*teneam et possideam quiete et secure*» ⁽²²³⁾, «*semper teneamus*» ⁽²²⁴⁾, «*sine ullius blandimentus de ullumque hominem*» ⁽²²⁵⁾, «*absque ullius inquietudine*» ⁽²²⁶⁾, «*sine ullius inquietudine et molestacione*» ⁽²²⁷⁾, y otras fórmulas parecidas contenidas en los documentos, reveladoras de la cons-

⁽²¹⁷⁾ Docs. 63 (961), 128 (978), 214 (988), entre otros muchos.

⁽²¹⁸⁾ Doc. 1165 (1186), etc.

⁽²¹⁹⁾ Docs. 112 (976), 223 (988), 369 (1002), 541 (1036), 616 (1059), 1179 (1233), etcétera.

⁽²²⁰⁾ Docs. 76 (965), 275 (992), 885 (1125), etc.

⁽²²¹⁾ Docs. 41 (955), 86 (966), 117 (976), 230 (988), 367 (1002), y otros muchos.

Ver también: doc. del año 943 en Monsalvatje, XV, pág. 158.

⁽²²²⁾ Doc. 88 (967), etc.

⁽²²³⁾ Doc. 249 (990), etc.

⁽²²⁴⁾ Docs. 396 (1004), 546 (1037), etc.

⁽²²⁵⁾ Doc. 109 (975).

⁽²²⁶⁾ Doc. 230 (988).

⁽²²⁷⁾ Doc. 238 (989).

tante preocupación por conseguir una estabilidad y seguridad que, sin duda, era muy difícil alcanzar en aquellos tiempos.

En algunos documentos, la aludida y principal referencia a la tenencia y posesión resulta completada especificando el derecho sobre los frutos: «*et exfructem eam*»⁽²²⁸⁾, y la facultad de disponer de ellos «*et fructus ipsius expendere secundum voluntatem nostram*»⁽²²⁹⁾.

Los derechos a favor del donante y de terceras personas resultan del convenio con el donatario, que es otorgado «*in tale videlicet ratione*»⁽²³⁰⁾, «*in tale captione ut*»⁽²³¹⁾, «*in tale conventu ut*»⁽²³²⁾, etc., fórmulas que condicionan la transmisión, tienen sentido contractual, y no dejan lugar a dudas acerca de que los derechos son reservados por el donante o constituidos por éste, obligando al donatario desde el momento de aceptar la donación.

La variedad de fórmulas utilizadas durante el siglo x, y los distintos pactos que aparecen en los documentos, revelan una constante vacilación de conceptos y expresión⁽²³³⁾.

Según hemos dicho, habían sido olvidadas las precisas construcciones de los jurisconsultos romanos y las rígidas fórmulas carolingias, suponiendo que unas y otras hubieran sido enteramente conocidas y aplicadas en el país.

En un mundo en constante peligro de invasiones extrañas, desorganizado, donde las tierras eran ocupadas, usurpadas y abandonadas continuamente, sin una autoridad estable respetada y legitimada, no debería ser fácil emplear figuras jurídicas abstractas y complicadas. Según hemos dicho, sólo lo inmediato, directamente apreciado

⁽²²⁸⁾ Docs. 88 (967), 186 (986), etc.

⁽²²⁹⁾ Docs. 75 (964), 76 (965), etc.

⁽²³⁰⁾ Es la más frecuente. Ver docs. 17 (939), 43 (956), y muchos más.

⁽²³¹⁾ Doc. 76 (965), etc.

⁽²³²⁾ Docs. 83 (965), 88 (967), 112 (976), 275 (992), etc. Lo mismo en Monsalvatje, XV, pág. 158.

⁽²³³⁾ «Quand on se trouve en présence d'un contrat du Moyen âge, on éprouve toujours un certain embarras pour en exprimer nettement la nature et les caractères, tout en restant dans les limites d'une stricte exactitude. Nous sommes habitués, par suite de notre éducation scientifique, à établir des lignes de démarcation très précises entre nos idées.» Roger Grand, *Le contrat de complant*, etc., pág. 64. = Y más adelante: «C'est seulement vers la fin du Moyen âge, sous l'influence des glossateurs, que les théories juridiques s'introduisent et que les formes se fixent.»

por los sentidos era comprendido, y el usufructo, el arrendamiento, la precaria, y demás medios o sistemas de disfrute o aprovechamiento, fueron confundidos, por lo menos en su aspecto formal, al ser empleadas las mismas fórmulas y expresiones, por lo que resulta indispensable un completo análisis de los documentos antes de intentar calificar su contenido.

Así, el derecho resultante de esta especie de documentos no puede ser asimilado ni mucho menos confundido con el usufructo, aunque de este modo fuera llamado, pues era más y menos intenso que éste, y por tanto, distinto ⁽²³⁴⁾.

Era menos extenso porque el «*precarista*» venía casi siempre obligado a satisfacer un canon periódico y a prestar ciertos servicios, y el usufructuario no debe prestación alguna.

En cambio, el derecho del usufructuario queda extinguido al ocurrir el fallecimiento del titular, y el del precarista se transmitía a otras personas sucesivamente, bien mediante un orden de sucesión contractualmente establecido, bien mediante actos voluntarios del titular, manifestados en actos de última voluntad y en contratos inter vivos.

De lo expuesto resulta que esta figura jurídica, tan alejada ya de la vieja y auténtica «*precaria*», y tan diferente del verdadero usufructo, revestía carácter enfitéutico, tan rudimentario como se quiera, pero con sus elementos esenciales: derecho real por tiempo indefinido o perpetuo, de uso y aprovechamiento de una finca, con obligación de satisfacer un canon periódico, en dinero o especie, y con facultad más o menos limitada de disponer.

La calificación resultará más aparentemente justificada en la «*data*», que estudiaremos más adelante, por sus características particulares, y por la forma de su constitución más semejante a la habitualmente empleada para crear la

⁽²³⁴⁾ «...il concetto di usufrutto nell'economia agraria medioevale si allarga notevolmente, così da considerarsi quale usufrutto ogni concessioni di beni a vita, senza alcuno riguardo nè al titolo, nè alle obbligazione, nè ai patti, nè alle clausole che potevano essere intercorse fra le parti... ...Lo svolgimento in tale senso dell'usufrutto vitalizio avvicinò questa forma di diritto reale alle due forme contrattate della precaria e del livello...» Roberti, op. cit., pág. 171.

enfitéusis, pero es evidente que su ordenamiento en testamento, donación, etc., admitido también respecto a la clásica institución, no altera la esencia del derecho, y que tan sólo la costumbre de considerar la enfitéusis como una figura inmutable, tal como fué regulada por Justiniano o según fué entendida posteriormente, puede servir de argumento para impugnar tal calificación.

De todos modos, y a fin de evitar confusiones, de acuerdo con la mayoría de los autores y con las arcaicas reminiscencias que de vez en cuando aparecen en los documentos, llamamos «*precaria*» al negocio y a la «*carta*» en que resulta formalizado, y «*precarista*» al titular del derecho.

TITULARES DEL DERECHO

En primer lugar obtenían tal condición, naturalmente el donante o donantes.

Ninguna particularidad se ofrece en los casos en que una sola persona otorgaba la donación reteniendo o reservándose la posesión vitalicia de los bienes, y su aprovechamiento. Era convenido que después de su fallecimiento, «*Post obitum meum*» o «*nostrum*»⁽²³⁵⁾, fórmula de las antiguas donaciones, los derechos reservados se transmitirían a los sucesores designados, empleando las mismas expresiones usadas para la primera reserva: «*teneant*»⁽²³⁶⁾, «*possideant*»⁽²³⁷⁾, y algunas veces «*remaneat ad*»⁽²³⁸⁾, o sea las mismas palabras referidas al tratar de las adquisiciones por el monasterio donatario.

Pero alternando con tal redacción, las donaciones aparecen frecuentemente otorgadas por los dos cónyuges, por uno o ambos y sus descendientes, y aún conjuntamente con personas de parentesco más alejado o indeterminado, que frecuentemente no declaraban título alguno que justificara su derecho de propiedad.

⁽²³⁵⁾ Docs. 109 (975), 257 (990), 324 (997), 418 (1008), 616 (1059), etc.

⁽²³⁶⁾ Docs. 112 (976), 257 (990), 418 (1008), 616 (1059), etc.

⁽²³⁷⁾ Doc. 230 (998), etc.

⁽²³⁸⁾ Docs. 109 (975), 324 (997), 334 (998), etc.

Es posible que tal intervención conjunta no tuviera más finalidad que hacer constar el reconocimiento de la firmeza de la donación por parte de los sucesores, a fin de impedir posteriores impugnaciones, pues son muchos los documentos del Cartulario que se refieren a cuestiones surgidas entre el monasterio y los propios donantes y sus sucesores que negaban el derecho de aquél, y que aparecen resueltas por Sentencias y Concordias, y durante el siglo XIII mediante amigables composiciones a que se sometían las partes, estipulando incluso en varios casos una pena pecuniaria a satisfacer en caso de incumplimiento ⁽²³⁹⁾. Más frecuentemente aún, eran devueltos los bienes o prometida u ordenada su restitución mediante reconocimientos y entregas «*deffinitio*», «*exvacuatio*», resultantes también de actos de última voluntad, pues ante el temor a la muerte y a las penas eternas, los testadores confesaban a menudo sus depredaciones e intentaban dejar este mundo con la esperanza de que una tardía restitución pudiera salvar su alma.

No obstante, aun suponiendo que esta interpretación se ajustara a la realidad, y no pudiendo ser negada la frecuencia de los hechos que podrían motivarla, no resulta suficiente para explicar la fundamental estructura de dichas convenciones, pues el derecho era reservado o constituido en plural, conjuntamente a favor de todos los otorgantes, reuniéndolos a todos en una sola cláusula de reserva, diciendo «*hoc teneamus*», «*hoc teneamus et possideamus*», y corrientemente «*teneamus nos et posteritas nostra*» ⁽²⁴⁰⁾, en la cual parecen comprenderse no sólo los otorgantes, sino también los futuros descendientes, como si la posesión fuera conjunta de unos y otros y no sucesiva, y los derechos correspondieran no a personas determinadas, sino al ente familiar, a quien pertenecía anteriormente la plena propiedad, y por tanto habría de aprovechar el consiguiente disfrute.

Por otra parte, aun en los casos en que la mujer invocaba su «*décima*» o eran alegados ciertos títulos de pro-

⁽²³⁹⁾ Docs. 1362 (1240), 1364 (1240), etc.

⁽²⁴⁰⁾ Docs. 55 (958), 63 (961), 214 (988), 329 (997), 342 (999), 418 (1008), 616 (1059), etc.

propiedad anterior, en el momento de otorgar la donación, y al reservar los derechos, se hablaba de la totalidad de bienes (*ipsum alaudem*)⁽²⁴¹⁾, «*hec omnia*»⁽²⁴²⁾, sin tener en cuenta las diferentes proporciones resultantes de su anterior titularidad, por lo que, según antes hemos dicho, no podría hablarse de reserva más que a favor de aquellos donantes que tuvieran justificada su anterior propiedad, y de constitución de un derecho mediante donación a favor de los demás, o bien de extensión del de cada uno sobre las participaciones de los restantes, con evidente beneficio de los titulares menores, que implicaría una tácita liberalidad a su favor, que en todo caso existiría en beneficio de los sucesores.

Esta interpretación sólo podría ser válida, y aun con muchas reservas, en los casos en que la donación fuera otorgada individualmente y la reserva resultara conjunta, pero en aquellos otros en que todos aparecen unidos en ambas cláusulas. parece quedar demostrada la existencia de un consorcio familiar, en que la propiedad era transmitida por los individuos vivientes en representación del ente familiar, y los derechos eran reservados a los mismos y a sus descendientes «*simul in unum*», como se dice en el otorgamiento de un documento del año 965⁽²⁴³⁾.

* * *

Raras veces aparece designada la esposa, pues casi siempre, según hemos dicho, otorgaba la donación junto con su marido, y venía por tanto comprendida en la reserva

⁽²⁴¹⁾ Docs. 88 (967), etc.

⁽²⁴²⁾ Docs. 238 (989), etc.

⁽²⁴³⁾ Doc. 83 (965). Un comentador del derecho longobardo decía: «*Filii videntur quasi domini in vita patris et ei sola administratio videtur deesse.*» (Cit. Roberti, op. cit., pág. 19.) = Modernamente es sostenido que parecida comunidad existía en el Derecho Romano preclásico, y que por lo menos ciertos derechos de preferencia permanecieron consuetudinariamente, pues Valentiniano Teodosio y Arcadio, en 391, los declararon suprimidos: «*Dudum proximis consortibusque concessum erat, ut extraneos ab emtione removerent... ..superiore lege cassata...*» Cod. IV, Tit. XXXVIII, 14.

Acerca de las distintas interpretaciones posibles de la frecuente concurrencia de los parientes a los actos de enajenación, ver Leicht, *Diritto privato pre-Irneriano*, pág. 150; y Roberti, op. cit., pág. 148.

inicial, sin embargo es nombrada en primer lugar en algún caso en que no intervino en el otorgamiento ⁽²⁴⁴⁾.

En casi todos los documentos del siglo x, son llamados a continuar la posesión los hijos y demás descendientes: «*filiis nostris et posteritas illorum*» ⁽²⁴⁵⁾, «*filiis nostris aut progenie nostre*» ⁽²⁴⁶⁾ «*filiis nostris filiabusque qui de nos ambo fuerint procreati*» ⁽²⁴⁷⁾ y más frecuente y sencillamente «*posteritas nostra*» ⁽²⁴⁸⁾:

El llamamiento es conjunto, aunque no lo fuera la reserva, y en algunos casos se hacía constar expresamente que se entendían comprendidas las hijas «*filios vel filias nostras*» ⁽²⁴⁹⁾, no habiendo llegado aún los tiempos en que era designado único sucesor, y preferidos los varones a las hembras.

No obstante, en algunos documentos de los siglos xi y xii aparece ordenada la sucesión a favor de un solo titular, substituído sucesivamente de manera indivisible «*unum post alium indivisibiliter*» ⁽²⁵⁰⁾, pero su rareza parece indicar que la precaria oblata, ya en franca decadencia, se vió influída por disposiciones que eran corrientemente estipuladas en otros negocios jurídicos afines, según veremos más adelante.

Algunas veces se encuentran designaciones más amplias: «*successores*» ⁽²⁵¹⁾, «*omnes nostros eredes*» ⁽²⁵²⁾, «*unum ex propinquis meis quia eo debitavaero vel concessero*» ⁽²⁵³⁾, que revelan una posición más individualista e independiente, pero tales designaciones son excepcionales, y pudieran ser atribuídas a carencia de descendientes, pues incluso en las que consideramos verdaderas do-

⁽²⁴⁴⁾ Doc. 334 (998).

⁽²⁴⁵⁾ Docs. 34 (953), 50 (957), 82 (965), etc.

⁽²⁴⁶⁾ Docs. 17 (939), 93 (970), etc.

⁽²⁴⁷⁾ Doc. 238 (989).

⁽²⁴⁸⁾ Docs. 41 (955), 54 (957), 88 (967), y muchos más, por ser la expresión más comúnmente usada.

⁽²⁴⁹⁾ Docs. 257 (990), 262 (991).

⁽²⁵⁰⁾ Docs. 495 (1025), 949 (1143).

⁽²⁵¹⁾ Doc. 76 (965).

⁽²⁵²⁾ Doc. 55 (958).

⁽²⁵³⁾ Doc. 230 (988) «...unum de propinquis meis aut posteritas mea cui ego relinquo in meum testamentum...» (doc. 555 de 1041). «...et si de nos filiis exeunt post obitum vero nostro remane... ..et si non, remaneat ad propinquos nostros...» (donación a San Juan del año 943. Monsalvatje, XV, pág. 158).

naciones «*reservato usufructo*», el donante prevenía la posibilidad de que regresaran los hijos ausentes ⁽²⁵⁴⁾ de tenerlos «*si filios relinquo de legitimo coniugio*» ⁽²⁵⁵⁾, y aun la de contraer matrimonio: «*si ego ad nuptias venero*» ⁽²⁵⁶⁾; y en uno y otro caso les reservaba la sucesión, siendo interesante advertir que en el documento últimamente citado existe la única expresa referencia, a la «precaria» que hemos encontrado en convenciones de esta naturaleza correspondientes al siglo x, pues al referirse el donante a sus sucesores añade: «*successores meos laborare eam faciant in suplicationem de domum S. Cucuphati*».

TRANSMISIÓN

El indudable y constante reconocimiento de la posible transmisión de los derechos del «precarista», es natural consecuencia de su duración indeterminada o perpetua, les concede naturaleza real, y contribuye a identificar su naturaleza, señalando su distinción de otros aparente y formalmente semejantes.

Ya nos hemos referido a las condiciones con que era regulada —contractualmente y con mayor o menor libertad de disposición— la sucesión «*mortis causa*».

En cuanto a los actos de disposición «*inter vivos*», hemos de observar ante todo, que son más numerosos los contratos otorgados durante el siglo x que no contienen cláusula alguna reguladora de las facultades de disponer del precarista, que aquellos otros en que aparecen estipuladas prohibiciones o limitaciones.

En un solo documento hemos encontrado un pacto que pudiera dar origen a la absoluta privación de tal derecho, pero los términos en que fué redactado, permiten suponer que fué debido tanto a voluntad del donante como a imposición del donatario ⁽²⁵⁷⁾.

En los demás, no existe la prohibición e incluso en ai-

⁽²⁵⁴⁾ Doc. 384.

⁽²⁵⁵⁾ Doc. 227 (988), y también: «...si filios aut filias teneant illi et posteritas eorum...» (docs. 418 del 1025, 618 del 1059).

⁽²⁵⁶⁾ Doc. 76 (965).

⁽²⁵⁷⁾ «...et non exia de manu nostra vel de posteritas nostra...» (doc. 83 de 965).

guno, expresamente es añadida a la reserva de posesión, la del derecho a disponer ⁽²⁵⁸⁾. Lo más frecuente es encontrar estipulada una limitación de enajenar, sin criterio constante, pues a pesar del reducido número de documentos que la contienen, resulta diferentemente tratada en cuanto a su extensión, condiciones y personas a quienes era posible enajenar.

Los donantes, por sí y sus sucesores, se obligaban ⁽²⁵⁹⁾, a no vender ⁽²⁶⁰⁾; a no enajenar ⁽²⁶¹⁾; a no vender ni enajenar ⁽²⁶²⁾; y más detalladamente a no vender, donar, ni permutar, etc. ⁽²⁶³⁾; de lo que resulta que aunque algunas veces la limitación parece referirse únicamente a la venta, era, naturalmente, más frecuente extenderla a cualquier otra forma de enajenación.

Pero según hemos dicho, la prohibición raras veces era absoluta, pues no afectaba, en unos casos, a las transmisiones que tuvieran lugar entre los donantes y sus sucesores ⁽²⁶⁴⁾; en otros a las otorgadas a favor del propio cenobio ⁽²⁶⁵⁾; y en algunos a las que fueran realizadas a favor de cualquiera de los antes expresados ⁽²⁶⁶⁾.

Tal facultad, según un documento del año 988, sólo podría ser ejercitada en caso de penuria que hiciera necesaria la enajenación total o parcial ⁽²⁶⁷⁾; y en otro del año 998 ⁽²⁶⁸⁾, fué estipulado que si el Monasterio no quisiera comprar, el poseedor quedaría autorizado para vender a quien quisiera, con la única condición de que el compra-

⁽²⁵⁸⁾ «...et nos tenere faciamus et vindeamus et donemus et nos et posteritas nostra...» (doc. 332 del 998).

⁽²⁵⁹⁾ «...non liceat nobis... nec ego et posteritas mea...» (doc. 42 de 955). En parecidos términos: docs. 214 (988), 238 (989), etc. «...non habeamus licentia hoc facere...» doc. 75 (964), y también 257 (990), etc.

⁽²⁶⁰⁾ «...vindere...» docs. 83 (965), 324 (997), 334 (998), etc.

⁽²⁶¹⁾ «...alienare...» doc. 238 (989).

⁽²⁶²⁾ «...vindere aut alienare...» doc. 75 (964), 122 (977), 342 (999).

⁽²⁶³⁾ «...vindere nec donare nec alienare...» doc. 42 (955). = «...nec vindere nec donare nec transmutare nec in aliquo transferse...» doc. 214 (988).

⁽²⁶⁴⁾ «...nisi infra posteritas nostra et inter nos ipsis...» doc. 214 (988). En parecidos términos: docs. 324 (997), y otros.

⁽²⁶⁵⁾ «...nisi a predicto domo...» docs. 257 (990), 287 (993), etc. = «...vel ad domum supralibatum...» doc. 238 (989).

⁽²⁶⁶⁾ Docs. 42 (955), 122 (977), 342 (999), etc.

⁽²⁶⁷⁾ «Et si tantum nobis necesse fuerit, pro aliqua penuria, ista omnia aut aliquantulum ex his...» docs. 232 (988), 418 (1008).

⁽²⁶⁸⁾ Doc. 334.

dor quedara subrogado en la obligación de satisfacer la «tasca», quedando por tanto reducido el derecho del Monasterio a un simple tanteo ⁽²⁶⁹⁾.

En un documento del año 964, no se encuentra limitación ni preferencia alguna, y sí sólo la necesidad de que el comprador siguiera satisfaciendo la *tasca* ⁽²⁷⁰⁾.

Y finalmente, en otros, otorgados en los años 955 y 977 ⁽²⁷¹⁾ aparece una convención, en virtud de la cual, en caso de comprar el Monasterio, unos *hombre buenos* deberían previamente fijar el precio justo que habría de ser entregado, estipulación fundada en la más pura equidad, y que demuestra palpablemente la igualdad e independencia de los contratantes.

La poca frecuencia y la variedad de estos pactos, tan distanciados unos de otros en su redacción y efectos jurídicos, a diferencia de aquellos otros que aparecen habitualmente, y eran formulados de manera más uniforme, permiten suponer la espontaneidad de su otorgamiento y que, durante el siglo x, no era considerado esencial que el poseedor no pudiera disponer de su derecho mediante actos «*inter vivos*», ni que en la mayoría de los casos necesitara la licencia del Monasterio para otorgarlos.

Por tanto, si el poseedor podía actuar libremente, el derecho reservado era más semejante a la propiedad gravada con la obligación de satisfacer el canon, que al usufructo, hasta el punto que aun cuando sólo podía transmitir al Monasterio, éste había de *comprar*, y a fin de evitar la imposición de un precio injusto, ciertas veces era estipulada una tasación independiente.

En cambio en los escasos contratos de esta naturaleza

⁽²⁶⁹⁾ «Et si necessitas fuerit eis vendere et de domo S. C. emere voluerint non habeant licentiam alio vendere; et si seruitentes de domo S. C. emere noluerint, licentiam habeant vendere quisquis eum voluerint emere, et quisquis eum emat... faciant tasca...» doc. 334 (998).

⁽²⁷⁰⁾ «...et si aliquid... vindere voluerimus aut alienari non habemus licentia hoc facere nisi in tale captione ut ipsa tasca exinde donet ad preminato domo...» doc. 75 (964).

⁽²⁷¹⁾ «...sicut iuste adpreciatum fuerit a bonis hominibus...» docs. 42 (955), 122 (977).

Acerca de la frecuente e importantísima intervención de los «boni» o «probi», «hominis» para constatar hechos, comprobar el cumplimiento de obligaciones, tasar bienes y, en general, dirimir cuestiones, ver el importante trabajo de Font antes citado, págs. 334 y sigs.

datados durante los siglos XI y XII, las limitaciones explicadas se convierten en habituales ⁽²⁷²⁾, probablemente por ir desapareciendo la *«precaria oblata»*, substituída por otras instituciones más acordes con las ideas coetáneas, y por tanto la limitación, más que derivar de la libre voluntad expresada por los contratantes, o de la naturaleza del inicial negocio jurídico-privado, debería entenderse consecuencia de la extensiva aplicación de los principios feudales, o de su asimilación a las formas enfitéuticas romanas, al ser recibido tal derecho.

* * *

Además, no parece ocioso repetir, cuantas veces se trate de las limitaciones en la facultad de disponer, habituales en aquellos tiempos, que ante todo era indispensable repoblar nuevos territorios, y que interesaba a los cultivadores permanecer en los predios más que desplazarse a otros lugares, consolidar por todos los medios su posesión, aunque fuera obligándose a satisfacer prestaciones, generalmente moderadas, y agruparse bajo la égida del Monasterio, quien, a cambio de ellas y del reconocimiento de una especie de dominio eminente, robustecido por inmunidades, y una jurisdicción más suave que la ejercida por los señores laicos, podía prestar una cierta protección indispensable en unos tiempos en que la violencia de los fuertes era la única ley efectiva.

En los documentos del siglo X, los donantes se presentan dominados por dos preocupaciones principales: la religiosa, la generosidad, la caridad, que ha de salvar sus almas y las de sus familiares y el firme deseo de conservar sus tierras para sí y los suyos, *«et non exia de manu nostra vel de posteritas nostra»*, se dice en un documento de 965 ⁽²⁷³⁾.

Y este deseo de conservar el patrimonio familiar queda reflejado en documentos de toda especie, sin necesidad de

⁽²⁷²⁾ Docs. 616 (1059), 628 (1062), etc.

⁽²⁷³⁾ Nota 257.

la intervención de ninguna influencia ni imposición extraña, especialmente en numerosos testamentos, en los cuales aparecen ordenadas limitaciones de disponer redactadas en los mismos términos empleados en las «*precarias*», como ocurre en uno otorgado en 1037, donde el testador legó ciertos bienes a su esposa en pago de su décima y en cuanto excediera por pura liberalidad, pero con la limitación de que no pudiera venderlos más que a sus hijos ⁽²⁷⁴⁾.

Parece posible concluir, que en este aspecto, la institución no se hallaba sujeta a normas constantes, y que ni siquiera puede observarse una evolución dirigida en un sentido determinado, como veremos que ocurrió con la «*precaria data*», posiblemente a causa de la mayor libertad de estipulación que necesariamente habría de disfrutar el donante de unas tierras que se reservaba ciertos derechos, comparado con el aspirante a cultivador que suplicaba su concesión, y debía sujetarse a condiciones impuestas, naturalmente más fácilmente uniformables.

PRESTACIÓN

En todos los contratos clasificados en este grupo, el poseedor se obligaba y dejaba obligados a sus sucesores a satisfacer alguna prestación.

Pero no se obligaba a pagar, sino a dar ⁽²⁷⁵⁾, a donar ⁽²⁷⁶⁾, añadiendo algunas veces: fielmente, sin fraude ⁽²⁷⁷⁾, términos equívocos, muy apartados de los más precisos empleados en las fórmulas Francas antes estudiadas (*spondimus, solvere, censivi*, etc.), que revelan un confucionismo técnico parecido al que hemos comentado en otros lugares, pues ni la naturaleza del derecho reservado o constituido, ni las restantes cláusulas de los contratos autorizan a suponer que no existiera una obligación per-

⁽²⁷⁴⁾ «...et si illa vindere voluerit non liceat vindere nisi ad filios vel filios meas, sicut bonis hominis preciauerunt...» doc. 547 (1037).

⁽²⁷⁵⁾ «...dare faciamus...» docs. 93 (970), 122 (977), etc.

⁽²⁷⁶⁾ «...donare faciamus...» docs. 34 (933), 365 (1002), 555 (1041), entre otros muchos, por ser la expresión más frecuente.

⁽²⁷⁷⁾ «...fideliter donemus sine fraude et malo ingenio...» doc. 42 (955). = «...donemus sine ulla fraude...» doc. 55 (958), etc.

fectamente exigible, cuyo incumplimiento podría ser sancionado, según es previsto, por lo menos en un documento de 988 ⁽²⁷⁸⁾ en el que para tal caso es estipulado el comiso.

En algunos documentos de la segunda mitad del siglo x aparece empleada la palabra «*serviamus*» que acaso pudiera significar un intento de abandono de la fórmula antes dicha, y una alusión a un principio de sujeción personal ⁽²⁷⁹⁾.

La prestación convenida debía ser satisfecha anualmente, en ciertas fechas que casi siempre coincidían con festividades señaladas, como sigue ocurriendo en muchos contratos rurales.

Algunas veces recibía el nombre de *censo*, probablemente por romana reminiscencia, y en tal caso, generalmente consistía en dinero o cosas concretas y determinadas ⁽²⁸⁰⁾.

En escasos documentos aparece fijado su importe en dinero ⁽²⁸¹⁾, siendo más corriente estipular la entrega de ga-

⁽²⁷⁸⁾ «...et si quis ex nobis... ..contempserit dare ipsa tascha, et servientes predicti martiris tunc licentiam habeant eas omnes particulas aprehendere et iure illorum comitare...» doc. 214 (988), 555 (1041).

⁽²⁷⁹⁾ Docs. 82 (965), 83 (965), 214 (988), 223 (988), etc.

⁽²⁸⁰⁾ «...pro censu mediam uncia auri Valencia...» doc. 495 (1024). = «...censum libras II cera...» doc. 618 (1059), etc.

⁽²⁸¹⁾ «...solidos X...» doc. 109 (975), y también: 112 (976), 223 (988), 259 (990). = «solidos II de dinarios Barchinona curribiles...» doc. 396 (1004).

No puede ya ser sostenida la teoría de que la moneda desapareció totalmente durante la Alta Edad Media. Como afirma Pirenne (ob. cit., pág. 85), la llamada economía natural nunca predominó exclusivamente en aquellos tiempos, aunque la circulación monetaria fuera reducida porque la constitución económica de la época era incompatible con una verdadera actividad comercial. Mateu Llopis en su citado estudio, sostiene que era más abundante en España que en el resto de Europa, y las ventas transcritas en los Cartularios y en otras colecciones diplomáticas, en número extraordinariamente superior a las permutas —cuyo incremento sería explicable en una economía «natural»— junto con los legados en dinero que tanto abundan en los testamentos, y las penas pecuniarias que tan frecuentemente aparecen en toda clase de documentos, en concepto de «composición» para el caso de incumplimiento, parecen demostrar la subsistencia de un régimen monetario.

No obstante, el propio Mateu se refiere a la fórmula «in rem valentem» puesta a continuación del precio estipulado, que Brutails (*Etudes sur les populations rurales du Roussillon au Moyen Age, IV*, pág. 45) interpreta como un pago en especie, pero que según dicho autor «este instrumento de evaluación fué debido a la necesidad de substituir la moneda física o admitir su equivalente en especies no monetarias en un momento en que se estaba operando un cambio transcendental, cual era la substitución del oro por la plata» (pág. 119).

Para estudiar el valor de la moneda son interesantes las equivalencias contenidas en algunos documentos: 633, 652, 825, 1061, 1249, etc.

Datos semejantes han servido a Sánchez Albornoz para su trabajo *El precio de*

llinas, capones, etc., o cantidades de ciertos productos ⁽²⁸²⁾.

Sin embargo, la prestación más frecuentemente convenida, hasta el extremo de poder ser considerada habitual, era la «*tasca*», que creemos debía consistir en una parte alícuota de los productos o frutos que rindiera la finca, pues aunque casi siempre aparece únicamente nombrada en tal forma, en varios documentos es referida a los frutos que Dios conceda, señalando incluso distinta proporción, según sus distintas clases ⁽²⁸³⁾.

En algunos contratos, la prestación comprende cosas determinadas además de la «*tasca*» ⁽²⁸⁴⁾; la «*tasca*» y la «*décima*» ⁽²⁸⁵⁾, éstas y la mitad de los frutos de ciertas tierras ⁽²⁸⁶⁾, la cuarta parte ⁽²⁸⁷⁾, o el «*agrero*» o «*agrario*» ⁽²⁸⁸⁾.

La «*tasca*» debía ser más gravosa que las otras prestaciones, muy moderadas casi siempre, pues en algunos casos los donantes sólo debían satisfacer éstas, y en cambio sus sucesores quedaban obligados a entregar aquélla ⁽²⁸⁹⁾.

En contratos otorgados durante los siglos XI y XII eran frecuentemente convenidas prestaciones distintas y cuotas proporcionales diferentes a satisfacer por razón de los bie-

la vida en el Reino Astur-Leonés hace mil años, publicado en una revista argentina y comentado en A. H. D. E. (1941).

⁽²⁸²⁾ «...unum agnum obtinum et focacias V et sextarios II de vino...» docs. 43 (956), y también 50 (957). = «...sextar I de forment et alium de ordio et libræ I de cera...» doc. 56 (958). = Cera: docs. 418 (1008), 448 (1012), 616 y 618 de 1019, etc.

⁽²⁸³⁾ La «*tasca*» era la prestación más frecuentemente estipulada y es la que aparece en todos los documentos del siglo X no expresamente citados.

«...tasca de ipsos frugos quos Deus ibidem semper dederit...» doc. 54 (957). = «...tasca de pane et vino...» doc. 114 (981). = «...de ipso blado... ipsa tasca...» doc. 339 (988). = «...omnem frugum inde exeuntium ipsam tascham...» doc. 628 (1062), etc.

⁽²⁸⁴⁾ Docs. 34 (953), 555 (1041), etc.

⁽²⁸⁵⁾ Docs. 76 (965), 232 (988), 249 (990), 365 (1002), 367 y 368 del mismo año, etc.

⁽²⁸⁶⁾ Doc. 93 (970).

⁽²⁸⁷⁾ «...quarta de ipsa laborantia...» doc. 113 (976).

⁽²⁸⁸⁾ Doc. 79 (965). Según Hinojosa (ob. cit., pág. 175), «agrario» sería la denominación genérica, y así parece deducirse del doc. 1132 (1180), donde después de imponer la obligación de satisfacer «decimam et primiciam» es añadido «et non donetis inde ullum alium agrarium»; pero en cambio no parece deducirse así de la mayoría de los documentos, pues es raras veces nombrada. En un testamento otorgado el año 981 (doc. 139) es considerada equivalente a la tasca: «ipso agrarii id est ipsa tasca», y lo mismo se dice en otros documentos. Ver, Séé: *Les classes rurales et le régime domanial en France au Moyen Age*, págs. 84 y 403.

⁽²⁸⁹⁾ En el doc. 227 (988) el donante se obligó a entregar dos libras de cera, pero los descendientes debían satisfacer la tasca; y en el 334 de 998 el primero había de pagar «solidatas II» y sus descendientes la propia tasca.

nes y parcelas que integraban el alodio, teniendo en cuenta su respectiva naturaleza y cultivo, y también eran concedidos o impuestos derechos de hospedaje, etc., de probable carácter feudal o por lo menos señorial ⁽²⁹⁰⁾.

* * *

DONACIONES RESERVATO USUFRUCTO

De acuerdo con el criterio antes expuesto calificamos de este modo aquellas donaciones en que el usufructo, tenencia o disfrute de la finca es retenido o reservado únicamente a favor de los propios donantes.

En sentido estricto, según hemos dicho, sólo deberían ser comprendidos en este grupo los actos otorgados por un solo donante, pues al ser varios —mujer e hijo ⁽²⁹¹⁾, hermanos ⁽²⁹²⁾, y muy frecuentemente cónyuges ⁽²⁹³⁾— la donación es conjunta y el usufructo se extiende sobre la totalidad del fundo, casi siempre, por lo que, según hemos dicho, existe una comunicación o transmisión en cuanto a la porción que no pertenecía previamente al beneficiario, salvo que sea admitida la existencia de una conjunta titularidad familiar, más difícil de reconocer en este caso por no existir una sucesión continuada.

La reserva aparece como condición de la donación, usando las mismas expresiones antes referidas al tratar de la precaria oblata: «*in tale captione*» ⁽²⁹⁴⁾, «*in tale videlicet ratione*» ⁽²⁹⁵⁾, etc.; y el contenido del derecho reservado es también expresado en los términos ya explicados:

⁽²⁹⁰⁾ «...Pariliatas et de ipsas vineas tasca, de ipsas vero domos simul cum ipsas terras qui in circuitu sunt, donent annuatim ad ipsum abbatem alberga cum duos socios et unum armigerum, de ipso supradicto molendino donent pro censu mediam unciam auri Valencia...» doc. 495 (1024). De lo que resulta que fué estipulado el pago de la «tasca» por las tierras productivas, un derecho de albergue o habitación al Abad y su séquito por razón de los edificios y sus aledaños, y una cantidad en dinero, en concepto de «censo» por el molino.

⁽²⁹¹⁾ Doc. 471 (1018).

⁽²⁹²⁾ Docs. 560 (1042), 621 (1080).

⁽²⁹³⁾ Docs. 149 (983), 548 (1039), 759 (1095), etc.

⁽²⁹⁴⁾ Doc. 366 (1002), etc.

⁽²⁹⁵⁾ Doc. 149 (983), 167 (985), etc. Doc. 3 (992) y 290 (1187), de Santas Creus.

«teneamus»⁽²⁹⁶⁾, «teneam et possideam»⁽²⁹⁷⁾, «tenere»
usui meo»⁽²⁹⁸⁾; y más precisamente: «retineo fruentum
et habendum»⁽²⁹⁹⁾, «ut teneamus nos omnia ea propria
ad nostrum usum fructuarium»⁽³⁰⁰⁾, «teneam et exfructi-
cem»⁽³⁰¹⁾, etc.

La técnica va precisándose a medida que avanzan los tiempos, y es ya correcta en los últimos documentos, correspondientes al siglo XIII, transcritos en el Cartulario, pues en uno del año 1238 el tradicional «remaneat» va seguido de la palabra «consolidetur» referida a «*tota proprietatis*», señalando de este modo la distinción entre derechos y no la mera relación material y física. Se encuentran también la cláusula llamada de extracción de dominio, la puesta en posesión mediante el otorgamiento del instrumento público, y el pago de la prestación es estipulado como confirmación de la donación y *signo de la tradición*⁽³⁰²⁾.

A continuación de la reserva de usufructo, el donante ordenaba o estipulaba que una vez ocurrido su fallecimiento —«*et post obitum meum*» o «*nostrum*»— los bienes fueran o quedaran —«*fiat*», «*sit*»⁽³⁰³⁾ y casi siempre «*remaneat*»⁽³⁰⁴⁾, etc.— a favor del Monasterio, empleando por tanto las mismas expresiones a que nos hemos referido al tratar de la «*precaria oblata*», y que indudablemente tu-

⁽²⁹⁶⁾ Doc. 166 (985), 187 (996), 820 (1113), etc.

⁽²⁹⁷⁾ Docs. 366 (1002), 400 (1005), 548 (1039), etc. Doc. 3 (992) de Santas Creus.

⁽²⁹⁸⁾ Doc. 246 (990).

⁽²⁹⁹⁾ Doc. 399 (1005). «Retineo tamen in vita mea», doc. 290 (1187) y 371 (1193) de Santas Creus.

⁽³⁰⁰⁾ Doc. 471 (1018).

⁽³⁰¹⁾ Doc. 903 (1130).

⁽³⁰²⁾ «...dono de presente irrevocabiliter inter vivos... ..totum alodium et feudum... ..et cum omnibus locis iuribus vocibus et accionibus... ..extraho de iure dominio et posse meo... ..et in ius et dominium et posse dicti cenobii tansfero irrevocabiliter. Inducens vos cum hoc publico instrumento perpetuo valituro in corporalem possessionem... ..retinendo michi in vita mea tantum usumfructum... ..Tamen in signum traditionis et in confirmationem presentis donationis promitto vobis dare singulis annis unam quarteram ordeï...» (doc. 1347 (1238)).

«...retineo etiam michi usufructuario iure in predicta donatione omnes fructos eiusdem omnibus diebus vite mee. Post obitum vero meum... ..tota proprietatis... ..vobis remaneat et consolidetur...» doc. 1350 (1238).

⁽³⁰³⁾ Docs. 167 (985), 245 (990).

⁽³⁰⁴⁾ Docs. 243 (990), 421 (1009), 720 (1084), 903 (1130), etc. Doc. de 1011 en que el Conde Tallaferro de Besalú otorga una donación de esta especie a su hijo (Monsalvatje, ob. cit., XV, pág. 219).

vieron su origen en las donaciones «*post obitum*» a las que más adelante nos referiremos brevemente, dando por reproducido en este lugar cuanto antes se ha explicado acerca de su posible interpretación.

Algunas veces, la reserva de usufructo quedaba condicionada a que fuera necesaria para la subsistencia o vestido del donante ⁽³⁰⁵⁾, o a que éste quisiera hacerla efectiva ⁽³⁰⁶⁾, estipulaciones que demuestran la plena libertad de la convención.

Es oportuno recordar aquí que en unos documentos se comprueba la existencia de *tradición* y de la obligación de satisfacer alguna prestación, que no aparecen en otros, y el sentido que puede ser atribuído a tales anomalías.

* * *

NEGOCIOS INTERMEDIOS

En el segundo grupo de la anterior clasificación hemos comprendido aquellas donaciones en las que si bien era estipulada la reserva de usufructo a favor del donante, una vez fallecido éste, el usufructo quedaba transmitido a favor de una o más personas, consolidándose con la nuda propiedad donada al Monasterio al ocurrir el óbito de la última designada.

Tales disposiciones resultan claras y enteramente explicables cuando del texto del documento se deduce que el donante no tenía descendientes o no podía tenerlos por razón de su estado religioso ⁽³⁰⁷⁾, en cuales casos concedía tal usufructo a algún hermano ⁽³⁰⁸⁾, otros parientes ⁽³⁰⁹⁾ y aun a personas con quien no tenía o por lo menos no se declaraba vínculo alguno familiar ⁽³¹⁰⁾; pero en otros casos eran

⁽³⁰⁵⁾ «...et si michi necesse fuerit per victum aut vestitum, apprehendam de ipsius fructu quantum necesse fuerit...» (Parece más bien una reserva condicional de alimentos.) Doc. 485 (1022).

⁽³⁰⁶⁾ «...ut si ego donator in diebus vite mee hec omnia prenotata tenere usui meo voluero habeam... licentiam et de ipsis frugibus...» Doc. 246 (990).

⁽³⁰⁷⁾ Docs. 84 (965), 560 (1042), 1118 (1178), etc.

⁽³⁰⁸⁾ Docs. 560 (1042), 687 (1076), etc.

⁽³⁰⁹⁾ Docs. 230 (988), 313 (996).

⁽³¹⁰⁾ Docs. 316 (996), 370 (1002).

designados uno o más hijos⁽³¹¹⁾ y aun los descendientes genéricamente «*posteritas*»⁽³¹²⁾ y entonces la adquisición de la plena propiedad por el Monasterio, ordenada con la habitual palabra «*remaneat*», quizá debiera entenderse limitada al caso de que quedara extinguida la sucesión directa.

También se encuentran disposiciones de carácter condicional: no regresar un hijo de la cautividad en que se encontraba⁽³¹³⁾; que la usufructuaria no tomara varón⁽³¹⁴⁾; y en algún caso para mejor defender los derechos del usufructuario fué estipulada la rescisión de la donación al Monasterio, si éste perturbara la pacífica posesión del primero⁽³¹⁵⁾.

Estos usufructos, por su contenido y manera de ser ordenados, coincidían exactamente con los muy numerosos nacidos en disposiciones de última voluntad en que la propiedad era asimismo legada a favor del Monasterio.

* * *

DONACIONES POST OBITUM

Pueden considerarse donaciones de este tipo las contenidas en los documentos 803 (1109) y 917 (1131), pues su otorgamiento aparece redactado en los siguientes términos: «...*dono... Hoc totum... quod dono predicto martiri... teneant et habeant et possideant in perpetuum servientes sui post hobitum meum... Iterum dono post hobitum unum ex infantis meis, filium aut filiam qui habuerit meum honorem...*» «... *dono... ut post obitum meum habeant et possideant...*», respectivamente⁽³¹⁶⁾.

⁽³¹¹⁾ Docs. 529 (990), 313 (996). = «...*filius meus cui dimissero Gallita...*» doc. 635 (1063). = «...*unum ex filiis nostris quem elegerimus...*», doc 700 (1080), etc.

⁽³¹²⁾ Docs. 309 (995), 339 (998).

⁽³¹³⁾ Doc. 313 (996).

⁽³¹⁴⁾ Doc. 259 (990).

⁽³¹⁵⁾ Doc. 434 (1011).

⁽³¹⁶⁾ Una clara redacción de esta cláusula aparece en la donación otorgada a San Juan de las Abadesas en 922: «...*quantum mea hereditas est... dum vita mea est in mea sit potestate firma. Post obitum meum Domus Domini honoratus permaneat...*»

En el primer documento, la finca donada es un feudo y el otorgante dona también la décima y obliga a su citado hijo a satisfacer la misma prestación respecto a los bienes donados para después del óbito de éste; en el segundo es transmitido un alodio y no es estipulada prestación alguna. En ninguno de los dos se encuentra ninguna referencia a la tradición o entrega.

Es de observar en éste, como en otros casos, la tardía aparición en el Cartulario de figuras jurídicas bien definidas, que demuestran «*a contrario sensu*», la confusión jurídica en que se debatieron anteriormente los habitantes de la Marca.

* * *

PRECARIA DATA

Son escasos los documentos de esta naturaleza, correspondientes al siglo x, transcritos en el Cartulario.

Es posible que esto fuera debido a que numerosas tierras ingresaban en el patrimonio, según hemos dicho, mediante precarias «*oblata*» y donaciones «*reservato usufructo*», quedando encargados los propios donantes y sus sucesores de su cuidado y cultivo; que los monjes y sus dependientes se bastaran para explotar los fundos necesarios para su sostenimiento, y en aquellos tiempos que podríamos llamar de explotación autárquica, en que cada dominio constituía una unidad económica⁽³¹⁷⁾, y los productos de la tierra eran consumidos «*in situ*», repartiéndose los sobrantes a título de limosna, los monjes no sintieran aún extraordinario interés en extender el área cultivada alejándose de su centro con las consiguientes dificultades de vigilancia y defensa, mientras la frontera continuaba indecisa, sujeta a incursiones extrañas y a constantes depredaciones. No obstante consideramos imprudente llegar a

Monsalvatje, XV, pág. 118. También existen ejemplos en el Cartulario de Santas Creus: «...dono etiam... ..post obitum... ..honore... ..et promitto in bona fide quod... ..illum non alienabo nec aliquid gravaminis ibi afferam...» (doc. 313 del 1188). Ver también: 129 del 1167 y 147 del 1170.

⁽³¹⁷⁾ Pirenne, op. cit.

conclusiones demasiado precisas, pues tampoco debe ser olvidado cuanto tantas veces hemos repetido acerca de la rudimentaria limitación de las formas contractuales, a su técnica imprecisa, a la continua aplicación de unas mismas fórmulas a negocios jurídicos que antes y después fueron autónomos, pero que eran confundidos al materializar su significado aparente y sus consecuencias económicas.

Además, debe ser recordado que al formar los Cartularios, sólo interesaba transcribir los documentos que pudieran justificar la propiedad y derechos del Monasterio, y por ello era natural transcribir las donaciones y demás títulos de adquisición, y en cambio parecería ocioso repetir esta especie de concesión de tierras, muchas veces reconocidas o renovadas posteriormente, y que entonces, como ahora, frecuentemente serían otorgadas verbalmente o por lo menos prescindiendo de la mayoría de las garantías formales exigidas para negocios de mayor importancia.

Aumenta considerablemente su número durante los siglos XI y XII. La reconquista iba avanzando, la tierra estaba ya repartida, los poseedores negaban muchas veces los derechos del Monasterio y los señores laicos usurpaban sus dominios o pretendían sujetarlos al yugo de su jurisdicción; muchos predios habían sido donados, pero no ocupados efectivamente, los linderos eran imprecisos, frecuentemente eran alegadas posesiones apoyadas en la «*aprisio*» anterior y aun posterior a las adquisiciones⁽³¹⁸⁾, y el Monasterio se veía obligado continuamente a instar litigios y solicitar confirmaciones al Conde y a la Santa Sede.

Una vez constituido el patrimonio surgía imperiosa la necesidad de explotar la tierra, hacerla habitable y defenderla. La organización económica era predominante natural; el numerario, aunque más abundante que en otros países, era escaso, se carecía de capital, y únicamente mediante el trabajo humano podían ser alcanzados los fines propuestos. La vida social se organizaba mediante un sistema de obligaciones y ligámenes personales que, en todos sentidos, tendían a hacer permanentes y aun perpetuas las

(318) Ver entre otros: doc: 464 (1017).

relaciones con el predio, y entre las personas que ostentaban su dominio y aquellas que lo habitaban y cultivaban.

Habían cambiado las circunstancias y desaparecido los motivos que anteriormente impulsaban al propietario a desear situaciones a corto plazo y sin compromiso alguno. Al convertirse en señor y aumentar su poderío, ya no sentía la necesidad de negar al cultivador todo derecho contractual ni el antiguo temor a dejar un título jurídico en sus manos, y al aumentar la producción, constituirse fuertes reservas e incrementarse la población no labradora, los frutos comenzaron a ser comerciables y el Monasterio tuvo mayor interés en concretar y aumentar sus rentas, de las que podría obtener positivos beneficios.

El contrato representaba el reconocimiento de su dominio y el fundamento legal necesario para poder exigir el pago de las prestaciones y el cumplimiento de las obligaciones estipuladas.

Convenía conservar el documento y más adelante transcribirlo en el Cartulario para perpetua memoria y elemento de prueba, en caso de discusión.

* * *

Durante el siglo x son casi idénticos los derechos reservados o constituídos en las «*precaria oblata*» y en las «*data*».

Sus cláusulas aparecen redactadas de acuerdo con las mismas fórmulas, y son iguales o muy parecidas las condiciones estipuladas, salvo naturalmente aquellas que tipifican el contrato.

Pero durante los siglos xi y xii, por propia evolución encaminada a regular los problemas planteados por la experiencia, o por influencias extrañas, se estipulan o imponen nuevos y diversos pactos, que van haciéndose habituales y concretándose hasta derivar en nuevas figuras jurídicas, cuyas características van perfilándose progresivamente hasta confundirse con la enfiteusis, sin que pueda ser precisado hasta qué punto tal evolución fué natural y

derivada de la coincidencia con el ambiente y necesidades que antiguamente fueron causa de su nacimiento, y hasta donde alcanzaron en los primeros tiempos las aportaciones que podríamos llamar culturales que pudieran llegar de Italia, seguramente a través de la Iglesia y de las órdenes monásticas.

* * *

Únicamente hemos encontrado dos documentos que contengan la inicial súplica o petición del aspirante a cultivador, redactada en términos parecidos a los antiguamente empleados.

Un documento del año 984, calificado de «*precaria*» en su suscripción, comienza como las explicadas «*cartas prestatarias*» (*manifestum est enim quia venisti ad nos et petisti nos alaudem de domum S. Cucuphati per precaria...*), pero resulta interesante observar que el postulante, por lo menos de hecho, ya poseía la finca, y la había roturado y plantado a su costa ⁽³¹⁹⁾, por lo que dicho documento puede ser considerado como el instrumento para la formalización de una situación real preexistente, o tal vez como la renovación de una concesión anterior; y en tal caso las fórmulas citadas pudieran ser mera repetición de las contenidas en el documento primitivo.

En el otro, otorgado el año 1020, también es manifestado que el cultivador había plantado viña sin formalidad documental, y, a fin de robustecer su posesión, solicitó y obtuvo «*carta precaria*», que por tanto habría de representar un verdadero título a su favor ⁽³²⁰⁾.

Es de observar que este documento no aparece transcrito en el Cartulario, y como otros varios ha sido copiado por el editor del diploma original obrante en el Archivo de la Corona de Aragón, por lo que podría confirmar nues-

⁽³¹⁹⁾ A la petición transcrita se añade: «...quod tu ipse condirexisti cum tuo avere et arbores quod edificasti... ..Etenim placuit animis nostros, et placet... ..ut tibi carta precaria fecissemus. sicuti et facimus...», doc. 160 (984).

⁽³²⁰⁾ «...et dederunt ea tibi sine precaria et plantasti eam et advineasti eam bene et modo venisti et petisti nobis ut fecissemus tibi exinde cartam precariam unde firmiter possis eam tenere...» «sic donamus per precaria...», doc. 478 (1020).

tra opinión acerca del escaso interés originariamente sentido por conservar las precarias «*data*».

En lo sucesivo no vuelve a encontrarse dicha cláusula, última reminiscencia de las fórmulas corrientes en las viejas precarias; la institución continúa subsistente con renovado vigor, con el significado tantas veces repetido, pues varios de los documentos que las regulan conservan tal denominación «*karta donationis vel precaria*»⁽³²¹⁾, que aparece también como expresión de la naturaleza del derecho y título de su adquisición o pertenencia, especialmente durante el siglo XII, cuando van precisándose los conceptos y definiéndose más cuidadosamente los derechos⁽³²²⁾.

De todos modos son mucho más numerosos los documentos que no contienen dicha calificación, y que no obstante deben merecer la misma consideración por contener las mismas estipulaciones y dar por tanto nacimiento a idénticos derechos y obligaciones.

No obstante el carácter evidentemente oneroso del contrato, el Monasterio decía que *donaba* las tierras: *donamus tibi...*⁽³²³⁾ olvidando o desconociendo las correctas expresiones de los formularios francos⁽³²⁴⁾, y hasta bien entrado el siglo XIII no encontramos el *stabilimus tibi*⁽³²⁵⁾, que tanta fortuna había de alcanzar, pues ha perdurado hasta nuestros días.

Asimismo el precarista quedaba obligado a *donar* o

⁽³²¹⁾ Docs. 596 (1053), 609 (1057). = «...et culturandum per precaria...», doc. 610 (1057). = «...ista precaria...», doc. 795 (1108). = «...sic dono... ..ad cartam precariam... ..ista carta precaria...», doc. 807 (1110). = «...donamus tibi... ..per cartam precariam...», doc. 813 (1111). = «...ipso carta precaria...», doc. 832 (1116). = (...per hanc chartam prechariam dono...», doc. 922 (1132).

⁽³²²⁾ «...et advenit nobis per... ..et per precarium...», doc. 810 (1110). = «...tuis precariis sive scripturis, illas scilicet quas abes ex nobis...», doc. 862 (1122). = «...que abet per precariam...», doc. 873 (1124). = En igual sentido, o sea como título de pertenencia, se encuentra en distintos contratos: docs. 861 (1122), 1004 (1155), 1019 (1137), 1210 (1195), 1279 (1209).

Entre los documentos de Santas Creus también se encuentra tal denominación: contrato «ad plantandum vineam», número 32 del Cartulario, año 1121; «...donamus vobis... ..propter precaria...», «...ista Karta precaria», etc.

⁽³²³⁾ Docs. 160 (984), 665 (1068), 813 (1111) y la mayoría de los restantes.

La misma expresión aparece usada en los documentos de Santas Creus, añadiendo frecuentemente «concedimus».

⁽³²⁴⁾ «...excolere permissimus...» (Prestaria CCCXXVIII). = «...praestare deberemus...» (CCCXL), etc.

⁽³²⁵⁾ Doc. 1338 (1237).

dar el canon o prestación estipulados, y también es necesario llegar a finales del siglo XII para hallar fórmulas más técnicas como *tribuatís, tribuatís inde pro censu*, etcétera ⁽³²⁶⁾.

LA FINCA

A fin de evitar repeticiones nos remitimos a cuanto fué expuesto al tratar de la precaria oblata, respecto a las fincas objeto de estos contratos, pues los datos referidos son suficientes a manera de ejemplo, y resultan semejantes, por su contenido y redacción, a los que ahora podríamos reseñar, sin entrar en más detalles por limitar nuestra exposición al aspecto jurídico de la cuestión; pero sería muy interesante estudiar de manera exhaustiva las descripciones de los predios, sus elementos integrantes y diferentes cultivos, pues en general los documentos de esta especie, por la naturaleza de los derechos a que daban nacimiento y por sus fechas más avanzadas, suelen ser más expresivos que las precarias *oblata*.

TIEMPO

Asimismo hemos de recordar, con mayor motivo, lo antes dicho acerca de la extraordinaria influencia que el plazo concedido había de ejercer sobre la propia naturaleza del derecho del cultivador y la mayor o menor extensión de sus facultades.

Entre los documentos de San Cugat no hemos encontrado concesiones a plazo determinado, pero en los de Santas Creus fué fijado un término de siete años *usque ad VII annis completis* en un documento otorgado el año 1174 ⁽³²⁷⁾, y por tanto aunque la merced había de ser satisfecha *per censum* estimamos que el contrato tenía mero carácter arrendaticio.

⁽³²⁶⁾ Docs. 1218 (1197), 1253 (1205) y en los de Santas Creus: 131 (1167), 142 (1170), etc.

⁽³²⁷⁾ Doc. 177 (1174).

Repetimos que la rareza de estos contratos a plazo fijo no autoriza a concluir que no fueran otorgados con más frecuencia de la que podría suponerse, pues evidentemente no interesaba transcribirlos en los Cartularios, donde eran recogidos principalmente los títulos de propiedad, a diferencia de lo que sucedió posteriormente con los «*capbreus*» donde se hacían constar las rentas.

Así es posible que incluso el documento antes referido fuera transcrito por afectar a la misma finca sobre la cual pocos años más tarde el monasterio concedió «*statica*» al propio concesionario, relevándole de la obligación de satisfacer el censo, pero imponiendo otras condiciones bastante curiosas, que demuestran la complejidad de las relaciones contractuales y obligaciones personales de aquellos tiempos ⁽³²⁸⁾.

* * *

Hinojosa afirma ⁽³²⁹⁾ no haber hallado más contratos agrarios temporales anteriores al siglo XIII que los de plantación de viñas «*ad plantandum*», en virtud de los cuales el concesionario se obligaba a plantarlas dentro del término preestablecido, a cuya expiración eran repartidas las tierras ya plantadas entre ambas partes.

Este contrato, hoy subsistente en diversas comarcas y empleado para plantar viñas, olivos y otras especies arbóreas y arbustivas, se encuentra raras veces en los Cartularios examinados ⁽³³⁰⁾, pero de un documento de San Cugat del año 1122 parece deducirse que había de ser estipulado expresamente, pues un cultivador que plantó viña sin au-

⁽³²⁸⁾ Doc. 195 (1177).

⁽³²⁹⁾ Ob. cit., pág. 73.

⁽³³⁰⁾ Los contratos de esta naturaleza de que tenemos noticia corresponden a los siglos XI y XII. Font en su obra expresada (nota 621) se refiere a dos otorgados en los años 1052 y 1054; y en el Cartulario de Santas Creus aparecen varios, generalmente otorgados por personas ajenas al Monasterio, docs. 32 (1121), 35 (1128), 125 (1166). En este último aparecen los siguientes pactos: «...donamus... ..ad (complantandum) vinea que bene planteti ed edificitis et circum tapietis, et quando fiat iamdicta terra advineata habeatis vos (complantatores) et vestris medietatem de iam dicta terra vel vinea omni tempore per vestra laboratione et vestris per totum tempus unum de post unum et sic pervadit unum de post unum per totum tempus... ..et nos donatores aliam merietatem per meum alodium...».

Acerca de la naturaleza y evolución de este contrato, ver Grand, obra citada.

torización del Monasterio fué reconvenido por éste, a fin de que la plantación no pudiera perjudicar a la reversión estipulada para el tiempo del óbito del concesionario, con lo cual, «*a sensu contrario*» parece darse a entender que tal plantación concedía ciertos derechos sobre la totalidad o parte de la tierra o por lo menos podía dar lugar a ciertas compensaciones.

* * *

En cambio no son raras las concesiones vitalicias, que algunas veces eran extendidas a la esposa del precarista, en todo o en parte después de ocurrir el fallecimiento de éste.

En tales casos era expresamente prevista la reversión de la finca con todas las mejoras existentes a favor del Monasterio, empleando las expresiones «*remaneat*» o «*revertatur*», o sea las mismas referidas al tratar de las «*oblata*»⁽³³¹⁾.

De todos modos, sin duda se hallaba tan extendida la idea de la perpetuidad de tales situaciones, que los sucesores del precarista muchas veces se resistían a abandonar la posesión, pues son muy numerosas las «*definiciones*» y «*exvacuaciones*» o sea los reconocimientos y abandonos, contenidos en los Cartularios, seguidos muchas veces de nuevas concesiones a favor de los propios interesados⁽³³²⁾.

Otras veces, sin litigio alguno, el Monasterio aparece donando tierras que, según se confiesa, ya eran poseídas por el concesionario o por sus antecesores, con lo cual quedarían novado o robustecido un título enervado o caducado por contener la citada cláusula de reversión⁽³³³⁾.

⁽³³¹⁾ Docs. 561 (1043), 579 (1045), 813 (1111), 937 (1138), etc., y también en los de Santas Creus: «...reddatur libera...», doc. 85 (1159), y 176 (1174), 289 (1187), 309 (1188), 338 (1190).

⁽³³²⁾ Doc. 1084 (1172), entre otros: «...ipsa vinea qua pater vester et mater plantaverunt et edificaverunt in meo alodio...», doc. 40 (1143).

⁽³³³⁾ Ver entre otros los docs. citados en las notas 343 y siguientes; también docs. 580 (1045), 1019 (1178). = «...accepimus a te II morobetines et deffinimus tibi... querimonias... quas habemus... et auctorizamus tibi et uxori tue tuis precariis sive scripturis, illas scilicet quas abes ex nobis... ut ab hodierno die et tempore secure et quiete teneatis et possideatis... tam vos quam proienie vestre in perpetuum», doc. 862 (1122).

Finalmente parece interesante referirnos nuevamente al citado documento de Santas Creus, otorgado en 1188, según el cual, si bien la concesión era vitalicia (*in vita tua*), además de convenir que en caso de mala cosecha el cultivador quedaría relevado de entregar la parte correspondiente al Monasterio (*non tenueris reddere nobis predictam vendimiam*), era prevista la extinción de su derecho para el evento de perderse la plantación aun en vida del precarista, por lo que tal contrato pudiera ser considerado como un antiguo precedente de los establecimientos a (*rabassa morta*) ⁽³³⁴⁾.

* * *

Habitualmente la relación jurídica creada era permanente, duradera por tiempo indefinido o perpetuo, mientras fueran cumplidas las condiciones prevenidas, y aun en caso de incumplimiento, raras veces era previsto el comiso o la rescisión, y en cambio eran convenidas penas en concepto de *composición*, según puede ser comprobado en casi todos los documentos.

La concesión era otorgada a favor de una o varias personas determinadas ⁽³³⁵⁾, y más frecuentemente a un matrimonio y sus descendientes (*filiis*), (*posteritas*), (*proieniei*), etc., en términos genéricos ⁽³³⁶⁾ similares a los explicados al tratar de la *oblata*, por lo que nos referimos a cuanto se ha dicho respecto a esta suerte de titularidad familiar conjunta, que también aparece en la *data* duran-

⁽³³⁴⁾ «...Post obitum vero tuum eandem vineam nos liberam et absolutam recuperemus in perpetuum possidenda. Quod si forte contingerit ut predicta vinea grandine aut nebulam qua rumpatur taliter ut predictae III somate inde colligi nequeant anno illo non tenearis reddere nobis predictam vindemiam. Si autem in vita tua eadem vinea adermaverit ita ut omnino excoli desit iam ex tunc sine omni contradictione in nostrum dominium redigatur», doc. 309 (1188).

⁽³³⁵⁾ Doc. 589 (1047). A dos hermanos (doc. 712 de 1983), y 40 (1143), de Santas Creus. Tres hermanos (doc. 749 de 1093). «...et ad vestre progenie et ad fratres tuos... ed illorum progenie...» (doc. 54 de 1152 de Santas Creus), etc.

⁽³³⁶⁾ «...tu et posteritas tua...» (docs. 403 de 1006, 458 de 1014, 550 de 1040, etc., y también doc. del año 1132 de San Juan transcrito por Monsalvatje, XV, pág. 360). «...tu et progenia tua...» (docs. 447 de 1012, 307 de 1110, etc.).

«...tu et filiis vestri et omnes simul progenie...» (doc. 543 de 1036).

«...vestre proieniei vel posteritate...» (docs. 40 de 1143, 67 de 1156, 74 de 1157, 113 de 1146, 178 de 1174, etc., de Santas Creus). Y otras fórmulas parecidas.

te los primeros tiempos, y que posteriormente mantiene su influencia en la redacción de las cláusulas ⁽³³⁷⁾.

La perpetuidad del derecho era expresamente advertida en documentos del siglo XII: «*usque ad omnium Sanctorum*» ⁽³³⁸⁾, «*in perpetuum*» ⁽³³⁹⁾, «*per cuncta secula*» ⁽³⁴⁰⁾, «*per totumque tempus*» ⁽³⁴¹⁾ y también la sucesión «*iure hereditario*» ⁽³⁴²⁾.

SUCESIÓN

En la segunda mitad del siglo XI aparece un matiz que ha de alcanzar gran transcendencia en la configuración de esta institución, y aun en el general orden de suceder. Nos referimos a la exigencia de que al fallecimiento del precarista, le sucedieran en todos sus derechos y obligaciones derivados del contrato, uno ⁽³⁴³⁾ o dos ⁽³⁴⁴⁾ de sus hijos. Esta vacilación inicial desaparece muy pronto, convirtiéndose en habitual la designación de un solo hijo.

Esta estipulación aparece ya en un documento del año 1064 ⁽³⁴⁵⁾ en el que aun es prevista la reversión al Monasterio, y es normal en los contratos del siglo XII.

Por tanto parece quedar modificado o decaer el régimen anterior de titularidad familiar conjunta para dar paso al que ha de prevalecer posteriormente de titularidad individual, sin perjuicio de que los familiares conservaran distintos derechos que no es del caso estudiar aquí.

⁽³³⁷⁾ Leicht, en su citada obra «Operai...», pág. 92, dice: «Ma molte piu frequente dovessero essere i casi di beni dati da enti ecclesiastici a un originario concessionario in livello, enfiteusi, prestaria, ecc., ed ai suoi discendenti, i quali venivano così a costituire pur essi un consorzio, in possesso del quali i beni livellarii o enfiteutici rimanevano per lungo tempo.»

⁽³³⁸⁾ Doc. 915 (1131).

⁽³³⁹⁾ Docs. 283 (1186), 317 (1188), 360 (1192), etc., de Santas Creus.

⁽³⁴⁰⁾ Doc. 67 (1156), *ibid.*

⁽³⁴¹⁾ Docs. 374-376 y 377 del 1194, *ibid.*

⁽³⁴²⁾ Doc. 189 (1175), *ibid.*

⁽³⁴³⁾ «...et unum ex filiis vestris quod vos elegeritis...», docs. 639 (1064), 778 (1099). = «...et unum infantum vestro quale vos elegeri volueritis...» (doc. 811 de 1110), etc.

⁽³⁴⁴⁾ «...et duobus filiis tuos post te quos tu elegeris...», doc. 716 (1084).

⁽³⁴⁵⁾ Doc. 639, citado en nota 343.

Desaparece la solidaridad de derechos y obligaciones y es reconocido un sujeto personalmente designado para ostentar los beneficios y las cargas de la explotación, con las naturales consecuencias en cuanto a la naturaleza de los respectivos derechos, y muy especialmente de los de disposición que, teniendo en cuenta la nueva manera de entender dichos derechos familiares, y para defender los intereses del concedente, necesariamente deberán ser regulados más eficaz y precisamente, limitando la posibilidad de contratar *inter-vivos* y regulando previsoramente la sustitución del titular.

Interesaba al concedente la conservación de la unidad del fundo, y entenderse con una sola persona responsable del pago de las prestaciones y obligada personalmente al cumplimiento de lo convenido.

Para conseguir tal resultado eran estipuladas sustituciones sucesivas, que ya se encuentran en un documento del año 1099 ⁽³⁴⁶⁾, y casi nunca faltan en los otorgados durante el siglo XII, pero en los contratos de esta época no es exigida la sucesión forzosa a favor del primogénito ni preferencia por razón de sexo. El poseedor podía elegir entre sus descendientes: «*quos tu elegeris*» ⁽³⁴⁷⁾, «*cui tu dimisseris*» ⁽³⁴⁸⁾.

Las sustituciones son complejas desde sus primeras apariciones en los contratos, pues generalmente revisten carácter conjunto vulgar y fideicomisario entre los descendientes, y aparecen redactadas en términos muy parecidos a los conservados hasta nuestros días ⁽³⁴⁹⁾; algunas veces tienen carácter condicional, por ejemplo: que la viuda no tome varón ⁽³⁵⁰⁾, y en otros casos parece reflejarse su prin-

⁽³⁴⁶⁾ «...post obitum... ..remaneat uni ex filiis vestris, quem vos elegeritis. Ipse etiam vester filius similiter dimitat uni ex filiis suis, vel fratribus, si filios legitimos non habuerit, et sic semper de uno in alium descendat vestra posteritatis, qui indivisibiliter teneat...», doc. 778 de 1099. = «...tam vos quam... ..proienies vestra unum post alium cui vobis dimisseritis in vestro testamento...» (doc. de Santa Cecilia de Montserrat, citado por Hinojosa en su citada obra, pág. 67).

⁽³⁴⁷⁾ Ver entre otros los docs. cit. en las notas 369 y 372.

⁽³⁴⁸⁾ Ver entre otros los docs. cit. en las notas 372 y 377.

⁽³⁴⁹⁾ Ver entre otros el doc. cit. en la nota 372, redactado en términos bien expresivos y que han llegado hasta los tiempos modernos.

⁽³⁵⁰⁾ «...et uxor tua post te si virum non acceperit similiter habeat...» (doc. 716 de 1084).

cial fundamento consistente en impedir el abandono de la finca, al permitir la designación de otros parientes, en defecto de hijos ⁽³⁵¹⁾.

* * *

La preocupación por mantener la unidad de la explotación se manifiesta además haciendo constar que la donación era otorgada de modo indivisible, empleando habitualmente la fórmula: «*damus*» o «*teneatis*», «*vobis ac vestre proieniei unus post alium indivisibiliter*» ⁽³⁵²⁾.

Tal indivisibilidad, que en un documento otorgado el año 1084 ⁽³⁵³⁾ es reforzada mediante la prohibición de dividir añadida a la de vender, había de convertirse en consuetudinaria, al repetir constantemente la fórmula expresada hasta convertirla en cláusula de estilo, y posteriormente al ser construída doctrinalmente la enfiteusis, fué considerada esencial a la institución, persistiendo inmovible hasta la Ley de 1945.

* * *

Es posible que estas convenciones influyeran en el general ordenamiento sucesorio, pues según Hinojosa ⁽³⁵⁴⁾ en ellas radica el origen de la costumbre catalana, seguida también en otras regiones, de instituir un solo heredero. Han sido calificadas muy duramente por los comentaristas de tendencias liberales e igualitarias, por considerarlas injustas y atentatorias a la libertad y personalidad del cultivador, llegando Lattes a presentarlas como una de las mayores vejaciones que imponía el sistema feudal ⁽³⁵⁵⁾.

⁽³⁵¹⁾ «...et post obitum tuum remaneat uni ex filiis tuis, si abueris de legitimo coniugio, aut uni ex parentis tuis, cui tu dimisseris similiter...» (doc. 665 de 1068).

⁽³⁵²⁾ Docs. 870 (1124), 878 (1125), 915 (1131), 981 (1148), 1008 (1156), 1253 (1205), 1281 (1211). En los docs. de Santas Creus aparece parecida fórmula en: 229 (1180), 351 (1195). Hinojosa también cita varios docs. redactados en dichos términos referentes a varias comarcas, en su obra citada, págs. 67 y 158.

⁽³⁵³⁾ «...nec inter se dividire...» (doc. 716 de 1084).

⁽³⁵⁴⁾ Obra citada, pá. 160.

⁽³⁵⁵⁾ Obra citada, pág. 237.

Probablemente las ideas feudales influyeron fuertemente en el sentido explicado, pues la exigencia del sucesor único y de la indivisibilidad del fundo, y consiguientemente de las prestaciones, era constante en los contratos típicamente feudales, muy frecuente en las precarias «*data*», principalmente desde el siglo XII, y bastante rara en las «*oblata*», según hemos visto, en las que probablemente el donante gozaba de mayor libertad al contratar.

De todos modos, sin negar la influencia que pudieran tener dichas ideas ni las presiones que debiera soportar el concesionario, la redacción de las primeras cláusulas, y el orden en que fueron añadiéndoseles nuevos elementos hasta construirlas definitivamente, según resulta de los datos aportados, parece demostrar que originariamente fueron otorgadas teniendo en cuenta motivos económicos y objetivos en cuya apreciación coincidían ambas partes, según reconoció el propio Hinojosa (³⁵⁶), y modernamente, en cuanto son abandonados doctrinarismos extraños a la organización agraria, presenciamos una reacción en el mismo sentido tan criticado durante el siglo pasado, según puede comprobarse examinando las Leyes Agrarias, de Colonización y de Arrendamientos rústicos, que en todos los países tienden a formar fundos indivisibles y transmisibles a un solo titular, a fin de incrementar la producción, evitar el minimifundio y favorecer el asentamiento y permanencia de cultivadores directos con sus familias.

MEJORAS

Opina Roberti (³⁵⁷), de acuerdo con Schupfer y Simoncelli, que la enfiteusis de la época pre-estatutaria difería de la romana en que el enfiteuta estaba obligado a mejorar la finca, pero hacía suyas las mejoras realizadas; añadiendo

(³⁵⁶) Obra citada, págs. 157, 161 y notas. Dicho autor afirma que: «no es aplicable a Cataluña la afirmación que se hace respecto de otros países de que la sucesión individual en los predios rústicos fué posterior a su empleo en los feudos nobles y surgió como imitación de ella. Creo que unas mismas causas les dieron origen y que estas dos clases de sucesión nacieron con entera independencia una de otra, viniendo a satisfacer análogas conveniencias».

(³⁵⁷) Ob. cit., pág. 176.

que tal modificación fué debida a que el derecho de adquisición romano cedió ante el medioeval fundado en el trabajo.

Tal afirmación, naturalmente referida a la enfiteusis conservada en ciertas zonas de Italia, no puede ser enteramente sostenida respecto a los contratos que estamos examinando.

Desde el siglo x y con creciente frecuencia, los documentos contienen pactos en virtud de los cuales el concesionario queda obligado a plantar, edificar, y en general mejorar la finca que recibe.

Esta obligación aparece muchas veces como motivo determinante de la concesión y causa de la misma, precisamente expresada en el sentido de nuevas roturaciones ⁽³⁵⁸⁾, plantaciones de viñas ⁽³⁵⁹⁾, de árboles de diversas especies ⁽³⁶⁰⁾, y en ocasiones es añadida la exigencia de construir vivienda o manso para habitar los cultivadores ⁽³⁶¹⁾, molinos ⁽³⁶²⁾, torres para servir de refugio y defensa ⁽³⁶³⁾, e incluso en algunos documentos de Santas Creus se encuentra estipulada la obligación de cerrar las fincas ⁽³⁶⁴⁾.

En muchos otros documentos, especialmente a partir del siglo xii, la obligación es contraída en términos gené-

⁽³⁵⁸⁾ «...ut bene laboretis et ad culturam perducas...» (doc. 588 de 1046). = «...ut trahatis eam ad culturam...» (doc. 589 de 1047). = «...et ipsas terras bene ad culturam adducatis...» (doc. 832 de 1116), etc. Parecidas expresiones se encuentran en los documentos de Santas Creus: «...bene laboretis et edificetis...» (doc. 33 de 1132). = «...bene edificetis et laboretis...» (doc. 43 de 1143), etc.

⁽³⁵⁹⁾ «...ad plantandum vineis...» (doc. 543 de 1036). = «...et vineas ad plantandum...» (doc. 589 de 1047). = «...ut vineas ibi plantetis...» (doc. 811 de 1111). También en Santas Creus: «...ad plantandum vineis...» (docs. 374, 376 y 377 del año 1194; 351 del 1192, etc.

⁽³⁶⁰⁾ «...arboribus edificandum...» (doc. 403 de 1006). = «...sive cuiuscumque generis arboribus...» (doc. 543 de 1036). = «...et arboris diversi generis fructificandos...» (doc. 589 de 1047). También en Santas Creus: «...ad panem et vinum et arbores plantandum...» (doc. 351 de 1192), entre otros.

⁽³⁶¹⁾ «...ad domus faciendam...» (doc. 403 de 1006). = «...in tale conventu quod bene edificare facias...» (doc. 447 de 1012). = «...et construatis et edificetis...» (doc. 538 de 1035). = «...ad domos faciendam...» (doc. 589 de 1047). = «...ut ibi mansum construas... et bene et pulcre edifices...» (doc. 593 de 1051). También en Santas Creus: «...ut faciatis ibi domos...» (doc. 130 de 1167). En muchos documentos la expresión «edificetis» se refiere indistintamente a la construcción de edificios o a la plantación de árboles o viñas, según resulta de las presentes citas.

⁽³⁶²⁾ «...ut in ea edificetis molendinum...» (doc. 674 de 1072), etc.

⁽³⁶³⁾ «...ut tu hedificis ipsa turrem...» (doc. 458 de 1014). = «...ac fortitudinem ibi faciendam...» (doc. 778 de 1099). Existen muchos documentos que contienen cláusulas semejantes, pero casi siempre tienen preponderante sentido feudal.

⁽³⁶⁴⁾ «...et claudatis in quocumque loco necesse erit...» (docs. 374 de 1194; 376 y 377 del mismo año).

ricos «*ad meliorandum*» ⁽³⁶⁵⁾ pero en una u otra forma raras veces deja de existir, a diferencia de las antiguas y verdaderas *precarias*, en virtud de las cuales el precarista quedaba obligado a cultivar, no podía perjudicar ni disminuir la finca, que en su día habría de revertir al propietario con todos sus aumentos y mejoras, pero no le era exigible realizarlas, ni podían tener gran importancia mientras la duración de la explotación fuera breve e insegura, y su derecho tuviera por tanto verdadero carácter precario.

En las *precarias* «*oblata*» y aun en las donaciones «*reservato usufructo*» las mejoras quedaban unidas al fundo y eran restituídas o entregadas junto con éste al extinguirse la concesión, en calidad de accesión o consideradas como aumento de liberalidad por parte del donante, y así era estipulado corrientemente, aun sin justificar el motivo.

En las «*data*», objeto ahora de nuestro estudio, en su forma más semejante a la enfiteusis, o sea en las otorgadas por tiempo indefinido o perpetuo, al no ser prevista la reversión del predio, generalmente no aparece regulado el destino y la atribución de mejoras, pues en definitiva habían de ser aprovechadas indefinida y conjuntamente con la finca, cuya estimación o productividad aumentaban y, por tanto, su atribución no suscitaba problemas mientras no fuera enajenada la finca.

De todos modos, en algunos documentos del siglo XII se expresa claramente que las mejoras deberían ser efectuadas en beneficio de ambas partes «...*sed melioretis eas ad vestram utilitatem et nostram...*» ⁽³⁶⁶⁾ y, como decíamos antes, la obligación de mejorar necesariamente habría de constituir uno de los elementos que más influencia tuviera en la prolongación y permanencia de los asentamientos, a fin de hacer posible, por lo menos, la amortización del capital o trabajo invertido, contribuyendo de este modo a configurar la institución.

⁽³⁶⁵⁾ «...semper meliorare studeatis...» (doc. 538 de 1035). = «...ut bene laboretis et melioretis...» (doc. 900 de 1120). = «...ad meliorationem...» (doc. 915 de 1131). = «...meliorare et condirigere...» (doc. 937 de 1138). = «...ad meliorandum» (doc. 1132 de 1180), etc. La misma expresión es frecuente en los documentos de Santas Creus: «...et melioretis...» (doc. 179 de 1174). = «...ad bene laborandum et meliorandum...» (doc. 351 de 1192), etc.

⁽³⁶⁶⁾ Doc. 195 del año 1177 de Santas Creus.

En varios documentos de Santas Creus ⁽³⁶⁷⁾ aparecen los cultivadores reconociendo la propiedad del Monasterio, y restituyendo la posesión de tierras roturadas arbitrariamente ⁽³⁶⁸⁾, y en todo caso sin hacer constar la existencia de previa concesión. A pesar de ello siempre recibieron considerable indemnización, que acaso pudiera ser debido al carácter transaccional del reconocimiento y abandono, pero que más probablemente representaría la indemnización por las mejoras efectuadas.

* * *

El problema, en aquéllos como en cualesquiera otros tiempos, había de revestir más agudos caracteres en las concesiones temporales, y por ello sería interesante examinar su tratamiento en las distintas convenciones y las consecuencias jurídicas que del mismo derivaran.

En las concesiones que sólo debían subsistir durante la vida del concesionario, generalmente era estipulado que, al ocurrir su defunción, debería ser restituída la finca íntegramente, añadiéndose en muchos casos la expresa mención de las mejoras ⁽³⁶⁹⁾, pero en algunos documentos era convenida la pertinente indemnización ⁽³⁷⁰⁾ y en los contratos «*ad plantandum*», según hemos dicho, la compensación estipulada consistía en la cesión de la plena propiedad de parte de la finca, una vez realizada la plantación.

⁽³⁶⁷⁾ Ver, entre otros: docs. 170, 171, 185 y 282 del Cartulario.

⁽³⁶⁸⁾ En el doc. 171, que es una copia posterior del mismo 170, se dice: «...difi-
nio... ..honorem quod abemus et los mal trets nostros quod abemus factos...»

⁽³⁶⁹⁾ «...et cum omnia sua melioratione...» (doc. 579 de 1045). = «...(et post)
obitum (tuum)... ..sine blandimento ullius hominis vel femine revertatur predictum
alodium et meliorationem (que) ibi fuerit facta et tu ibi facta habueris in ius et
dominius S. C....», etc.

⁽³⁷⁰⁾ Así parece resultar de un documento (85) otorgado el año 1159 por el Abad
de Santas Creus, según el cual el cultivador estaba autorizado a efectuar mejoras con
la previa aprobación de personas afectas al Monasterio (primitivos donantes), y le fué
reconocido el derecho a ser resarcido de cuanto en ellas hubiera invertido: «...Et si
vos volueritis illam honorem cambiare per meiorament cum consilio... ..liceat vobis,
et quod vos de proprio vestro inferitis redemus vobis.»

Estimamos correcta esta interpretación, a pesar de que también aparece en otro
documento (113 del 1164), a continuación de la cláusula limitativa de la facultad de
disponer, y podría «cambiare» ser entendido literalmente como una permuta.

* * *

Por tanto, podría acaso admitirse que durante el siglo XII la realización de mejoras, o daba lugar a ciertas indemnizaciones, o concedía derecho a la prolongación indefinida o por lo menos vitalicia de la concesión, pues además de los datos aludidos, parece muy significativo para comprender el espíritu de propietarios y cultivadores, el citado documento otorgado por el Monasterio de San Cugat el año 1122, que revela la inmediata reacción ocasionada por el hecho de haber un precarista plantado viña, sin previa autorización, sobre un predio que debía revertir al concedente una vez fallecidos los concesionarios. Fué considerado que había actuado de mala fe (*hoc malo ingenio esse actum*), por lo que oportunamente reconvenido, manifestó públicamente que tendría lugar la reversión estipulada, no obstante tal plantación, (*nullo impedimento vel occasione plantacionis vel alicuius edificacionis opposita*), de lo cual parece deducirse que el hecho de la plantación normalmente pudiera dar lugar a cierta presunción de continuidad a favor del plantador, que fué estimado conveniente desvirtuar⁽³⁷¹⁾.

Los escasos documentos de esta naturaleza conservados dificultan o hacen imposible llegar a conclusiones definidas, pero los anotados permiten comprobar que también entonces existía la natural pugna entre los opuestos intereses, como ha ocurrido siempre en situaciones semejantes.

FACULTAD DE DISPONER

La naturaleza contingente de la posesión que disfrutaba el precarista en los primeros tiempos necesariamente había de impedir o por lo menos limitar muy estrechamente sus facultades de disposición mediante actos *inter-vivos* a título oneroso, según hemos visto al tratar de los formularios Francos. Posteriormente, aun cuando el derecho se

(³⁷¹) Doc. 861.

había consolidado notablemente, y adquirido gran virtualidad, hemos comprobado el creciente rigor con que eran reguladas las sucesiones *mortis-causa* y el interés generalmente sentido por conservar la explotación en manos de la familia concesionaria.

La cláusula limitativa de la facultad de disponer, no obstante su extraordinaria importancia, falta en muchos contratos. Es posible que no fuera considerada indispensable en los primeros tiempos, en que acaso no era reconocido al derecho del precarista suficiente «realidad» para permitir su enajenación, y que la mayor o menor dependencia personal del poseedor llevara aneja en todo caso la necesidad del consentimiento del concedente para otorgar la transmisión, o por lo menos para que ésta surtiera todos sus efectos.

Tampoco debe ser olvidado que la posible titularidad familiar conjunta a que nos hemos referido, manifestada también en los actos transmisivos por la concurrencia, consentimiento o aprobación de descendientes u otros parientes, y el propio ordenamiento sucesorio estipulado a favor de las sucesivas generaciones, dificultara o impidiera la libertad de disposición a favor de personas extrañas a la familia, como ha ocurrido siempre en los casos en que el titular se halla sujeto a substitutiones fideicomisarias.

Estos motivos de carácter jurídico, real y personal, económico y aun social, seguramente actuarían frenando las transmisiones a título oneroso, pero al ir prevaleciendo el pacto o institución, consolidarse las exigencias feudales y ofrecerse mayores posibilidades de desenvolvimiento económico, pudo acuciarse en los cultivadores el deseo e interés de enajenar sus derechos, y correlativamente aparecieron más frecuentemente en los contratos las cláusulas limitativas de la facultad de disposición, encaminadas originariamente más a mantener en la finca a personas que no pudieran alegar exenciones o inmunidades que coartaran las facultades señoriales, que a negar el ejercicio del «*ius disponendi*», o sea debidas a motivos de carácter personal y político más que a causas meramente jurídico-privadas; y más adelante al mercantilizarse los derechos feudales, y

transcender del orden estrictamente personal al económico, al propio tiempo que las obligaciones individuales —aun las más fundamentales dentro del sistema, como eran las de carácter militar— pudieron ser redimidas mediante la entrega de una cantidad alzada, o quedar convertidas en prestaciones a satisfacer periódicamente en dinero o especie, ocurrió lo mismo en el ámbito del derecho privado, y la prohibición o limitación de transmitir *inter-vivos*, derivada primeramente de la naturaleza del derecho concedido, y dificultada además por la estrecha unidad familiar, tendió a quebrantarse al consolidarse progresivamente el derecho, obtener consideración *real*, e individualizarse su titularidad; y el consentimiento del concedente, que desde entonces fué preciso reservar, al principio pudo no tener más objeto que controlar la persona y condición del adquirente y asegurar el reconocimiento de los derechos reservados, del señorío, manifestado mediante la aprobación de la enajenación, nueva concesión o investidura, necesaria para conseguir la posesión, pero después esta aprobación sólo fué otorgada a cambio de la entrega de cierta cantidad, que, exigida con creciente frecuencia e intensidad, pasó a ser habitual, y más tarde a ser considerada inherente a la institución, como había ocurrido en Roma, pudiendo ser observada la paradoja de que a medida que iban consolidándose los derechos y facultades del cultivador, y obteniendo consideración *real*, que más tarde habría de alcanzar rango dominical, aumentó la presión económica que debía soportar.

* * *

La limitación era absoluta, y, por tanto, revestía los caracteres de prohibición, en las concesiones vitícolas ⁽³⁷²⁾. pues la estipulada reversión a favor del concedente podría

⁽³⁷²⁾ Docs. 712 de 1083, 813 de 1111, etc., y lo mismo ocurre en los de Santas Creus. Sin embargo, alguna vez también se encuentra tal prohibición, no obstante hallarse regulada la sucesión (doc. 778 de 1099).

quedar impedida o dificultada mediante la transmisión a terceras personas, y, sin duda, no eran comprendidos claramente los efectos de la condición resolutoria.

* * *

En las concesiones perpetuas, era permitida habitualmente la enajenación a favor del Monasterio y entre los propios poseedores y sus sucesores⁽³⁷³⁾.

Estas cláusulas reconocían, por tanto, el «*ius disponendi*» del poseedor, limitado por un derecho de prelación.

En los documentos otorgados durante la segunda mitad del siglo XI, ya se concretaba, más frecuentemente, la necesidad de obtener el consentimiento del concedente «*cum mea licentia*»⁽³⁷⁴⁾; y el cumplimiento de tal requisito resulta comprobado en un documento del año 1066⁽³⁷⁵⁾, mediante el cual Guillermo Mir y su esposa vendieron a Barón un alodio que habían recibido del Monasterio mediante donación (precaria). El Abad intervino a fin de relevar al vendedor de la prohibición de enajenar anteriormente estipulada, concedió la licencia procedente, «*damus illis licenciam vendendi universum predictum alodium Baroni prenominato...*», determinando la pensión a satisfacer por el comprador, su sucesión, la reversión «*post obitum illorum*», y finalmente recibió del comprador «*...III chaficios de vino*», de valor «*III uncias auri*»; y aun cuando no es explicado el motivo de tal entrega, pa-

⁽³⁷³⁾ «*Et non liceat tibi vindere nec alienare... nisi nos aut successores nostros...*» (doc. 160 de 984). En parecidos términos: docs. 403 de 1006, 458 de 1014, 596 de 1053, etc.

«*...nisi ad nos presentes et successoribus nostris, aut infra semedipsis vobis... et posteritatis vestris...*» (doc. 589 de 1047). = «*...nisi ad supradicta proienia...*» (doc. 672 de 1071), etc.

⁽³⁷⁴⁾ Doc. 665 de 1068, etc.

⁽³⁷⁵⁾ Docs. 655 y siguiente de dicho año.

Según la regesta que precede a la transcripción de dichos documentos en el Cartulario, la venta se halla en el folio 150 v. n.º 439, y la aprobación en el folio 151, v. n.º 490, orden que ha sido invertido en la edición de Mn. Rius. En realidad, la redacción de los documentos, el hecho de que la venta no contenga fecha ni suscripción, que en cambio aparece en la aprobación, diciendo: «*...qui ista carta venditione fieri iussimus...*», la falta de descripción de la finca, etc., autoriza a suponer que se trata de un solo documento de venta, a continuación del cual debe ser colocada su aprobación por el Abad.

rece indudable que nos encontramos ante una de las primeras manifestaciones del laudemio, que ascendió a algo más del diez por ciento del precio de venta, fijado en la escritura en veintitrés onzas.

* * *

A fines del siglo XI desaparece la cláusula según la cual sólo era permitido la enajenación a favor del Monasterio, o entre los familiares y sucesores del precarista, y en los escasos documentos que contienen estipulaciones de tal tenor, se observa una actitud vacilante, signo manifiesto de la transformación en curso, pues unas veces queda reconocido el derecho de prelación a favor del Monasterio, a ejercitar dentro del plazo de quince o treinta días⁽³⁷⁶⁾; y otras, sin establecer tal preferencia, era autorizada la enajenación en caso de necesidad⁽³⁷⁷⁾.

La limitación comienza a ser habitualmente extendida a la facultad de gravar⁽³⁷⁸⁾, y se completa al permitir otorgar dichos actos únicamente a favor de personas del mismo estamento «*vestri consimiles*»⁽³⁷⁹⁾.

Esta limitación personal tenía sus precedentes en Derecho Romano, pero la Constitución Justiniana que la impuso o reconoció se refería a «...*personas non prohibitas sed concessas et idoneas ad solvendum emphiteuticum ca-*

⁽³⁷⁶⁾ «...et hoc faciat cum mea licentia, si nos voluerimus comparare infra XXX dies quibus nos ammonueritis...» (doc. 665 de 1068). = «...infra XV dies...» (doc. 832 de 1116).

⁽³⁷⁷⁾ «...et si necesse michi fuerit aut posteritas mea ipsa terra vindere...» (doc. 418 de 1008). = «Si autem necessitas vendendi vobis...» (docs. 833 de 1116 y 1013 de 1157, etc.).

⁽³⁷⁸⁾ Últimos documentos citados en nota anterior. Tal extensión es más frecuente en dicha época, pero accidentalmente también se encuentra en documentos anteriores, como el 342 del año 999.

⁽³⁷⁹⁾ «...quod si vos aut posteris vestris volueritis vendere prefatas vineas et nos aut successores nostros noluerint eas emere infra XXX dies quibus eas venales habueritis, sit vobis licitum vindere vestri similes qui similiter compleant nobis predictum censum...» (doc. 697 de 1080). = «...tunc habeatis licenciam vindere ad vestros consimiles laboratores...» (doc. 832 de 1116). = «...licitum habeatis vestro vonsimili laboratori...» (doc. 1013 de 1157).

Los documentos 665 y 697 no están transcritos en el Cartulario. El editor manifiesta haberlos copiado de los originales existentes en el A. C. A. El primero es una copia del siglo XII y podría temerse que el derecho de prelación, tan semejante al romano, hubiera sido añadido más tarde, pero el segundo es original.

nonem...)⁽³⁸⁰⁾, y por tanto tenía un carácter objetivo, el interés del propietario de entenderse con persona solvente y apta para cultivar las tierras; y en cambio durante este período, al convertirse el propietario en Señor, desviarse la primitiva relación meramente personal entre Señor y vasallo, y tomar como base del sistema la tierra, tendiendo a entender que las obligaciones y prestaciones crecientemente exigidas eran debidas «*propter rem*», fué extendida la prohibición de transmitir: a nobles, religiosos y demás personas que, por su clase, o inmunidades de que disfrutaban, pudieran no quedar enteramente sometidas a la jurisdicción del concedente⁽³⁸¹⁾, en términos que difícilmente pueden ser encajados en las personas «*prohibitae*» de la Constitución citada.

* * *

Los documentos de Santas Creus, conceden mucha mayor importancia a esta cláusula, que casi nunca falta en los otorgados durante el siglo XII. Su redacción es muy cuidada, y en ella quedan claramente especificados los derechos y obligaciones de ambas partes contratantes.

Se refiere siempre a la venta, muy frecuentemente a la pignoración⁽³⁸²⁾, y alguna vez a la donación⁽³⁸³⁾ y otras enajenaciones⁽³⁸⁴⁾.

La mayor cantidad de estas cláusulas, contenidas en los contratos de esta naturaleza transcritos en el Cartulario de Santas Creus, permite comprobar la constante limitación de su posible otorgamiento a favor de personas del mismo estamento labrador: «*vestri pari*», «*vestri consimile*», «*vestri consimiles laboratoribus*»⁽³⁸⁵⁾; que, según un docu-

⁽³⁸⁰⁾ Cód. IV, Tit. LXVI, 3.

⁽³⁸¹⁾ «...religiosum, clericum, vel militem aut filium militis ymo ipsos relinquam tali persona que vobis et dicto cenobio fatiat sine obstaculo et contradictione servitium supradictum...» (doc. 1388 de 1249).

La cláusula transcrita es bien expresiva de la extensión de la limitación y de los fines perseguidos, y aun cuando se halla contenida en un documento feudal, los mismos principios tendieron a aplicarse a la propiedad libre.

⁽³⁸²⁾ Docs. 40 de 1143, 43 de 1149, 113 de 1164, 178 de 1174, y muchos otros.

⁽³⁸³⁾ Doc. 113 de 1164.

⁽³⁸⁴⁾ «...vel alienare...» (doc. 81 de 1158).

⁽³⁸⁵⁾ Los antes citados y casi todos los demás. «...vestri pari...» (doc. 142 de 1170).

mento del año 1143, habrían de ser además aceptadas por el concedente: «*qui ita mecum convenientiam abent*»⁽³⁸⁶⁾, pero que habitualmente podrían ser elegidas por el cultivador «*cuicumque volueritis*»⁽³⁸⁷⁾, «*totis hominibus*»⁽³⁸⁸⁾, etc.

Eran personas *prohibidas* con creciente frecuencia, los militares o sea los nobles, y los religiosos, «*nisi militibus et sanctis*»⁽³⁸⁹⁾, «*exceptis militibus et saceris*»⁽³⁹⁰⁾; que algunas veces eran señalados más concretamente «*Militibus vel alii ecclesiae*»⁽³⁹¹⁾, «*militi vel clerico suo Hospitali vel Militie Templi*»⁽³⁹²⁾; y en un documento del año 1158 fué prohibido al precarista asociarse con personas distintas a sus hijos «*et non potes ibi socius colligere in prefata almu-
nia nisi filiis tuis*»⁽³⁹³⁾.

* * *

Sería muy interesante llegar a concretar si el «*ius disponendi*», posiblemente el más trascendental entre los integrantes del derecho de propiedad, era reconocido al precarista o nó, y, por tanto, si la cláusula que examinamos, significaba una limitación del mismo, o, si por el contrario, la estipulación representaba una autorización que ampliaba sus facultades⁽³⁹⁴⁾.

⁽³⁸⁶⁾ Docs. 40 de 1143.

⁽³⁸⁷⁾ Docs. 113 de 1164, 130 de 1167, etc.

⁽³⁸⁸⁾ Doc. 81 de 1158.

⁽³⁸⁹⁾ El último citado y 142 de 1170, etc.

⁽³⁹⁰⁾ Doc. 113 de 1164.

⁽³⁹¹⁾ Doc. 374 de 1194.

⁽³⁹²⁾ Doc. 130 de 1167.

⁽³⁹³⁾ Doc. 81 de 1158.

⁽³⁹⁴⁾ Podrían inclinar a sostener la primera interpretación las cláusulas redactadas en sentido negativo: «...si vero hoc vindere aut impignorare volueritis non possitis facere nisi vestri consimile...» (doc. 43 de 1149), y aun aquellas en que parece no existir más limitación que el requisito de la notificación para que el Monasterio pudiera usar su derecho de prelación: «...quod si vos volueritis vendere... prius nobis indicetis...» (doc. 130 de 1167 y otros parecidos). En cambio al estar redactadas en sentido positivo parecen implicar la concesión de una autorización que ampliaría las facultades del precarista: «...et habeatis liberam facultatem dandi, vendendi... exceptis militibus et...» (doc. 113 de 1164 y otros de la misma índole).

* * *

En alguna ocasión, sólo era permitido disponer en caso de necesidad ⁽³⁹⁵⁾, y aun de extrema necesidad ⁽³⁹⁶⁾; pero en general, el precarista no necesitaba justificación alguna para ejercitar el derecho que tenía o le era concedido, con las limitaciones convenidas ⁽³⁹⁷⁾.

Cada vez, con más frecuencia aparece en los documentos la obligación de dejar a salvo los derechos del concedente: «*salvo iure nostro*» ⁽³⁹⁸⁾, «*salvo nostro iure et senioratico*» ⁽³⁹⁹⁾, «*salvo nostro censu et senioratico*» ⁽⁴⁰⁰⁾, expresiones todas, especialmente la última, que claramente se refieren únicamente al censo y al señorío, que revelan la intensidad alcanzada por los derechos del precarista, y la concurrente debilitación de los retenidos por el antiguo propietario, hasta el extremo de hacer necesaria la expresa y repetida declaración de su salvedad.

La evolución interna del contrato, desde el punto de vista jurídico-privado, estaba muy avanzada, y sólo la externa influencia del régimen feudal había de impedir llegar a las últimas consecuencias, dando lugar a que la colisión de derechos fuera resuelta por los glosadores con la doctrina transaccional del dominio dividido.

* * *

Sólo hemos encontrado un contrato en el que no aparece estipulado el derecho de tanteo o prelación a favor del Monasterio ⁽⁴⁰¹⁾.

En todos los demás aparece minuciosamente regulado, estableciéndose la obligación de la previa notificación, y el

⁽³⁹⁵⁾ Doc. 40 de 1143.

⁽³⁹⁶⁾ «...et si magnum necessarium vobis fuerit...» (doc. 142 de 1170).

⁽³⁹⁷⁾ Además de las expresiones referidas: «...si volueris...» (doc. 81 de 1158), y más frecuentemente «liceat».

⁽³⁹⁸⁾ Doc. 81 de 1158, 360 de 1192, etc.

⁽³⁹⁹⁾ Doc. 131 de 1167.

⁽⁴⁰⁰⁾ Doc. 351 de 1192, y parecidamente 178 de 1174.

⁽⁴⁰¹⁾ Doc. 43 de 1149.

plazo durante el cual podría ser ejercitado —fijado casi sin variación en treinta días.

En la segunda mitad del siglo XII, las fórmulas tienden a estabilizarse, y en ellas comienza a encontrarse la expresión «*fadiga*».

La fórmula más completa aparece en un documento del 1167 ⁽⁴⁰²⁾, que dice: «*Quod si emere noluerimus post XXX dies quibus in nobis fatigatis fueritis, liceat vobis et vestris eas vendere...*», pero en otros posteriores se prescinde de la expresa referencia a la compra y por tanto la expresión «*fadiga*» debe ser interpretada en sentido comprensivo de la notificación y del propio derecho de tanteo, que es como ha sido entendida hasta nuestros días: «*Liceatque vobis et vestris vendere vel impignorare predictos domos postquam in nobis fatigati fueritis a XXX diebus...*» ⁽⁴⁰³⁾.

Anteriormente fueron usadas otras expresiones «*si eas voluerimus retinere habebimus*» ⁽⁴⁰⁴⁾, y la muy curiosa de un documento de 1143 «*et si infra hos dies noluerit iuste redimere ego aut ullus per me*» ⁽⁴⁰⁵⁾, que además de los equívocos términos con que se refiere al derecho de preferencia reservado, en las últimas palabras transcritas parece autorizar la cesión del derecho de «*fadiga*» tan discutida posteriormente.

La cláusula contenida en otro documento otorgado el año 1192, probablemente es debida ya a influencia romanista, pues la facultad de vender y gravar se refiere únicamente a las mejoras y edificios propiedad del precarista «*vestrum melioramentum et edificium vendere vel impignorare...*» ⁽⁴⁰⁶⁾, o sea que emplea los mismos términos que se encuentran en la célebre Constitución Justiniana antes citada, marcando, de esta manera, la separación entre el derecho del concesionario sobre la finca establecida, y su propiedad de las mejoras efectuadas ⁽⁴⁰⁷⁾.

⁽⁴⁰²⁾ Doc. 130.

⁽⁴⁰³⁾ Doc. 178 de 1174 y muchos otros.

⁽⁴⁰⁴⁾ Doc. 81 de 1158.

⁽⁴⁰⁵⁾ Doc. 40 de 1143.

⁽⁴⁰⁶⁾ Doc. 351.

⁽⁴⁰⁷⁾ «...Suas meliorationes aliis vendere vel ius emphyteuticum transferre...»
Cod. IV, Tit. LXVI, 3.

Finalmente, el derecho de preferencia, a veces no equivalía exactamente al tanteo, pues el Monasterio se reservaba el derecho a adquirir por precio inferior al ofrecido por el presunto comprador ⁽⁴⁰⁸⁾.

* * *

Ignoramos los motivos que pudieron dar lugar a la diferente actitud adoptada por dichos dos Monasterios respecto a un problema tan importante desde los puntos de vista técnico y práctico.

Acaso, en ésta como en otras cuestiones que podríamos aducir, San Cugat mantenía fórmulas más anticuadas que Santas Creus.

Ello pudiera ser debido a la mayor antigüedad del primer Monasterio citado; a tener la mayoría de sus posesiones en zonas más estabilizadas jurídica y políticamente, comprendidas en el territorio llamado Cataluña vieja, donde el sistema feudal se manifestó plenamente, y ejerció una influencia más profunda y duradera que la sufrida en las tierras nuevas donde se asentó Santas Creus; y, que por tanto, el sometimiento de los cultivadores a una más estricta dependencia personal, hiciera, en cierto modo, innecesaria la expresa estipulación de limitaciones contractuales de la facultad de disponer; y por último, cabe la posibilidad de que las ideas renovadoras y la técnica más perfecta introducidas por la Orden del Cister, ejercieran su influencia no sólo en el sistema adoptada para explotar las tierras, sino también en el propio ordenamiento jurídico-privado ⁽⁴⁰⁹⁾.

⁽⁴⁰⁸⁾ «...habebimus cum minus I morobatino quam ullus homo...» (doc. 81 de 1158). = «...ut dares eas nobis quinque morabetines minus quam alii...» (doc. 130 de 1167), y otros varios. No obstante: «...habeamus eum per quantum et alius...» (doc. 113 de 1164).

⁽⁴⁰⁹⁾ Ver Pirenne, obra citada, pág. 74: «Las Abadías cistercienses fundadas en el siglo XI, es decir, en una época en que empezaron a manifestarse los primeros síntomas de la ruptura del equilibrio tradicional, muestran en cambio una administración económica de una índole hasta entonces desconocida.»

* * *

De todos modos, en la práctica, con estipulación expresa o sin ella, había de ser muy difícil otorgar la transmisión sin el consentimiento del concedente, debido al endurecimiento de las exigencias feudales, su desmedida extensión a todos los aspectos de la vida jurídica, la práctica cada vez más frecuente, de convertir en prestaciones económicas las que anteriormente consistían en servicios personales, y de lucrarse con cierta cantidad al conceder, reconocer o aprobar cualquier acto en el que el señor creyera oportuno intervenir, junto con la habitualidad de las estipulaciones referidas.

Todos estos motivos habían necesariamente de llevar a la consecuencia de que la limitación de disponer era inherente a la propia institución, según costumbre de la tierra, aunque no hubiera sido convenida expresamente.

Así fué declarado en una Sentencia dictada el año 1209, conservada en el Cartulario de San Cugat ⁽⁴¹⁰⁾.

En el litigio planteado, el representante del Monasterio alegó que había sido otorgada la venta no obstante su prohibición y contra las costumbres de la tierra, según las cuales debía ser previamente notificado el dómino ⁽⁴¹¹⁾. Contestaron los compradores que no procedía la notificación por no haber sido reservado tal derecho en el acto de la donación ⁽⁴¹²⁾. Y los Jueces, después de oír a las partes y examinar los documentos, resolvieron anular la venta por haber sido otorgada incumpliendo lo estipulado en la primitiva adquisición; añadiendo que aun cuando el Abad de San Cugat no había retenido expresamente la fadiga en el precario que otorgó, debía entenderse que ostentaba tal derecho, pues el Dómino debía ser preferido a cualquier otro si deseaba retener el predio por su justo

⁽⁴¹⁰⁾ Doc. 1279.

⁽⁴¹¹⁾ «...quia res erat litigiosa, quia contra comonicionem et interdictum ipsius camerarii et contra consuetudinem terre qua venditor se debuit priusquam venderet in Domino fatigari facta fuerat vendicio...»

⁽⁴¹²⁾ «...preterea dicebant quod non tenebatur venditor fatigari in Domino quia in instrumento adquisicionis non sibi retinuerat fatigam...»

precio. Y que si no quería retenerlo, sería lícito venderlo «*suo consimile*», con la obligación de satisfacer la pensión, y el laudemio, según costumbre de Barcelona ⁽⁴¹³⁾.

Esta Sentencia representa el final de la evolución que comentamos, y la completa asimilación a la enfiteusis, de la figura jurídica que aún sigue llamándose «*precaria*», pues además de las otras características antes reseñadas, es ya reconocido judicialmente, y por tanto con carácter general, como alegaba el actor y declararon los jueces, según costumbre de la tierra, que el derecho de prelación era presumido e inherente a la institución, y que en caso de no ser ejercitado, el poseedor podía transmitir, quedando a salvo el pago de la pensión y el abono del laudemio, como ordenó Justiniano en su célebre Constitución.

Pedro I, en las Cortes de Barcelona de 1210 ⁽⁴¹⁴⁾, ordenó que no pudieran ser vendidas, obligadas, empeñadas, dadas a censo o en otra cualquiera manera enajenadas las posesiones concedidas a censo o enfiteusis, sin especial licencia de los principales señores, imponiendo a los infractores la pena de quinientos florines.

Esta pena fué substituída muy pronto por la imposición de doble laudemio, según comprueba la Sentencia dictada a favor de San Cugat en 1234 ⁽⁴¹⁵⁾, referente a tierras feudales, pero extendida a las propiamente enfiteúticas, según posteriormente reconoció Fernando I en las Cortes de Barcelona de 1413 ⁽⁴¹⁶⁾.

⁽⁴¹³⁾ «...auditis racionibus et allegationibus utrius partis et perlectis instrumentis, de iure pronunciamus instrumentum emciones a iam dictis fratribus factum penitus irritandum pro eo quia contra instrumentum adquisicionis est factum. Dicimus etiam quod licet expressim non sibi retinuerit fatigam abbas s. Cucuphatis in precaria quam fecit, subintelligi debet quod ibi habebat fatigam et quod ipsi Dominus honoris pocius debeat habere quam alius, si iusto precio voluerit retinere; quod si retinere noluerit licitum sit venditor cuicumque suo consimile vendere voluerit qui pensionem Domino reddat, hoc tamen tenore servati, quod domnus ipsius honoris habeat ibi suum laudoisum, secundum consuetudinem Barchinone.»

⁽⁴¹⁴⁾ *Constituciones...* Libro IV, Tít. XXXI, I.

⁽⁴¹⁵⁾ (Doc. 1327). Según tal Sentencia fué vendido un manso feudal. El comprador alegaba que era alodial, y al no poderlo probar, fué condenado a pagar «duplex laudoysmum» por haber comprado «contra voluntatem abbatis et eo nesciente».

⁽⁴¹⁶⁾ *Constituciones...* Libro citado, III.

* * *

Entre los documentos del siglo XII se encuentran varios en que el señor aprueba las transmisiones otorgadas⁽⁴¹⁷⁾, e incluso en uno de Santas Creus son aprobadas o consentidas anticipadamente todas las enajenaciones que otorgaran, a favor del Monasterio, los hombres que tenían por el concedente tierras de sus *honores* ⁽⁴¹⁸⁾.

El ejercicio de la *fadiga* en las pignoraciones aparece en un documento de Santas Creus del año 1171 ⁽⁴¹⁹⁾, y asimismo era exigida sistemáticamente la aprobación del Señor en los establecimientos colectivos y cartas de población, aun cuando no tuvieran estricto carácter feudal ⁽⁴²⁰⁾.

PRESTACIÓN

Es natural que en esta especie de contratos no falte nunca la obligación de satisfacer una prestación, pagadera en festividades que tradicionalmente coincidían con la época en que habían sido levantadas las cosechas: en dinero ⁽⁴²¹⁾, en cera ⁽⁴²²⁾, y más habitualmente en especie, unas veces en cantidades determinadas de trigo, centeno, cebada, vino, aceite, gallinas, capones, etc., y muy fre-

⁽⁴¹⁷⁾ Doc. 1337 de 1237. = «...Et laudamus et auctorizamus vobis ipsum campum... quem vos emistis... sicut resonat in ipsa carta emptionis quam vobis ibi fecerunt...» (doc. 213 de 1179 de S. Creus). = En permuta: «...laude et consilio domini mei...» (doc. 216 de 1179 de S. Creus), etc.

⁽⁴¹⁸⁾ «...quod si in alio honore meo quem homines tenent per me poteritis cum eorum amore aliquid conquirere vel emere vel quolibet iusto modo acquirere plenam ex mea et meum successorum parte, habeatis licentiam et potestatem...» (doc. 160 de 1173, S. Creus).

⁽⁴¹⁹⁾ Doc. 153.

⁽⁴²⁰⁾ Privilegio del Conde Ramón Berenguer a los pobladores de Olérdola: «...Licitum sit insuper omnis hominibus edificatoribus mansionibus in ipso castello, suos domos vel edificia, suis consimilibus, vendere aut commutare, cum consilio seniorum sui...» (doc. 801 de 1108). = Ver: Hinojosa, op. cit., pág. 62; y Font: *Orígenes...*, pág. 524, y notas 252 y 358.

⁽⁴²¹⁾ «...unum aureum monete...» (doc. 639 de 1064). = «...V denarium monete...» (doc. 833 de 1116).

⁽⁴²²⁾ Docs. 580 (1045), 588 (1047), 593 (1051), etc.

Según Volpe, en Italia era tan frecuente, que los obligados a satisfacer tal especie recibían el nombre de «cerarius»; y según Pirenne (op. cit., pág. 68), constituían una clase privilegiada, la de los «cerocensuales».

cuentemente en una parte alícuota de los frutos obtenidos, la *quarta*, la *décima*, la *tasca*, etc., como hemos visto al estudiar la *precaria oblata*.

Durante el siglo XII se generaliza la calificación de «censo» para designar toda clase de prestaciones ⁽⁴²³⁾, y al aumentar la productividad de las fincas y la circulación de los productos, tiende a precisarse la prestación, refiriéndola separadamente y en cuotas diversas a los distintos frutos y aprovechamientos extraídos de las distintas parcelas, según el cultivo a que fueran destinadas, y asignando cantidades o cosas ciertas a los edificios y elementos no directamente productivos ⁽⁴²⁴⁾.

Mayor precisión aún aparece en los documentos de Santas Creus, en los que frecuentemente era exigida la entrega en el lugar designado por el concedente, y que los frutos fueran de buena calidad ⁽⁴²⁵⁾.

No insistiremos en aportar nuevos datos acerca de esta materia a fin de evitar repeticiones, y por no poder dedicar mayor atención a aspectos económicos, del mayor interés, pero ajenos al objeto de nuestro estudio.

ENTRADA

En un documento del año 1084 ⁽⁴²⁶⁾, el Monasterio, en el acto del otorgamiento, confesó haber recibido diez onzas de oro, haciéndose constar que fueron destinadas a cosas necesarias, pero sin expresar la causa de la entrega. Como la concesión fué otorgada a cambio de otro alodio

⁽⁴²³⁾ «...quartera I de frumento propter censum...» (doc. 732 de 1089). = «...cum prefati censo...» (doc. 814 de 1111). = «...agrarios et sensum quod einde exire solet...» (doc. 854 de 1121). = «...donetis per censum...» (doc. 981 de 1148). = «...ut dones per censum... ..duos sextarios boni frumenti...» (doc. 1019 de 1158), etc.

⁽⁴²⁴⁾ «...in ipsa terra tascha et ipsos domos gallinæ I...» (doc. 403 de 1006). = «...de ipsa terra et vinea tascha fideliter, et de ipso sacratio unam gallinam...» (doc. 672 de 1071). = En parecidos términos: docs. 1013 de 1157, 1281 de 1211, etc.

⁽⁴²⁵⁾ «...persolvas nobis cantaros VIII olei... ..et ducas eum nobis ad Barchinonam in domibus Sacrista...» (doc. 81 del 1158). = «...XI cantaris boni olei et puri...» (doc. 113 del 1146). = «...et donetis... ..per censum VIII cantares de olei boni et pulcri et recipientem...» (doc. 179 del 1174). = «...ex omnibus expletis et fructis quos Deus dederit... medietatem... ..et in torculariis nostris qui sunt in Palomaria defferetis...» (doc. 283 del 1186). etc.

⁽⁴²⁶⁾ «...accepimus vobis X uncias auri...» (doc. 716).

que el concesionario poseía anteriormente, tal cantidad podría representar la diferencia de valor o plus-valentia existente entre las fincas y derechos respectivos, pero también podría constituir el precio de concesión o *entrada*, pues en los documentos del siglo XII, las entregas por tal motivo son muy frecuentes *propter precium* ⁽⁴²⁷⁾.

* * *

PRECARIA REMUNERATORIA

La precaria remuneratoria se encuentra escasamente representada entre los documentos de San Cugat. Aparecen algunas en documentos calificados como permuta (*commutationes*) en los que se constituyen precarias, que en ciertos casos pueden interpretarse en tal sentido ⁽⁴²⁸⁾.

En un documento de 1063, el Monasterio dona un alodio y recibe en cambio la mitad (*medietatem*) de otro, propiedad del donatario, sujetando a ambos a las obligaciones propias del precario y revertiendo su posesión al Monasterio cuando fallecieran los concesionarios ⁽⁴²⁹⁾.

De ser exacta la calificación del editor Mn. Rius, posiblemente el más característico sería el otorgado en 1082 ⁽⁴³⁰⁾, no incluido en el Cartulario, en el que se dice «*sic donamus... ita tamen conventu ut teneamus nos et proie- nia nostra iam dicta omnia... quem vero predicta omnia quod nos ad predicto cenobio damus... tradimus ...in eo conventu (ut) ipsum alaude qui tibi est (iam) dicto cenobio, quod nos recepimus ad partes precharias*».

Pero el último párrafo transcrito hace dudar de si el «*ipsum alaude*» concedido a precario es una finca distinta, en cual caso el documento está correctamente calificado,

⁽⁴²⁷⁾ «...accepimus vobis propter hanc donacionem morabetinos III...» (doc. 811 de 1110) y 814 (1111), 833 (1116), 878 (1125); en el doc. del año 1132 transcrito en la pág. 360 de Monsalvatje, XV; etc.

⁽⁴²⁸⁾ Ver. doc. 490 del 1023.

⁽⁴²⁹⁾ Doc. 633. En Hinojosa, op. cit., pág. 64, nota 1, pueden comprobarse otros ejemplos.

⁽⁴³⁰⁾ Doc. 706.

y la precaria tiene evidente carácter remuneratorio, o si se trata de la misma finca donada anteriormente en el propio acto, pues entonces se trataría de una «oblata» en la que las palabras «*qui ibi est (iam) dicto cenobio, quod nos recepimus ad partes precharias*» vendrían a corroborar, en este caso, la tesis antes citada de Rubio, acerca del desdoblamiento en donación pura y concesión precaria; interpretación que podría apoyarse en que si el alodio fuera distinto al primeramente reseñado al otorgar la donación, debiera ser identificado como suele hacerse en todos los documentos.

* * *

DEPENDENCIA PERSONAL

Durante el siglo x son muy numerosas las «precarias» en que no aparece expresamente obligación alguna de tal índole, pero desde finales del mismo y especialmente durante el siguiente, casi nunca falta, por lo menos, la prohibición de someterse a cualquier otro señorío, y es muy frecuente la sumisión, más o menos voluntaria, empleando distintas expresiones y matices que tienden a confundirse: «*pro (o per) beneficio*»⁽⁴³¹⁾, «*in subditione*»⁽⁴³²⁾, «*sub potestate et dominatione*»⁽⁴³³⁾, etc.

El deseo de protección que impelía a los cultivadores libres a acogerse a la salvaguarda del Monasterio, aparece patente en numerosos documentos⁽⁴³⁴⁾ aun a costa de las consiguientes limitaciones en su libertad personal, al convertirse en «*solidi*», «*propii*» o «*stantes*».

De todos modos, en el momento de otorgar el contrato, si lo habitual era no determinar la extensión y naturaleza de las obligaciones personales que, por tanto, quedaban sujetas a las normas de costumbre, o a la arbi-

⁽⁴³¹⁾ Docs. 122 (977), 342 (999), 365 (1002), etc.

⁽⁴³²⁾ Docs. 86 (966), 788 (1105).

⁽⁴³³⁾ Docs. 396 (1004), 546 (1047), etc.

⁽⁴³⁴⁾ «...habeant nos et nostros semper sub defensione et tuicione contra cunctos homines sicut alios suos proprios homines...» (doc. 1192 de 1192).

trariedad del señor, en algunos casos se intentaba precisarlas tratando de impedir que pudieran ser exigidas prestaciones o servicios distintos de los expresamente convenidos ⁽⁴³⁵⁾. Ofrecería sumo interés seguir paso a paso a través de los documentos de San Cugat las relaciones de dependencia personal que fueron sujetando progresivamente a los cultivadores, la resistencia inicial a la extensión de las imposiciones feudales y el endurecimiento de la actitud del Monasterio, a fin de estudiar el régimen agrario imperante y las recíprocas influencias entre las instituciones propiamente jurídico-privadas y el sistema feudal, pero hemos procurado abstenernos de referirnos a este último por no apartarnos del tema propuesto, a pesar de resultar muy difícil la discriminación, por su avasalladora extensión a cosas y personas, la frecuente coexistencia en un solo documento de estipulaciones de diversa índole, y más que nada por ser muy aventurado distinguir ciertas obligaciones personales de carácter libre, de las que revestían un matiz meramente señorial, y de las típicamente feudales.

Estas dificultades se acentúan en los contratos eclesiásticos, pues si bien el régimen feudal al fundamentar el orden social sobre la posesión de la tierra ejerció profunda influencia sobre todas las relaciones jurídicas relacionadas con la misma, y los altos dignatarios eclesiásticos se convirtieron frecuentemente en grandes señores que intervinieron activamente en la vida política del país, no puede negarse que aun en los tiempos en que toda la vida social se hallaba jerarquizada, continuaron existiendo matices diferenciales entre los contratos laicos y eclesiásticos, incluso en los propios feudos, pues así como los primeros tenían características predominantemente militares, los segundos daban mayor importancia al aspecto económico.

La doctrina canónica aparece elocuentemente expuesta en un importante documento del año 998, según el cual los prelados de la Iglesia deben regir los bienes de la misma y procurar su aumento para atender al sustento de los po-

⁽⁴³⁵⁾ Ver entre otros el doc. citado en la nota anterior: «...non possint in prelibato alodio alium censum vel usaticum mittere...»

bres ⁽⁴³⁶⁾, y, por ello, habiendo recibido el castillo de Gelida mediante donación «*post obitum*», los monjes de San Cugat rogaron y obtuvieron del generoso donante su permuta por otros alodios, a fin de alcanzar un mayor rendimiento, pues era más adecuado a su estado cumplir sus deberes monásticos que atender a la custodia del castillo ⁽⁴³⁷⁾.

* * *

Hemos de convenir en que para estudiar una institución en una época determinada, no parece suficiente el análisis de los documentos desde un punto de vista meramente jurídico-privado, pues éste únicamente puede servir, en el mejor de los casos, para configurar técnicamente el negocio, e intentar ciertas clasificaciones más o menos aproximadas, pero las numerosas dificultades, contradicciones y aspectos inexplicados con que hemos tropezado, es posible que no todas respondan a una técnica defectuosa de los redactores de los documentos, sino que sea más bien debida a nuestra incapacidad para interpretar una mentalidad tan distante, y al desconocimiento de una realidad que, después de tantos siglos, contemplamos con el mismo espíritu curioso del arqueólogo que ante unas ruinas gloriosas intenta reconstruir el monumento combinando elementos dispersos, sin conocer la planta y alzado primitivos.

⁽⁴³⁶⁾ «*Divina canonum disciplina docet, et auctoritas ecclesiastica commendat, ut prelatos ecclesie, summa cum reverentia, rebus ecclesiasticis regant, et de eorum augmentum semper solliciti esse debent, tanquam boni dispensatores ac fidelis Dei ministros, quia oblationes fidelium predia sunt pauperorum, et sustentatio egenorum...*» (doc. 331)

⁽⁴³⁷⁾ «*...et exinde donari eis fecissem aliis ex meis alaudibus unde supplementum in sumpntibus eisdem servorum ecclesie famulantibus habuissent, eo quod oratores monasticam disciplinam potius debent expetere quam municiones castrorum devagando custodire.*»

Por tales razones, al dejar de prestarse ciertos servicios, resultaron frecuentemente más onerosos, desde un punto de vista económico, los contratos eclesiásticos que los laicos, y fueron criticados por ello, pues como se dice en el *Thesaurus* de Otto (V, pág. 655): «*quae non indigent armorum ministerio sed redditibus bursalibus*».

* * *

Finalmente, terminaremos estas mal hilvanadas notas recordando que, según la crítica moderna, los germanos no modificaron en un principio fundamentalmente la organización social y económica de la propiedad. Es más, los visigodos contribuyeron eficazmente a la transmisión de ideas jurídicas de la antigüedad clásica a los pueblos germánicos y actuaron largo tiempo como auxiliares del Imperio, que los Francos pretendieron continuar.

Unos y otros conservaron fórmulas y prácticas romanas, pero dejaron de comprender el sentido que las inspiraba. Sus costumbres y maneras de sentir y vivir, influyeron profundamente en la forma de interpretarlas y aplicarlas, y finalmente una realidad nueva se impuso sobre las manifestaciones últimas de una cultura jurídica demasiado avanzada para soportar su adaptación a unas circunstancias tan distintas.

Hemos podido comprobar la rigidez con que los Francos mantuvieron, durante largo tiempo, las viejas fórmulas del precario, y como, a semejanza de lo que ocurrió en el Arte y en la organización social y política, después del prodigioso esfuerzo de Carlomagno, sólo quedaron unas fórmulas deshumanizadas, sin vitalidad, bajo las cuales fluía una nueva savia, bárbara, en algunos casos incoherente, pero llena de fuerza, que había de ordenarse y sedimentarse antes de dar sus frutos y originar una nueva civilización.

En nuestra *Marca*, extrema avanzada del Imperio durante algún tiempo, y abandonada a sus propios medios después, fuertemente romanizada, pero también profundamente influída por la huella visigótica, el siglo x debió ser vivido en un constante temor y agitación, sin ley ni autoridad eficientes, en una situación que nos parece caótica, pero en la cual los hechos se iban imponiendo, y con mayor o menor violencia, se iba fraguando y constituyendo una nueva sociedad.

Las Leyes visigodas no dejaron de ser invocadas, las

fórmulas Francas acaso fueron conocidas por la continuada relación entre las tierras situadas a ambas vertientes del Pirineo, antes y después de la invasión arábiga, pero los documentos del siglo x, a que nos hemos referido, reflejan abandono en la expresión y una técnica muy rudimentaria.

Sólo son empleados términos vulgares, y aparecen confundidas figuras e instituciones jurídicas enteramente autónomas, que trabajosamente vuelven a ser elaboradas y diferenciadas durante el siglo xi, pero intensamente influidas por las ideas feudales, que se infiltran en los conceptos jurídicos, abarcan todos los aspectos de la vida, se manifiestan en pactos y contratos individuales y colectivos, convierten en costumbre prácticas impuestas o exigidas más o menos arbitrariamente, formando lentamente una doctrina que es sistematizada en convenios, acuerdos, sentencias, compilaciones y disposiciones legales.

A fines del siglo xii y especialmente durante el xiii, los documentos acusan el redescubrimiento del derecho romano, los conceptos se precisan, las cláusulas se afinan y las constantes y prolijas referencias a los textos *civiles* revelan el entusiasmo de los juristas y justifican la preocupación del buen rey Don Jaime ante el temor de ver suplantado el derecho indígena.

Pero fueron vanas las resistencias, los juristas ya no habían de abandonar una técnica que les era necesaria, su esfuerzo había de dirigirse a procurar adaptar la vida y las instituciones medioevales a los moldes romanos, forzando unas y otros, si era preciso, o interpretando más o menos sutilmente los textos.

El Derecho romano pasó a ser considerado «común» y fué aplicado para colmar las lagunas de la legislación propia. Los doctores boloñeses elaboraron la doctrina del «dominio dividido», que, si nunca fué aceptada por los romanistas puros ⁽³⁴⁸⁾, sirvió para construir científicamente, y unificar fundamentalmente, tantos y tan diversos contra-

⁽³⁴⁸⁾ Baste citar la opinión de Cujacio (Comentario a la Ley 74 D.; Opera, V): «Nullum est dominium utile, omne dominium est directum, quod nihil est quam ius proprietatis, ver ius, eius quo qui factus rem propriam suam esse»; y Tronchet conside-

tos agrarios, refundiéndolos en la enfiteusis y el feudo, que, desde un punto de vista jurídico-privado, fueron considerados semejantes según dicha doctrina, cuya aparición y predominio en los documentos catalanes, acaso podamos algún día estudiar más detenidamente.

RAIMUNDO NOGUERA DE GUZMÁN
Notario de Barcelona

raba una idea «sauvage et peu compatible avec les idés communes» el «cizaillement de la dominité» sostenido por Boutaric.

Reminiscencias feudales en un «capbreu» del siglo XVII

La materia de este estudio se halla en varios *capbreus* que integran el Archivo de Protocolos del distrito de Vilafranca del Panadés. Al consultarlos, hace ya algunos años, nos llamó la atención el contraste entre el fondo y la forma de tales documentos, redactados a finales del siglo xvii. El fondo se aviene con el de las actuales escrituras de reconocimiento de censo, pero la forma presenta una aparente y anacrónica solemnidad que refleja las postreras reminiscencias del sistema feudal en el régimen de la propiedad.

La documentación existente demuestra la extensión e importancia de los *capbreus* en los siglos xv, xvi y xvii. Durante aquella época no había Castillo, Monasterio, Cabildo o Comunidad eclesiástica que no tuviera el suyo. Su función era constatar la jerarquía social con relación a la propiedad inmueble y autenticar (*publica fide confirmare*) las cargas que afectaban a la misma. Anexionado a ellos, existe en dicho Archivo un libro voluminoso escrito por el Notario don Pedro Guasch durante catorce años, el cual, anticipándose a una de las funciones de los libros del moderno Registro de la propiedad, explica el estado de cargas de multitud de fincas del antiguo veguerío de *Villafranca Penitensis*, es decir, relaciona por el sistema del folio personal, los censos y censales y demás derechos dominicales que gravaban la propiedad territorial de la comarca. Su rúbrica es: *Lucerna jurium et reddituum Ecclesiarum, Regionum, Baronorum et aliorum diversorum*

dominorum temporalibus et personam secularum tam in villa et vicaria Villafrancha Penitensis existentiam quam extra eadem. Factu per variis laboribus, lucubrationibus vigiliis et expensas mei Petri Guasch Notario publico dicte ville minimi ab anno 1587 usque ad annum 1601.

La palabra *capbreu* deriva de las voces latinas *caput* y *brevis*, de las cuales se formó el verbo *cabrevare* y la locución *capitibrevio*, traducidas por *cabrear* y *cabrevación*. Esta es la terminología empleada por don Jaime Tos en su *Tratado de la Cabrevación* (1784) y la seguida por los modernos tratadistas de Derecho civil catalán (Brocá-Amell, Pella y Borrell y Soler) aunque bastante caída en desuso en la profesión notarial, sustituida generalmente por las palabras *reconocer* y *reconocimiento* aplicadas a las relaciones provenientes del contrato enfitéutico. Los *capbreus* de los siglos xv y xvi están escritos en latín y los del siglo xvii en catalán. El primer folio de cada libro suele indicar su contenido con la siguiente portada: *Manus prima originalis capibrevii omnium censuum et emolementorum...*

Casi todos presentan la misma estructura. Comienzan con la siguiente o parecida diligencia, en la que el Notario hace constar su designación para intervenir en la cabrevación. Sustancialmente dice: «...incipio hunc capito breve librum jurium et reddituum termini castri... de mandato admodum Illis. et nobilis domini domni... Et ideo ut instrumentis in eo descriptis et continuatis in iudicio et extra ab omnibus fides indubia tribuatur ego idem notarius prememoratus hic me subscribo et meum solitum artis notariae quo utor appono signum meum.»

Luego se inserta el edicto o llamamiento (*criada*) por el que se publican los nombres del juez (*judex capibreviationis*) y del notario elegidos para la cabrevación y se convoca a los jurados, habitantes y terratenientes del término para que, dentro de un plazo, comparezcan en el lugar designado al objeto de que el Baile y los Jurados, en nombre de la universidad, y los particulares, por su propio interés, confiesen y reconozcan los censos y demás derechos del señor alodial. Ordinariamente empieza el edicto con las

siguientes palabras: «*Ara ojats* (locución que se traduce: oíd, audite) *que us notificam i fem a saber...*» convocando a los feudatarios del Castillo o Abadía. En documentación de época más remota el llamamiento aparece hecho a «*vassallos emphyteotas et reddituarios*» «*que sibi prestare tenentur censos, décimas... partes alias expletor et alia jura dominicalia et alia adque tenentur emphyteotes et vassalli secundum jus commune et jura Patriae et cum cupiat capibrevatione facere.*»

Sigue el acto de la confesión general hecha por el Baile, los Jurados y singulares personas de la universidad, la elección de prohombres para asistir a la cabrevación y la descripción muy circunstanciada del término o territorio *rodalia* del castillo termenado.

Y, a continuación, aparecen redactadas, sucesivamente, las confesiones singulares, esto es, la hecha por cada uno de los propietarios o terratenientes que poseían sus fincas en alodio o dominio directo del señor del Castillo o del Abad de Monasterio o del Deán del Cabildo. Con la sola lectura de esas confesiones se descubre si se trata de propiedad de origen feudal o enfitéutico.

Estas declaraciones se hacían generalmente ante notario y testigos cuando el señorío era laico y ante el paborde cuando era eclesiástico; y al conjunto de las pertenecientes a cada señorío, a cierto tiempo y determinado territorio, reunidas en un volumen, se denominaba *Capbreu*.

Para este estudio hemos elegido como paradigma el «capbreu» del Castillo de Celma (Tarragona), confeccionado en el año 1691, pero haciendo comparaciones y referencias a otros de dos siglos anteriores. Su territorio correspondía al antiguo Veguerío de Vilafranca del Penadés, casi despoblado en tiempo de la Reconquista, y su señorío pertenecía a la Inclita y Sagrada Orden de San Juan de Jerusalén. Desde la nueva organización que en 1104 le dió Ramón de Puy, haciéndola Orden militar, los hospitalarios combatieron en las guerras contra los sarracenos conquistando por su propio esfuerzo pueblos y castillos y levantando también otros a sus expensas, aparte de los que adquirieron por donación de los Reyes, todos los cuales enarbolaban

la bandera de la cruz blanca de ocho puntas. Dividida en 1319 la circunscripción de la Castellanía de Amposta en dos grandes Prioratos, las posesiones de Celma y de Vilafranca correspondieron a la Bailía del Gran Priorato de Cataluña, Mallorca y Rosellón, con su casa prioral en Barcelona. En un principio Vilafranca y Celma estaban regidos por un solo Comendador. Desde 1384 aparecen encomiendas separadas. La de Vilafranca alcanzó gran importancia como lo prueban el Privilegio concedido por el Rey Don Alfonso en 1331, por el que se manda que todas las casas y bailías que tiene encomendadas y administra, no se impignore a sus hombres y bienes, bajo pretexto ni obligación alguna (*ipse domos predictas et baiulia sibi commissas tenebit et administrabit non pignorentur ipse nec bona sua nec homines suos*); la sentencia dictada por el Rey Don Pedro IV a 24 de octubre de 1384, en la que declara que los hombres de Vilafranca que tienen casas bajo directo dominio del Comendador de la Casa de San Juan de Jerusalén son francos, libres e inmunes de ejército, hueste y cabalcada (*esse debeant liberi et immunes ab omni exercitu, hoste et cavalcata*) de que trata el Usaje *Qui fallierit*, confirmada dicha exención por el Rey Don Fernando en su privilegio de 1453; y, como síntesis y testimonio perenne del grato recuerdo de la Encomienda, queda en el centro de la población el valioso legado de la Capilla de San Juan, de la cual ha dicho Milá y Fontanals «que es la mejor joya de Vilafranca la bellísima Capilla de los Hospitalarios».

Nuestra predilección por el expresado *capbreu* es no sólo por el interés que despiertan los documentos referentes a la expresada Orden militar, sino también porque la fórmula notarial en el mismo empleada —y que llevaba más de dos siglos de observancia— tocaba al fin de su aplicación rutinaria.

Proclama la confesión general que los derechos del Comendador, como señor del Castillo, eran los siguientes: a) Derecho de *sacrament* y homenaje sobre todos los habitantes de su territorio, como «*homines propii, solidi et affocati*», conforme debe ser el vasallo a su señor. b) Derecho de alodio y directa señoría sobre todo el territorio de

la Encomienda a la prestación y pago del tercio, esto es, la tercera parte por cada libra de todas las ventas y enajenaciones con firma y fadiga de 30 días, empara y cualquiera otro derecho inherente al dominio directo. c) Plena jurisdicción tanto civil como criminal con mero y mixto imperio sobre todos los habitantes del territorio de la Encomienda. d) Derecho al cobro de diezmos y primicias de trigo, cebada, avena y legumbres, de cabritos y corderos. e) Derecho a un pollo y una gallina joven por cada casa del término, que se pagaba el día de San Juan de junio. f) Derecho al servicio de un jornal de trillar, de sembrar y de transportar a utilidad de las tierras del Castillo. g) Derecho al diezmo de lana. h) Y derecho al diezmo de la vendimia.

Esos mismos derechos aparecen reconocidos en las confesiones particulares. Casi en todas ellas se consigna que el confesante es hombre propio, sólido y afocado del Comendador, es decir, de la Encomienda, y reconoce a la misma el alodio y dominio directo, la prestación de juramento (*sagrament*) y homenaje y de los censos por tierras que posee en el término del castillo; y al final se corrobora con una cláusula de reconocimiento señorial.

Los expresados derechos implicaban señorío con una triple dependencia: personal, territorial y jurisdiccional. Personal, en cuanto exigía servicios por parte del vasallo y protección por parte del señor (feudo). Territorial, en cuanto la relación entre las partes se mantenía por razón del predio (*enfiteusis*). Y jurisdiccional, cuando se refería a habitantes de castillos y señoríos jurisdiccionales (administración de justicia).

En la época a que se contrae nuestro estudio el señorío personal y territorial se establecía contractualmente por medio del «feudo» (*fevum*). Era un contrato por el que se concedía una cosa inmueble con traslación del dominio útil y natural posesión bajo la carga de determinadas prestaciones (*obsequii*) y del deber de fidelidad, reteniéndose el concedente la propiedad (dominio directo y posesión civil) y la facultad benévola del homenaje. Se llamaba feudo por la fe o fidelidad que el vasallo debía prestar a su señor,

pudiendo ser doble el juramento de fidelidad, uno al señor jurisdiccional y otro al señor territorial.

Según la índole de los derechos que integraban la relación jurídico patrimonial, la propiedad se clasificaba en alodial (*bona alodiaria*), feudal (*bona feudalia*) y enfitéutica (*bona enfiteuticaria*). La primera era la propiedad libre (alodio): las otras dos constituían la propiedad sometida a señorío con sumisión o bien personal (vasallo) o bien real (enfitente), es decir, la posesión utilitaria de la tierra con ligamen de la persona y prestación de servicios personales (feudo) o bien esa misma posesión con sólo el cumplimiento de prestaciones reales (enfiteusis). Junto al feudo fué desarrollándose el *establiment*, logrando tanta extensión el contrato enfitéutico que al mismo se le aplicaron las disposiciones reguladoras de aquél, originándose cierta asimilación jurídica entre ambas instituciones hasta el punto de que los tratadistas escribían: «*argumentum de feudo ad emphyteusim valet*». «*Cum feudum et emphyteusis eisdem regulis iudicentur*» (Socarrats, *Com. sobre las costumbres de Cataluña*, cap. 12, núm. 27, 32, 36, 39 y 40; Cancr, par. I, cap. 12 *De feudis* n.º 1; Comes, *Viridar. Artis Notar.* tomo I, cap. XX, § VI, n.º 93; Vives, nota 1 al tit. XXX, lib. IV. *Usages y demás derechos de Cataluña*).

El más destacado de los referidos derechos es el de «señorío» que se establecía mediante promesa jurada de fidelidad. Su investidura era el homenaje (*homagium vel hominaticum*) como forma solemne de entrega de la persona del vasallo al señor; prestábase arrodillándose el primero ante el segundo, poniendo sus manos juntas entre la de éste y dándole un beso en la boca (*ore et manibus*). (Costumbre 33 compilada por Pedro Albert.) De manera simbólica se renueva ese homenaje en la cabrevación; hállase al principio o al final de cada confesión empleada la siguiente fórmula: (al principio) «que por razón del manso y propiedades abajo escritas le soy hombre propio, sólido y afocado y vasallo como a señor de dicho Castillo y término y tenido y obligado a prestación de juramento y homenaje de propiedad y de fidelidad»; (al final) «y, asimismo, presto juramento y homenaje de mano y de boca conforme al

Usaje de Barcelona, Usos y consuetudes de Cataluña y Conmemoración de Pedro Albert y otros derechos de la Patria».

De conformidad al Derecho feudal, con el homenaje prestado en el contrato de feudo, el vasallo o feudatario se convertía en «*homo proprius, solidus et affocatus*» del señor (*senior, domino*); *proprius*, es decir, que es su hombre; *solidus*, esto es, estable, firme, constante, con permanencia a perpetuidad, a quien debe servirle del mejor modo (Usaje *Qui solidus*); y *affocatus*, o sea, unido al hogar (*focus*) como morador perpetuo del predio. En vez de *affocatus* se le denomina a veces *amansatus* o *abordatus* para significar su unión al *manso* o a la *borda*. La obligación de residir en el predio cuando se añadía a la de dependencia personal, era rescindible y siempre redimible (Costumbre 23, recopil. por Pedro Albert).

Los «*homines propii, solidi et affocati*» no estaban sujetos a los «malos usos» (Hinojosa, *El Régimen señorial en Cataluña*, pág. 302), pero como que también solía denominarse así a los payeses adscritos permanentemente a la gleba, para distinguirlos, especialmente a los «*affocati*» de los remensas, se decía algunas veces: «*affocatus sed non redemptione*». Hay *capbreus* que contienen alguna confesión en la que se emplea la locución «*homo de pagensis*» equivalente a la de «*homo de paratico*», es decir, jefe de casa solariega.

Conviene no confundir los hombres propios, sólidos y afocados a que se refiere el *capbreu* que comentamos y aquella otra clase de hombres propios y sólidos de las Órdenes de los Hospitalarios y de los Templarios, con dependencia meramente personal, los cuales debían fidelidad al señor y habían de pagarle un censo anual, de ordinario un par de capones o una módica cantidad de dinero: «*homines propii et solidi militie Templi... mittendo manus meas inter vestras et osculando venerabilem signum crucis quam in chlamyde vestra portatis, promittendo vobis fidelitatem et homagium et pro recognitione dicta hominaticia, dabo vobis quolibet anno in festa Natalis Domino duodecim denarios Barchinone*».

Otro derecho de carácter feudal es el que concierne a la

jurisdicción. No debe incluirse en ese poder jurisdiccional el llamado «*ius maletractandi*», completamente opuesto al concepto de jurisdicción. Por razón del homenaje competía al señor jurisdicción sobre su vasallo u hombre sólido porque éste principalmente obligaba su persona, y, bastaba haber sujetado principalmente su persona a su señor sólido para que se entendiera haberle sometido todos sus bienes; pero, aunque competía al señor jurisdicción sobre el hombre sólido y sus cosas, no por esto debe entenderse, según la Costumbre XLIII de Cataluña, que su señor tuviera, como el príncipe, mixto o mero imperio sobre el hombre sólido. La plena jurisdicción, como dice Cancer (part. 3, cap. 13, núm. 25) no se obtenía por la sola concesión de un castillo, sino que era procedente de venta, donación, privilegio o de costumbre particular.

Bajo otro aspecto del señorío alodial sobre los hombres que cultivaban tierras del alodio y como resultado de la confusión entre la jurisdicción y la posesión de la tierra, existía el «*firmare directum*» o reconocimiento del señorío del propietario por parte del enfiteuta, feudatario o colono, en virtud del cual aquél podía nombrar («*assignare iudicem*») persona que había de fallar las cuestiones que se suscitasen entre ambos con ocasión del contrato enfiteútico o relación de colonato.

Claramente explica el «caphreu» examinado que el Comendador de Celma tenía plena jurisdicción tanto civil como criminal con mero y mixto imperio sobre todos los habitantes de su territorio; entendiéndose por mero imperio la potestad para imponer penas y mixto imperio la facultad para decidir las causas civiles y hacer cumplir sus sentencias. Es de creer, sin embargo, que esa jurisdicción ya no se mantendría en la época a que nos referimos y sólo subsistiría para la imposición de pequeñas sanciones (*ban, bannus; iurisdictio cum banno quinque solidorum*), pues el procedimiento para exigir el cumplimiento de los deberes respecto del señor alodial se acomodaba a las normas ordinarias de la administración de justicia, como lo revela el examen del «caphreu» del Castillo de Pachs, hecho en el año 1596, en cuyas confesiones se lee repetidamente: «*Item*

per rahó de la dita casa o capmás... jo N. N. y mos successors y serán al dit senyor Martí Joan de Spuny y al seus successors senyors, homens propis, sólidos y affocats y faràn foch y estada y continua residencia y habitació en la dita casa ho mas y seré jo dit confessant y mos successors possessor de le dites propietats seràn al dit senyor Martí Joan de Spuny y als seus bons faells y lleals vassalls, així de cos com de béns ab prestació de sacrament y homenatge de fidelitat y propietat segons los altres habitants en dit terme de Pachs són y han d'ésser faells y lleals vassalls juxta serie y thenor de la Real Sentencia donada en la causa se ventilava en la Real Audiencia del pnt. Principat de Cathalunya entre lo senyor Jaume de Spuny donzell com a senyor del dit Castell lloch y terme de Pachs, pare del dit senyor Martí Joan de Spuny y la universitat y singulars dels dits lloch y terme de Pachs a relació del Magch. M. Bernabé Serra doctor del dit Real Consell civil en poder de Mn. Anthon Viladamor Not. de manament y ferma de la dita causa la qual sententia fonch promulgada al primer del mes de octubre del any mil sinchcents sexanta y hu. La qual sententia dita universitat y singulars han obtemperat com apar ab acte rebut en poder del discret mossen Montserrat Roig notari de Vilafranca a dos del mes de agost del any mil sinchcents sexanta y tres. Lo qual segrament y homenatge yo dit N. N. confessant ara de present fas y presto de mans y de boca al dit senyor Martí Joan de Spuny en prntia. de Not. y testimonis devall scrits. Lo qual sacrament y homenatge no se estenga a més que la dita Real sententia enten.»

También debe considerarse de carácter feudal el derecho que versa sobre servicios o trabajos personales (*opera, servitia*) que habían de ejecutar los vasallos en las tierras señoriales. El Usaje 36, *Qui solidus*, previene que el sólido debe servir a su señor como mejor pueda o del modo que hubiesen convenido. Esos servicios son una derivación de los que originariamente habían sido impuestos por el derecho público consuetudinario (*iura castrī terminati*) como eran los de hueste y cabalgada (*hostes et cavalcata*), sometén (*sonus emisus*), atalaya (*guayta*), exploración (*bada*) y cons-

trucción y reparación de fortificaciones y murallas (*opus foraneum*), algunos de los cuales aparecen regulados desde muy antiguo por disposiciones de Paz y Tregua y por el ordenamiento contenido en algunas Cartas de población. En la más antigua de Cataluña, que es la de Cardona (23 de abril de 986), cuyas principales disposiciones datan del tiempo de Wifredo I, se consigna ya la obligación de los habitantes del territorio de trabajar en las fortificaciones un día por semana: «*et faciatis ipsa opera ab ipso castro id est, turre, et muros, et superpositos, et valles in profundum ad fodiendum, in ipsa septimana diem unum*».

Derechos del mismo tipo, aunque de carácter patrimonial o económico por los emolumentos que rendían, eran los que tenía el señor del castillo al monopolio de la «fragua» (*fábrica*) en que el payés había de reparar sus herramientas de trabajo mediante el pago del «locedum» o *llòssol*; del «horno» (*furnum*) en que los vasallos estaban obligados a cocer el pan en los hornos que se había reservado el señor, y, por tal servicio, debían pagar un tributo llamado *furnático*; y del «molino» en que igualmente los terratenientes y colonos debían llevar el trigo (*panis frumentum*) y la cebada (*panis ordaceus*) para la molienda en los molinos del señor, exigiéndoles, en cambio, prestaciones anuales en especie o en dinero. En la carta puebla de Vilafranca, dada por el rey Don Alfonso en 1191, se lee: «*En furnis autem villa vobis concedo et dono, quoqueter panis meus et regina absque puga cum ibi fuerimus et panis etiam aliarum baronum nostrorum nobis absentibus cum de nostro proprio comederint.*» En aquellos tiempos, además del Castillo, era signo de nobleza el comer pan de trigo y montar a caballo. Así lo explica Marquilles en su comentario al *Usaje Baiulus interfectus*: «*comedere panem frumenti et equitare, reputatur honor et status.*»

Y volviendo a los servicios personales empleados en la explotación agrícola del patrimonio señorial, hallamos las faenas rurales realizadas por los colonos y payeses en el cultivo de las tierras del castillo, llevadas en administración por el señor. La unidad de trabajo estaba representada por la *jova* o jornada, con denominación específica según la

clase de labor a que se aplicaba, v. gr., *aratoria* (sembrar), *sartoria* (escardar), *messoria* (recolectar), *herea* (aventar y limpiar el grano en la era), *tragina* (acarreo); algunas de las cuales exigían de ser desempeñadas con animales de carga (*id est servitium asinorum aliarumque bestiarum*). De ordinario se establecía el número de jornadas que los payeses debían prestar cada año y se acostumbraba a sustentarlos en los días que trabajaban en las tierras del señor, proveyéndoles de pan y vino: «*et faciendo ipsas, debetis mihi dare ad comedendum sicut consuetum*»... «*providere de pane rustico et vino bono*».

Varios de esos servicios los hallamos también reconocidos en la confesión general del «caphreu» que comentamos. Establece uno de sus capítulos que los habitantes del término de Celma estaban obligados a prestar una *jova de batre* (trilla), otra de *sembrar* (arar), otra de *tirada* (siembra) y otra de *tragí* (transportar); y el señor estaba obligado a suministrarles la manutención durante los días de trabajo «*ab pacte empero que dit Sr. Comanador en dit nom o sos arrendataris degan fer el gasto y despesa dels homens y animals.*»

Hecha excepción, por su origen eclesiástico, de los diezmos y primicias, los demás derechos reconocidos en el expresado *capbreu* tenían más bien carácter enfiteúutico y fueron asimilados a la enfiteusis, creándose así un estado confuso en esta materia hasta la publicación de las Leyes de señoríos (8 de agosto de 1811, 3 de mayo de 1823 y 23-26 de agosto de 1837) por las que vino a establecerse nuevamente la diferenciación y se dejó fijada la línea divisoria entre señoríos jurisdiccionales (dominicatura, pechas y otras prestaciones feudales) y señoríos territoriales y solariegos (laudemio, noveno y onceno, rentas forales y prestaciones enfiteúuticas), quedando abolidas las prestaciones reales y personales que implicaban vasallaje y debían su origen a título jurisdiccional o feudal.

Ninguna observación cabe hacer respecto de la fórmula contenida en el *capbreu* para el reconocimiento de los derechos de carácter enfiteúutico. La que causa extrañeza es la empleada en la confesión de los otros derechos de ca-

rácter señorial, así como la persistencia en el empleo de ciertas locuciones, pues todavía en el año 1779 se halla en el «capbreu» del Seminario Tridentino y Colegio Episcopal de Barcelona, un edicto o llamamiento que dice: «...y otros derechos dominicales a cuya prestación se hallan obligados diferentes enfiteutas, *Hombres propios*, Labradores y otras personas».

Claro está que en el siglo xvii el requisito del homenaje en el contrato de feudo sería una cláusula de ritualidad, como lo revelan las fórmulas de escrituras antiguas presentadas por don Félix M.^a Falguera en su *Formulario de Notaría* (1862), en el que se contienen (artículo VII) una de *feudo* y otra de *gratificación* en la primera de las cuales se da la investidura al adquirente entregándole un guante y en la segunda una lanza.

Sin olvidar que la abolición de los señoríos jurisdiccionales no tuvo efecto hasta comienzos del siglo xix, entendemos, sin embargo, que algunos conceptos contenidos en determinados confesiones de los «capbreus» no guardan congruencia con el estado social de su época. Basta fijarse en la que, traducida, transcribimos a continuación: «Confesión del Magnífico Emanuel Maciá por la heredad de la Masó. = Viernes a 27 de dicho mes de julio de 1691. = En Vilafranca del Panadés, Obispado de Barcelona. Sea notorio a todos como el Magnífico Emanuel Maciá, burgués y Notario de Vilafranca del Panadés, Obispado de Barcelona, constituido personalmente ante la presencia de mí José Mas, Notario... etc. (fiat ut inst. prima) que el dicho confesante es hombre propio, sólido y afocado del sobredicho Muy Ilte. Sr. Comendador y de dicha Encomienda de Celma y bajo alodio y directa señoría de aquélla a la prestación de *sacrament* y homenaje y de los censos infrascritos que el dicho confesante tiene y posee las propiedades infrascritas y siguientes» (sigue la descripción). Y después de descritas las fincas y explicado el título de propiedad, termina: «Asimismo presta Sacramento y homenaje de mano y boca conforme el Usaje de Barcelona, Usos y Costumbres y Conmemoración de Pedro Albert».

No acertamos explicar que pudiera ser a la vez burgués

y notario de Vilafranca y hombre afocado de la Encomienda de Celma. Lo más probable sería que en los tiempos a que nos referimos, esas confesiones habrían perdido ya interés en su aspecto de reconocimiento de señorío personal, pero lo conservaban y aun aumentaba desde el punto de vista de reconocimiento de cargas que afectaban a la propiedad territorial.

Este razonamiento nos induce a creer que acontecía en ésta, como en otras clases de escrituras, lo que, con referencia a la práctica notarial de aquellos tiempos, dice el precitado señor Falguera en su mencionada obra: «Cláusulas hay que los mismos que las escriben en los contratos que autorizan no pueden saber por su vetustez lo qué significan, y sólo se sostienen por una antigua preocupación en algunos radicada».

SEBASTIÁN PARÉS

Notario-Archivero de Vilafranca del Panadés

Vilafranca del Panadés, junio de 1949.

DOCUMENTO

EDICTO

Ara ojats que us notificam y fem asaber a tots los habitants y terratinents del terme de Selma y sas quadras de part del Magch. Dr. en Drets Pau Ballo, de Vilafrancha del Panadés, del bisbat de B.^a, Jutge de la capbrevasió de totes les rendes y qualsevols drets dominicals de la Encomanda de Selma y los membres de la Militar Religió de Sant Joan de Hjerusalem, elegit y anomenat por lo Discret Joseph Mas Not. pub. de dita vila de Vilafrancha de Panadés, com a procurador per las cosas devall scritas substitut de Josep Vinyes, corredor de orella y adroguer ciutadà de B.^a, com a procur. constituhit ab poder de substituhir y llegítimament ordenat del Molt Iltre. Sr. fr. Don Nicholau Cotoner, Cavaller del horde y milisia de la Sagrada Casa del Hospital de St. Joan de Hjerusalem, Comanador de la encomanda de St. Joan de B.^a Selma y Vallmoll y sos mem-

bres com de dita constitució en la qual consta de dita facultat de substituir es de veurer ab acte rebut en poder del discret Lluís de Llore not. pub. de la Isla de Malta en la dictio tretza als catorse del mes de mars del any de la nativitat del Sr. mil siscents noranta y de dita substitució consta en poder del discret Pera Llosas Not. pub. de B.^a als trenta de juny mil siscents noranta y hu, que com lo dit Iltre Sr. Comanador per utilitat y conservació de las décimas, censos y de tots altres qualsevols drets dominicals y altres jurisdiccions deta Encomanda entenga capbrevar tots los dits delmes, censos, rendes, censals, agraris, taschas, parts de esplets directas senyorias y alodials casas, Masos, Molins, camps, vinyas, terras, honors y possessions, E tots y qualsevols altres Rendas o bens universals de dita Encomanda e aquella pertanyent per qualsevol causa, rahó o successó o títol. Perço lo dit Magch. Dr. Pau Ballo com a Jutge de la present Capbrevació a thenor de la pnt. pública crida Diu, notifica y amonesta y als sots mesos a la dita Encomanda Mana y cita a Totom Generalment que fassen o presten y fer prestar sien tinguts a la dita Encomanda de Celma o al dit Iltre. Sr. Don fra Nicholau Cotoner en nom de aquella ninguns (?) delmes, censos, agraris, taschas axi en grans com en diners, gallines o altra qualsevol especie o que tingan feus, alberechs, carnalias, cases, boschs, camps, vinyes, part de esplets, molins o altres qualsevols terras y possessions o drets que tingan en alou y directa senyoria de dit Iltre Sr. Comanador y de dita Encomanda de Celma que dins deu dias primers vinents de la publicació de la pnt. pública crida en avant comptadors, hajen y degan tant los honorables Jurats de pnt. terme de Celma en nom de dita Universitat, o, lo Síndich de aquella ab llegal poder per les coses sobredites tenint y los particulars quiscun dells y terratinents de aquell respectivament que tindran o tenen en alou y directa senyoria y en altra qualsevol dret dominical de la dita Encomanda de Celma mitjensan jurament confessen y regoneguen eo, capbrevant digan y manifestan tenir aquelles coses a cens, o altres drets per la dita Encomanda de Celma com es acostumat segons las Gnals. Constitucions de Catalunya, Commemorations de Pera Albert y altres drets de la Patria portant e mostrant las cartas, o, instruments eo, altres escripturas en ma y poder del dit discret Joseph Mas Not. de la pnt. capbrevasió per fer y continuar los actes de la pnt capbrevasió, o, dins dit termini justas causas donen perque fer non degan, e, no resmenys los citan a tots en general y a quiscun de aquells en particular que dins lo dit termini comparegan devant de dit Magch. Dr. Pau Ballo Jutge de las causas de la present Capbrevasió pera responder a totes y sengles coses instant lo dit Iltre. Don fr. Nicholau Cotoner Comanador sobredit fins a sentensia diffinitiva. Altrament fent lo contrari se prosehira en dita causa o causas de la pnt. capbrevació segons la Justicia se haurá de prosehira la absensia en res no obstant mes contumasia exhigint. I pera que ignoransia allegar no pugan se mana publicar la pnt. pública crida en la plassa, o, lloch acostumat de dit terme de Celma. Dat en lo Castell de Celma als deu de juliol de 1691. = Ut Ballo Judex Capibreviasionis. = Hac Capibreviasionis termini et Parochia de Celma. = Josephus Mas Not. pub. Villafrancha Penitensis. B.^o Diosc.

PUBLICACIÓN DEL EDICTO

La qual crida ab alta y intelligible veu fou publicada lo sobredit dia, mes y any per Franch. Janer Nuncio jurat de dit terme de Selma y de la present cabrevasió y en la plassa de dit terme haont es lo lloch acostumat de publicar las cridas, assent pñts Miquel Farrer de la Fábrega, Balla de dit terme de Selma, Gaspar Figueras de las Apieras y Ramón Farrer de la Portella, Jurats de dit terme de Selma, Cosme Martí de Sta. Ignés, Antoni Llenas de Sta. Ignés, Antoni Guinovart del Mas del Prat, Ramón Andreu de las Comas, Ignasi Cardellach del Paralló y Antoni Galofré del Mas den Aguiló y molts altras dels habitants del dit terme de Selma. De las quals cosas totas y sengles de aquellas Jo lo dit y devall scrit Joseph Mas Not. he llevat acta de la pñt. publicació de ditas cridas instant lo sobredit Balla y Jurats de dit terme de Selma volent fos continuat al principi de la pñt. capbrevasió, essent pñts. per testimonis Isidro Josach, pagés habitant en lo lloch y terme de Sta. Madalena de Pontons y Joan Farrer jove pagés habitant en lo lloch y terme de Monmell, tots del bisbat de B.^a = Y fetas las ditas cosas lo dit dia deu de dit mes de Juliol de dit any mil siscentos noranta y hu en pñtia. del dits Balla y Jurats y demás particulars de dit terme Jo dit y devall scrit Joseph Mas Not. y Scrivá de dita capbrevasió me offerí estar prompta y aparellat pera rebre y testificar las confessions que se segueixen en lo modo següent.

Confessió de la Universitat y singulars personas del lloch y terma de Sant Christophol del Castell de Selma y sas quadras.

Sia a tothom manifest com vuy dimarts que contam els deu del mes de Juliol del any de la nativitat del Senyor mil siscentos noranta y hu en pñtia de mi Joseph Mas Not. pub. de Vilafrancha de Panadés, del bisbat de B.^a, Scrivá de la pñt capbrevasió y dels testimonis devall scrits, a estas cosas specialment cridats, constituïts personalment en la Sala de dit Castell de Selma Miquel Farrer de la Fábrega, Balla de dit terma de Selma, Gaspar Figueras de las Apieras y Ramón Farrer de la Portella, Jurats lo pñt y corrent any de dit terma de Selma, Cosme Martí de Santa Ignés, Antoni Llenas de Santa Ignés Antoni Guinovart del Mas del Prat, Ramón Andreu de las Comas, Ramón Farrer de Manlleu, Ramón Figueras de las Torras, Joseph Llenas de Sta. Ignés, Joan Pau Sopera de Sta. Ignés, Ignasi Cordella del Paralló, Antoni Galofré del Mas den Aguiló, Pau Virgili de Vall-doria, Cosme Sendra del Hostal, Rafel Galofré del Manlleu, Ramón Figueras del Manlleu, Ramón Figueras de Galls Carnuts y Ramón Pons de las Codinas, tots caps de casas de dit terma de Selma convocats y congregats dins la dita Sala de dit Castell de Selma de manament de dit Miquel Farrer, Balla de dit terme y castell de Selma per lo dit Iltre, y Noble Sr. fr. Don Nicholau Cotoner, Comanador y Sr. de dit terme y castell de Selma, com a Consell general de dita Uñitat tenint y celebrant y volent com o digueren

ells mateixos hobeir a la crida feta lo dia pñt y devall scrit publicada conforme esta be y degudament que los vasalls obehescan a son Sr. en pñtia de mi dit y devall scrit Joseph Mas Not. y dels testimonis infrits mitjensant Jurament a Deu Ntre. Sr. y als seus quatre Sts. Evangelis per las mans y per quiscu de aquells corporalment tocats diuhen, denuntian, manifestan, regonexen y confessan a dit Iltre. y Noble Sr. fr. Don Nicholau Cotoner del Ordre Militar de la Sagrada Casa del hospital de St. Joan de Hjerusalem, Comenador de dita Encomanda de Selma, Vallmoll, Puig Palat y sos membras en nom de dita Religió. Que ells y los habitants de dit terma de Selma tant pñts com sdevenidors de aquell son y serán conforme sos antecessors y predecesors són sempre estats bons y lleals vassalls, homens propis solidos affocats de cos y bens conforme deu esser lo vassall a son propi y verdader Senyor a dit Iltre. y noble Sr. fr. Don Nicholau Cotoner en dit nom sobredit y li prestan Sagrament y homenatge de má y de boca conforme lo Usatge de B.^a usos y consuetuts de Cat.^a Generals y commemoracions de Pera Albert y altres drets de la Patria.

Item: mijensant dit jurament capbrevant diuen, denuntian, manifestan, regonexen y confessan a dit Iltre. y Noble Sr. fr. Don Nicholau Cotoner en dit nom, eo, a dita Encomanda que lo dit terma de Celma está debaixo alou y directa Sria. de dita Encomanda de Celma a prestació y solutió de ters recto es assaber lo tercera part per quiscuna lliura per totes las vendas, alienacions y transportacions y successions qualsevols sian ab tot dret de firma fadiga de trenta dies, ampara y altre qualsevol ple dret directe domini y alodial Sria. y que en los habitants y habitadors en sdevenidor en dit terme de Celma tant en los homens com en les dones de dit terma de dita Encomanda de Celma tota plena Jurisdicció tant sivil com criminal ab mero y mixt Imperi y en possessió de dita Jurisdicció y de dit mero y mixt Imperi a estat sempre dita Encomanda de Celma de tal manera inmemorable que no hia memoria de homens al contrari diga que los Srs. Comenadors de dita Encomanda de Celma predecessors no hajen administrat aquella en lo modo dalt dit.

Com termena dit terma de Celma a solixent amb lo terme de Foix y en lo lloc dit lo Puig de la Aguila... (Sigue una minuciosa descripció del término del castillo).

Item: Mitjensant dit jurament capbrevant denunciante, manifestan, regonexen y confessan al dit Iltre. y Noble Sr. Don fra Nicholau Cotoner en dit nom, eo, a dita Encomanda de Celma que ells dits habitants pñts y sdevenidors pagan y pagarán a dita Encomanda de Celma delma de blat mestall, ordi, sivada y espelta, de nou corteras y tres cortans una cortera per dita Encomanda romanent vuyt corteras tres cortans per lo pagés, ab la qual quartera si comprén també la primisia.

Item: que de mills, faves, guixes y demás llegums, llobins, cánem, sebes y alls, exceptuat nous y figues que no sen paga res ni de altres fruytes, es costum y consuetut de pagar a la desena romanent las nou franchas per lo pagés ab la qual cortera també si comprén la primissia.

Item: també capbrevant denuntian, manifestan, regonexen y confessan a dit Iltre. y Noble Sr. Don fra Nicholau Cotoner en dit nom que ells tenen

costum de pagar conforme los antepassats han pagat delme de nudrisos com son anyells, cabrits a la dena, romanent los nou franchs ab pacte emperó que los arrendataris o collectors de dit delme tingan obligació de collectar y aplegar aquells en la casa de cada qual pagés vuyt dias antes o vuyt dies après de las festas de Pasqua de Resurrectio del Sr. altrament si dins dit termini no collectarán dits nudrissos de delme que a les hores passat dit termini sols tingan obligació de pagar per cada delmada quatre sous moneda barcelonesa.

Item: mitjensant dit jurament capbrevant denuntian, manifestan, regonexen y confessan que ells per cada casa de dit terme de Celma donan y pagan a dita Encomanda una polla y un pollastre de delme per lo dia de St. Joan del mes de Juny, entenent emperó que si acás lo amo principal farà o tindrà alguna masieta en la heretat sua per habitar los pastors, mossos de sa casa mentre que estarà en son nom de dit amo principal no dega per dita masieta pagar ninguna cosa.

Item: que tenen obligació de fer servitut de una jova de batre, altre de sembrar, altra de tirada en les terras del Castell y altra tragí ab pacte empero que dit Sr. Comanador en dit nom o sos arrendataris degan fer lo gasto y despesa dels homens y animals y que lo tragí sia ab part que pugan los habitants de dit terma de Celma tornar lo mateix dia a sas propias casas.

Item: mitjensant jurament capbrevant denuntian y confessan que ells pagan delmes de verema a la dena, es assaber de deu una y de deu altre romanent las nou franchs.

Item: mitjensant dit jurament capbrevant denuntian, manifestan, regonexen y confessan a dit Iltre. y Noble Sr. Comanador en dit nom que dita Encomanda de Celma té y posseheix en lo dit terme de Celma un cástell vell antich dirruit y desfabricat ab alguns edificis antiquíssims dirruits y cayguts per terra ab totas entradas y exidas ,drets y pertinentias de aquell.

Item: que dita Encomanda té una pessa de terra que té en si setze jornals de terra poch mes o mancho ab les entrades y exides drets y pertinentias de aquella, vulgarment dita las Clotas y las Albaredas, situada no molt lluny de les cases de dita Encomanda, la qual antiguament era dividida en moltes pessetes de terra y vuy es una, encara que hi aparegan molts marges, com termena a solixent ab los honors de Ramón Ferrer de la Portella que antes era de Montserrat Estalella pagés també de dit terme de castell de Celma, a mitgdia ab lo camí clos per lo qual se va Serra amunt, a ponent ab los honors del Dr. Pera Soler possehidor de la Masó que antes era de Pera Soler de la Masó, pagés de dit terme de Celma, y a tremuntana ab lo camí general per lo qual se va a Sta. Agnés.

Item: que dita Encomanda té y posseheix en lo dit terme de Celma tota aquella altra pessa nomenada lo coll de la Cassasa, contenint en sí dos jornals de terra poch mes o mancho, com termena a solixent ab los honors de dit Ramón Ferrer de la Portella, a mitgdia, a ponent y a tremuntana ab los honors de dit Ramón Ferrer de la Portella que antes era de Climent Ferrer.

De las quals cosas y sengles de aquellas dalt denunciadas, manifestadas, regonegudes y confessadas tant dit Dt. Joseph Mas Not. com a procurador de dit lltre. y Noble fra Don Nicholau Cotoner Comanador sobredit, eo; per dita Encomanda, de una, com també dits particulars y singulars en nom propri y en nom de dita Uñitat del Castell de Celma sobredit, de part altra, respectivament requeriren y demanaren fos fet lo pnt. acte autèntich y que aquell fos continuat en lo original del pnt. capbreu per mi dit y devall scrit Joseph Mas Not. pera que se trobás en lo sdevenidor. Las quals cosas foren fetas, firmadas y juradas en la Sala de dit Castell de Selma dit día, mes y any en pntia de mi dit y devall scrit Joseph Mas Not. del testimonis infrits, a las ditas cosas specialment cridats; las quals cosas an asserit ésser veras y contenint en si tota veritat dit jurament sobtjensant. E Jo Josep Mas Not. devall scrit en lo nom predit accepto las sobreditas cosas per los sobredits confessadas per lo dit lltre. Sr. fr. Don Nicholau Cotoner Comanador predit de dita Encomanda de dit terma y Castell de Selma.

Testimonis de las firmas dels sobredits Miquel Farrer, Balla, Gaspar Figueras y Ramón Farrer, Jurats, Cosma Martí, Antoni Llenes, Antoni Guinovart, Ramón Andreu, Ignasi Cardellach, Antoni Galofré, Rafel Galofré del Manlleu y Ramón Pons, són Isidro Josach, pagés habitant en lo lloch y terma de Pontons y Joan Farrer Jove pagés habitant en lo lloch de Montmell, tots del bisbat de B.^a

Testimonis de la firma de Ramón Figueras pagés de las Torras que a firmat en dit castell del Selma vuy als 19 de dit mes y any, són Rafel Figueras pagés del dit terme y castell de Celma y Franco. Mas scrivent de Vilafrancha de Panadés.

Testimonis de las firmas de Ramón Figueras pagés del Manlleu y de Antoni Poch pagés de la quadra que an firmat dit día de 19 del pnt. mes y any, són los predits Rafel Figueras y Franco. Mas.

Testimonis de las firmas de Joan Pau Saperas que a firmat dit día any, son los próximos dits.

Testimonis de las firmas de Joseph Llenas que a firmat en dit castell de Celma al 21 del mes de juliol de dit any 1691, són Josep Soler Apot. y Franco. Mas scrivent tots de Vilafrancha de Panadés.

Testimonis de la firma de Ramón Farrer de Manlleu a firmat vuy al 25 de dit mes de juliol, són Pera Joan Soler pagés y Franco. Mas scrivent de Vilafrancha de Panadés.

CONFESIÓN SINGULAR

Confessió de Gaspar Figueras de las Apieras.

Dilluns als setza de juliol del any de la nat. del Senyor M.DCLXXXXI en la Sala del Castell de Selma.

Sia notari a tots Com Gaspar Figueras pagés del terma y castell de Celma, dit de las Apieras, prohomo elegit per lo Consell de dit terma juntament ab Ramón Andreu de las Comas per las cosas devall scritas assi pnts. Constituhit personalment en la sala del dit castell de Celma devant la

pnitia. del dit Joseph Mas Not. pub. de Vilafrancha de Panadés del bisbat de B.^a, devall scrit y acceptant com a procurador substituït de Joseph Vinyes, Corredor de orella y adroguer ciudadá de B.^a, procurador constituït per estas y altrás cosas llegítimament ordenat del Iltre. y Noble Sr. fr. Don Nicholau Cotoner cavaller del orde y Milisia de la Sagrada Casa del Hospital de St. Joan de Hjerusalem, Comanador de la Encomanda de St. Joan de B.^a, Celma y Vallmoll y los membres resp.^o, com de dita constitució consta ab acte rebut en poder del Dt. Lluís de Llore Not. pub. de la Illa de Malta en la dictio 13 al 14 del mes de Mars del any de la Nativitat del Senyor 1690 y de dita substitució feta per dit Joseph Vinyes en dit nom en favor de mí dit y devall scrit Joseph Mas Not. consta en poder del Dt. Pera Llosas Not. pub. de B.^a als 20 del mes de Juny del pnt. any y corrent any 1691. Mitjensant jurament per ell dit Gaspar Figueras prestat ante Senyor Deu y als seus Sants quatre Evangelis de sas mans corporalment tocats Diu, confessa y regoneix a dit Molt Iltre. Sr. Comanador encara que absent y per ell a mí dit Dt. Josep Mas, en dit nom, pnt. y per dit Iltre Sr. Comanador baix acceptant, que ell dit confessant és home propri, sólit y affocat del sobredit Molt Iltre. Sr. Comanador, eo, de dita Comanda de Celma y de baix alou y directa Senyoria de aquella a prestació del censos infrascrits que ell te y posseheix las propietats infrascritas y següents.

Pmo. Tot aquell mas dit antigament lo Mas Ricart y vuy en día de las Apieras situat dins lo dit terma y castell de Celma juntament ab totas sas terras honors y pocsessions de dit mas tant cultas com ermas, campas, bosquinas o garrigas de pertenencias de dit mas de las Apieras, ab totas sas entradas y exidas drets y pertinentias de aquella lo qual mas ab totas las terras honors y pocsessions de aquell tot en gleva termena... (sigue la descripció de la finca).

Totas las quals propietats se tenen per dit Iltre. Sr. Comanador en dit nom, eo, per dita Encomanda de Celma a ters ferma y fadiga de trenta dies empara y altra qualsevol dret y directe domini y alodial Senyoria de aquella a cens de tres sous y sis diners tots anys en lo día o festa de Nadal y de quatra capons y de quatra gallinas grassas, grossas y rebedoras pagadoras en lo dit día de Nadal y de una q.^a de blat bo, net y rebedor a mesura de B.^a pagadora lo día de Ntra. Sra. de Agost.

Item: un pollastre y una polla pagador lo día de St. Jan de Juny tots anys y axí mateix confessa estar tingut y obligat a las demás honeracions y servituts y modo de pagar lo delma y la primisia com consta en la confessió general continguts. E pertany y specta lo dit mas de las Apieras a ell dit confessant ab totas sas terras honors y pocsessions de aquella per los títols continguts y expressats en una confesió per ell feta en poder del Rn. Pera Joan Castras q.^a pro. y rector que fou de la Parral. Iglá. de Puigtinyós y Rodanyá de dit bisbat de B.^a com a substitut del Dt. Josep Mora Not. pub. de B.^a Not. de la Religio de la Casa y Hospital de St. Joan de Hjerusalem als 3 del mes de Setembre del any del Senyor 1666. E totas las sobreditas cosas assereix ell confessant esser verdaderas contenint en sí tota veritat lo dit jurament mitjensant. E jo dit y devall scrit Joseph Mas

Not. en dit nom accepto lo pnt. confessió los drets de dit Sr. Comanador son principal sempre salvos.

Testimonis son Ramón Figueras pagés del Manlleu del terme de Selma y Franco. Mas scrivent de Vilafranca de Panadés.

SIGUEN LAS SIGUIENTES CONFESIONES SINGULARES:

1. Antonio Guinovart del Mas del Prat, payés del término de Celma.
2. Ramón Andreu de Las Comas, payés del término de Celma.
3. Ramón Figueras del Manlleu, payés del término de Celma.
4. Tutores y curadores de los *pubills* y herederos de José Hilari del Miracle, del término de Ntra. Sra. del Alba.
5. Ramón Farrer de Manlleu, payés del término de Celma.
6. Ramón Figueras de Las Torras, payés del término de Celma.
7. Ramón Pons de Las Cudinas, payés del término de Celma.
8. Cosme Martí de Sta. Inés, payés del término de Celma.
9. Miguel Farrer de la Fábrega, payés del término de Celma.
10. Rafael Galofré del Manlleu, payés del término de Celma.
11. Antonio Galofré del Mas den Aguiló, payés del término de Celma.
12. Ignacio Cardellach del Paralló, payés del término de Celma.
13. Antonio Poch de la Quadra, payés del término de Celma.
14. Juan Pablo Saperà de Sta. Inés, payés del término de Celma.
15. Antonio Llenas del valle de Sta. Inés, payés del término de Celma.
16. Agustín Recasens de Montagut, payés del término de Montagut.
17. Pablo Ferrando de Garrofet, payés del término de Montagut.
18. Juan Cusiné de Manlleu y Maria, su mujer, payeses de Celma.
19. Juan Llenas de Sta. Inés, su mujer, payeses de Celma.
19. Juan Llenas de Sta. Inés, su mujer, payeses de Celma.
20. Juan Figueras del Alba, payés del término de Santa María del Alba.
21. Tutores y curadores de los *pubills* y herederos de Luis Soler. del Mas de Valldoria, payeses del término de Celma.
22. Ramón Farrer de la Portella, payés del término de Celma.
23. Tecla Flos, viuda de Jacinto Flos, payés del término de Celma.
24. Ignacio Cardellach, payés del término de Celma.
25. Cosme Sendra, payés del Hostal, del término de Celma.
26. Ramón Figueras dels Galls Carnuts, payés del término de Celma.
27. Jaime Bufalach, payés del término de Querol.
28. Juan Galofré del Molí de la Quadra, payés de Celma.
29. Ramón Virgili y Cecilia, su mujer, payeses de Celma.
30. Rafael Galofré, procurador del Rdo. Pablo Farrer, Pbro. y beneficiado de Sta. Coloma de Queralt.
31. Magnífico Emanuel Maciá, burgués y notario de Vilafranca, por la heredad de la Masó.
32. Juan Figueras del Mas Palau, payés del término y parroquia de Sta. María del Alba.
33. José Farrer, payés del Mas Solá, del término de Mumell.

El examen de las indicadas confesiones permite hacer la siguiente clasificación :

a) Las de números 3, 5, 6, 7, 8, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 18, 19, 21, 27, 30, 31, 32 y 33 contienen la declaración de ser el confesante hombre propio, sólido y afocado y la prestación del juramento de verdad y la del sacramento y homenaje de fidelidad.

b) Las de números 1 y 2 contienen la declaración de ser hombre propio, sólido y afocado y tan sólo el juramento de verdad.

c) La de número 9, la declaración de ser hombre propio, sólido y afocado y la prestación tan sólo del sacramento y homenaje.

d) Las de números 25 y 26 contienen la prestación del juramento de verdad y la del sacramento y homenaje, pero no hay declaración de ser hombre propio, sólido y afocado.

e) Las de números 4, 16, 17, 20, 23, 24, 28 y 29 contienen la prestación del juramento de verdad, pero no la del sacramento y homenaje ni la declaración sobre la calidad de la persona del confesante.

f) Y la de número 22 contiene la declaración de ser hombre propio, sólido y afocado sin prestación de juramento ni de sacramento y homenaje.

De una escribanía rural

(Siglos XIV, XV y XVI)

EL PÁRROCO NOTARIO

Es preciso recordar que ya Pedro II, en las Cortes de Barcelona de 1283, otorgó: *Specialment restitutum plenament, e franca, las Notarias o Scrivanias a las Esgleyas e Locs Religiosos, Barons, Cavallers, e altras personas, Ciutats, Vilas, e Castells, los quals aquellas ab antic han acostumat de haver* ⁽¹⁾; de manera que muchas notarías pertenecían a la Iglesia y muchos eclesiásticos ejercían el oficio de notario; y, aun cuando Jaime II, en una pragmática de 30 de mayo de 1302 ⁽²⁾, prohibió que los clérigos ejerciesen dicho oficio, no obstante, Alfonso III, a 13 de las calendas de septiembre de 1328 ⁽³⁾, declaró que no quería *derogare in aliquo Ecclesiis et ipsarum Rectoribus in Notariis seu Scribaniis eis competentibus in Locis nostris quominus ipsarum Officium possint regere et exercere per Clericos et Laycos*. A tenor de dichas disposiciones continuó establecido que los cura-párrocos, por razón de su oficio, eran notarios con facultad de tener substituto, y pudiendo, por lo tanto, no solamente autorizar testamentos, sino, además, toda clase de escrituras notariales. Hace notar Vives y Cebriá ⁽⁴⁾ que aun reconoció dicha condición notarial

⁽¹⁾ *Constitucions*, volumen I, libro 8, título I, 3, pág. 399.

⁽²⁾ *Constitucions*, vol. II, lib. 1, tít. V, 1, pág. 11.

⁽³⁾ *Constitucions*, vol. II, lib. 1, tít. V, 4, pág. 14.

⁽⁴⁾ *Traducción al castellano de los Usages*, etc., Barcelona 1832, tomo I, pág. 365.

a los párrocos un capítulo de las Cortes de Barcelona de 1520 ⁽⁵⁾.

Los archivos de las antiguas masías, entre otros, prueban, con una multitud de documentos, que los párrocos ejercieron dichas funciones notariales, durante los siglos objeto de estas notas. Precisamente por esto, porque el párroco de La Garriga, o *domer major*, y sus vicarios y substitutos, autorizaban continuamente toda clase de actos notariales, no encontramos residiendo permanentemente en dicha población ningún notario civil, hasta fecha relativamente reciente. Hay que tener en cuenta, además, que otros notarios, los de Granollers particularmente, autorizaron buen número de las escrituras otorgadas por los garriguenses, durante los siglos XIV, XV y XVI.

Por otra parte, habiendo confusión de escribanos judiciales y extrajudiciales, y concurriendo en una misma persona aquellas funciones que hoy cuadrarían, por separado, al notario, al secretario judicial y al secretario municipal, es natural que los orígenes y evolución de la antigua escribanía rural de La Garriga sean subparalelos al desarrollo histórico del municipio correspondiente.

EL ESCRIBANO DEL LUGARTENIENTE DE BAILE

Los orígenes de la escribanía civil de La Garriga han de hallarse en el privilegio concedido a dicho lugar en 23 de junio de 1373 por el rey Pedro III, el Ceremonioso ⁽⁶⁾. En dicho privilegio, en contraprestación a una subvención que le otorgó el expresado lugar ⁽⁷⁾, y a fin de acabar con los inconvenientes de una duplicación de autoridades ⁽⁸⁾, el rey separó el término de La Garriga de la jurisdicción

⁽⁵⁾ *Constitucions*, vol. I, lib. IV, tít. 14, 1, pág. 282.

⁽⁶⁾ A.C.A. (= Archivo de la Corona de Aragón), Registro 924 de la Cancillería Real, folio 118 y 119.

⁽⁷⁾ Para atender a los gastos de la guerra de Cerdeña. Véase *Parlaments a les Corts Catalanes*. Barcelona, 1928; pág. 33.

⁽⁸⁾ La del Veguer del Vallés y la del Veguer de Barcelona; ambos con jurisdicción sobre La Garriga. Véase el capítulo XXXIX del *Recognoverunt Proceres*; Brocá. *Historia del Derecho de Cataluña*, etc. Barcelona 1918, págs. 226, 278, 306 y 319; *Constitucions*, vol. I, pág. 116, y vol. II, págs. 62 y 88.

de los vegueres del Vallés y de Barcelona, y lo colocó en el *foro jurisdictioni cognicioci et districtui baiulie Barchinone et eius baiulo* ⁽⁹⁾. Pero, y ahí radica el interés del caso, ordenó que dicho baile de Barcelona había de tener un lugarteniente en La Garriga: *Adjecto et expressa declarato quod dictus baiulus Barchinone, qui nunc est et pro tempore fuerit, habeat creare, ponere et constituere locumtenentem suum in dicta parrochia, qui tamen oriundus sit et esse habeat de dicta parrochia vel habitans in eadem et non aliunde. Qui locumtenens in omnibus et per omnia nomine dicti baiuli mero et mixto imperio* ⁽¹⁰⁾ *ac omni alia iurisdictione criminali et civili, in dicta parrochia et in hominibus et mulieribus suis, utatur et uti possit. Sic tamen quod dictus locumtenens, antequam per ipsum circa decisionem et determinacionem factorum criminalium aliquo modo procedatur, habeat dictum baiulum Barchinone seu suum locumtenentem de ipsis factis criminalibus consultare et sine expressa licencia circa illa non possit procedere.*

La presencia en La Garriga de un vecino con jurisdicción judicial y administrativa continua, reclamaría la cooperación del correspondiente escribano; él sería el primer escribano civil de La Garriga. Ciertamente que el documento no prevé la creación de la escribanía; en cambio faculta expresamente a dicho baile para que pueda *creare in dicta parrochia sagionem qui sit de dicta parrochia* ⁽¹¹⁾, y ordena, en cuanto al documento, *registrari in libris comunibus curiarum vicariorum Barchinonensis et Vallensis et baiulie Barchinone.*

ENAJENACIÓN DE LA JURISDICCIÓN

No mucho tiempo después, en Septiembre-Octubre de 1380, los procuradores de dicho soberano enajenaban a

⁽⁹⁾ Véase Font y Rius, *Orígenes del Régimen Municipal de Cataluña*, Madrid 1946, págs. 163 y 440.

⁽¹⁰⁾ Véase Maynz, *Cours de Droit Romain*, Bruselas 1876, vol. I, pág. 485; y Ulpiano, fragmento 3, del libro II, título I del Digesto.

⁽¹¹⁾ Sobre el alguacil o saión, véase Font y Rius, *Opus cit.*, pág. 173.

carta de gracia, en favor del noble Aimerico de Centellas⁽¹²⁾, *merum et mixtum imperium et quamlibet aliam iurisdictionem altam et baxiam, civilem et criminalem, et aliam quamcumque cuiuscumque nature seu speciei existat, et totum exercitium eorundem*⁽¹³⁾ sobre la parroquia de La Garriga⁽¹⁴⁾. En su consecuencia la bailía de dicho lugar y su correspondiente escribanía debieron pasar a depender del expresado noble⁽¹⁵⁾.

No obstante, sea por el carácter turbulento del noble Aimerico de Centellas⁽¹⁶⁾, sea porque se siguiese la corriente general que tendía a librarse de la jurisdicción señorial, para pasar a la jurisdicción real, siempre más benigna y más justa que aquélla, los garriguenses realizaron numerosas gestiones⁽¹⁷⁾ para volver a la jurisdicción real, incluso contrariando la voluntad del de Centellas⁽¹⁸⁾. Para ello se ordenó una *talla*⁽¹⁹⁾ entre todas las casas de La Garriga, a fin de recoger la cantidad precisa para el precio de la retroventa; *la qual taya fo feta a XX dies de octubre del any MCCCXC he set*⁽²⁰⁾ y no precisamente ante un escribano civil, sino que, *en testimoni de varitat los promes de la Garriga manaren a mi P. Cugul, viguari de la dita sgleya, quel sen fees aquesta present quarta, per tal que milor ne fos trobada memoria per temps esdevenidor, e pos aci mon senyal de art de notaria, per que aixi com a notari jon fas fe, he fuy present dementra que la dita taya los faye*⁽²¹⁾.

⁽¹²⁾ Véase Daniel Girona, *Itinerari de l'Infant En Joan*, Valencia 1923; *Itinerari del rei En Joan I*, Barcelona 1931; Zurita, *Anales*, libro X, capítulo 79.

⁽¹³⁾ A. C. A. Reg. 1699, folios 97 y 103.

⁽¹⁴⁾ Véase Eduardo de Hinojosa, *El régimen señorial...*, Madrid 1905, pág. 124.

⁽¹⁵⁾ El precio de dicha carta de gracia fué aumentado en 8 de abril de 1931, A. C. A. Registro 1931, folio 159; posteriormente, a 14 de marzo de 1393, fué cedido a dicho noble el correspondiente derecho de *lluir i quitar*, A. C. A. Registro 1902, folio 212 y siguiente.

⁽¹⁶⁾ A. C. A. Registros 2387, folio 151; 2241, folio 110; 2249, folio 37; 2245, folio 178.

⁽¹⁷⁾ A. C. A. Reg. 2295, folio 1 y 10; Archivo de la Casa Poy, números 4 y 3 de su libro registro; Hinojosa, *Op. cit.*, págs. 125 y 126.

⁽¹⁸⁾ A. C. A. Reg. 2295, folio 4; Hinojosa, *Op. cit.*, págs. 125 y 126.

⁽¹⁹⁾ Font y Rius, *Op. cit.*, págs. 310 y 457.

⁽²⁰⁾ Archivo Municipal de La Garriga, pergamino número 17.

⁽²¹⁾ Pueden verse además los pergaminos números 8 y 16 de dicho Archivo Municipal.

CONSTITUCIÓN DE LA BAILÍA

Los capítulos de la retroventa fueron suscritos por el rey Martín I, el Humano, en Zaragoza, a 21 de diciembre de 1397. En cuyos *capitols fets e concordats entre lo senyor Rey·duna part e los prohomens, universitat e singulars de la parroquia de la Garriga de altre, sobre la reempço del mer e mixt imperi jurisdicció civil e criminal e altres drets reys de la dita parroquia en temps passat venuts e separats de la Corona Reyal al noble Neymerich de sentelles e als seus migençant carta de gracia* ⁽²²⁾, consta un capítulo relativo a la creación de la bailía real de dicho lugar: *que lo senyor Rey crea ara de nou e fa e eregeix de la dita parroquia ballia, la qual dur e sestena tant quant la dita parroquia e termens de aquella duren e sestenen. Plau al senyor Rey.* Con este capítulo ya quedaba evidente la existencia de la correspondiente escribanía del baile garriguense; pero, además, dicho documento expresamente se refiere a la misma escribanía, en su capítulo VII, diciendo que, aun cuando el Rey reservaba la intervención suya, del Primogénito, del Gobernador General de Cataluña y del Veguer del Vallés ⁽²³⁾ en el término de la bailía de La Garriga, no obstante, *tots los scrivans del dit senyor primogenit, governador o veguer, hagen a lezar, com partiran de la dita parroquia, totes scriptures judiciales que hauran preses e fetes dins aquella, pero dels fets que dins la dita parroquia serien cullits e finats, a la scrivania del batle de la dita parroquia, pus empero faessen per los habitants de la dita parroquia tan solament, o per alguns dells, exceptades aquelles scriptures quis farien per los usatges de auctoritatem et rogatu, simili modo e princeps namque et camini et strate e los processos de aquells o de algu de aquells devallants. Plau al senyor Rey* ⁽²⁴⁾.

⁽²²⁾ A. C. A. Reg. 2295, folios 15, 16 y 17; Archivo de la Casa Terrés de La Garriga, acto número 235.

⁽²³⁾ Fué de nuevo eliminada la intervención del Veguer del Vallés en La Garriga, mediante rectificación otorgada a 7 de marzo de 1398; A. C. A. Reg. 2295, folios 28 y 29; Archivo Municipal de La Garriga, pergamino número 9.

⁽²⁴⁾ Usajes 76, 65, 68 y 62. Adviértase que el primero de ellos sancionaba la institución de los heredamientos catalanes.

CONSECUENCIAS DE LA GUERRA CIVIL

La guerra civil del reinado de Juan II produjo varias zozobras en la bailía de La Garriga ⁽²⁵⁾, hasta el extremo de que el rey otorgó de nuevo un *empenyament al noble e amat nostre Charles de Cortes, de les parroquies de Cardedeu e de la Garriga e vullam la possessió de les dites parroquies li sia donada* ⁽²⁶⁾; pero dicha enajenación debió de tener muy poca virtualidad, puesto que, a 3 de julio de 1478 ⁽²⁷⁾, el mismo rey Juan II vendió a carta de gracia a Lorenzo de Altarriba el lugar de La Garriga, *cum omnino et mixto imperio et alia iurisdictione civili et criminali alta baxia, omnique gladius potestate et alia quacunque, eorumque pleno exercicio et usu*.

Aun cuando nos consta que los garriguenses protestaron de dicha enajenación, y que, incluso, el rey Fernando, el Católico, oyó benignamente sus quejas, a 15 de septiembre del mismo año 1478 ⁽²⁸⁾, no hemos hallado aún el documento acreditativo de haber vuelto La Garriga a la jurisdicción real ⁽²⁹⁾. No obstante, tampoco hemos hallado noticia alguna de que perdurase dicha enajenación a favor de Lorenzo de Altarriba.

NOTARIOS SUBSTITUTOS DEL PÁRROCO

No obstante, los párrocos, o sus vicarios y substitutos, continuaron autorizando toda clase de documentos notariales en La Garriga, así, por ejemplo, sabemos que durante la visita hecha a la parroquia de La Garriga, a 18 de junio de 1421, por el delegado del Obispo Çapera, de Barcelona ⁽³⁰⁾, se concedió a Pedro Guillem, vicario substituto del párroco, licencia para poder continuar durante un año «la cura y el régimen de las almas y de la notaría de dicha parroquia». Tenemos noticia, entre muchos otros, de Gabriel Casellas *vicari y notari substitut del Reverend*

⁽²⁵⁾ Archivo Histórico de la Ciudad de Barcelona, *Lletres Comunes Originals*, número 36, desde 1467 a 1469, folio 151.

⁽²⁶⁾ A. C. A. Reg. 3456, folio 92; con fecha 5 de septiembre de 1472.

⁽²⁷⁾ A. C. A. Reg. 3392, folio 3.

⁽²⁸⁾ A. C. A. Reg. 3545, folio 69.

⁽²⁹⁾ A. C. A. *Libro de Enajenaciones del real patrimonio*, folio 907, número 6.

⁽³⁰⁾ Archivo Diocesano de Barcelona, libro 14 de *Visitas*, folio 84 y siguientes.

Jaume Cristòfol Stanyol, Rector de la Garriga, a 28 de octubre del año 1500⁽³¹⁾. Poseemos nota de dos testamentos, *presos los dits testaments per Gabriel Casellas beneficiat de Rosanes regint las scripturas de Rector de La Garriga, lo primer en 19 Octubre de 1501, y lo altre als 26 Octubre tambe 1501*⁽³²⁾. En la visita pastoral realizada en la parroquia de La Garriga a 8 de septiembre del año 1572, el visitador «ordenó que Antígono Casellas, de dicha parroquia, el cual tenía en su poder las escrituras autorizadas por Gabriel Caselles, como vicario que fué de dicha parroquia y en nombre del rector de dicha iglesia, que dentro de XL días devuelva dichas escrituras al rector o a su vicario, que actualmente lo son de dicha iglesia; bajo pena de excomunió»⁽³³⁾.

Poco tiempo después de la muerte de Gabriel Casellas hallamos noticia de *lo doctor Miguel Martines, notari apostolich per tot lo univers, habitant en lo lloch de la Garriga*⁽³⁴⁾; otra nota precisa más su carácter consignando al expresado Miguel Martínez *regint las scrivancias del Reverend Joan Onofre Junyent, rector de La Garriga*⁽³⁵⁾; otra nota nos demuestra la confusión del carácter notarial eclesiástico y civil: *censal mort rebut y clos en pregami per lo doctor Miquel Martinas, notari real, habitant en lo dit lloc de la Garriga*⁽³⁶⁾. Las noticias relativas a este notario se extienden desde 8 de enero de 1515, hasta 16 de noviembre de 1534⁽³⁷⁾.

Desgraciadamente el archivo parroquial de La Garriga fué quemado en 1936; parece que en él se conservaban los protocolos de éstos y otros notarios; así el *Calendari* de 1817 del Archivo de la casa Terrés⁽³⁸⁾ nos habla aún de *un manual que se encontra en la Rectoria de La Garriga que conte varias escriptures publicas de la centuria del mil cinc cents y tants*.

⁽³¹⁾ Archivo de la Casa Dachs de La Garriga.

⁽³²⁾ Libro Registro del Archivo de la Casa Poy de La Garriga.

⁽³³⁾ Archivo Diocesano de Barcelona, *Visitas*, tomo 40, folio 212.

⁽³⁴⁾ Número 10 de la *Rúbrica* del Archivo de la Casa Terrés de La Garriga.

⁽³⁵⁾ Número 3 de la *Rúbrica* del antiguo Archivo de la Casa Caselles de La Garriga.

⁽³⁶⁾ Número 24 del Archivo de la Casa Poy.

⁽³⁷⁾ Archivo de la Casa Terrés, pergaminos números 944 y 964.

⁽³⁸⁾ Número 81.

ALBARÁN DE LA ESCRIBANÍA DEL BAILE

En cambio, en el Archivo de la Casa Terrés de La Garriga se conservan varios pliegos y libros relativos a la escribanía del Baile de La Garriga de mediados del siglo XVI. Hay entre ellos un *manuale curiae* de La Garriga que empieza a 13 de septiembre de 1540 y parece haber pertenecido al escrivano Pedro Gener, siendo baile el *honorable En Joan Poy*. Al final del expresado *Manuale* consta que a 9 de marzo de 1542 fué nombrado baile el *honorable En Jaime Caselles* ⁽³⁹⁾, y que tomó posesión del cargo a 12 de los mismos mes y año. Una de sus primeras provisiones fué publicar el siguiente *albara de la scribania de la Garriga*:

Qui diu en le scrivania de le Garriga, le qual se acostuma arendar per a temps que lo honorable en Jaume Caselles balle servira son trienni, que durara fins les carnestoltes de MDXXXV; y diga qui dir y volra qui y diu y quant:

Primo que qualsevol persona qui arenda dite scrivania sia obligat en restituir totes les scriptures acabant dit arendament als honorables jurats de dite parrochia, sots bant y pena de deu liures moneda de Barcelona, adquisidores les dues parts al terma, laltre part al official quin fera le execucio.

Item mes que ninguna persona qui no sie en juridicció del balle de le present parrochia que no sie pres per dite, tant en lo encantar com en fermanse.

Item que liurade dite scrivania si aparra el honorable jurats liurar aquelle al qui la aura treta, stiga a coneguda dels honorables sindichs fer liurar aquelle.

Item que qualsevol persona qui ly sera liurade dite scrivanie sie tingut y obligat en donar bones ydonees e sufficients fermanse tant en lo preu com encare en le restitucio de les scriptures, dins V dies que la present ly sera liu-

⁽³⁹⁾ Su nombramiento de baile consta en el pergamino número 848 del Archivo de dicha casa.

rade, a conegude dels honorables jurats de le dite parrochia y si nou fa que los honorables jurats le puguan tornar al encant e vendre a altra persona e, si res si perdra, se pac de aquell qui no haurá poscut asegurar, pena de X lliures pagadores en le forma desus dite.

Item que dit arrendador sie obligat en fer tots los actes de dite parrochia sensa interes ningu, ço es: talles sindicats ajustades y qualsevol altres actes tocant a dita comunitat.

Item que dit arendador sie obligat lo preu de dite scrivania ly sera liurada de mig en mig any pagar aquell.

Item dit arrendador sie obligat en donar le meytat dels processos trobara fets per aspay de sis mesos que le present ly sera liurade al qui servira dite scrivania.

Et die dominica decima nona mensis marcii MDXXXII fuit tradita a Johanne Maol culture parrochie de Garrigia per tribus annis racione decem librarum per quolibet anno et quatuor denariorum.

DEL NOTARIO SEGLAR JUAN MALLOL

En efecto, encontramos al notario Juan Mallol autorizando una multitud de documentos esporádicos, que van calendados entre las dos siguientes fechas extremas: 5 de marzo de 1545 y 2 de octubre de 1556⁽⁴⁰⁾, pero, aparte de dichos documentos sueltos se conserva en el Archivo de la Casa Terrés un libro titulado *Minutes de documents notariais i lletres judicials del segle XVI*; la primera parte del cual contiene una interesante serie de minutas de documentos notariales⁽⁴¹⁾; a partir del folio 17, con letra distinta de la anterior, dice: *forma alicuius protestu vel inti-*

⁽⁴⁰⁾ Archivo de la Casa Terrés, pergaminos números 751 y 66; Archivo de la Casa Busquets de La Garriga, acto número 130.

⁽⁴¹⁾ Son los siguientes: *capítulos, instrumentum dotalicium, debitorium dicte dotis, sponcalicii, parcerie sub capitali, presentationis facte per patronem cuiusdam beneficii de quodam clerico episcopo vel abbati, venditionis censualis mortui, apoche censualis mortui, comande alicuius mansi, pure comande, apoche dicte comande, recognitionis facte domino naturali, procurationis ad recipiendum et ad lites cum potestate substituendi, sententie arbitralis, posescionis beneficii, permutationis sive camvii, emancipacionis, pure comande cum hobligatione speciali, cum quis promittit se facturum et operam daturum quod talis manebit cum tali, cessionis, sositatis, procurationis ad tradendum posescionem, posesionis, reduccionis ad certum censum.*

mationis, forma venditionis, responsoria littera retroclami ad morem Johannis Mallol curie vici, responsorium litteram; a partir del folio 20 el libro parece ser un registro donde se transcriben cartas judiciales correspondientes al baile Antonio Roselló de Bellsolá, desde 7 de noviembre de 1545, a 7 de diciembre de 1546; en el folio 23 se menciona un documento *firmato in posse Johannis Mallol notarii et scribe dicte nostre curie die quinta mensis marcii anno a nativitatem domini millesimo quingentesimo quadragesimo quinto* ⁽⁴²⁾. Se conserva también en el mismo Archivo unos pliegos de otro libro de minutas notariales y algunos pliegos de otro libro, con minutas de documentos judiciales. Se conserva íntegramente el *Notular. quartus mei Joanis Mallol aplica. et Regia auctoritatis not. publici*; antes del título hay los nombres de los cuatro evangelistas; contiene 150 folios numerados si bien los dos últimos están en blanco; hay otros cuatro folios preliminares, dos de los cuales están destinados a índice; en éste se relaciona brevemente la naturaleza jurídica de los actos, los otorgantes de los mismos, y el folio en donde se encuentra copiado el documento. El libro contiene copia de cuarenta y seis documentos notariales *intervivos*; el primero es de 12 de agosto de 1550 y el último de 17 de julio de 1554, pero no están por orden cronológico y hay documentos de fecha no comprendida entre las dos mencionadas. No todos los documentos fueron otorgados en La Garriga; los hay autorizados en Granollers, Bigas, etc. En el folio 75 se menciona al propio *Joannes Mallol notarius regens scripturas discreti Michaelis Martines quondam* ⁽⁴³⁾.

Hay, además, en el mismo Archivo de la Casa Terrés el *Libra de la cort de la parroquia de la Garriga lo qual comença a quatra dias del mes de nohembre any MDXXXIII*; se refiere al baile Jaime Caselles; y termina a 17 de octu-

⁽⁴²⁾ A título de curiosidad notamos a continuación unos versos mnemotécnicos extraídos de dicho libro, folio 14: *versus qui possunt testari: Testari nequent impubes — religiosi — filios in sacris — morte dapnatus et obsses — prodigus et stultus — dubius servus furiosus crimine dapnatus cum muto surdus Et ille qui magestatem lesit fit cecus et ipse.*

⁽⁴³⁾ Véase el expresado capítulo de las Cortes de 1520, *de actes y scripturas de notaris deffuncts.*

bre de 1544. Hay también el *Liber secundus literarum retroclami et responsoriarum tam curie honorabilis bayuli de Garriga quam curie de Montemagno—Johannes Mallol notarius—Incipit die XXII mensis aprillis anno a natiuitatem domini MDXXXVII*; entonces era baile el honorable Antoni Rossello de Bellsola; el último de los documentos referentes al mismo tiene fecha de 11 de febrero de 1548; siguen cartas del baile Joan Vilanova alias Rossello de San Gerves, desde 4 de abril de 1548, hasta 18 de marzo de 1549; finalmente, desde 10 de octubre de 1549, aparece el baile Jaime Illa; el último de los documentos del libro trae la fecha de 4 de febrero de 1551.

DE LA CASA DEL NOTARIO MALLOL

El padre de nuestro notario estuvo muy introducido en las querellas partidistas del municipio garriguense puesto que él fué quien presentó, en 25 de febrero de 1518, a la Bailía General de Cataluña, una súplica solicitando la anulación de unas elecciones celebradas en el municipio, alegando la inhabilidad de algunos electores ⁽⁴⁴⁾.

Del mismo notario Juan Mallol sabemos que en 18 de mayo de 1547 compró una finca; que a 30 de diciembre del mismo año Pedro Vinyals le vendió dos campos, a carta de gracia, por 22 libras; a 24 de julio del año siguiente, el mismo Vinyals le vendió, también a carta de gracia, otra pieza de tierra, y que, a 4 de diciembre de 1550, el notario compró otra finca ⁽⁴⁵⁾.

Al cabo de algún tiempo Antonio Parera, *pagés*, y su hijo Salvador Parera, de Granollers, reconocieron a Francisca Mallol, consorte del mencionado Salvador Parera, e hija del difunto Juan Mallol, *pagés y notari*, y de su esposa Leonor, viviente, de La Garriga, que por manos de Miguel Mallol y Vidal, también agricultor de La Garriga, había aportado en dote 200 libras en efectivo, una cómoda y

⁽⁴⁴⁾ ACA. Sección de la *Batllia General de Catalunya*, clase 7.^a, A b, 36, folio 131.

⁽⁴⁵⁾ Archivo de la Casa Terrés de La Garriga, números 997, 56, 1001 y 1002.

otros accesorios, según capítulos matrimoniales. La carta de pago se otorgó a 25 de mayo de 1567. Pasados algunos años, Juan Colomer, de Granollers, procurador del Monasterio de Ripoll, confesó a Pedro Mallol, propietario del manso y heredad Mallol, hijo y heredero de Juan Mallol, difunto notario de La Garriga, que le había pagado las 50 libras que se debían al expresado Monasterio, como señor directo, por razón de las mencionadas ventas otorgadas por Pedro Vinyals. Esta carta de pago se otorgó a 29 de marzo de 1580 ⁽⁴⁶⁾.

La casa *pairal* del notario Mallol llegó hasta nuestros días; estuvo situada formando esquina con la antigua carretera y con la actual plaza de Santa Isabel; hace unos años fué restaurada, conservando las galerías cubiertas en el piso superior y dos interesantes ventanas canopiales que se abren en la fachada que cierra la plaza por su lado norte.

INTERVENCIÓN EN LOS ACTOS MUNICIPALES

A 1 de enero de 1576, el virrey de Cataluña, don Fernando de Toledo, reorganizó el municipio garriguense sobre nuevas bases; en ellas, por primera vez, se ordena explícitamente la intervención del notario o escribano. Cada trienio se extraerían de una bolsa tres nombres para que de ellos se eligiese el baile, y preceptúa que cada año la extracción *per a offici de jurats, clavari e oydors de comptes y de homens del Consell se faça lo dia de capdany con dalt es dit, la qual extractio se hage de fer en la plaça ahont han los homens de dita universitat acostumat de tenir lo Consell, en presencia del balle e dels Jurats y homens de Consell o la maior part de aquell, y del notari del dit balla, en presentia dels quals un minyo de poca edat hage de traure de dites bossas los rodolins; e los noms dels qui seran extrets sien descritos y continuats per lo dit notari en lo libre que per dit effecte se ha de tenir.*

Los oidores de cuentas habían de examinar y aprobar

(46) Archivo de la Casa Terrés, números 99 y 77.

o no las cuentas del *clavari* o tesorero y *ferli les apoques y cancelas necessaries y oportunas, la qual relatio y en son cas liberatio y absolutio de dits oydors de comptes se hage de continuar en un libre que per dit effecte y altres negocis de dita universitat tindra lo notary y scriva del balle de dita parroquia y terme lo qual libre hage de star recòndit en la caixa que fara dita universitat per a tenir ben custodides las preditas boças y scripturas tocants als affers y negocis de dita universitat* ⁽⁴⁷⁾.

JOSÉ MAURÍ SERRA
Notario de Blanes

⁽⁴⁷⁾ Archivo Municipal de La Garriga, pergamino número 10; A. C. A. Reg. 4704, folio 95 vuelto y siguientes hasta el 107.

V A R I A

Requerimiento del siglo XIII

El noble Guillermo de Entenza confesó deber al ciudadano de Mallorca Jacobo Fonts la suma de tres mil sueldos barceloneses, por precio de una mula y un azor, estimados cada uno en mil sueldos, de paños por valor de quinientos sueldos, y por otra cantidad igual recibida a título de préstamo mutuo, obligándose a satisfacer su totalidad dentro del plazo convenido y a permanecer (*tenere sibi hostaticum*) en el territorio de Barcelona.

En garantía del cumplimiento de las obligaciones contraídas afectó sus bienes, prestó los juramentos acostumbrados y designó fiador al venerable «Periconi Petri».

El acreedor cedió su crédito al mallorquín Guillermo de Terminis, quien al no recibir la total cantidad adeudada en el término estipulado, solicitó la intervención Notarial para practicar el oportuno requerimiento al fiador, que fué hecho constar en el documento transcrito.

Bernardo de Belis, «scriptor» jurado bajo el Notario Pedro Portell, ante el requirente y dos testigos llamados y rogados leyó al fiador la cédula requisitoria presentada, y conminó al fiador para que satisficiera los dos mil novecientos sueldos pendientes todavía en aquel momento y se abstuviera de apartarse del territorio expresado mientras no estuviera enteramente liquidado el importe del débito más daños y perjuicios, contestando incontinenti el requerido que primeramente habría de ser exigido el cumplimiento de la obligación al propio deudor principal, sin poder enteramente ser concretados los términos de dicha respuesta por el mal estado de conservación del documento.

Es interesante destacar la delimitación del territorio de

Barcelona, donde según costumbre debía tenerse «hostaticum», a fin de conocer la extensión de la jurisdicción, en comparación con los límites fijados al llamado territorio enfitéutico, etc.

N. DE G.

Die martis VIII Kalendas decembris anno Domini MCCC nono.

Noverint universi, quod die martis que est octavo kalendas decembris anno Domini millesimo ducesimo nonagesimo nono in presencia mei Bernard de Belis, scriptoris iurati sub Petro Portelli, notario publico Barchinone, et testium infrascriptorum ad hoc vocatorum et rogatorum, Guillelmus de Terminis de Maioricis constitutus in presencia venerabilis Periconi Petri, filii Arnaldi [...] d'en R. P. quondam, existentis Barchinone in quibusdam domibus que sunt d'en Nicholas, iuxta mare, obdulit et presentavit ac per me dictum scriptorem legi fecit eidem Pericono Petri, quandam protestacionem scriptam in quadam cedula papirea cuius tenor talis est: Vobis venerabili Pericono Petri, filio Arnaldi d'en R. P., quondam, protestando significo ego Guillelmus de Terminis, civis Maiorice, quod cum nobilis Guillelmus de Entença debebat et confessus fuerit in publico instrumento se debere Jacobo de Fontibus, civi Barchinone, tria mille solidos monete Barchinone de terno, scilicet, mille solidos pro precio unius estor quem ab eo emit, habuit et recipit et alios mille solidos pro pecio unius mule quam habeo emit (...) et quingentos solidos ex causa mutui et alios quingentos solidos pro pannis quos ab eo emit et habuit, et predictos tres mille solidos promiserit sibi solvere in Barchinona in festo Pasche Domini tunc primo venturo, promiserit eciam sibi solvere et restituere si quas missiones vel dampna faceret vel sustineret aliquo modo pro predicto debito exigendo et recuperando a dicto terminio in antea, et quod nisi in dicto terminio solvisset totum] predictum debitum, teneret sibi hostaticum in Barchinona, infra locum ibi ad tenendum hostaticum consuetum silicet, a colle de Forcatis usque ad Collem de Celata et a montibus Aquilaris usque ad mare quasi per unum miliarium sic quod ultra istos terminos non exiret donec de toto predicto debito et de [dictis dampnis] et expensis esset facta plenaria solucio et in predictis omnibus et singulis vos sitis fideiussor constitutus et predicta omnia e singula promi[tetis] attendere et complere cum dicto nobili Guillelmo de Entença et sine eo et eciam obligaveritis inde dicto Jacobo de Fontibus omnia bona et hec iuraveritis ad Sancta Dei Evangelia et eciam feceritis inde homagium prout in instrumento dicti debiti hec et alia lacius et plenius continetur; dictus Jacobus de Fontibus cessit nunch acciones suas et iura sua in predicto debito et omnibus aliis sibi promissis pro eodem debito prout in carta [de] ipsa [cessione constat et con]tinetur quare cum terminus solucionis predictus sic diu est lapsus et de predicto debito non fuerit satisfactum nisi in centum solidis cum e[t] sic restent inde ad solvendum duo mille et nongenti solidi requiro et moneo vos sub virtute sacramenti et homagii predicti per vos prestiti quod antequam exeatis de Barchinona

solvatis michi predictos duos mille et nongentos solidos et dampna et missiones que et quas ego et dictus Jacobus de Fontibus fecimus pro predicto debito exigendo et recuperando et quod [interim] donec predicta compleveritis teneatis hostagium in Barchinona infra terminos dicti hostagii supra expresos et protestando [nichil] ominus de dampno futuro et de predicta cessione per didictum Jacobum de Fontibus michi facta, facio vobis fidem per instrumentum [ipsis cessionis] petens de predictis michi fieri publicum instrumentum. Sine protestacione predicta oblata et presentata ac per me dictum [scriptorem dicto] Pericono Petri lecta, idem Periconus Petri incontinenti respondit et dixit quod nobilis Guillelumus de Entença predictus [existans] civitate Barchinone quiquidem est debitor principalis et qui debet primo dis[tincte] et exprese in premissis.

Notario, Pedro Portell; manual 18 septiembre 1299-23 diciembre 1299, fol. 78; fol. 78.

Compañía mercantil y «commandas» del siglo XIV

A continuación publicamos un conjunto de documentos de extraordinario valor para determinar cómo era creada y organizada una empresa mercantil de considerable importancia durante el siglo xiv.

André E. Sayous dió a conocer algunos de ellos en su artículo *Les méthodes commerciales de Barcelone au xiv siècle, surtout d'après des protocoles inédits de ses Archives Notariales* ⁽¹⁾, y posteriormente los estudió en su trabajo: *La technique des affaires: sa genèse... Un contrat de société a Barcelone en 1336* ⁽²⁾.

El erudito francés señaló su extraordinario interés para la historia de las sociedades mercantiles, hasta el punto de afirmar que si el contrato de Sociedad otorgado en Génova por Ugone Lercani y Jacobo de Levante el quince de junio de 1248 es el más importante y típico conocido del siglo xiii, los mismos excepcionales caracteres corresponden a nuestros documentos respecto al siglo xiv, quedando así demostrado que, en esta época, los métodos y técnica comercial de Barcelona habían alcanzado paridad, por lo menos, con los empleados en las ciudades rivales del Mediterráneo.

Estimamos oportuna la publicación para conseguir una mayor difusión de los documentos, porque completamos el grupo —Constitución de sociedad y Contrato de comanda— con unos Poderes otorgados por uno de los socios, de carácter predominantemente civil, y sobre todo para rectificar numerosos errores de transcripción que presenta la edición anterior, principalmente en el apartado VI del documento de Sociedad, en el cual la interpretación de las

⁽¹⁾ Publicado en *Estudis Universitaris Catalans*, 1933, págs. 211 y sigs.

⁽²⁾ *Annales d'histoire économique et social*, 1934.

palabras declinables y una rara y arbitraria puntuación, llevan a un confusionismo tal, que enturbia el sentido de la cláusula y da lugar a conceptos equívocos o por lo menos discutibles.

La Sociedad es constituída «*contrahimus inter nos societate*» por Bernardo de Villa, ciudadano y mercader de Barcelona y Berenguer Vivoti, de Mallorca.

Su duración queda fijada en cuatro años, con posibles prórrogas voluntarias «*et deinde quamdiu in eodem consensu permanserimus*»; y su objeto no queda limitado a operaciones determinadas, como era frecuente en aquellos tiempos, sino que expresamente se extiende a toda especie de negocios lucrativos «*ad negociandum videlicet mercandum*», mediante la compra, venta y transporte de cosas y mercancías a fin de obtener una utilidad para la sociedad «*percassibimus mercabimur et lucrabimur... emendo scilicet et vendendo et nobis ad invicem transmittendo merces et res que nobis utiles videantur et alias negociando prout nobis ad utilitatem dicte societatis melius visu fuerit expedire...*» por mar, tierra y agua dulce, exceptuando únicamente aquellos lugares señalados por el Sumo Pontífice, quien, como es sabido, frecuentemente reiteraba su prohibición de comerciar con infieles. «*Tam per mare quam per terram quam per aquam dulcem*» ... «*exceptis dumtaxat partibus per Summum Pontificem prohibitis*».

El socio nombrado en primer lugar aporta mil cien libras, el segundo dos mil cuatrocientas, y ambos conjuntamente ciertas cantidades que confiesan haber recibido y tener en «comanda» de las personas que son citadas, entre las que se encuentran individuos de diferentes profesiones, algún factor de la propia sociedad, la esposa de uno de los socios, y otras mujeres, que sin duda consideraron esta inversión plenamente satisfactoria.

El capital así reunido «*tam de bonis nostris quam de bonis dictarum personarum*» ascendió a la importante suma de seis mil doscientas sesenta libras, diez y ocho sueldos y cuatro dineros de moneda barcelonesa de terno.

Únicamente intervienen en el acto constitutivo los dos citados socios, quienes contraen las obligaciones entre ellos

«*convenimus et promittimus nobis alter alteri...*») y regulan el funcionamiento de la sociedad «*inter nos*».

Los «comanditarios» no comparecen siquiera, y los socios se limitan a confesar la recepción de las cantidades que tienen en «comanda», con renuncia a la excepción «*non numerate et non recepte pecunie*», a aportarlas a la sociedad, y a obligarse a satisfacer, en su día, los beneficios correspondientes y a restituir el capital recibido.

En sendos documentos extendidos a continuación de dicha escritura los dos socios confiesan y reconocen haber recibido de cada uno de los interesados la cantidad que tienen en «comanda» *recepimus a vobis ac tenemus in vestra commanda*», y haberla ingresado en la sociedad constituida entre los mismos, de acuerdo con dichos capitalistas «*quas de voluntate vestra misimus et posuimus in societate quem contraximus inter nos...*»; obligándose solidariamente a negociar con dicho capital y el de la sociedad «*simul cum pecunia et bonis dicte societatis*», en los términos explicados en el acto constitutivo de la misma «*lucro querendo et dampno vitando*»; así como a restituir el capital, en su día, junto con los beneficios obtenidos.

De lo expuesto parece resultar que el negocio, desde el punto de vista jurídico se desdobra en varias relaciones independientes. Por una parte una sociedad formalmente constituida por los dos mercaderes, y por otra las diversas «comandas» que ambos solidariamente han recibido, y que son reconocidas separadamente a cada uno de los interesados.

Aunque con el consentimiento de éstos sus capitales ingresaron en la sociedad, no se confunden con el privativo de la misma, que es aludido separadamente, y aun al llegar el momento de la liquidación han de realizarse dos operaciones independientes, pues en la escritura social son presupuestos minuciosamente los gastos, salarios y demás cantidades a deducir de los rendimientos para determinar el beneficio partible; pero en los documentos particulares se añade la deducción de una cuarta parte de los beneficios correspondientes a cada comendatario, a retener por los repetidos mercaderes «*pro labore nostro*», percepción en-

teramente distinta de la devengada por su actuación social, y que no aparece en la escritura constitutiva.

No obstante, desde el punto de vista económico, salvo la citada última deducción, el capital de las «comandas» sufría los riesgos y participaba en los beneficios resultantes de las operaciones sociales, por haberlo así consentido sus titulares.

El capital debía ser restituído al aportante, a sus sucesores o a la persona que éste designara «*vobis vel vestris aut cui vos volueritis*», «*prout dominus Deus salvaverit*», y al final de los documentos particulares se hacía constar que debía entenderse que junto con el dinero, mercancías y bienes de la sociedad estaba a la voluntad de Dios «*et ad redemgum et fortunam nostri et vestri et aliorum participum dicte societatis per solidum atque libram*».

Los socios se obligan a desempeñar fielmente sus funciones a utilidad de la sociedad y a no dedicarse a otros negocios propios ni intervenir en ajenos durante la vigencia de la misma.

Conviene en retirar anualmente diez y seis libras el primero, y cincuenta el segundo «*de bonis ipsa societate*», para atender al pago de gastos, especialmente el alquiler de habitaciones y tiendas «*hospiciis et butigis*» y el salario de los dependientes.

Asimismo estipulan que irán a cargo de la comunidad los gastos ocasionados por el traslado de algún socio fuera del lugar de su vecindad, y que también «*vivant de communi*» los nuncios y factores.

No está prevista la retirada de cantidades a cuenta de beneficios, acumulados por tanto en la caja social, y liquidables al disolverse la sociedad, con sujeción a las siguientes reglas:

Primeramente debería deducirse:

Los gastos de todas clases hechos por razón de la Sociedad «*omnibus sumptibus factis racione seu occasione dicte societatis*».

Las pérdidas o daños sufridos «*et omni dampno deducto*».

El capital aportado por los socios y las cantidades entregadas en «comanda», salvo las pérdidas *«deducto et restituto utrique nostrum suo capitali predicto et deductos et restitutis predictis personis suis commandis prout dominus Deus hec salvaverit»*.

Practicadas estas deducciones, el resto habría de constituir el beneficio *«lucrum certum»*, del cual fueron atribuidas ciertas participaciones a los cinco factores de los socios y de la sociedad *«pro salario seu labore suo»*.

Según Sayous, estas participaciones consistían en una parte *«quartus denarius»* de los beneficios realizados gracias al factor.

La cláusula pertinente aparece redactada en los siguientes términos: *«...deducto prius (o etiam) quarto denario quem M. B. factori nostro et dicte societatis daturi sumus pro salario seu labore suo de toto lucro quod competet libris... de societate predicta...»*

Su contenido no creemos que autorice dicha interpretación, pues la referencia al *«labore suo»* parece no tener más objeto que expresar la causa o motivo del devengo, sin individualizar las operaciones por razón de actor, objeto ni lugar, determinando la participación en relación a una cifra ideal de capital, que no se encuentra en ningún otro lugar del documento, y que no es señalada como parte del capital de cuya inversión o empleo debiera cuidar especialmente determinado factor, por lo que podemos suponer que es imaginaria y habría de servir únicamente para el cómputo de la participación que le era reconocida en los totales beneficios sociales.

Acaso su explicación pudiera hallarse en la acostumbrada cuota del *«quartus denarius»* retenida habitualmente por los comerciantes que recibían las comandas, *«pro labore nostro»*, según es de ver en el mismo contrato estudiado, y que al señalar una participación en beneficios a los factores, fuera considerado más cómodo mantener el divisor y fijar el dividendo arbitrariamente para cada caso, según las circunstancias del mismo.

Al factor Julián Garriga, además de la participación regulada según las normas anteriores, en el caso sobre cua-

trocientas noventa y tres libras, le fué reconocida igual cuota «*quarto denario*» del lucro que «*pro rata*» produjeran a la sociedad las comandas que fueran recibidas de ciudadanos de Mallorca hasta la suma de seiscientas o setecientas libras.

Quedaba pues previsto también, con criterio bien moderno, el posible aumento de capital que acaso estuviera gestionando el aludido factor en tierras de Mallorca, pero el «*quarto denario*» reservado parece natural que sólo fuera atribuído al Garriga como representante de los futuros «*comendatarios*» a quienes correspondería al hacer efectiva su aportación, pues en otro caso la sociedad quedaría gravada con una doble prestación, muy onerosa para sus intereses, y que representaría una exagerada comisión para el factor obtentor de los capitales ⁽³⁾.

De la cantidad restante habría que separar los beneficios correspondientes a las personas reseñadas, a «*pro rata*» del importe de sus «*comandas*».

Y finalmente el residuo correspondería a los socios en proporción al capital respectivamente aportado.

Con estas operaciones quedaría liquidada la sociedad, y determinados los beneficios sociales correspondientes a los capitales de las «*comandas*», pero sería indispensable practicar una nueva liquidación, pues según hemos dicho, en virtud de los documentos particulares que las reconocían, los socios al obligarse a restituir el capital y a satisfacer los beneficios correspondientes, manifestaron que retendrían una cuarta parte de éstos «*pro labore nostro*».

* * *

Publicamos también un mandato otorgado personalmente por uno de los socios sin referirse al otro ni a la sociedad, pero que por conceder amplísimas facultades mercantiles a Jacobo Carbo, uno de los factores nombrados en la escritura de sociedad, estimamos de interés como complemento de la organización de la empresa.

N. DE G.

⁽³⁾ Sayous afirma equivocadamente que tal derecho a aportar nuevas «comandas» fué reservado al socio de Mallorca.

Contrato de Sociedad

13 kalendas marzo 1336.

In nomine Domini. Noverint universi, quod ego, Bernardus de Villa, mercator, civis Barchinone ex una parte et ego Verengarius Vivoti, mercator, civis Maiorice ex altera, gratis et ex certa sciencia contrahimus inter nos societatem duraturam a presenti die usque ad quatuor annos primos et continue venturos et deinde quamdiu in eodem consensu permanserimus ad negociandum videlicet, mercandum et lucrandum, in quaquidem societate pono ego, dictus Bertrandus de Villa, mille centum libras monete Barchinone de terno, et ego, dictus Berengarius Vivoti, duas mille et quadringentas libras predictae monete et ultra hec posuimus nos, dicti Bernardus de Villa et Berengarius Vivoti in dicta societate, subscriptas pecunie quantitates quas nos ambo recepimus et confessi sumus nos habuisse et recepisse et tenere in commandis a personis subscriptis, ipsasque commandas misisse et posuisse in societate predicta prout per instrumenta inde facta per [notarium] infrascriptum die et anno subscriptis apparet; videlicet, sexcentas libras predictae monete quas recepimus in commanda a Iacobo Cardonis cive Barchinone; item trecentas viginti septem libras eiusdem monete quas recepimus in commanda a Gaucerando Carbonis cive Barchinone; item centum libras eiusdem monete quas recepimus in commanda a Guillelmo Iserni cive Barchinone; item centum libras monete predictae quas recepimus in commanda a domna Agneta uxore Berengari Ermenguadi, iurisperiti, quondam, civis Barchinone; item quadringentas quinquaginta libras eiusdem monete quas recepimus in commanda a domina Valensa uxore Guillelmi de Otina, quondam, civis Barchinone; item sexaginta libras predictae monete quas recepimus in commanda a domina Sibia uxore dicti Iacobi Carbonis; item sexaginta libras predictae monete quas recepimus in comanda a domina Sancia uxore Petri Cardona, quondam, civis Barchinone; item sexaginta libras eiusdem monete quas recepimus in comanda a domina Geralda Pagana cive Barchinone; item triginta duas libras et decem solidos predictae monete quas recepimus in commanda a Iohanne filio Petri Iaumar, quondam, civis Barchinone; item viginti sex libras predictae monete quas recepimus in commanda a Petro Mulnerii, sartore cive Barchinone; item quinquaginta duas libras predictae monete quas recepimus in commanda a domina Elissenda uxore mei dicti Berengarii de Villa; item triginta libras monete predictae quas recepimus in commanda a Marcho Burgeti factore nostro et societatis predictae; item quadraginta libras predictae monete quas recepimus in commanda a Ferrario de Avellano factore nostro et dicte societatis; item decem libras predictae monete quas recepimus in commanda a Raimundeto Figuera nuncio nostro; item quadringentas libras monete predictae quas recepimus in commanda a Michaele Marqueti, cive Barchinone; item ducentas nonaginta libras predictae monete quas recepimus in commanda a Berengario Magistri, cive Barchinone; item triginta septem libras et undecim solidos predictae monete

quas recepimus in commanda a Geralda filia Petri Figuera, quondam, de parrochia Sancte Marie de Speluncis; item sexdecim libras et decem et septem solidos et quinque denarios predictae [monete quas re]cepimus in commanda a domina Agnete, uxore Petri de Campis, civis Maiorice, quondam; item viginti quinque libras predictae monete quas recepimus in commanda ab Anthonio de Repayre, sortitore coriorum, cive Maiorice; item decem libras predictae monete quas recepimus in commanda a Michaele [...] nuncio nostro; item triginta quatuor libras predictae monete quas recepimus in comanda a Guillelmo Dalmacii cive Barchinone. Quequidem quantitates pecunie supradictae quas tam de bonis dictarum personarum in dicta societate misimus et posuimus ut est dictum sunt in summa sex mille ducente sexaginta libre et decem et octo solidi et quatuor denarii monete predictae. Et ideo renunciantes excepcioni non numerate et non recepte pecunie et in predicta societate non posite et doli mali et accioni in factum et omni alii iuri rationi et consuetudini contra hec repugnantibus, gratis et ex certa sciencia bona fide et sine omni dolo malo et fraude convenimus et promittimus nobis alter alteri adinvicem quod cum predictis sex mille ducentis sexaginta libris et decem et octo solidis et quatuor denariis percassabimus, mercabimur et lucrabimur per nos et per nuncios et factores nostros et societatis predictae tam per mare quam per terram quam per aquam dulcem, emendo scilicet et vendendo et nobis adinvicem transmittendo merces et res que nobis utiles videantur et alias negociando prout nobis ad utilitatem dicte societatis melius visum fuerit expedire. Et quod super predictis et omnibus aliis que tangant negocia seu facta dicte societatis erimus nobis adinvicem fideles socii et legales et solliciti diligentes et intenti de bono et utilitate [dicte] societatis; et quod dampnum eiusdem evitabimus iuxta posse et quod supra [premi]ssis veniemus ad [rec]tum computum et legale in civitate[.....] dicte societatis melius visum fuerit expedire quandocunque et quociescunque alter nostrum hoc pecierit et requisierit et quod reddemus inde nobis adinvicem rectum computum et legale; item convenimus et promittimus nobis adinvicem quod in fine dicti quadrienni vel postea cum alter nostrum hoc voluerit et pecierit veniemus super premissis ad divissionem, et quod deducto et restituto utriusque nostrum suo capitali predicto et deductis et restitutis predictis personis, predictis suis commandis, prout Dominus Deus hec salvaverit et deductis eciam primitus de communi, omnibus sumptibus factis racione seu occasione dicte societatis et omni dampno deducto, totum lucrum quod dominus Deus auxerit societati predictae, dividemus inter nos et predictas personas a quibus dictas commandas ut predictur recepimus hoc modo: quod deducto prius quarto denario quem Marcho Burgeti factori nostro et dicte societatis daturi sumus pro salario seu labore suo de toto lucro quod competet quingentis triginta tribus libris et sex solidis et octo denariis de societate predicta, et deducto eciam quarto denario quem Dominico Badia factori et nuncio nostro et dicte societatis daturi sumus pro salario seu labore suo de toto lucro quod competet aliis quingentis triginta tribus libris et sex solidis et octo denariis de societate predicta, et deducto eciam quarto denario quem Ferrario Garriga nuncio et factori nostro et dicte societatis daturi sumus pro salario

seu labore suo de todo lucro competet aliis quingentis triginta tribus libris sex solidis et octo denariis de dicta societate, et deducto eciam quarto denario quem Berengario Torrabadal nuncio et factori nostro et dicte societatis daturi sumus consimili racione de toto lucro quod competet sexcentis sexaginta sex libris et tres decim solidis et quatuor denariis de societate [predicta], et deduc[to] eciam quarto denario quem Iuliano Garriga, nuncio et factori nostro et dicte societatis daturi sumus consimili de causa de tuto licet quod competet quadringentis monaginta tribus libris de societate predicta, et deducto eciam quarto denario quem eidem Iuliano daturi sumus consimili racione de lucro quod fiet in dicta societate pro rata quarundam commendarum quas recepturi sumus a quibusdam civibus Maiorice usque ad summam seu quantitatem videlicet de sexcentis usque ad septingentas libras Maiorice, de residuo tocuis predicti lucri quod dominus Deus predictae societati auxerit ut est dictum, dabimus unicuique predictarum personarum a quibus commandas recepimus et recepturi sumus ut est dictum, partem inde sibi competentem pro rata dicte sue commande et totum residuum ipsius lucri dividedemus inter nos per solidum atque libram pro rata-capitalis quod quolibet nostrum misit et posuit in dicta societate ut est dictum. Item convenimus et promittimus nobis adinvicem quod supra premissis dicemus et scribemus nobis ad invicem veritatem et quod sequemur bonam fidem et rectam, non recedentes in aliquo a tramite veritatis et quod omnes dolus malus et fraus inde aberunt. Convenimus autem inter nos quod, uterque nostrum possit procurare et procurari facere negocia et facta dicte societatis in illis partibus sive locis de quibus sibi melius visum fuerit expedire exceptis dumtaxat partibus per Summum Pontificem prohibitis et quod uterque nostrum quamdiu fuerit extra civitatem ubi tenet vel tenebit domicilium suum pro negociis et factis dicte societatis vivat [de] communi eiusdem civitatis. Et assimili dicti nuncii et factores nostri [et dic]te societatis vivant de communi eiusdem societatis. Convenimus eciam inter nos [quod] uterque nostrum possit de bonis dicte [societatis em]endare et transmittere per marem et per terram et per aquam dulcem ad quas-cumque partes de quibus sibi ad utilitatem dicte societatis melius visum fuerit expedire, exceptis tamen, partibus prohibitis per Summum Pontificem ut est dictum et quod neuter nostrum durante huiusmodi societate possit se intromittere nec curare de aliquibus aliis negociacionibus propicis vel alienis nisi de negociis et factis dicte societatis. Convenimus eciam inter nos, quod, de bonis dicte societatis perducamus et habeamus nos quolibet anno, ipsa societate durante, pro conducendis videlicet hospiciis et butigis et pro salariis nunciorum et aliis expensis pro solvendis, scilicet, ego, dictus Bernardus de Villa, XVI libras predictae monete Barchinone, et ego, dictus Berengarius Vivoti quinquaginta libras eiusdem monete. In super convenimus et promittimus nos adinvicem quod predicta omnia et singula ut superius dicta sunt, faciemus et complebimus nobis adinvicem et tenebimus et conservabimus et quod in aliquo non contravenimus aliquo iure racione vel causa. Pro predictis autem omnibus et singulis complendis et atendendis et tenendis et observandis, obligamus nobis adinvicem omnia bona nostra etc. Et ut predicta maiori gaudeant firmitate non vi nec dolo set

sponte iuramus per dominum Deum etc. predicta omnia et singula attendere et complere et tenere et observare et in aliquo non contravenire aliquo iure causa vel etiam racione. Hec igitur omnia supradicta et singula ut dicta sunt, facimus, paciscimur et promittimus nobis adinvicem et vobis et notario infrascripto tanquam publice persone pro utriusque nostris et pro aliis etiam personis quarum interest et intererit recipienti et paciscenti ac etiam [...] stipulanti.

Testes predicti [Bertrandus de Insula. Raimundus de Turri cives Barchinone, Franciscus Boneti et Petrus Borrelli scriptores]

AHPB; Notario: Guillermo Borrell, Manual 26 junio 1336-13 marzo 1337.

* * *

Comanda recibida por los socios Bernardo Villa y Berenguer Vivoti del Comendatario Jaime Carbó.

Ego Bernardus de Villa, mercator civis Barchinone et ego Berengarius Vivoti, mercator, civis Maiorice, confitemur et recognoscimus vobis Jacobo Carbonis civi Barchinone quod tradidistis nobis et nos habuimus et recepimus a vobis ac tenemus in vestra commanda sexcentas libras monete Barchinone de terno quas nos de voluntate vestra misimus et posuimus in societate quam contraximus inter nos ad negociandum, mercandum et lucrandum, prout de huiusmodi societate melius et plenius apparet per duo instrumenta publica, per alphabetum divisa, inde facta per notarium infrascriptum die et anno subscriptis. Et ideo renunciamus etc. uterque nostrum insolidum convenimus et promittimus vobis quod cum predictis sexcentis libris simul cum pecunia et bonis dicte societatis percassabimus, mercabimur et lucrabimur per mare et per terram et per aquam dulcem exceptis partibus per Summum Pontificem prohibitis, emendo scilicet et vendendo et nobis adinvicem transmittendo merces et res que nobis utiles videantur et alia negociando prout Dominus Deus nobis ministrabit et quod super predictis erimus vobis fidelis et legales et solliciti diligentes et intenti de lucro querendo et dampno vitando. Item convenimus et promittimus vobis uterque nostrum insolidum quod cum suprapredicta societate ad divisionem contigerit nos venire, restituemus et trademus ac solvemus vobis vel vestris aut cui vos volueritis predictas sexcentas libras prout dominus Deus eas salvaverit et quod de toto lucro quod dominus Deus predictis DC libris sive predicte societati pro rata ipsarum uixerit, dabimus vobis tres partes, fideliter et integre, factis scilicet inde, quatuor partibus, retenta nobis residua quarta parte ipsius lucri pro labore nostro. Item convenimus et promittimus vobis quod super premissis dicemus et scribemus vobis veritatem et quod sequemur bonam fidem et rectam non recedentes in aliquo a tramite veritatis, et quod omnis fraus et dolus malus inde aberunt. Et pro hiis comprehendis et attendendis obligamus vobis et vestris uterque nostrum insolidum nos et omnia bona nostra etc. Renunciantes quantum ad hec gratis etc. beneficio novarum constitutionum e dividendarum accionum et epistole divi Adriani

et omni alii iuri etc. Intelligatur quod predicta commanda simul cum pecunia et mercibus ac bonis dicte societatis eat, maneat, redeat et sit ubique ad voluntatem Dei et ad redegum et fortunam nostri et vestri et aliorum, participum dicte societatis per solidum atque libram.

Testes predicti.

AHPB; Notario: Guillermo Borrell; Manual 26 junio 1336-13 marzo 1337; con la misma fecha que el anterior contrato de constitución de sociedad.

* * *

Siguen a este documento de aceptación de comanda, los correspondientes a los comanditarios que se citan en el acta de constitución de la Sociedad, otorgados en la misma fecha.

* * *

Poderes de Berenguer Vivoti a Jaïne Carbó.

10? Kalendas marzo 1336

Ego Berengarius Vivoti, mercator civis Maiorice constituo et ordino vos Iacobum Carbonis civem Barchinone, procuratorem meum generalem super omnibus et singulis negociis, bonis et iuribus ac littibus sive causis meis procurandis, gerendis, tractandis et administrandis, dando et concedendo vobis dicto procuratori plenam, generalem et liberam potestatem quod pro me et nomine meo possitis petere, exigere et recipere omnes census, redditus, exitus et proventus meos et omnia eciam debita que debeantur michi per quascunque personas tam ex causa mutui, commande, seu depositi quam ex quacunque alia racione seu causa, cum cartis vel sine cartis, et omnia eciam alia bona et iura ad me quoquo modo spectancia et spectatura a quibuscunque personis detineantur seu possideantur et firmare nomine meo in omnibus et singulis instrumentis vendicionum stabilimentorum et quamlibet aliarum alienacionum et contractuum que et qui facte et facti sunt et fiet et honoribus et possessionibus qui et que tenentur et pertenebuntur pro me et in aliis eciam instrumentis in quibus firmamentum meum sic utile vel necessarium aut vobis debere fieri videatur et faticas concedere et in causis quarum cognicio ad me spectet iudicem vel iudices delegare et sentencias ipsius iudicis vel ipsorum iudicum execucionem mandare. Possitis eciam honores et possessiones meos et alia eciam bona mea immobilia vendere, stabilire et alio quocunque modo alienare in perpetuum, insimul vel divisi cuicunque seu quibuscunque personis volueritis et pro quocunque eciam... vel videatur et emptores vel emptorem ac alios adquisitores predictorum... eis omnes acciones et iura michi... (siguen fórmulas jurídicas en mal estado de conservación).

AHPB; Notario: Guillermo Borrell; Manual 26 junio 1336-12 marzo 1337.

(*Transcripción de MARINA MITJÁ*)

Protesto del siglo XIV de una letra « con la ricorsa »

El protesto que sigue, ofrece la particularidad, no rara en documentos coetáneos, de coincidir las personas del tenedor de la letra y el librado.

El requirente Felipe Aldighieri recibió el efecto transcrito en el cual le era ordenado que se pagara a sí mismo la cantidad de doscientas sesenta y cinco libras, para abonarlas a la cuenta del librador Ludovico de Dono.

Presentada la letra al protesto, el mismo requirente contestó negando adeudar el importe del cambio, y protestando de recambio, gastos, daños e intereses.

Acaso el giro pudiera interpretarse como un negocio de cambio compensatorio entre cuentas de signo contrario resultantes de operaciones del librado, el cual en virtud de la orden recibida aunque formalmente habría de pagarse a sí mismo, en realidad debía abonar el capital en la cuenta indicada.

Al no hacerlo así, por no adeudar la cantidad girada, probablemente le interesó el protesto a fin de no perjudicar su crédito, y para evitar que fuera presumida la tácita aceptación del efecto, en virtud de lo dispuesto en la Ordenanza de 1394 —concordante con disposiciones análogas vigentes en otras ciudades— según las cuales el librado debía aceptar o protestar dentro de las veinticuatro horas siguientes a la presentación de la letra.

Estas observaciones son las que a primera vista resultan al examinar el documento, pero no son suficientes para explicar una práctica que hoy consideramos anómala.

Algún día dedicaremos nuestra atención a estudio de

las variadas fórmulas utilizadas por los comerciantes en sus negocios cambiarios, refiriéndonos a los abundantes documentos conservados, pero por hoy nos limitaremos a señalar que se trata de una fórmula frecuentemente usada en Italia bajo la denominación «*con il ricapitar le lettere sopra il datore*» o más vulgarmente «*con la ricorsa*».

Scaccia, en su *Tractatus de commerciis et cambiis* ⁽¹⁾ explica los distintos casos en que era empleada tal fórmula, que algunas veces no tenía más objeto que cubrir una operación normal, pagadera en plaza donde el librador no tenía representación, pero donde confiaba disponer de fondos en la época del vencimiento, y de acuerdo con el tomador designaba al representante de éste para que ostentara la de ambos; pero otras se refería a diversas combinaciones, no siempre lícitas, que son examinadas y discutidas prolijamente por dicho autor.

En la citada obra se transcriben varias fórmulas de letras de esta naturaleza, cartas de aviso, e incluso el texto íntegro del acta de protesto, que coincide con el que ahora publicamos.

Scaccia trata del origen, significado y transcendencia de las expresiones «*per la valuta*», «*ponete al mio conto*», etc., y expone el «*modus operandi*» según los casos, explicando que el librado debía requerirse a sí mismo y, si no aceptaba, había de practicar el protesto del mismo modo que si la letra hubiera sido presentada por cualquier otra persona, según decisión de la Rota de Génova, añadiendo en el apartado siguiente que en virtud de tal protesto podría actuar contra el librador, y conseguir intereses, cambio y recambio a expensas del deudor.

N. DE G.

16 abril 1444.

Noverint universi quod die iovis, sextadecima die mensis aprilis anno a nativitate Domini millessimo CCCC° XXXXIII° in presencia Iohannis Mas, scriptoris iurati sub me, Honorato çaa Conamina, auctoritate regia notario publico Barchinone infrascripto et in presencia eciam Petri Font et Bernardi Golet, sartorum, civium Barchinone, testium ad ista vocatorum

(1) Francofurti, MDCXLVIII, págs. 123, 408, 426, 439, etc.

specialiter est assumptorum, venerabilis Philipus Aldiguerii, mercator, civis Barchinone. constitutus personaliter in operatorio scribanie mei dicti et infrascripti notarii, quod operatorium est in dicta civitate, satis prope Logiam mercatorum eiusdem civitatis, obtulit et presentavit et per dictum scriptorem iuratum legi publice peccit et requisivit coram semet ipso quandam literam cambii papiream patentem in cuius dorso tale erat suprascriptum: Filippo Aldighieri e chonpania in Barsalona. et subtus ipsum suprascriptum tale erat signum Contenta autem intus ipsam literam huiusmodi erant tenoris: Al nome de dit a di XI de decembra 1443. Non avendo pachato per la prima o secunda o III^a pachate per questa IIII de chabio a usansa a voi medechimi lliuras dusento sasanta cinque, ço e, lliuras CCLXV sono per la valuta a uti quit de Piero Chaetano e Antonio de Settimo e conpani; pachate al tempo e ponete a nostro chonto, che Christo vi ghardi, per Ludvico de Dono e chonpani, Palermo, et in fine preinserte litere erant scripta alia manu sequencia: noi mossen Olino e Aghinolfo siamo tenuti aletto cambio ricambio com principali prendeturi.

Quaquidem litera cambii oblata et presentata et per dictum scriptorem iuratum lecta, incontinenti dictus Philipus Aldigueri dixit coram dicto scriptore iurato et testibus antedictis hec verba vel similia in effectum: Senyors segons havets hoit aqueste letre es tremesa per Ludovico de Dono la qual se dressa a mi que complescha lo dit cambi, perque io dich aci devant vosaltres que no pagaria malla del dit cambi, car no tinch res del dit Ludovico de Dono, ans protest contre ell iatsia absent e bens seus e contre encare qualsevol persones en lo dit cambi tengudes ni obligades e bens de aquelles de recambi e de totes messions, dans e interesses per mi e part mia per aquesta raho fetes e fehedores sostenguts e sostenidors e de tot mon plen dret.

AHPB. Honorato Ça Conamina. leg. 7 Librum contrac. com. 59, 27 marzo-19 mayo 1444.

(*Transcripción de MARINA MITJÁ*)

Notas diversas existentes en los manuales notariales

En un artículo recientemente publicado, el Profesor Vicens Vives afirmaba que los catalanes hemos sobresalido siempre en guardar memoria escrita de nuestros actos, según atestiguan las magníficas colecciones de documentos conservadas en los Archivos.

El afán por recoger y conservar noticias para su perpetuo recuerdo era sentido tan intensamente por los Notarios, que en hojas sueltas, espacios blancos, y en las de guarda de sus Manuales, anotaban las visitas de personajes ilustres, relataban anécdotas curiosas y hechos que llamaban su atención, unas veces transcendentales para la historia del país y otras de interés meramente local; fenómenos meteorológicos, la limpia de la acequia Condal, procesiones y ceremonias de toda índole; que después de varios siglos llegan hasta nosotros, añadiendo al inestimable valor jurídico e histórico de protocolos y manuales, un hábito de la realidad más inmediata y un reflejo de la vibración ciudadana ante un suceso notable o poco frecuente en la vida cotidiana.

Creemos interesante publicar algunas de estas notas transcritas por D. José M. Madurell y elegidas entre muchas de menor importancia, pues aunque las efemérides históricas son sobradamente conocidas, es posible que en ellas se encuentre algún detalle ignorado, y en todo caso reflejan la impresión directa de un ciudadano distinguido que pretende salvar del olvido un suceso que ha presenciado o por lo menos ha oído relatar.

EL EMPERADOR DON CARLOS EN BARCELONA

La primera nota que se transcribe a continuación, se refiere a la larga estancia del Emperador en Barcelona y Badalona, desde septiembre de 1519 a febrero del año siguiente, con motivo de las Cortes celebradas en el Convento de San Francisco; a su alojamiento en la mansión del Magnífico Pedro de San Climent, y en el Palacio de la Noble Señora Vizcondesa de Palamós; y a la epidemia que tantos estragos causó en la Ciudad, sin respetar la Real persona de Su Majestad.

Termina tan curiosa relación reseñando la procesión y demás actos piadosos celebrados como acción de gracias al Altísimo, al declararse oficialmente en el mes de agosto la extinción del morbo, por haber transcurrido tres días seguidos sin haber ocurrido ninguna defunción (I).

Sigue la noticia de la gran victoria de Pavía sobre el ejército Francés, con la muerte de don Hugo de Cardona y la prisión del Rey Cristianísimo, quien llegó a la ciudad en la poderosa escuadra mandada por el Virrey de Nápoles, y fué alojado en la vivienda del Arzobispo de Tarragona (II).

Otra nota que aparece en las hojas de guarda de un protocolo del Notario Antonio Benito (III) da cuenta de la llegada del Emperador el día veintiocho de abril de 1529, con una escuadra procedente de Málaga, que, junto con la construída y reunida en Barcelona, y al mando de Andrés Doria, había de integrar el imponente séquito que le conduciría a Roma para su coronación.

En la siguiente (IV) se hace constar nuevamente su arribada y embarque en la Galera de Andrés Doria, Capitana de la Armada *«quals vaxells no's poria comptar»*, para combatir al Turco.

Rápidamente pasa por la ciudad, viniendo de Francia y dirigiéndose a Castilla el seis de diciembre de 1536 (V); y el veinticinco de abril de 1538 se embarca de nuevo para ir a concertar el Tratado de paz con dicho Rey de Francia (VI).

Las transcritas en VII y VIII lugar se refieren a su en-

trada de diez y seis de octubre 1542, y a su reunión con el Príncipe Don Felipe el ocho de noviembre siguiente, previa corta detención en el Monasterio de Valldoncella, y a las fiestas y luminarias celebradas en su honor.

Finalmente aparecen las noticias del fallecimiento de a Emperatriz en Toledo (IX); del paso del Duque de Saboya (XI), del Legado Pontificio (final II) y del Papa Adriano IV, y las procesiones y extraordinarias ceremonias que honraron con su presencia (X).

N. DE G.

I

D. M. L.

1519-1520.

«Propter peccata nostra et ex divina permissione in hoc anno a Virginis partu millesimo quingentesimo vigesimo viguit pestis in presenti civitate Barcinone, quequidem pestis iam vigere inceperat in precedenti anno millesimo D.XIX., dum Sacra Cesarea et Regia Maiestas Catholici Principis domini nostri Charoli in eadem civitate primevas ipsius Curias Cathalanis in monasterio fratrum minorum celebraret: Quadere oportuit nobilissimam personam suam in mense septembris civitatem predictam deserere, quique primo Betulonem peccit ibique per non multos dies in domo magnifici Petri de Sancto Clemente, militis barcinonensis, habitavit. a qua causa motus pestiferi qui in dicta Betulone secutus fuit circa prefati mensis finem sesessit et ad opidum Molendinorum Regalium sic dictum devenit ac ibidem in palacio nobilis domne vicecomitis de Palamosio, dicti oppidi domine, usque ad duodecimum diem mensis ianuarii anni premencionati M.D.XX. moram traxit, quo die Barcinonam rediit ex quo morbus predictus aliquantum convalescerat: causa claudendarum seu sicuendarum Curiarum: que semper ibidem sine interrupcione continue fuerant: rediit quibus finitis .VI.^o die februarii anni eiusdem ab eadem civitate ad partes Castelle iter arripuit: sepe dicto morbo in totum non cessante: Immo idem morbus in mense madii sequenti invaluit: in cuius mensis .XXX.^a die per honorabiles consiliarios civitatis eiusdem et seu de eorum mandato inquisicio quotidiana numeri mortuorum eodem morbo fieri incepta fuit: que usque ad ...diem mensis augusti duravit et continuata fuit: et die eodem cessata: ob quod tribus ultimis continuis diebus inventum fuit neminem dicto morbo vitam finisse: ipsoque eodem die processio magna per clerum barcinonensium quod reverendus pater, patres et cives eiusdem facta fuit: canticum beatorum Augustini et Ambrosii, Te Deum Laudamus mei pienti decantantes: ac Divine Maiestati que tanti morbi flagellum ab eis compescuerat gracias laudes et gloriam reddentes, in quoquidem inquisitionis tempore integro mille inter mares, feminas, et pueros obiisse inventum fuit cuiusquidem temporis numerus unico die morientum maior quinquaginta fuit.

videlicet iunii. Hoc itaque hic inserendum ...: ut nostrorum facitiorum memores: que predicta a duriora alia... nerentur inter legendum eadem. a vicis et iniquitatibus nostris ...os abstr... Deo totos per bona opera nos demus: adeo ut nostrorum delictorum veniam... qui: et ab omni plaga immunes custodiri: ac ... vite decursum ad celestem Hierusalem pervenire [gaud]eamus. Amen».

AHPB. Esteban Antico Triter. caja 2. man. 5; años 1519-22: 11-14 mayo 1520.

II

24 febrero 1525.

«Memòria sia per lo sdevanidor com a .XX.III. del mes de febrer any mill sincens e vint e sinch, fou la gran batalla del rey de França qui era anat en la Hitàlia contra lo Duch de Milà, e contra los capitans del anparador d'Elamanya qui ès vuy rey de Castella y de Aragó y de Nàpols, Sicilia. Granada e de Navarra. La qual batala és stada en la terra del Ducat de Milà, perquè lo dit rey de França tenia asatiada la ciutat de Pavia en la Hitàlia. E lo Duch de Milà, e lo Virey de Nàpols, e lo Marqués de la Pas-cara, e altres capitans qui eran ab molts spanyols qui feriran contra lo rey de França qui era present, e contra la sua gent que eran de cinquanta milia fins en .LX. milia combatens. La batala és stada tant fort que se diu an morts los spanyols ... millia persones de frencessos, e dels spanyols són morts ... milia. E los spanyols han prés en batala campal lo dit rey de França e lo príncep de Navarra, e molta noblessa que són los pressos francessos homens de gran títoll, duchs, comptes, XXXVI., e set grans senyors de França morts en dita batala. Dels capitans de l'amparador moriren dos en dita batalla, ço és, un qui's deya don Hugo de Cardona, parent del Duch de Cardona, y un capità natural de la ciutat de Nàpols molt sforça capità lo qual matà (?) de ses mans pròpies lo rey de França ab lo stoch per lo coll.»

«E més per recort pos en memòria, com diluns que comptavan .XVIII^a del mes de juny de dit any .M.D.XXV. arribaren en Barsalona, XXI, galera molt armades, e venia capità lo virrey de Nàpols Galarcon ?, qui an portada la persona del rey de França prés, possa en l'ort del archabisba de Terragona.»

«E més sia recort com a .VI. de agost del dit any .M.D.XXV. arribà lo legat del papa entra en la present ciutat en gran honra e fou rebut en semblant professó com se fà dia del Corpus, ab lo virrey e consallers ab gran cavalvada la entrada ab .XXXVI. adsembles».

AHPB. Antonio Benito Joan. leg. 3. «reportorium», años 1524-26: hoja de guarda anterior.

III

28 abril, 1.^a mayo y 28 julio 1529.

Recort com lo senyor emparador hariba en la present ciutat de Barsalona a .XXVIII. del mes de abril del any mill sincens e vint e nou. ab .XII.

naus, e dues galeres e una galiota que vingueran de Màlaga. E nosaltres aci en Barsalona, teniam acabades .XXII. galeres noves, e quatre galeres noves que són se fetes en Tortosa, e an de vanir aci a Barsalona per causa que Sa Sessària Magestat vol passar per coronarse en Roma. E Andriet Doria te ara .XII. galeras que seràn per totes les galeras .LX. ... e d'altra part .LX. naus e moltes qualaveras e galions en gran suma».

«Sie memòria em lo senyor enparador entra en la present ciutat de Barsalona lo dia dels Apóstols, lo primer de maig, any mill. D. e .XXVIIIº.

E après. a.XXVIII. del mes de juliol any mill. D.XX.VIII. parti lo dit senyor amparador de la present ciutat de Barcelona a la matinada dimecres a las quatre o .V. oras de mati ab .XXXVI. galeres molt an orda, e VIII. o .X. bargantins, e .LX. nau grossa, en que ni a moltes de dos milia botes passades, e moltes altres fustes, tafureas, calaveras portoguessas e altres fustes totes armades, e molt aviaules que prenen suma de .CXX. fustes».

AHPB. Antonio Benito. Joan, leg. 3. «Reportorium», años 1529-30: hoja de guarda anterior.

IV

3 abril y 30 mayo 1535.

«Die sabbati inter quintam et sextam horas post meridiem, que computabitur tercia mensis aprilis anni 1535. ingressa fuit Sacra Cesarea Catholica et Regia Maiestati Caroli, Divina favente clemencia Romanorum Imperatoris semper auguste, etc.. in presente civitate Barchinone.»

«Diumenge que comptàvem .xxx. del mes de maig, a les honze hores ans de mig jorn. après que hagui hohida missa e o offici a Sancta Maria de la Mar, de la present ciutat ab molt trunfo, del any demunt dit se embarchà la Sacra Cesàrea Catòlica y Real Majestat del rey don Carles, en la present ciutat de Barchinona. ab la galera capitana de Andreu De Oria per anar ensemps ab la gran armada que stave en dita plage contra lo Turch y Barbarossa, lo nombre dels quals vaxells no's porie comptar, ultra altres esquadras que's feyen en altres terres...»

AHPB. Juan Lunes, leg. 4, protoc. 17, año 1535: hoja de guarda anterior.

V

6 y 7 diciembre 1536.

«Dimecres a .iij. de desembre any M.D.XXXVI., a les onze hores de nit entrà la Sacra Cesàrea Catòlica y Real Magestat del Emperador don Carles rey y senyor nostre, venint del camp que havie tingut en les terres del rey de Fransa contra dit rey, y entrà per lo Portal Nou, en la present ciutat de Barcelona. E après se partí de dita ciutat lo endemà, que tenien set de dit mes per a Castella.»

AHPB. Luan Lunes, leg. 1, protoc. 17, año 1536: hoja de guarda anterior.

VI

25 abril 1538.

«Lo present dia s'enbarchà lo emperador per a Monogo sobre lo tracte de la pau ab lo rey de Fransa.»

AHPB. Jan Martí. leg. 5, man. años 1537-1538.

VII

7 y 8 noviembre 1542.

«Hoc die Princeps Philipus adventavit monasterium Vallisdomicelle, et facti sunt ignes Barcinone.»

Die mercurii .viii. mensis novembris, anno a Nativitate Domini .M°. D°. xxxxi°, quo die Princeps Philipus hanc Barcinone urbem adventavit, et facti ignes et alia quam plura.»

AHPB. Andrés Miguel Mir (menor), leg. 5, man. 4, contr.com., años 1542-1543.

VIII

16 octubre 1542.

«En aquest dia entra lo emperador en Barchinona.»

8 noviembre 1542.

«Die mercurii .viii°. novembris .MD.XXXXII., intravit in presenti urbe princeps noster.»

21 noviembre 1542.

«En aquest dia s'en són anats lo emperador, e lo príncep son fill.»

AHPB. Juan Martí, leg. 3, man. años 1542-1543.

IX

1 mayo 1539.

«Prima madii anno .M.D.XXX.VIII.º obiit serenissima domina imperatrix coniunx serenissimi et invictissimi domini nostri domni Caroli, Divina favente clemencia. imperatoris invictissimi in civitate Toleti, regni Castelle, cuius anima in Domino requiescat.»

AHPB. Juan Lunes, leg. 5, protoc. 20, año 1539: hoja de guarda anterior.

X

7 agosto 1522.

«Memòria com a .vii. del mes de agest del any mill. D.XX.II. lo sant papa Adrianus arribà en la present ciutat de Barsalona a les tres ores après

mig jorn ab .xi. galeras, e tenia de armada de altra part nou barxes, e un galió de mill botes, e molts bergantins, e hisqué en terra davay la ciutat e tot lo poble, e vingué a la Seu e feu oració al altar maior ab gran Te Deum Laudamus. E après sa santadad donà la benedicció altes veus a tothom. Equella nit dormí en Barcelona, e a les dues ores l'endemà matí anbarchà ab les galeras per la volta de Roma.»

AHPB. Antonio Benito Joan, leg. 5. «Reportorium», años 1522-23 hoja de guarda anterior.

XI

18 febrero 1585.

«Lo dia present dilluns que comptam a .xviii. del mes de febrer, any de la Nativitat del Senyor .M.D.LXXXV., a las sis horas de vespre, tocant la Ave Maria, arribà en la platja de la present ciutat de Barcelona ab .xviii. galeras, lo molt altíssim y excellentíssim senyor don Duch de Saboya. y desambarcà en un pont que per dit respecte la Ciutat avia fet, enpaliat de drap vermell devant lo Portall de Mar, ab un portal gran a la romana, com se acostuma, amb duas salvas, en la primera comensà a tirar lo Baluart del Rey en la Drassana, y après tota la artilleria de la ciutat, que per dit respecte s'era treta per la muralla de mar. Y après tiraren las ditas galeras la artilleria ab sa scopeteria dels soldats que aportaven.

Y axi arribades en la platja la galera capitana, en la qual venia sa altesa, se acostà al pont, y desambarcant comensaren tirar las galeras la artilleria y los soldats la scopeteria. Y après tirà la Ciutat la sua artilleria, y entrà sa altesa per lo dit pont hahont lo rebieren lo virey y los consellers. Y après cavale ab un cavall blanch, y al mig lo acompanyaven lo virrey a ma drete, y lo conceller en cap a ma squerra, y ab molta cavallaria lo ocompanyaran a palacio del virrey, lo qual li avian aparellat de molta gentilesa, hahont li feren tres dies y tres nits de bolicia y alegria, de dia y de nits, ab molta música y de lluminària de nit de llanternas per tota la ciutat.

Y de assí partí a la posta dissapte a dos mars del matex any para la ciutat de Çaragossa hahont la magestat del nostre rey Felip, ab tota sa cort lo stava sperant per donarli en sa companyia la excellentíssima senyora dona Catherina. infanta filla més xica de sa majestat, encartada de sa altesa, lo que sia per misericòrdia del Senyor, en augment de la Santa Mare Iglésia Cathòlica, Romana, y per molts anys Nostre Senyor los tinga acompanyats ab molta salut y alegria. Amén.

AHPB. Antico. Ça Font, leg. 2, man. o protoc. cont. 16, aoo 1585.

NOTICIA DE LA CANONIZACIÓN DE SAN RAIMUNDO DE PEÑAFORT

Un Correo de Italia la trajo a Barcelona, y fué anotada por los Notarios Lentisclá y Romaní y Morató.

El primero la incluye entre las narraciones de un temporal que azotó la costa y causó la pérdida de dos naves, y as fechorías de un sardo que robó al correo de Madrid, y el segundo se deleita explicando el rebosante entusiasmo con que los habitantes de Barcelona y demás lugares del Obispado recibieron la buena nueva.

Varios días se prolongaron las fiestas «*com may se sian fetes*». Todas las parroquias y villas del Obispado acudieron a venerar al Santo, con el Virrey, la Real Audiencia, los Consellers y Diputados «*ab gran majestat*». La artillería tiró salvas, y la solemne procesión fué presidida por el Arzobispo de Tarragona y cinco Obispos.

N. DE G.

23 marzo 1601, 10 mayo 1601, y 5 septiembre 1602.

«Fas nota com dimecres, a 28 de març 1601, se perderen dues naus, y una p... ..cha carregada de amelles a la plaja de la present ciutat, la una s'en feu dos mil pessas al cap de la ona, devant lo Pont del Virrey, la qual era de T. Milans, de Canet; y l'altre que era tota nova s'ensorrà y's badà tota, entre lo Baluart de sant Francesch y lo Pont del Virrey, lo qual era de tal Degues, moler, d'esta ciutat; y la pollacha s'enfonsà al cap del moll, que era de un home de Tortosa, y fou tot fet a les deu hores. Y també tragueren lo Santíssim Sagrament de Santa Maria al Baluart de Migiorn, cosa que ha molts anys que no s'és vista. Dén s'en servezca de tot.

Més, dijous a deu de maig, vingué un correu de Itàlia, y porta la nova com havien canonisat a sant Ramon de Pennafort, del Orde de Predicadors. A 29 de abril de dit any, dia de sant Pere Màrtir, vingueren les demés professors del bisbat a visitar la sua capella, y tots los monestirs y parrochies de ciutat per lo mateix, y les Confraries presentaren molts siris fins los minyons. Y a 24 de dit mes de maig, varen fer una professó tant solemne com may se sie feta portant lo seu cos per ciutat.

Dijous, a .v. del mes de setembre .M.D.C.II, fas nota, còma Francesch Taray, fill de Joan Taray, natural de la ciutat de Sàsser, del regne de Sardenya, per haver fetes moltes cosas inconvenients en la present ciutat de Barcelona, ço és que robà a un correu que venia de Madrid, unas alforjas, dins las quals portava sis o set centes lliures, dins un carraró que tr[aj]u del carrer del Hospital a la Casa que ara fan las Comèdies, y algunas altrás cosas, entre les quals fou que p...»

AHPB. Nicolás Lentisclà, leg. 16, lib. 10 vent., años 1600-1604: (hoja de guarda).

10 mayo 1601.

«Nota de sant Ramón.

Nota que vuy dijous que comptam deu del mes de maig del any de la Nativitat del Senyor .M.DC.I., arriba, en la present ciutat de Barcelona, la nova com lo dia del gloriós Sant Pere Màrtir, que era diumenge a .xxviii. del mes de abril proppassat, fonch canonitsat lo gloriós sanct Ramón de Penyafort. del Orde de Sancta Caterina, natural de la present ciutat de Barcelona. de noble llinatge. Fonch canonitsat per lo molt Sanctíssim papa Clement octau, vuy en la Iglésia de Déu regnant. Y està lo cors de dit gloriós sanct en lo Monastir de Santa Catherina. màrtir, del Orde de Predicadors, de la present ciutat. Tirà tota la artillaria y los baluards. Ferense grans festes y gales, com may se sian fetas. Totas las parrochias y vilas del bisbat y vingueren ab professó. Anay lo virrey y tota la Real Audiència, los consellers y los diputats ab gran magestat, y durà per molts dies en la present ciutat la bullissia y alegría. Y a vint y quatre de dit mes de maig, se feu solemne professó per la present ciutat, ab totes les Confraries y tots los rectors del bisbat y ab lo arcabisbe de Tarragona y sinch altres bisbes, y tres dias arreu feren alimaries.»

AHPB. Notario: Antonio Romani. leg. 3. manual años 1601-1602.

26 marzo 1626.

«Als 26 de mars 1626 jura lo rey en Barcelona los privilegis, y als tres: de abril li feren las festas per que no s'heran pogudes fer per ser la semana de Pasió. Posà en casa lo Duch de Cardona en Sant Francesch.

Després als denou de abril 1626. se feu la translació del cos de Sant Ramon de Penyafort. Feren alimàries tres dies, las Confrarias, anaren a la Seu y ab los monestirs y la profesó de la Seu anaren a Santa Catherina. Y lo nunci del papa y lo bisbe de Barcelona foren a la profesó. Lo rey y don Carles, son germà, la compenyaren de la Diputació fins al monestir.»

AHPB. Notario: Miguel Morató. leg. 1. «Secundum manuale». años 1622-1626.

(Transcripción de JOSÉ M.^a MADURELL)

RECTIFICACIÓN DEL CALENDARIO

Las dos notas siguientes obrantes en los Manuales de los Notarios Mambla y Massaguer se refieren a la corrección del calendario ordenada por el Papa Gregorio XIII en el mes de octubre de 1582.

Sanctissimus Pater in Christo, pater et dominus noster dominus Gregorius, Divina Providencia Papam .XIII. motu proprio cum suis patentibus apostolicis literis. causis et rationibus ac motivis in eisdem expressis, statuit. decrevit et mandavit, quod decem dies post quartam diem presentis mensis decurrendi, aboleantur et pro una die tantum computentur, ita videlicet, quod die subsequenti post dictam quartam diem presentis mensis octobris, que erit veneris, computetur dies decima quinta dicti mensis octobris. Et ita per omnes Christi fideles voluit observari et publicari.

Et ideo ego Petrus Mambla, notarius infrascriptus, ad evitandum et tollendum omne dubium quod super permissis insurgere posset, presentem memoriam manu propria scripsi, in fidem et testimonium premissorum.

AHPB. Pedro Mambla. leg. 1. man. año 1582.

1-14 octubre 1582.

Sanctissimus et beatissimus in Christo pater et dominus noster dominus Gregorius, Divina Providencia papam .XIII., per suas apostolicas literas, subdatas Tusculi, anno Incarnacionis Dominice .M.D.LXXXI., .vi. chalendaris marcii, pontificatus sui anno .x., presentem annum .M.D.LXXXII. causis et rationibus in prechalendaris literis contentis, corrigendum esse duxit et annum correccionis vocavit et corrigendo presentem et currentem mensum octobris mutilum esse decrevit et statuit ita quod post quartam diem octobris qui fuit iouis omittantur decem dies, et fiat transitus ad decimam quartam diem eiusdem mensis octobris, et ita dies veneris proximi que esset quina octobris nuncupandas sit decima quinta octobris currentis. Et ita fuit factum in hac nostra Provincia quem reverendissimus episcopus Barchinone, chalendarium correccionis huiusmodi Gregorianum publicari fecit et observari iussit.»

AHPB. Jaime Massaguer. leg. 8. man. año 1582.

(*Transcripción de JOSÉ M.^a MADURELL*)

Sección Bibliográfica

Los «Estudios Históricos y Documentos de los Archivos de Protocolos», agradecen desde estas páginas cuantas donaciones de libros y revistas se han hecho al Archivo Histórico de Protocolos.

En el presente número se hace relación de las publicaciones recibidas, entregadas, unas, por mera y graciosa voluntad de sus donantes, y otras, mediante intercambio con las publicaciones del Ilustre Colegio Notarial.

- ANALECTA SACRA TARRAGONENSIS. Balmesiana. (Biblioteca Balmes). Barcelona.
- ANALES DE LA UNIVERSIDAD HISPALENSE. Sevilla.
- ANALES DEL CENTRO DE CULTURA VALENCIANA. Diputación Provincial. Valencia.
- ANALES DEL INSTITUTO DE ESTUDIOS GERUNDENSES. C. S. de I. C. Patronato de la Excm. Diputación Provincial de Gerona.
- ANALES Y BOLETÍN DE LOS MUSEOS DE ARTE DE BARCELONA. Ayuntamiento de Barcelona. Barcelona.
- ANNALES DU MIDI. Edouard Privat et Cie. Toulouse.
- ANUARIO DE HISTORIA DEL DERECHO ESPAÑOL. Instituto Nacional de Estudios Jurídicos. Madrid.
- ARCHIVO ESPAÑOL DE ARTE. C. S. de I. C. Instituto Diego Velázquez. Madrid.
- BOLETÍN DE LA REAL ACADEMIA DE BELLAS ARTES Y CIENCIAS HISTÓRICAS DE TOLEDO. Toledo.
- BOLETÍN DE LA REAL ACADEMIA DE BUENAS LETRAS DE BARCELONA. Real Academia de Buenas Letras. Barcelona.
- BOLETÍN DE LA SOCIEDAD ARQUEOLÓGICA LULIANA. Sociedad Arqueológica Luliana. Palma de Mallorca.
- BOLETÍN DE LA SOCIEDAD CASTELLONENSE DE CULTURA. Castellón de la Plana.
- BOLETÍN DE LA UNIVERSIDAD DE SANTIAGO DE COMPOSTELA. Santiago de Compostela.
- CATÁLOGOS CODICUM HAGIOGRAPHICORUM. Hagiographi Bollandini. Bruselas.
- LÉRIDA. Instituto de Estudios Herdenses de la Excm. Diputación Provincial de Lérida.
- MEMORIAS. Archivo Bibliográfico de Santos Creus. Santos Creus.
- MITTEILUNGEN DES ÖSTERREICHISCHEN STAATSARCHIVS. Österreichischen Staatsdruckerei. Viena.
- PIRINEOS. C. S. de I. C. Revista del Instituto de Estudios Pirineicos. Zaragoza.
- SATFABÍ. Facultad de Filosofía y Letras. Valencia.

* * *

- ARTIS. A. ARTIS. SOLERVICENS. J. B. *Apuntes históricos sobre la Cofradía de Santa Marta de Hostalés y Tabernés.* (Barcelona 1945.)
- BARCELONA. DIVULGACIÓN HISTÓRICA. Textos del Boletín semanal radiado desde la emisora Radio Barcelona por el Instituto Municipal de Historia de la Ciudad. (Barcelona 1945-1948.)
- BATLLE PRATS. LUIS. *Librería del notario Guillermo de Mallorca.* (Madrid 1947.)
- BIBLIOTECA DEL CONGRESO DE WASHINGTON. *Las actividades hispánicas de la Biblioteca del Congreso.* (Washington 1945.)

- HAGIOGRAPHI BOLLANDIANI. *Catalogus Codicum Hagiographicorum...* Tomos I y II. (Bruselas 1886-1889.)
- DELEHAYE, S. I. Hippolyte. *Les passions des martyrs et les genres littéraires.* (Bruselas 1921.)
- FONTES HISPANIE ANTIQÆ. Universidad de Barcelona. Vol. I-IV. (Barcelona 1922-1940.)
- GRAHIT Y GRAU, José. *Comisión de Monumentos históricos y artísticos de la Provincia de Barcelona. Memoria de la labor realizada por la misma en su primer siglo de existencia.* (1844-1944.) Barcelona, Comisión Provincial de Monumentos históricos y artísticos. (Barcelona 1947.)
- INFORMACIÓN. *Estudios de la Edad Media de la Corona de Aragón.* Escuela de Estudios Medievales. C. S. de I. C. (Zaragoza 1949.)
- MUGICA, S. I. Plácido. *Biblioteca Suareciana.* Universidad de Granada. (Granada 1948.)
- PAULÍ MELÉNDEZ, Antonio. *El real monasterio de San Pedro de las Puellas de Barcelona.* (Barcelona 1945.)
- SAN JUAN OTERMÍN, Juan. *Índice del Archivo General de Protocolos de Pamplona.* (Pamplona 1942.)
- SANABRE, José. *El Archivo Diocesano de Barcelona.* (Barcelona 1947.)
- IMEDT, S. I. C. de. «*Anonymi libellus de vitis et miraculis Patrum Emeritensium...*» (Bruselas 1884.)
- VICENS VIVES, Jaime. *Ferrán II i la Ciutat de Barcelona.* Vol. I-II. (Barcelona 1936-1937.)

Í N D I C E

	Págs.
Dans Barcelone, au XVIII ^e siècle.— Transformations économiques, élan urban et mouvement des salaires dans le bâtiment, por <i>Pierre Vilar</i>	7
La casa de Cardona y sus obras en Poblet, por <i>César Martinell</i> ...	53
Notas para unos prolegómenos a la Historia del Notariado Español (tiempos anteriores a la Reconquista), por <i>Honorio García</i>	121
El Precario y la «Precaria» (notas para la historia de la Enfitteusis), por <i>Raimundo Noguera de Guzmán</i>	151
Reminiscencias feudales en un «capbreu» del siglo XVII, por <i>Sebastián Parés</i>	275
De una escribanía rural (siglos XIV, XV y XVI), por <i>José Maurí Serra</i>	297
VARIA	
Requerimiento del siglo XIII, por <i>N. de G.</i>	311
Compañía mercantil y «commandas» del siglo XIV, por <i>N. de G.</i> ,	314
Protesto del siglo XIV de una letra «con la ricorsa», por <i>N. de G.</i>	325
Notas diversas existentes en los manuales notariales, por <i>N. de G.</i>	328
Sección bibliográfica	339



50 ptas.

